SANGUIS MARTYRUM (1)

DEUXIÈME PARTIE (2)

Semen est sanguis christianorum...
(TERTULLIEN, *Apologie*, 50.)

Le caractère de tout héros, en tout temps, en tout lieu, en toute situation, est de revenir aux réalités, de prendre son appui sur les choses et non sur les apparences des choses.
(CARLYLE, *Les Héros*.)

I. — LE COIN DU PHILOSOPHE

Julius Martialis, duumvir de Cirta, possédait, sur la route de Sitifis, un vaste domaine avec une maison des champs. Cette maison se trouvait sur le territoire de Muguas, où Cécilius avait, lui aussi, une villa. Une clôture continue environnait les jardins et les dépendances, véritable muraille de forteresse, avec ses saillans turriformes, que hérissaient des créneaux en manière de triangle renversé. Devant l'entrée principale, haute comme la porte d'une ville, Cécilius fit arrêter sa litière, puis, en étant descendu, il renvoya ses gens.

A peine avait-il franchi le seuil, qu'un chien énorme, un dogue au poil ras et aux courtes oreilles, se précipita contre lui, en tirant sur sa chaîne et en hachant l'air de ses aboiemens enragés. Pour cet animal redoutable, le *Cave canem* inscrit en mosaïque devant la loge du portier n'était que trop justifié.

(1) *Copyright by* Louis Bertrand, 1918.
(2) Voyez la *Revue* du 1er mars.

Celui-ci, de l'intérieur de sa maisonnette, gémissait d'une voix molle :

— Paix, Fidèle! Paix!...

Mais le chien redoublait de fureur. Le vacarme devint tel que Julius Martialis lui-même, homme vieux et quelque peu podagre, se porta au-devant de son hôte, en s'appuyant sur une haute crosse de cornouiller.

— Ah! clarissime seigneur, lui cria, en riant, Cécilius, tu ne m'as donc invité que pour me faire dévorer par tes chiens!

— Excuse! dit Martialis : cette bête rustique n'a pas l'habitude du beau monde... Allons, Fidèle! Paix!... Mais où est donc ce portier maudit? Holà, portier! Tu dors?

Tout tremblant, l'esclave se montra dans l'embrasure étroite de la porte. C'était un vieillard, enchaîné, lui aussi, comme le chien, et d'une ossature si mince et si frêle qu'il semblait un fantôme flottant sous les plis de sa longue blouse blanche. Il se jeta aux pieds de Martialis :

— Pardonne, maître! Le chien a l'habitude d'aboyer au moindre bruit. Et puis je n'avais pas bien entendu!...

De son doigt approché de l'oreille, il fit signe qu'il était un peu sourd.

— C'est absurde, dit Martialis en attestant son ami, de faire garder une porte par un Tithon de cette espèce. Je vais tancer mon fermier et lui enjoindre de t'envoyer à la ville, pour garder les enfans ; tu n'es plus bon qu'à cela.

— Non, maître! Laisse-moi mourir ici!

— Mais quel âge as-tu, pour vouloir déjà mourir?

— J'ai ton âge, maître, dit l'esclave... Eh quoi? tu ne te souviens pas? Je suis Spératus avec qui tu as joué tout enfant. Quand ton père, aux Saturnales, te donnait des sigillaires, tu partageais avec moi les poupées et les bonshommes d'argile...

— Par Pollux! cela ne me rajeunit pas, s'exclama le vieillard, en se tournant vers Cécilius.

— Laisse-le à la campagne et ôte-lui sa chaîne, conseilla le visiteur apitoyé.

— Tu entends? dit Martialis au portier.

— Non, maître! je t'en prie, laisse-moi dans ma loge. J'y suis accoutumé et j'y suis tranquille... Les autres serviteurs seraient méchans pour moi...

Cependant Martialis, qui ne l'écoutait plus, avait passé son

bras sous celui de Cécilius. Fouetté par le portier, le chien s'était retiré dans sa niche, où il grommelait encore.

— J'ai ces bêtes en horreur! jeta presque agressivement Cécilius à son hôte, qui, par une allée de platanes, l'emmenait vers la maison.

— Et moi qui les adore! dit le vieillard, d'un air d'affliction comique.

— Est-ce possible! Toi, un sage!... Comment peux-tu souffrir à tes côtés ces outres d'Éole ambulantes, ces bêtes malpropres et puantes, bruyantes et stupides, les seules qui étalent leur ordure et qui reviennent à leur vomissement? Connais-tu rien de plus imbécile que l'aboiement mécanique du chien? Les autres animaux ont au moins un semblant de voix articulée... La voix du chien, c'est du vent qui fait rage, — le soufflet du cyclope...

— Voilà une opinion solidement motivée, dit Martialis, railleur. Néanmoins, tu souffriras que je ne la partage point. Tu sais, je suis un sceptique incorrigible. Toutes les opinions me paraissent défendables. C'est pourquoi j'aurais mauvaise grâce à contester contre la tienne.

Il rit d'un gros rire débonnaire, et serra d'une pression plus affectueuse le bras de Cécilius.

Celui-ci aimait sincèrement ce voisin de campagne, le seul d'ailleurs qu'il fréquentât. Malheureusement, Martialis ne venait jamais qu'en passant à Muguas. Presque tout l'été et l'automne, il séjournait dans un immense domaine, dont il avait hérité aux environs de Milève. C'était un homme aimable, qui se piquait de rester fidèle, comme Cicéron son idole, aux enseignemens de l'Académie. Il appartenait au siècle précédent non seulement par son âge, mais par ce libéralisme superficiel qui avait été de mode sous les premiers Antonins. Maintenant, dans une société étroitement dévote, cet esprit large et très peu crédule était comme perdu : il avait l'air d'un provincial arriéré. En tout cas, un sceptique de ce genre était un oiseau rare. De là l'estime de Cécilius pour lui. Le chrétien trouvait dans ce vieillard lettré un juge indulgent à sa croyance. Certainement Martialis, par amitié pour son voisin, s'était entremis auprès du légat, afin d'arrêter toute poursuite contre Cyprien et ses collègues. Avant d'écrire à l'évêque de Carthage, Cécilius avait désiré le voir, pour le sonder précisément sur les dispositions du légat

de Lambèse. Martialis avait répondu en l'invitant à déjeuner pour le lendemain.

Sous l'allée de platanes, le vieillard marchait difficilement, à cause de sa goutte qui lui avait déformé le pied droit. Mais, par toute une affectation de gaîté, il s'efforçait de faire oublier cette disgrâce. Il disait à Cécilius :

— Tu as dû voir, au-dessus de mon toit, la petite fumée qui annonce l'arrivée d'un ami.. Hélas! dans cette campagne où l'on n'a rien, je ne te ferai pas grand'chère. Mais tout ce que je t'offrirai vient de mon jardin, ou de mes champs. Tout a été apprêté pour toi par des mains africaines, des mains qui ont retenu la leçon de nos aïeules...

Cécilius cherchait en vain, au-dessus des toits, la petite fumée, dont parlait son hôte, — une image poétique, sans doute. Il ne voyait que les tourterelles qui roucoulaient sous les tuiles des pigeonniers.

Au bout de l'allée, le corps de logis apparaissait maintenant tout entier derrière un rideau de cyprès, qui défendaient la maison contre le vent du Nord. Cette maison des champs n'avait rien de somptueux. C'était une simple ferme, avec sa cour intérieure, son portail pour les charrettes, ses hangars aux fourrages, ses pressoirs, ses écuries, dont les stalles en arcades se déployaient, dans le fond, entre deux gros pavillons carrés, que coiffaient des toits pointus, surmontés chacun d'une girouette. Les fermiers habitaient une des ailes, Tout le devant était laissé à la disposition des maîtres : une succession de chambres basses, en enfilade, percées de fenêtres étroites et couvertes par une série de petites coupoles aplaties. Blanchis à la chaux, les murs et les coupoles resplendissaient au soleil. Un peu à gauche, des tas de paille s'élevaient au bord d'une mare.

— Je réclame ton indulgence, dit Martialis au visiteur : tu es chez un paysan,

— Oh! un paysan qui a passé par l'Académie!

Cependant l'heure du repas emplissait la cour d'une animation joyeuse. Les esclaves rentraient des champs. Comme de monstrueux insectes aux longues jambes, sur leurs hautes roues peintes en rouge, des charrettes de foin s'alignaient devant les granges. Les valets de charrue, qui avaient été sarcler le blé mûrissant, rapportaient des brassées d'herbes odorantes, où éclataient des bluets et des coquelicots. Un

chasseur gétule tenait enfilées par le bec, à l'aide d'un brin d'osier, une couple de perdrix qu'il venait de prendre au lacet. Coiffé d'une peau de gazelle, il avait l'air d'un satyre cornu à côté de la fileuse qui, assise sur la margelle de l'abreuvoir, étirait le fil de sa quenouille entre ses doigts bruns et durs. La fermière, retroussant un pan de sa jupe gonflée comme un pis et semant le grain à la volée, marchait à grands pas, au milieu d'un troupeau d'oies et de canards. Un jeune porc aussi noir qu'un sanglier trottait d'un air fringant, bousculait les volailles, tandis que les pintades, heureuses d'être bien vernissées, se rengorgeaient autour du puits et, tout en picorant de çà et là, poussaient leur petit cri de poulie intolérable et continu.

— Ah! c'est tout à fait la campagne! ricana Martialis. Nous allons voir si tu l'aimes autant que tu le prétends.

— Peut-être plus que toi, dit Cécilius... Moi, au moins, je n'ai pas tes ambitions municipales, ô clarissime.

A dessein, il lui prodiguait ce titre, qui flattait l'innocente vanité du bonhomme, tout fier d'être traité en sénateur romain.

— « Clarissime » est de trop, protesta néanmoins le vieillard, en introduisant son hôte dans la salle à manger.

Cette salle, assez exiguë et simplement stuquée, était agréable à l'œil, avec ses peintures murales qui représentaient des natures mortes. Les motifs, très ordinaires, se trouvaient charmans à force de naïveté. Ce n'était rien : un cédrat posé sur une planche à côté d'une pêche verte entamée et laissant voir le noyau par un trou fait au couteau, — quelques amandes fraîches, fendues et montrant leur pulpe, un vase de cristal à demi rempli d'eau. A droite, par une triple arcature surbaissée, on apercevait un cubiculum, à la fois salle de repos et salle de lecture et, tout au fond, une fresque poussiéreuse et à demi effacée, où l'on devinait encore la figure consacrée de Virgile, assis entre la muse des Églogues et celle des Géorgiques.

— *Philosophi locus!* dit Cécilius, en montrant la fresque et le cubiculum : c'est le vrai coin du philosophe.

— Tu me flattes, mon cher! Je ne suis pas plus philosophe que sénateur : tout au plus du troupeau d'Épicure... Mais si tu veux bien prendre place...

Et le vieillard désignait le lit en maçonnerie grossière, mal dissimulé sous des coussins et des tapis d'Alexandrie, comme

en ont les conducteurs de caravanes. La table, toute petite, également en brique et passée à la chaux, s'arrondissait entre les branches du lit minuscule, où l'on ne pouvait tenir qu'à trois personnes. Dès qu'ils se furent installés, Martialis, avec une gravité toute sénatoriale, prononça :

— Afin de ne pas tromper ton appétit, je vais t'énumérer les plats du festin... Ce sera bientôt fait. Ah! il est frugal, il est laconien, le déjeuner de ma fermière!... D'abord tu auras des œufs frais, cuits sous la cendre du foyer, puis une saucisse numide, fille d'une truie de Milève; après cela, des boulettes de pultis enveloppées de feuilles de vigne et arrosées d'une sauce merveilleuse, dont une de mes esclaves maurétaniennes a le secret, où il entre toute espèce d'herbes aromatiques, de la sauge, de la sarriette, du thym, du romarin, tous les parfums des champs et du potager... enfin des perdrix rôties, prises par mes chasseurs et engraissées dans ma cave...

— Mais c'est un repas de prêtres saliens! dit, en riant, Cécilius, qu'amusaient les mines affriolées du vieillard.

Aussitôt il ajouta :

— Abondance et délicatesse, je suis sûr que tout sera parfait. On connaît ta gourmandise raffinée.

— Une gourmandise de campagnard, qui se satisfait de peu!

Avec son gros nez recourbé, ses grosses lèvres rouges et luisantes, Martialis ressemblait au *Maccus* des antiques atellanes. Cependant l'élégance de ses gestes contrastait avec la vulgarité apparente de sa personne. Cécilius le regardait manier d'une main légère et complaisante, une main voluptueuse d'amateur, la menue vaisselle qui chargeait la table et qui, comme le maître du logis, n'offrait rien que de rustique au premier coup d'œil. C'étaient des coupes et des fioles de terre cuite. Elles semblaient d'abord rugueuses et ternes, et pour peu qu'on les examinât, elles révélaient des colorations originales et discrètes, des tons passés de fruits mûrs, des verts sombres ou des violets dorés de prunes vertes ou d'aubergines, avec des formes inattendues de végétaux bulbeux et de coquillages.

Cet étalage de pièces rares dénotait un certain apprêt, un désir de flatter les yeux exigeans de l'hôte. Tout de suite Cécilius soupçonna que Martialis avait eu d'autres intentions, en l'invitant, que de l'entretenir du légat de Lambèse. Cela fit qu'il demanda brusquement au vieillard :

— Et Marcus, ton fils?

— Toujours à Cirta, où il plaide du matin au soir, — fanatique du barreau et se plaignant de la surcharge des affaires... Ah! je voudrais bien le marier! Mais il est tellement austère et farouche!... Seule, une femme de haute vertu...

— Il conviendrait d'y penser, dit Cécilius avec un fin sourire.

Or le bonhomme y pensait depuis longtemps : Birzil, héritière de deux familles également opulentes, lui semblait une bru très souhaitable. Et, de son côté, Cécilius, malgré son intention bien arrêtée de garder le plus longtemps possible auprès de lui sa fille adoptive, avait songé pour elle au jeune orateur, qui passait pour un homme de talent et qui, d'ailleurs, penchait secrètement en faveur des chrétiens. Tous deux savaient certainement que la même idée leur était venue. Mais chacun attendait que l'autre fît le premier pas, risquât une allusion à ce beau projet. Le vieux Martialis était trop habile pour manifester avec un empressement indiscret ce qui pouvait paraître chez lui une ambition excessive, Birzil étant beaucoup plus riche que son fils. Il dit d'un air détaché :

— Tu m'excuseras encore une fois : je n'ai à t'offrir que du vin de Calama... Mais il est sucré comme la figue et parfumé comme la violette.

— Mille grâces! dit Cécilius, tu sais que je ne bois que de l'eau.

— Eh bien, tu en auras d'excellente!

Et le maître ordonna à l'une des filles du fermier, qui vaquaient au service, de remplir la coupe de Cécilius, avec une énorme gourde d'argile, en forme de poire munie de sa queue.

— C'est de l'eau des Nymphes, dit Martialis. Chaque matin, avant l'aube, un esclave va m'en chercher, à cinq milles d'ici, près du sanctuaire du dieu Giddabal... Oui, il y a là une fontaine consacrée aux divinités de la montagne... Cher ami, bois de l'eau des Nymphes, tandis que je boirai du vin... Moi, j'aime le vin, et même, je te l'avoue, homme triste et insociable, une petite pointe d'ivresse n'est pas pour me déplaire. Entre gens diserts et bien élevés, cela donne plus d'éclat à la conversation. Comme le répétait mon aïeul, la vapeur d'un vin généreux agit sur l'esprit à la façon du feu sur l'encens, dont il libère les parcelles les plus subtiles et les plus exquises...

Il reposa sur le bord de la table le grand verre à pied où il avait dégusté le vin de Calama, et il soupira avec un air de béatitude :

— Ah! la vie est douce!

— Tu crois? fit amèrement Cécilius.

— Pour moi du moins. Tout m'a réussi jusqu'à présent. Mes filles se sont mariées de bonne heure. Ma femme elle-même m'a fait l'amitié de me quitter au moment où ses infirmités devenaient tout à fait importunes. Sans la goutte qui me tourmente de temps en temps, et le souci de mon fils, je serais parfaitement heureux... Sais-tu que Marcus m'inquiète? J'ai peur qu'avant peu il ne passe ouvertement dans votre secte.

— Nous serons très honorés d'une telle recrue, dit Cécilius. Mais toi-même, qui parles si librement de toutes choses, pourquoi n'es-tu pas des nôtres?

— Comment veux-tu que j'abandonne une religion qui me donne le bonheur, en assurant la tranquillité de mon esprit? D'ailleurs, pour changer, il faudrait discuter, et j'ai horreur de la dispute. Deux philosophes aux prises me font l'effet de ces crabes qu'on voit se dresser l'un contre l'autre, sur le sable des plages, en agitant dans le vide leurs pinces furibondes...

Il lança son gros rire épanoui. Des mulets s'ébrouaient dans la cour. C'était l'heure où les charretiers rattelaient leurs charrettes pour retourner aux prés. Martialis, étalé sur ses coussins, prêtait l'oreille avec complaisance à ces bruits familiers de la ferme et il se rengorgeait dans son orgueil de maître. Jugeant l'instant propice, Cécilius poursuivit :

— En tout cas, je connais ta bienveillance. Je suis sûr que c'est grâce à toi que les prélats, convoqués par Cyprien, ont pu quitter Cirta sans encombre.

— Sans doute!... Mais tu m'assures, n'est-ce pas, que Cyprien est parti, lui aussi?

— Le soir même de notre entrevue.

— Il n'était que temps! J'ai appris par l'envoyé du légat que celui-ci est extrêmement courroucé contre Cyprien : il le considère comme un fanatique des plus dangereux. Quant à toi, il te suspecte à cause de ton origine, de tes liens de parenté avec les anciens maîtres du pays. Il redoute toujours que tu ne suscites quelque mouvement populaire.

— Quelles imaginations! protesta Cécilius. Tu n'ignores

pas combien je vis retiré et paisible. Tes collègues m'accusent même d'inertie. En réalité, je me contente de faire quelque bien autour de moi... Mais, toi qui sais tout, dis-moi un peu : par qui Macrinius a-t-il eu vent du concile?

— Tu veux le savoir?... Eh bien! c'est par Roccius Félix, ton voisin, notre voisin, car sa propriété touche aux nôtres pour notre malheur à tous deux. Or des amis communs l'ont aperçu en conciliabule avec le prêtre Paulus...

Ainsi, le prêtre Paulus avait trahi! Les soupçons de Cyprien étaient justifiés. Cécilius nota le fait soigneusement, pour en avertir l'évêque de Carthage. Mais le vieillard, échauffé par le vin de Calama, en venait aux confidences :

— Veux-tu me permettre un conseil amical? dit-il, en se penchant à l'oreille de Cécilius : défie-toi de Roccius!

— Pourquoi?... Je ne m'occupe pas de lui.

— Raison de plus! Tu l'humilies et il te jalouse. Déjà son père et le tien étaient en rivalité. Lorsque Cécilius Natalis faisait construire à ses frais un arc de triomphe, Julius Félix s'empressait d'offrir aux gens de Cirta un marché, ou une bibliothèque... La vanité du fils dépasse encore celle du père... Tu ne l'as pas vu se pavaner dans le carrosse qu'il vient d'acheter à Carthage? C'est la fable de la ville!... Oui, mon cher, un carrosse doré, avec tout un système de roues enchevêtrées, extraordinaires, des sièges suspendus, des appareils ingénieux qui marquent l'heure, et même la distance parcourue!... Mais goûte-moi ces dattes frites dans du beurre!

La fille aînée du fermier les apportait, en effet, dans des cassolettes de terre brune où elles mijotaient encore.

— Goûte, cher ami, cette surprise de ma cuisinière maurétanienne : je t'assure que c'est délicieux.

Au même moment, des cris de douleur, puis des hurlemens retentirent du côté des jardins :

— Ce sont les esclaves de Roccius que l'on fouette, dit Martialis. Son ergastule est ici tout près, adossé au mur du jardin... Ah! il est terrible! Écoute! On entend siffler les verges!... Chez lui, il y a toujours quelque misérable lié au poteau, ou pantelant sous la fourche. L'imbécile! Il considère cette sévérité comme une preuve d'attachement aux mœurs des ancêtres. Aussi se montre-t-il d'une dévotion outrée, insupportable. Il nous empoisonne avec la fumée de ses sacrifices. Les moindres

fêtes sont chômées dans sa maison... Si tu entres dans son domaine, tu n'y verras que des autels couronnés de fleurs, des grottes consacrées et tapissées de guirlandes, des chênes hérissés de cornes de bœuf, des hêtres, où se balancent des peaux de brebis, de vieux troncs façonnés en forme de divinités rustiques... Si tu traverses ses vignes, tu butteras contre des ceps encrassés par les libations. Dans ses champs, tu graisseras le bas de ta tunique, en frôlant ses bornes pieusement arrosées d'huile... Et il ne voyage jamais sans un petit autel portatif et tout un assortiment de statuettes devant lesquelles il fait sa prière... Naturellement, il est très animé contre les chrétiens.

— Laissons ce grotesque! fit Cécilius, impatienté, et espérons que ses esclaves sauront le mettre à la raison... Mais, dis-moi, as-tu constaté chez Macrinius la même haine contre nous?

— Le légat n'est qu'un fonctionnaire, répondit Martialis : il exécute des ordres :

— Précisément! N'a-t-il pas reçu des ordres nouveaux?... Tu n'as rien remarqué, rien qui doive nous inquiéter?

— A Cirta, tout est tranquille. On raconte qu'à Rome Valérien Auguste se prépare à partir en guerre contre les Perses. A Lambèse, Macrinius a assez à faire avec les nomades et avec les montagnards qui, paraît-il, recommencent à s'agiter... Cher Cécilius, fais-moi la grâce de goûter ce miel! Vois comme il est joli dans ce pot de terre rouge. C'est du miel de mes abeilles, qui sont un peu les tiennes, car elles vont aussi piller tes parterres, les voleuses!

Mais Cécilius n'écoutait plus le bavardage mignard du bonhomme : il savait maintenant ce qu'il voulait savoir, ce pourquoi il était venu. Le repas touchant à sa fin, il brusqua le dernier service, et, malgré les instances de Martialis qui voulait lui faire admirer une récente plantation d'oliviers, il prit congé de son hôte, en prétextant que Birzil l'attendait à Muguas.

II. — LES RAISONS DE CÉCILIUS.

La nouvelle d'une persécution imminente avait d'abord atterré Cécilius Natalis. Jusqu'au moment du départ de Cyprien, il était resté en proie à l'obsession des terrifiantes images évoquées par son ami. Puis bientôt son esprit lucide et

ferme avait repris le dessus. Et d'abord, sitôt l'évêque parti, il s'était empressé de quitter la Villa des Thermes pour rentrer à Muguas, afin d'ôter tout prétexte aux accusations. Il convenait que la maison où les magistrats soupçonnaient une réunion illicite fût abandonnée par son maître, comme en témoignage officiel d'obéissance aux ordres du légat.

Dans ce calme milieu de Muguas, auprès de Birzil insouciante et rieuse, il n'était pas devenu précisément plus optimiste, mais ses idées et ses sentimens avaient repris leur pente habituelle. Encore une fois, il cherchait à s'adapter aux circonstances, à sauvegarder la paix, en tâchant de concilier les intérêts et de désarmer les haines. Son besoin un peu égoïste de repos s'accommodait trop bien de ce parti pris de modération et de cette sagesse pratique, dont il sentait toutes les insuffisances. Cependant la haute supériorité morale de Cyprien l'humiliait secrètement, et il regrettait que leur rencontre, au lieu de les rapprocher, les eût peut-être séparés davantage. Leurs cœurs ne s'étaient pas suffisamment parlé. C'était sa faute sans doute, à lui Cécilius, qui avait eu peur de s'abandonner devant son ami. Il en éprouvait comme un remords. C'est pourquoi son premier mouvement avait été de lui écrire, en quelque sorte pour se disculper. Mais il s'était dit qu'il ne s'agissait pas seulement, en cette affaire, de lui et de Cyprien, mais des frères, de l'avenir de l'Église. Il fallait prouver à l'évêque que, contrairement à ses préventions, il s'intéressait à eux, s'employait de toutes ses forces à la défense de la cause; il fallait aussi lui donner, non seulement quelques paroles d'espoir et de réconfort, mais des certitudes rassurantes. Maintenant, après son entretien avec Julius Martialis, duumvir de Cirta, il croyait pouvoir les lui offrir.

A peine était-il de retour à Muguas qu'il lui écrivit en ces termes :

« Cher Cyprien, je t'envoie cette lettre en toute diligence par Auster mon coureur, afin que tu saches immédiatement ce que m'a rapporté l'homme envoyé par moi à Sigus. Une saison s'est écoulée depuis que nos malheureux frères ont réussi à t'écrire. Pendant ce temps, Baric le ciseleur, et Gudden le cordonnier sont morts. Mais Privatianus l'exorciste est toujours vivant. Sache que je pars demain pour les mines, afin de voir ce qu'il est possible de tenter pour le tirer de là et d'abord pour

le voir lui-même, pour lui porter le salut et les consolations de son évêque. Cher Cyprien, je me réjouis à la pensée que je vais tenir ta place là où tu ne peux être en personne. Sans doute, je ne la tiendrai pas aussi bien que toi. Mais ton souvenir sera présent au milieu de nous, et j'aurai la joie d'être plus près de ton cœur peut-être, en faisant ce que tu ferais toi-même avec tant de bonheur.

« Très cher ami, je sais que tu ne doutes pas de mon amitié. Mais, pendant ton séjour à Cirta, j'ai bien deviné que tu doutes de mon âme. C'est peut-être autant ta faute que la mienne. Si je n'ai pas osé parler, peut-être aussi m'es-tu arrivé trop prévenu contre moi. Tu ne m'as pas compris. Ce qui t'a paru tiédeur de foi n'était que prudence, souci de ta propre conservation, désir de t'épargner des soucis inutiles. Pourquoi te tourmenter ainsi sans raison sérieuse? Eh quoi! parce que de jeunes clercs, désœuvrés à Rome, ont voulu faire les gens importans et bien renseignés, en t'envoyant des nouvelles dramatiques, voilà que ton imagination entre en campagne. Laisse-moi te citer un mot d'un sage païen, que nous considérons comme un peu des nôtres : « *Ne sis miser ante tempus!* disait Sénèque : ne te rends pas malheureux avant le temps! » Les maux que tu redoutes ne viendront peut-être jamais. Ce qu'il y a de sûr, c'est qu'ils ne sont pas encore venus. Je viens de causer avec Julius Martialis, que tu connais, et qui est ami du légat de Lambèse : il m'assure qu'il n'y a rien à craindre, si les chrétiens se tiennent en repos. Penses-tu que Valérien Auguste, à la veille de marcher contre les Perses, veuille se mettre à dos, en nous persécutant, les populations asiatiques, qui sont, en grande partie, chrétiennes? Et penses-tu que, pour la même raison, le légat Macrinius risque d'exaspérer contre lui les nomades et les montagnards de l'Atlas, qui, paraît-il, sont en pleine effervescence?...

« Permets-moi de te le dire, cher Cyprien : Carthage est assurément une très grande et très savante métropole, mais, comme Alexandrie et Antioche, immodérément livrée à la fureur des sectes. Dans cette atmosphère orageuse, on perd la juste appréciation des choses. Marc-Aurèle Antonin nous reprochait l'abus des grands mots et des attitudes théâtrales. Quoique flamine des Empereurs, je n'ai qu'un médiocre respect pour les oracles de ce nouveau dieu. Pourtant il faut avouer que beau-

coup d'entre nous ont une tendance à tout pousser au tragique. Ne dis pas non! Toi-même as condamné ces excès de conduite et de langage dans des lettres adressées à ton peuple et à ton clergé. Or, en suivant une règle, qui fut autrefois la tienne, on peut arriver, à force de douceur patiente et obstinée, à dénouer des situations en apparence inextricables. Pourquoi compromettre la nôtre? De plus en plus, le monde vient à nous. Demain, sans doute, nous l'aurons conquis. Avec un peu de prudence et de bonne volonté, ce grand changement peut s'accomplir sans causer trop de désastres ni de ruines. Sans achever d'ébranler le corps vermoulu de l'Empire, n'est-il pas possible de tout y rénover dans le Christ? Sous le masque antique, la vie nouvelle continuerait à sourire. Tu as blâmé les mosaïques et les statues de ma villa des Thermes. Pourtant, les Heures et les Saisons païennes ne cessent pas de dérouler leurs rondes sur les murs de nos nécropoles et sur les flancs de nos sarcophages. Les Hermès Criophores se sont transfigurés en symboles du Bon Pasteur. Un jour viendra peut-être où ce qui reste de la beauté ancienne sera sauvé par les successeurs de Pierre.

« Là-dessus tu m'accuses d'avoir des faiblesses cachées pour les superstitions des Gentils. Tu crois que je ne suis chrétien que des lèvres et que mon cœur est resté attaché à ces religions de mort. Je les hais au contraire, à cause de leur matérialité épaisse, de leur appétit de la chair et du sang. Je ne saurais sans répugnance assister à leurs rites. Les viandes et les graisses de leurs sacrifices, les fumées fétides, les odeurs de laine et de corne brûlée, les entrailles et les peaux des victimes, tout cela me donne la nausée. A Rome, j'étais constamment révolté par ces tueries en masse, qui, sous prétexte de cérémonies religieuses, emplissent les rues d'une puanteur d'étable et de tout un ignoble tumulte. Des vieillards me contaient qu'un jour Septime Sévère, après un sacrifice expiatoire, fut suivi jusqu'au seuil du Palatin par deux vaches noires mal égorgées et que cela fut considéré comme un présage funèbre. N'est-ce point une chose dégradante que cette promiscuité des hommes et des bêtes sous les regards de divinités ivres de sang? Je me rappelle ces fêtes qui n'étaient que des orgies et des ripailles, où l'on se crevait de boisson et de nourriture, où l'on tranchait et débitait des quartiers de viande à tous les carrefours, où l'on voyait se sauver le savetier du coin, cachant sous son manteau

une échine de porc ou un poumon d'agneau. Des troupeaux de bœufs et de moutons montaient au Capitole, escortés par la foule, suivis par les sénateurs en corps, les chevaliers, les magistrats de la ville, tout cela piétinant dans les fientes étalées, hurlant, beuglant, bêlant pêle-mêle. Cette bestialité sacrée et triomphante, quel spectacle d'ignominie !..

« Tu penses peut-être que si je condamne de bouche ces dieux brutaux, je leur pardonne dans le secret de mon cœur, à cause de la beauté qu'ils auraient mise dans le monde, cette beauté qui respire dans le marbre ou l'ivoire de leurs statues et qui leur prête un semblant de vie. Mais cette beauté n'a rien de commun avec la superstition. Les religions de nos pères l'ignorèrent toujours, comme aujourd'hui encore celles de leurs descendans. La superstition ne crée que la laideur. Vois dans les sanctuaires païens : les idoles les plus vénérées sont toujours les plus vieilles et les plus hideuses, celles en qui le type humain se distingue à peine des formes animales La beauté des dieux est l'œuvre des poètes, que les théologiens et les philosophes eux-mêmes n'ont cessé de honnir. Cette création de la libre poésie, ils la réprouvent et la repoussent avec des mines scandalisées. Donne à ces dévots un chef-d'œuvre de l'art à placer sur leurs autels, tu verras ce qu'ils en feront. Ce sont eux qui affublent d'oripeaux la Vénus de Praxitèle, qui l'écrasent sous les bijoux, les bagues, les colliers, les boucles d'oreille, les diadèmes, et qui en font une sorte de courtisane barbare. A Olympie, n'avaient-ils pas déformé stupidement le Jupiter de Phidias, en lui emprisonnant les épaules sous un manteau d'or massif! Il fallut le sacrilège de Denys de Syracuse, qui vola le manteau, pour restituer à la statue célèbre sa noblesse primitive. S'ils salissent le seuil de leurs temples par les tueries et les cuisines de leurs sacrifices, ils en tapissent les murs d'ex-votos ridicules, dégoûtans ou obscènes, pieds-bots ou pieds tordus, ventres ouverts, hernies et goitres, membres atrophiés. Tant il est vrai que la laideur est le fruit naturel de la superstition ! Ne la crains pas pour moi, cher Cyprien ! La beauté que j'aime et où je me plais à voir un reflet de Dieu, est étrangère aux idoles des Gentils.

« Mais du moins, la pensée de leurs sages aurait-elle séduit mon intelligence ? Tu le sais bien, je ne fais état de leurs philosophies que dans la mesure où elles se rapprochent de la

vérité du Christ. Presque toujours j'y trouve la même matérialité que dans leurs religions. En réalité, ils n'ont jamais pu se dégager complètement de la matière. Platon lui-même, après avoir isolé splendidement son Dieu du reste du monde et avoir aperçu dans un éclair la spiritualité divine, éprouve le besoin de diviniser le soleil, les astres, le ciel tout entier. Ne pouvant nier Dieu, ils l'ont noyé dans la matière. De là, leur dévotion, d'autant plus fanatique qu'elle se croit plus positive. Y a-t-il quelque chose de risible comme un philosophe dévot jusqu'à la superstition ? C'est par cette cagoterie que les stoïciens en particulier me dégoûtent si fort. Ayant fait de la Nature le Dieu unique, ils se prosternent devant elle. A les en croire, ses lois sont toutes sages et toutes bonnes : il faut les subir non seulement avec résignation, mais avec joie. Et il ne leur a pas suffi d'écraser l'homme sous le destin, de moraliser ce qui est étranger à toute morale, de donner une intelligence à des forces brutes : il a fallu encore qu'ils relèvent les plus absurdes superstitions, en les justifiant par une louche sophistique. Pour eux, il n'y a jamais assez de temples, d'autels, de sacrifices, d'haruspices, d'augures et de devins. Aussi nous traitent-ils d'athées et d'impies. Le type de cette engeance est bien ce Marc-Aurèle Antonin, pour qui, décidément, je ne comprends pas les indulgences des nôtres. Ah! celui-là! comme il est agenouillé devant la Nature et ses lois! C'est le parfait élève du stoïcisme. Il accepte tout, — la scélératesse humaine comme les catastrophes cosmiques, les atrocités de l'amphithéâtre, la cruauté des supplices, la coquinerie et la rapacité de ses amis, la luxure de sa femme, l'ignominie de son fils. Et quelle basse crédulité! Ce disciple de Zénon consulte les mages chaldéens, se laisse duper par un vulgaire charlatan comme Alexandre d'Abonotique, et demande à ses dieux de lui révéler en songe un remède contre ses crachemens de sang... Est-ce croyable? Ne faut-il pas voir en lui un hypocrite ?... Tout au plus un pédant. Tu as dû, comme moi, t'arrêter à Rome, devant sa statue : c'est un honnête professeur de grammaire.

« Tu vois, cher Cyprien, combien je suis éloigné de ces hommes. Je suis aussi loin d'eux que tu peux l'être toi-même... Mais il importe que j'aille jusqu'au fond de tes soupçons. J'en suis sûr : tu t'imagines que, si je repousse l'idolâtrie sous toutes ses formes, je feins néanmoins, par ambition politique,

de la professer publiquement. Cependant, tu devrais assez me connaître pour savoir que si, par exemple, j'ai accepté un sacerdoce impérial, c'est parce qu'il m'était impossible de faire autrement et aussi parce que j'y vois un moyen d'agir sur nos ennemis et de protéger nos frères. Les satisfactions du pouvoir ne m'ont jamais tenté. Je vais même t'avouer un sentiment bien peu chrétien, à mon grand regret : les hommes ne m'intéressent pas plus que leurs honneurs. Je les haïrais, si je n'étais obligé de croire qu'ils ont été rachetés par le sang du Christ. Je hais leur sottise et leur brutalité. Il y a des momens où je voudrais m'enfuir, me retirer du monde, pour me donner tout à Dieu. Cher Cyprien, personne ne proclamera plus haut que moi le droit au silence et à la solitude, le droit pour toute âme de s'appartenir, et non point aux hommes. Depuis que tu me connais, mon rêve n'a pas changé : partir, m'en aller, être d'ailleurs, — ne pas être du municipe surtout !

« Que veux-tu que devienne un homme de vieille éducation comme moi, au milieu de l'agitation vulgaire et de l'anarchie de l'Empire ? Peut-être as-tu raison lorsque tu annonces comme imminente la fin du monde. Ce qui est sûr, c'est qu'il n'y a plus de place pour nous dans un monde tel que celui-ci. Les foules sont reines. Tourbes des camps ou tourbes des grandes villes, — ce sont elles, aujourd'hui, qui nous donnent des maitres. Que sont devenues les armées citoyennes de la République ? Des cohues de Barbares, conduites par des chefs, barbares eux-mêmes, les ont remplacées. Des Maures et des Parthes, des Osdroènes et des Bretons combattent pêle-mêle contre les Germains et les Marcomans. Dieu sait ce qu'il va sortir de cette Babel des armes, de cette confusion monstrueuse des peuples. Car leurs conducteurs leur ressemblent. Les Empereurs sont au niveau des soldats ivrognes et rapaces qui les élisent. Maximin le Thrace était un bouvier. Caracalla fut, sous la pourpre, un boucher et un gladiateur. Même chez les mieux nés, les meilleurs comme les plus nobles, il y a toujours de l'hercule ou du mime. Hadrien abattait des lions à coups d'épieu, comme un chasseur de l'amphithéâtre. Alexandre Sévère, le philosophe, ne le cédait à aucun lutteur pour les exercices de la palestre. Il faut cet étalage de muscles pour séduire les peuples. Aussi, comme ils acclament le César qui sait les flatter ! En revanche, celui-ci a pour eux toutes sortes

de tendresses. Gorger les foules oisives, remplir des ventres toujours affamés, telle est l'œuvre impériale par excellence. Bientôt, dans toutes les grandes villes, les riches n'auront d'autre raison d'être que d'amuser et de nourrir une plèbe qui ne veut plus travailler, — de même qu'à Rome l'Élu des foules décime le Sénat et confisque les fortunes patriciennes, pour assurer la pitance du prolétaire. Celui-ci peut se croiser les bras. Chaque matin, en s'éveillant, il sait qu'il trouvera chez le boulanger son pain de gruau, cuit par les soins de César. Les jours de fête, il a son quartier d'oie rôtie, et, pour le reste du temps, sa provision d'huile et de porc salé, ses allocations de farine et de légumes secs.

« Si les soldats étrangers — ce qui est bien naturel — traitent les provinces en pays conquis, les chefs leur donnent l'exemple et sont d'ailleurs comblés de cadeaux par le maître. C'est la ruine du trésor. Lorsque j'étais à Rome avocat du fisc, je me souviens que, sur un rescrit d'Alexandre Auguste, on paya à un tribun militaire vingt livres pesant d'argenterie, six grandes patères, deux mulets, deux chevaux, deux uniformes, une robe d'intérieur, un costume de bain, cent auréus, un cuisinier, un muletier, et, comme il n'était pas marié et ne pouvait, disait le rescrit, se passer de femme, — une concubine. Il faut bien habiller et meubler des officiers sortis des derniers rangs de la plèbe et qui sont venus à l'armée sans souliers. Comme celle du prolétaire, l'avidité de ces hommes nouveaux est insatiable. De là leur conviction à tous qu'une guerre doit rapporter au peuple non seulement de l'or, mais toute espèce de butin, des esclaves, des troupeaux, des grains, des salaisons, et jusqu'à des habits tout faits. Un jour viendra, pensent-ils, où l'univers entier nourrira le peuple romain. « Ce jour-là, on n'aura plus besoin de « soldats. La République régnera tranquillement sur toutes les « nations et jouira sans trouble de tout ce qu'elle possède. Plus « d'armes, plus d'impôts, plus de guerres. Partout la paix, par- « tout les lois romaines, partout nos magistrats !... » Ce rêve insensé, tu sais bien que je ne l'invente pas. Ces paroles mêmes je les ai entendu prononcer par des personnages consulaires. Elles l'ont été officiellement par des Empereurs et tu les trouveras consignées dans les histoires.

« En attendant, la guerre reste l'unique moyen de rassasier les masses. L'idéal de tous, c'est l'athlète victorieux qui écrase

l'adversaire, le cocher frénétique qui passe sur le ventre des autres coureurs. Et c'est pourquoi, en face de ces brutes qui tuent misérablement pour des biens périssables, nous avons dû dresser l'athlète chrétien qui se laisse tuer pour une félicité et pour une gloire immortelles.

« Cher Cyprien, si je juge ainsi ce monde charnel qui nous menace, ce monde sans beauté, sans bonté, sans justice, sans amour, tu dois comprendre de quel élan je me retourne vers la douceur et la charité du Christ. Sans doute, ceux qui habitent avec l'Agneau sont encore le petit nombre. Mais lui-même l'a dit : « Bienheureux les doux, car ils posséderont la terre! » Préparons-nous donc à posséder cette terre qui nous est promise. Mettons-nous en route pour sa conquête, et si, chemin faisant, l'ennemi nous assaille, suivons encore le précepte du Seigneur : « Quand ils vous persécuteront dans une ville, fuyez « dans une autre! » Car si les enfans de l'Amour sont tués par les fils de la Haine, comment le monde se sauvera-t-il, comment la lumière prévaudra-t-elle contre les ténèbres?... Mais, si tu trouves que ce mot de « fuite » a quelque chose de blessant pour les oreilles d'un citoyen romain, dégageons le vrai sens de la pensée du Maître, et ne disons pas : « Fuyez! » mais: « Réservez-vous pour des temps plus propices! » Toi-même tu t'es réservé jusqu'ici pour le plus grand bien de l'Église, c'est-à-dire pour élargir la société des hommes doux et pacifiques qui adorent en esprit et en vérité.

« Je t'embrasse fraternellement, frère très aimé et très désiré, et je souhaite que tu te portes bien en ton corps mortel comme dans le Christ Jésus, Fils du Dieu vivant. »

Ayant terminé cette lettre, Cécilius s'approcha d'une fenêtre ouverte sur les jardins, pour respirer la fraîcheur du crépuscule et calmer un peu la fièvre de son cerveau. Il éprouvait une joie confuse, où il entrait un peu de vanité littéraire, avec la satisfaction d'avoir dit ce qu'il croyait devoir dire. Devant lui, par-dessus les montagnes violettes, se déployait un ciel rose et bleu, où flottaient de légers nuages orangés. Une odeur chaude, enivrante et suave, montait des parterres. Elle était exhalée par de grands lis aux pistils d'or, qui, en une longue nappe de blancheur, s'enfonçaient dans la pénombre des verdures, comme une procession de vierges qui s'avancent pour prendre le Corps du Seigneur.

Cette image s'effaça lentement dans l'esprit de Cécilius, y laissant tout un sillage de correspondances mystérieuses. Son regard remonta un peu à droite, vers une allée de cyprès coupée par un jet d'eau et terminée par une pergola, dont on distinguait les blanches colonnes sous un échevèlement de cytises. Soudain, il perçut un frôlement furtif le long de la bordure qui emprisonnait les lis. Sur la sombre muraille des buis, une silhouette glissa, une pâle figure de vieille femme, au profil coupant et aux regards aigus comme des poignards. C'était Thadir, la maîtresse du gynécée. Cécilius, en l'apercevant, tressaillit. D'un ton bref et dur, il lui cria de la fenêtre :

— Où est Birzil?

— Sous la pergola! dit la vieille, dressée tout de suite dans une attitude de défense.

Puis elle ajouta, avec un haussement d'épaules :

— Occupée à lire, comme toujours!

— Appelle-moi Birzil! commanda Cécilius.

— C'est impossible! Voici l'heure du repas.

— Eh bien! le repas attendra!

La vieille, immobile, semblait vouloir résister.

— M'entends-tu? lui jeta Cécilius, en frappant du pied avec colère.

Elle se précipita vers l'allée de cyprès, et, tandis qu'il la suivait des yeux, une irritation croissante l'envahissait.

Sans cesse, il se heurtait au mauvais vouloir, à l'opposition sournoise de cette vieille sorcière couverte d'amulettes et toute bruissante de pendeloques. Il l'accusait de lui aliéner l'esprit de sa fille adoptive, d'entraver son influence sur elle, sans doute par haine de race et de religion. Esclave, elle était venue toute jeune du pays des Arzuges, adorateurs de fétiches. Elle avait grandi dans la maison de Pompeianus, et, petit à petit, elle avait pris un ascendant incompréhensible sur Lélia, la mère de Birzil. A ce souvenir, Cécilius se troubla... Et voici que l'enfant était soumise à l'esclave comme la mère! C'était la fascination de la barbarie sur une nature trop affinée. Maintes fois il avait voulu renvoyer Thadir. Mais, devant les larmes de la jeune fille, il lui fallait bien céder. Malgré son adoption, celle-ci n'avait jamais consenti à l'appeler « mon père, » et Cécilius attribuait cette réserve blessante aux suggestions de la vieille femme.

Il remuait encore ces pensées pénibles, lorsque Birzil parut, la démarche traînante, l'air las, enveloppée dans une stola très ample et très lâche, la tête cachée sous un voile, qui dissimulait complètement son visage et à travers lequel elle ne voyait clair que par une fente étroite, à la façon des femmes d'Arabie. Elle jeta son voile, se laissa baiser au front et s'affala sur les coussins d'un lit de repos très bas. Ses yeux vagues, comme chargés de songe, semblaient continuer la lecture du livre laissé là-bas. Elle dit, d'un ton à la fois boudeur et câlin :

— Que me veux-tu, cher grand ami?

— Birzil, fit Cécilius en prenant son air le plus paternel, nous allons quitter Muguas. Moi, je pars pour Sigus. Mais j'ai l'intention de passer avec toi la saison chaude à Rusicade, dans une villa délicieuse, au bord de la mer... Tu m'y précéderas seulement de quelques jours...

Mais la jeune fille se récria : elle ne redoutait nullement la chaleur, répétant qu'elle était une vraie Gétule. Puisque Cécilius partait pour le Sud, qu'il l'emmenât avec lui. Tandis qu'il s'arrêterait aux mines, elle poursuivrait jusqu'au Calcéus, à l'entrée du désert :

— Que t'importe, dit-elle, Rusicade ou le Calcéus? Les deux villas sont également agréables pour toi. Mais, au Calcéus, moi je pourrai faire de grandes courses dans le désert et dans les palmeraies...

Et, s'exaltant tout à coup, elle se mit à battre des mains :

— Oui, oui! je monterai à cheval du matin au soir! J'emmènerai mes deux maurétaniens, Amour et Diomède!

— C'est absurde, dit Cécilius, de vouloir passer l'été dans cet enfer!... Birzil, tu n'es pas raisonnable. Tu n'es jamais raisonnable... Tu as des caprices tout à fait déconcertans, des lubies qu'on ne s'explique point...

Il hésita un instant, puis, avec un accent de reproche tempéré de tendresse :

— Ainsi, pourquoi n'as-tu pas voulu voir Cyprien, mon ami?

— Tu sais bien que je n'aime pas les chrétiens.

Et, se blottissant la tête entre les coussins :

— A toi je te pardonne de l'être, parce que tu es très bon... Et puis parce que tu comprends beaucoup de choses...

— Lélia! gronda Cécilius.

— Non, je ne suis pas Lélia ! Je suis Birzil !

— Tu es trop grande pour que l'on continue à te donner ce surnom enfantin...

— Enfantin, si tu veux, c'est un nom africain. Je suis une Africaine, moi, je ne veux pas être Romaine !

— Tu l'es par tes parens !

— Non, l'Afrique est mon pays ! Je l'aime, l'Afrique !... Tu la connais, toi qui as voyagé !... Oh ! tu voyageras encore ! tu m'emmèneras... ou plutôt non, je voyagerai avec mon mari... mon mari ?... un conducteur de caravanes, un cavalier Gétule ! C'est la vie, cela !

— Mais tu es folle, ma pauvre enfant !... Tes livres, ou Thadir, t'ont dérangé l'esprit.

— Non, non ! Je rêve du désert !... Je veux voir les oasis, les dunes... la fontaine d'Ammon !... Tu l'as vue, toi, cette fontaine merveilleuse, qui jaillit au milieu des sables ?...

— Oui, dit Cécilius, en allant à Alexandrie par Leptis et la Cyrénaïque.

— Et c'est vrai, n'est-ce pas, qu'elle bout, pendant la nuit, à gros bouillons, et qu'elle est glacée au lever du soleil ?... Quel prodige !

— Il n'y a rien là que de très naturel, dit Cécilius.

— Tais-toi ! Tu es un athée, comme tous les chrétiens. Tu ne crois pas aux dieux !

— Tu ne sais ce que tu dis, mon enfant.

Mais elle ne l'écoutait point. Ses petits yeux noirs, brillans, extraordinairement dilatés, semblaient poursuivre des visions lointaines. Elle reprit, comme se parlant à elle-même :

— Et toutes les autres fontaines enchantées qui se trouvent par le monde !... Tiens ! Là-bas, sous la pergola, je viens de lire dans un gros livre de ta bibliothèque qu'aux Iles Fortunées, il y a, l'une à côté de l'autre, deux sources miraculeuses, l'une qui guérit les maladies, l'autre qui donne un rire inextinguible et qui fait mourir... Mourir ! Est-ce qu'on peut mourir ?... Si je mourais !..

— Il faudra bien y penser un jour, petite Birzil ! dit Cécilius, gravement.

— Tais-toi, tais-toi, je t'en prie !

Elle-même se tut un instant, mais, emportée par sa rêverie nostalgique :

— Que de choses à voir!... Le jardin des Hespérides, avec ses fruits d'or; la montagne d'Atlas, si haute qu'on y voit se lever le soleil à minuit; et, derrière le rivage stérile des Nigritiens, ces bois délicieux de citronniers et de térébinthes tout remplis d'éléphans! Et l'étrange pays des Éthiopiens, hommes admirables, qui cultivent toutes les vertus, dit le livre...

Cécilius éclata de rire :

— Ce sont des nègres affreux à la peau plissée, comme celle des vieilles femmes, ou des caméléons!

— N'empêche! C'est dans leur pays qu'on rencontre les tables du Soleil... oui, des tables toujours servies! Les passans ont beau y manger, les mets renaissent sans cesse par la volonté des dieux... Ah! que je voudrais dîner à la table du Soleil! Est-ce que tu ne voudrais pas, toi?..

Elle l'éblouissait par ces mirages d'imagination, elle le charmait par toutes les caresses de sa voix. Cécilius la contemplait avec ravissement, à demi soulevée sur son coude au milieu des coussins, les yeux vagues et en apparence toujours songeurs. Sentant le moment propice, elle dit d'un petit air suppliant :

— Alors, tu veux bien que j'aille au Calcéus?

Cécilius sourit de la ruse ingénieuse et obstinée :

— Soit! Tu iras au Calcéus passer un mois, sous la garde du vieux Trophime, mon écuyer.

— Et j'emmènerai Thadir...

Exaspéré par cet entêtement, il fit un geste violent de colère et de dénégation. Birzil, la tête enfouie dans les coussins, se mit à pleurer, à sangloter :

— Allons, j'y consens, dit Cécilius, vaincu : tu emmèneras Thadir!

III. — DANS LES MINES DE SIGUS

Cécilius avait quitté Birzil dans la région des lacs, à l'endroit où la route de Lambèse se détachait de la route de Sigus. Tandis que la jeune fille descendait vers le Calcéus, il s'acheminait vers les mines en très simple équipage, à cheval, avec une escorte de quatre serviteurs seulement.

L'approche du crépuscule enveloppait d'une ombre de tris-

tesse les grandes plaines dénudées. Un ciel violacé, obscurci de gros nuages, pesait sur des montagnes noires comme de l'ébène, qui, avec leurs entassemens de rochers pareils à des tours et à des coupoles, se déployaient en une interminable muraille de forteresse. Au bas des montagnes funèbres, l'eau morte des lacs se plombait sous les reflets du couchant. De loin en loin, immobiles et l'air maléfique, des cigognes se tenaient sur une patte, au bord de cette eau lourde, qui, dans ses noirceurs, semblait éteindre les rayons épars et les images des choses. Aux arrière-plans brumeux des steppes, on distinguait des tentes, des hommes, des troupeaux qui bougeaient vaguement. Mais tout cela se perdait dans l'immensité uniforme.

Avec le beau détachement du propriétaire romain qui possède des domaines vastes comme des royaumes, le principal fermier de Sigus n'avait jamais daigné y venir. Tout était donc nouveau pour lui : ces vastes étendues minérales, ce sol pelé, ces lointains hostiles avec leurs hérissemens de roches. Cécilius en avait le cœur serré, et le sentiment de la mission pénible dont il s'était chargé pour Cyprien ajoutait encore à son oppression : en quel état allait-il trouver le malheureux survivant, qu'il venait arracher à la géhenne?

A la nuit tombante, il arriva en vue des mines. Sur un plateau, au pied d'un contrefort qui se rattachait à une haute chaîne montagneuse, un gros bourg alignait ses rangées de maisons basses. Alentour, l'aspect du terrain, partout bouleversé, annonçait le pays minier, la terre depuis longtemps travaillée et comme harassée par l'avidité humaine. Pendant des siècles, les Carthaginois avaient tiré de l'or de ces montagnes. Les Romains, accourus sur leurs traces, en extrayaient du cuivre et ce que leurs prédécesseurs avaient laissé de minerai aurifère à regratter. D'autres mines éparpillées dans le voisinage leur donnaient de l'argent en abondance. Çà et là, le sol était coupé de rivières artificielles pour le lavage des pépites. Des rigoles, des canaux en bois sillonnaient les flancs des roches, dont quelques-unes très minces étaient percées à jour par des espèces de lucarnes où passaient des aqueducs et des chutes d'eau. Pareilles à des tours, de hautes cheminées de bois signalaient les puits d'aérage accouplés de distance en distance. Une sorte de rougeoiement volcanique palpitait par

intervalle dans toute la campagne déjà nocturne, parmi des fumées d'essences résineuses qui prenaient à la gorge : c'étaient les fours allumés des fonderies de lingots. Et, parmi les grêles silhouettes des monte-charges et des roues hydrauliques, des hommes pliant sous le poids des fardeaux allaient et venaient sans cesse, comme des ombres silencieuses, dans la poussière épaisse de la piste, où s'étouffait le bruit de leurs pieds nus.

Le chef de l'exploitation, qui portait le titre de sous-procurateur, était venu au-devant de Cécilius, personnage important, dont la visite inattendue autant qu'insolite l'intriguait fort. Quelques ingénieurs s'étaient joints à lui. Ensemble ils pénétrèrent dans le bourg, construit avec cette régularité militaire que Rome mettait en toutes choses. A l'intersection de deux longues rues qui se coupaient à angle droit, ils traversèrent la place, appelée pompeusement le Forum, et où l'on apercevait dans la pénombre une statue de divinité, qui, du haut de son piédestal, brandissait un trident; autour, un petit temple trapu, une basilique judiciaire, une prison. A l'angle de la rue décumane, un établissement de bains se signalait par une lanterne allumée dans le vestibule.

La maison des hôtes se trouvait dans cette même rue, à côté des bains. C'était là que descendaient les visiteurs de distinction, — les agens de l'annone, le gouverneur de la province et même le procurateur du Patrimoine, quand il daignait quitter le Palatin pour faire une tournée en Afrique. Le chef de l'exploitation y conduisit Cécilius et ses gens. Après de nouvelles salutations aussi abondantes que délicates, il se mit complètement aux ordres du clarissime seigneur. Petit homme aux manières onctueuses, aux yeux rouges, à la barbe clairsemée et malade, il était Syrien de naissance et se nommait Théodore. Bien que cet Oriental fût très rusé, et soupçonneux aussi par profession, le secrétaire de Cécilius lui avait fait croire que son maître était un grand savant désireux de descendre dans la mine pour ses études. D'habitude, les administrateurs n'aimaient pas montrer cet enfer aux étrangers. Mais du moment qu'il s'agissait d'un nouveau Pline!...

— Si ta Prudence y consent, dit Théodore, ce sera pour moi un honneur que de t'accompagner, demain, dans les galeries...

Cécilius le remercia, disant qu'il se contenterait d'un

simple contremaître, un certain Mappalicus de Thuburbo, que lui avait recommandé un de ses amis. C'était ce même homme qui, trois mois plus tôt, s'était chargé d'envoyer à Cyprien la lettre des condamnés. Et c'était lui encore qui, l'avant-veille, avait renseigné l'émissaire de Cécilius. Un peu surpris de ce caprice, Théodore s'inclina néanmoins devant le plus gros fermier du groupe de Sigus :

— Puisque ton Excellence le désire!...

Et, après lui avoir baisé la main, il se retira avec d'infinies protestations de dévouement.

Quelques instans plus tard, l'écuyer de Cécilius introduisit dans la maison des hôtes un grand paysan au dos rond, presque bossu à force de s'être courbé dans les boyaux de la mine. Uniquement vêtu d'une blouse de grosse toile, il portait une massette glissée dans sa ceinture et, sur le devant d'un chapeau de cuir à larges bords, une petite lampe de cuivre fixée dans un godet : c'était Mappalicus. Cécilius le fit asseoir en face de lui, tandis que le cubiculaire plaçait sur une table un haut candélabre, en forme d'arbre, qui soutenait à chacune de ses branches une nacelle où brûlait de l'huile de naphte. Ébloui par la splendeur du luminaire, par la tunique à larges manches et à bandes de pourpre de son interlocuteur, le rustre promenait des regards effarés sur les murs nus de la pièce, où leurs ombres bougeaient. Finalement, encouragé par Cécilius, il se décida à parler. Il parlait même avec facilité, en homme qui a l'habitude du commandement. Il dit, à voix basse d'abord :

— Cela presse, maître! Il était temps que tu arrives, si tu veux sauver Privatianus. Peut-être est-il déjà trop tard, car nous sommes à la veille d'une révolte terrible...

— Comment n'as-tu pas averti plus tôt le procurateur? fit Cécilius assez rudement.

— Je l'ai averti, maître, mais à mots couverts... Ici, la révolte est toujours latente... Tu comprends! si j'avais dénoncé les coupables, toute la mine aurait été décimée. Une foule d'innocens auraient péri dans les supplices. Si, au contraire, les chefs ne m'avaient pas cru, je m'exposais au ressentiment de mon collègue, un contremaître germain, aussi cruel que dissimulé, et qui est l'âme du complot.

— Un Germain! s'exclama Cécilius : il y a donc des Germains ici!

— Beaucoup, maître! Ce sont des prisonniers de guerre. Celui dont je te parle a fini par se faire affranchir, à force de servilité devant les chefs. Il s'appelle Hildemond. Tu le verras : c'est un vrai bourreau! Il flatte ses compatriotes, les Franks, les Goths, les Alamans, mais il frappe les Asiatiques, afin de les exaspérer et de les pousser à la révolte...

Et, regardant autour de lui, d'un air toujours plus craintif, il chuchota :

— J'ai tout su par Gudden, le cordonnier, qui vient de mourir dans la mine et qui le tenait de son camarade de chaîne, un Goth chrétien... Je te prie, maître, écoute bien ce que je vais te dire!... Il y a, en ce moment, à Ténès, un fort contingent d'auxiliaires germains à la XXII[e] légion Primigénia. Les sévérités de la discipline les ont, paraît-il, rendus furieux. Or Hildemond a noué des intelligences avec ces hommes de son pays. Comme les Maures s'agitent, ils doivent marcher tous ensemble et venir délivrer leurs compatriotes qui sont dans les mines, après avoir opéré, ici, leur jonction avec les montagnards de Bagaï... Quelque chose du complot a déjà dû transpirer, car le procurateur a demandé à Lambèse de renforcer notre poste militaire. Le légat a envoyé un détachement de cavalerie sous la conduite d'un préfet. Tu les verras : ils sont campés auprès de nos puits...

— Et tu es sûr de ce que tu avances? dit Cécilius. Comment as-tu pu savoir?...

— Ah! maître! Tout est mystérieux ici, et pourtant tout se sait : tu le vois bien!... Mais, je te le répète, il faut te hâter! Demain les mines peuvent être à feu et à sang... Le difficile sera de décider le vieillard Privatianus. Depuis que Gudden et Baric, ses deux compagnons, sont morts, il est comme découragé : il dit qu'il veut mourir au fond du puits. Mais tu le persuaderas sans doute... Quant à moi, voici ce que j'ai combiné. Ce vieux est très bas. Il a continuellement des syncopes, qui lui donnent l'aspect d'un mort. Or, après-demain, Pastor, le voiturier, que tes gens connaissent, doit descendre un cheval dans la mine. Privatianus feindra un évanouissement. Je serai là. Je ferai charger le prétendu cadavre sur le plateau qui aura descendu le cheval, et je l'accompagnerai jusqu'à la sortie du puits. Pastor déposera sur sa charrette le corps enveloppé d'un sac, et, sous prétexte de le mener au cimetière, il le mènera

chez toi, à Muguas... N'est-ce pas, maître, que c'est une bonne idée?

— Je le crois! dit Cécilius. Mais puisque tu es si fertile en stratagèmes, voilà longtemps que Privatianus devrait être sorti de la mine. Pourquoi donc ne nous as-tu pas avertis?

— Pouvais-je savoir qu'il était chrétien?... Nos prisonniers sont si défians! Songe que j'ai des milliers d'hommes, de femmes, d'enfans sous mes ordres. Ils ont peur de moi. Je n'ai appris qu'à la longue et par hasard qui étaient ce Privatianus et ses compagnons. Aussitôt j'ai fait avertir Cyprien... Maître, c'était là une chose très grave : je risquais ma vie!

— J'aurais été là pour te défendre auprès des chefs, dit Cécilius.

L'ouvrier secoua la tête :

— Tu serais arrivé trop tard, ou tu n'aurais rien su!... Même aujourd'hui, toi présent, je risque encore... Qu'importe! je puis bien faire cela pour toi, — pour mériter la couronne peut-être : je ne souffrirai jamais tant que Privatianus et ses amis!

Il tenait ses yeux toujours baissés en disant ces mots, mais sa rude voix de manœuvre avait pris un accent d'une douceur et d'une noblesse étranges, comme si un autre, — quelqu'un de très grand, — parlait par sa bouche.

Cécilius, surpris et troublé, se leva précipitamment de son siège, en tendant les bras :

— Merci, frère! dit-il.

Penchés l'un vers l'autre, l'héritier des rois numides et l'humble mineur de Sigus se donnèrent le pacifique baiser des temps nouveaux.

Le lendemain, vers la troisième heure, le contremaître revint chercher Cécilius pour descendre dans la mine. Il avait apporté tout un accoutrement spécial à l'intention du visiteur : des brodequins à semelles de bois ferrées, des braies gauloises, une tunique de toile grossière, un chapeau de cuir, semblable au sien, et dont la coiffe était bourrée d'étoupes afin d'amortir les chocs du front contre les parois trop basses.

Comme les deux hommes sortaient de la maison des hôtes, un soldat du poste surgit brusquement devant Cécilius un peu empêtré de son déguisement. C'était Victor, le légionnaire qui

avait escorté Cyprien dans la forêt de Thagaste. L'écuyer lui avait appris que son maître, récemment arrivé à Sigus, était un ami de l'évêque. Toujours familier et un peu vain, le jeune cavalier avait aussitôt désiré voir ce haut personnage, sous prétexte de fraternité chrétienne, mais en réalité pour se faire valoir aux yeux de ses camarades. Intrépidement, il s'avança et pria Cécilius, quelque peu déconcerté par cette assurance, de transmettre ses salutations au prélat. Il ajouta avec désinvolture :

— Et dis-lui que je suis las de ce métier maudit! Les chefs deviennent insupportables, la discipline toujours plus barbare...

Puis, d'un ton où il y avait de la fanfaronnade juvénile avec l'enthousiasme d'une âme toute vibrante de foi :

— Bientôt peut-être j'entrerai dans une autre milice... sous les enseignes d'un autre Empereur!

Heureusement que Théodore, le procurateur, n'entendit point ce propos, dont le sens pouvait paraître séditieux. Plus obséquieux et empressé que jamais, il était accouru pour accompagner son hôte au moins jusqu'à l'entrée des puits :

— Tu vois, dit-il à Cécilius, en lui montrant Victor et les soldats qui allaient et venaient sur la place, — j'ai suivi les conseils de ta Prudence : j'ai demandé des renforts à Lambèse.

— Et tu feras bien d'en demander encore!... Des mouvemens suspects sont signalés, paraît-il, du côté d'Auzia.

Ils baissaient la voix, en traversant le forum qu'emplissait toute une agitation matinale. La place du bourg servait de marché deux fois par semaine. Des légionnaires du détachement achetaient des légumes et des volailles à des paysans aux figures sauvages, accroupis sur les dalles, parmi leurs corbeilles et leurs paniers. Sous les arcades de la basilique judiciaire, un commissaire-priseur, assisté du crieur public, vendait de vieux habits. Les garçons du baigneur récuraient leurs chaudrons devant la porte des thermes, à l'angle de la rue qui descendait vers la mine. On longea les murs de l'école. Le maître primaire, armé de sa gaule, souleva le voile qui masquait la porte de la classe, pour voir passer l'imposant personnage à qui le procurateur faisait escorte. Et, tandis que les écoliers, de leurs petites voix aiguës, reprenaient la cantilène enfantine : « un et un font deux, deux et deux font quatre, » celui-ci expliquait à Cécilius :

— Ce sont les enfans de nos scribes, de nos boutiquiers, de nos contremaîtres. Car, parmi ceux-ci, les uns sont ou bien des affranchis, ou bien des hommes libres comme ton guide Mappalicus...

Mais un esclave qui, depuis quelques instans, suivait Théodore à distance, s'approcha de lui pour lui dire qu'on l'attendait aux offices. Cela parut contrarier vivement le procurateur, qui désirait ne quitter Cécilius qu'après l'avoir expédié sous terre. Il recommanda au contremaître :

— Tu feras passer le clarissime seigneur par le puits de la Vieille-Mine : la descenderie serait trop pénible pour son Excellence...

Et, s'excusant sur une entrevue pressante, il prit congé de son hôte, manifestement à regret.

Cependant Cécilius observait, sur la gauche de la route, un rassemblement considérable d'individus, que refoulaient, à coups de matraques, des gardes-chiourmes et autour desquels bondissaient, avec des aboiemens féroces, d'énormes chiens de berger :

— C'est la « catène ! » dit Mappalicus... un contingent de prisonniers qui arrivent d'Égypte...

Il s'efforçait de détourner l'attention du visiteur.

— Je veux voir ! dit celui-ci, d'un ton de maître, en s'avançant vers la horde des misérables.

Effectivement, c'étaient, en majeure partie, des Alexandrins qui, dans une émeute, avaient massacré la garde du légat impérial. Condamnés aux mines de Numidie, il leur avait fallu des mois pour faire à pied le trajet jusqu'à Sigus, en suivant la piste des caravanes. La tête à demi-rasée, marqués au fer rouge, comme un bétail, ils portaient des chaînes légères, qu'on remplaçait par des entraves plus pesantes, après quoi, on les poussait, attachés deux par deux, vers la sombre ouverture de la descenderie qui, pareille à une gueule de monstre accroupi aux pieds de la montagne, absorbait sans relâche toute cette chair vivante. Une abominable odeur de roussi empoisonnait l'air. Des forgerons agenouillés rivaient de forts anneaux autour des tibias maigres et poussiéreux. Les malheureux hurlaient, atrocement brûlés. D'autres, épuisés de fatigue, couverts de plaies repoussantes, se couchaient comme morts sur le sol, en refusant de bouger. Tel un vautour attiré par le relent du

carnage, un individu à mine patibulaire rôdait autour de ces déchets humains. C'était Salloum, le marchand d'esclaves de Thuburnica, qui faisait son choix dans le rebut de la mine.

Certains de ces condamnés semblaient n'avoir plus que le souffle. On leur avait crevé un œil et vidé l'orbite avec un poignard : l'horrible blessure purulente bâillait sous des essaims de mauvaises mouches. A d'autres on avait coupé un nerf du jarret et brûlé les jointures du pied gauche, de sorte qu'ils pouvaient à peine se tenir debout. Le Maltais les examinait, les palpait comme des bêtes en foire, tandis qu'un contremaître les frappait à coups de barre de fer, pour les obliger à se lever.

— Celui qui frappe, dit Mappalicus, c'est Hildemond, le Germain : je te l'avais bien dit, c'est une bête fauve!

Cécilius, déjà révolté par le spectacle lamentable des condamnés, bondit, en serrant les poings, contre le Barbare.

— Misérable!... Mauvais berger, qui estropies ton troupeau!

Trompé par le costume de mineur qui déguisait Cécilius, le Germain se retourna contre lui, brandissant la barre de fer, grinçant des dents sous sa moustache rousse. D'un mot Mappalicus l'arrêta :

— Le chef!

Comme foudroyé, la brute s'écroula dans la poussière, en gémissant :

— Pardonne, maître! Pardonne!... Je ne pouvais pas savoir!

Et il essayait de baiser les gros brodequins à clous de Cécilius, qui le repoussait du pied :

— Prends garde à toi!... ou je te fais mourir sous les verges! tonna le visiteur.

Il suffoquait de colère. Il eut honte de son emportement, — et il était excédé, gêné par l'étalage de telles horreurs.

— Viens, maître, lui dit Mappalicus, en l'entraînant. Tu n'en finirais pas, si tu voulais punir tous les abus, et tu exciterais tout le monde contre toi... D'ailleurs, la patience et la douceur sont, la plupart du temps, impuissantes. Songe qu'il y a là, parmi ces prisonniers, une foule de bandits, d'assassins, de condamnés de droit commun...

Ils avaient rebroussé chemin et ils se dirigeaient de nouveau vers le puits de la Vieille-Mine. Ce puits était l'entrée

habituelle des ingénieurs et des chefs de l'exploitation, désireux de ne point se mêler à la cohue sordide des ouvriers. Ils se munirent de lampes portatives, qui contenaient de l'huile pour une journée de douze heures, et, par précaution, ils passèrent deux torches dans leur ceinture. Puis un treuil, actionné par des mules, les descendit sur un plateau jusqu'à l'entrée d'une galerie de dimensions fastueuses. Celle-ci s'ouvrait sur une chambre oblongue, qui servait de vestiaire et de lampisterie, et où l'on remarquait, dans une niche, un ancien autel consacré aux Cabires, divinités protectrices des mineurs et des forgerons.

L'autel avait été mis à cette place par les Carthaginois premiers exploiteurs du sous-sol. Les Romains, qui se ruèrent après eux à la poursuite du filon, avaient agrandi en tous sens l'œuvre de leurs prédécesseurs. Maintenant que cette partie de la mine était abandonnée depuis bientôt cinquante ans, l'ampleur des travaux exécutés là par les maîtres du monde attestait encore, en même temps que leur cupidité insatiable, leur goût de la force et de la magnificence. Précédant Cécilius dans les ténèbres denses de la galerie, Mappalicus lui cria du seuil :

— Tu vas voir, maître, c'est colossal !

En effet, ils se trouvaient dans un immense corridor, où deux chariots auraient pu circuler de front et qui mesurait huit ou dix pieds de haut. Le toit, taillé régulièrement dans le roc, semblait formé par d'énormes dalles de pierre. Les parois, vidées de leur minerai jusqu'à la dernière pépite, étaient lisses comme des murs de cave. Partout la sécheresse des lieux entièrement stériles dans une nudité de tombeau. Puis le plafond s'abaissa peu à peu : il fallut se courber, sous peine de se cogner la tête aux rondins en bois de pin qui soutenaient la couverture. Un air humide et froid emplissait le couloir rétréci. Des rigoles où brillait de l'eau stagnante rampaient le long des murs. Des suintemens filtraient entre les poutres du boisage. Par endroits, une pluie crépitante et glaciale vous mouillait les épaules. La pente de la galerie devenait plus rapide, et, à mesure qu'on descendait, les rigoles s'élargissaient en canaux où roulait une eau livide, sur un fond de vase grisâtre. Les semelles ferrées des brodequins glissaient dans une boue épaisse et gluante. L'humidité glacée vous enveloppait comme un suaire. A la lueur grésillante des lampes, on voyait pendre

aux poutres du toit et s'épanouir sur les poteaux de soutènement toute une étrange végétation, vaporeuse et pâle comme une neige fraîchement tombée. On aurait dit des guirlandes de lis, des échevèlemens de blanches campanules, — apparition fantastique dans ces noirceurs opaques. Mais ces fleurs de ténèbres fondaient comme des bulles au moindre contact. C'était l'écume des eaux souterraines épanouie au bout des radicelles des pins qui s'étaient remis à pousser dans cette humidité perpétuelle. Des caillots ferrugineux, rouges comme du sang, flottaient à la surface des canaux. Des flaques verdâtres, sinistres, croupissaient çà et là...

Tout à coup, un souffle véhément fouetta le visage de Cécilius. On approchait d'un puits d'aérage.

— Attention ! cria le contremaître, en poussant une porte massive, devant laquelle étaient tendues des toiles grossières, et qui servait à régler le tirage.

Aussitôt les lampes s'éteignirent. Ils essayèrent inutilement d'allumer les torches. Des trombes d'air s'engouffraient à travers la galerie toujours plus basse :

— Marche derrière moi, maître ! cria Mappalicus : tu sentiras sous tes pieds, comme les degrés d'une échelle, les bourrelets de terre tassés par les pieds des mineurs !

Ils s'enfoncèrent à tâtons dans la nuit. L'ouragan faisait rage, l'eau jaillissait plus drue. A de certains momens, devant des crevasses béantes, que l'on devinait toutes proches, on percevait un formidable écroulement de cataracte. Et ce bruit d'abîme, cette course folle des eaux aveugles dans la ténèbre lourde, impénétrable, dans ce grand vent, venu on ne savait d'où, avait quelque chose d'effrayant.

— Baisse-toi, maître ! Prends garde à la roche ! criait, dans l'obscurité opprimante, la voix du mineur, qui avait jusqu'au bout des doigts et des orteils la notion instinctive des lieux.

Peu à peu, le vent s'apaisa, mais les eaux grondaient toujours. Mappalicus alluma finalement les deux torches, et l'on se remit en marche dans la galerie déserte. Rien, pas un être vivant, rien que la fureur des torrens déchaînés. Puis ce grondement lui-même se tut, la pluie intermittente des voûtes s'arrêta, et les murailles grises continuaient à défiler sans fin, comme au bord d'une route d'éternité.

Cécilius se sentait harassé déjà. Il allait, entraîné par le

contremaître, attentif uniquement à se préserver des heurts et des faux pas, lorsque, dans le lointain nocturne de la galerie, il distingua quelques petites lueurs qui se déplaçaient. En même temps, l'atmosphère se faisait plus pesante. Une odeur chaude, animale, puis bientôt une puanteur intolérable le suffoquèrent. On percevait une vague rumeur, des cris étouffés qui semblaient avoir traversé d'immenses étendues opaques de matière souterraine. Enfin, à travers la fumée asphyxiante des torches, dont la flamme dansait dans un halo de poussière très fine, une sorte de crypte géante apparut, coupée, de distance en distance, par de gros piliers naturels qui soutenaient le toit fendillé. Une foule grouillante s'agitait vaguement dans les demi-ténèbres. Continuellement, de nouvelles équipes de travailleurs arrivaient par les galeries qui débouchaient sous la crypte, comme des avenues autour d'un rond-point. Les fouets des gardes-chiourmes claquaient dans l'ombre, des hurlemens montaient, se répondaient en échos déchirans le long des corridors :

— C'est le *solvicatenas*, dit Mappalicus, l'endroit où l'on ôte les entraves à ceux qui vont travailler et où on les rattache à ceux qui rentrent du chantier.

— Mais quel besoin de les frapper? dit Cécilius, que cette nouvelle confrontation avec la souffrance des misérables mettait mal à l'aise.

— Ah! maître, ignores-tu qu'ils s'exècrent entre eux beaucoup plus qu'ils ne nous détestent, nous leurs geôliers?... Si nous n'étions pas là avec nos nerfs de bœuf, ils se massacreraient les uns les autres.

Effectivement, la plupart avaient une apparence d'animaux féroces qui rentrent leur colère sous la menace du dompteur. Pieds nus, la tête à demi rasée, le front brûlé d'une marque rouge, n'ayant pour tout vêtement qu'une blouse courte et un tablier de cuir froncé autour des hanches, ils défilaient deux par deux, le pic d'abattage ou la barre à forer sur l'épaule. Un chef d'escouade, un colosse, armé d'une massue en cœur de chêne, les talonnait de près. Et, sans cesse, par petits groupes de six, ils débouchaient des galeries pleines de tumulte et de lueurs intermittentes, dans un courant d'air chargé des mêmes émanations chaudes : odeur de misère et de pourriture, fétidité d'étable humaine. On sentait devant les bouches de ces vomi-

toires, qui se développaient pendant des lieues, comme la respiration d'une ville énorme et lointaine, le halètement de tout un peuple de damnés.

— Mais combien sont-ils donc ? jeta tout à coup Cécilius, que ce défilé interminable hallucinait.

— Je ne sais, maître, dit Mappalicus. Pour moi, j'en ai plus de deux mille sous mes ordres... Qui peut connaître leur nombre ? Ils sont des milliers, venus de tous les pays du monde. Ils vivent dans des cryptes comme celle-là, parqués à la façon des bêtes, mangeant, dormant, satisfaisant leurs besoins en une promiscuité dégoûtante. Ils n'en sortent que morts, pour ne pas achever d'infecter la mine. Alors, on leur accorde l'honneur de passer par le puits des chefs. On les remonte sur le plateau qui t'a descendu. C'est ce qu'ils appellent, par moquerie, *l'apothéose*. Devant un cadavre des leurs, ils ricanent : « Encore un qui va monter au ciel ! »

A ces propos atroces, l'ami de l'évêque Cyprien sentit plus douloureusement les aiguillons de sa conscience. Comment avait-il pu rester si longtemps sans s'inquiéter d'une pareille abomination ?... Et voilà que, comme un écho ironique de ses pensées, la phrase voluptueuse prononcée, l'autre jour, par Julius Martialis sonnait de nouveau à ses oreilles : « La vie est douce. » Ah oui ! en vérité !... A cet instant, une équipe de mineurs passa devant lui. L'expression de haine homicide, qui, à sa vue, flamba dans les yeux d'un condamné, le transperça comme un coup de stylet. Mais le pire, c'étaient les orbites sans regard de certains manœuvres. Aveugles, on les plaçait sur un échelon d'une des descenderies, et ils restaient là, cariatides vivantes, passant à l'homme de l'échelon supérieur des couffins de minerai, recommençant pendant des heures le même geste d'élever et d'abaisser leurs bras... Une honte de plus en plus consciente accablait Cécilius. Car non seulement il tolérait cela, mais lui, le principal fermier de Sigus, il vivait de la torture de ces misérables. Parfois il s'arrêtait, comme si le poids du remords ralentissait sa marche.

— Hâte-toi, maître ! lui cria son guide. Nous avons à marcher encore pour trouver Privatianus...

Et ils s'engagèrent dans une galerie montante, assez basse de plafond. Près de l'entrée, Mappalicus, éclairant la muraille avec sa lampe, fit lire à son compagnon, gravée au couteau dans le

roc, cette inscription en caractères naïfs : *chantier découvert par Hermotime, affranchi de notre Seigneur.* A peine visibles, une palme et une croix monogrammatiques gravées plus bas avertissaient les initiés que l'auteur de l'inscription était chrétien.

— Tu vois, dit le mineur : ces signes sont une consolation pour les nôtres... J'ai connu Hermotime déjà vieux. Il restait ici, comme moi, pour adoucir quelques souffrances et gagner au Christ quelques âmes...

Cécilius songeait : « Et moi, qu'ai-je fait? Quelles souffrances ai-je adoucies? Quelles âmes ai-je gagnées? » Il songeait ainsi, marchant de plus en plus courbé, se cognant le front au boisage. Brusquement, la piste montante s'inclina d'un mouvement rapide. Du haut en bas du couloir on entendait un vacarme de ferrailles, de choses lourdes qu'on entre-choquait. Le bruit se rapprocha, devint assourdissant :

— Gare-toi! Vite, vite! lança le contremaître, en se retournant.

Ils n'eurent que le temps de se blottir dans une niche creusée à même la paroi. Tout près d'eux, un train de voiturettes se précipitait en avalanche, suivant les ornières creusées par leurs roues. De l'autre côté, se cramponnant à une corde qui longeait la muraille, des adolescens squelettiques tiraient à grands coups de reins, au bout d'une chaîne attachée à leur ceinture, d'autres voiturettes chargées de minerai. Ils disparurent, avec le tapage expirant, dans la nuit de la galerie mouchetée de petites flammes tremblotantes.

En bas du plan incliné, Cécilius commença à butter dans des gravats mouvans et dans des détritus de toute sorte. A droite et à gauche du corridor, des boyaux étroits comme les soupiraux d'une cave conduisaient à des chantiers en exploitation. Dans le lointain, on entendait le heurt intermittent des pics et des voix humaines qui paraissaient venir des profondeurs de la terre. Parfois le soupirail montrait, tout proche du regard, à travers une poussière jaunâtre, des visages inondés de sueur, des échines courbées, dont les vertèbres saillaient, des jambes et des bras pliés dans des postures violentes. Et tous ces corps écrasés sous l'éboulement des roches, convulsés et rétractés sous l'oppression de la pierre, se tordaient à la rouge clarté des lampes, comme des corps de suppliciés vus à travers la flamme d'un brasier.

Des enfans, agiles malgré leurs chaînes, se glissaient en rampant dans l'ouverture des boyaux. Ils reparaissaient l'instant d'après, poussant devant eux des corbeilles pleines de minerai. Des femmes à demi nues recevaient les corbeilles et les entassaient sur les véhicules traînés par les adolescens... Ainsi tous les âges et tous les sexes étaient enfermés dans la géhenne souterraine :

— C'est le pire, dit Mappalicus, cette promiscuité où ils vivent ! Tu ne peux pas te l'imaginer, maître ! La mine est une Sodome, un enfer de luxure et de dépravation...

Cécilius n'osa pas répondre. La pensée qu'il était le complice, fût-ce involontaire, de cette infamie le terrassait. Donc, il ne *leur* suffisait pas de martyriser, il fallait encore souiller l'enfance ! Malgré toutes les excuses et tous les prétextes de la sagesse pratique, il y avait là une iniquité révoltante, une chose qui ne devait plus être, *qui ne serait plus !...* Le fardeau invisible sous lequel il pliait lui semblait accru. Les reins cassés, il cheminait, en se courbant, sous la voûte du couloir extraordinairement bas. L'air devenait réellement irrespirable. On étouffait, on suffoquait de chaleur. Puis, il faisait froid, un froid glacial : l'humidité pénétrante recommençait. A la lueur de la lampe, les fleurs d'écume luisaient sur les rondins de soutènement. Les moindres blancheurs, les moindres parcelles brillantes prenaient un éclat fantastique. Soudain, tout s'effaçait. Et l'on ne percevait plus aucun bruit dans les ténèbres qui semblaient s'épaissir à chaque pas.

— Regarde, maître ! dit Mappalicus qui, par habitude, frappait la paroi avec sa massette de mineur : voici encore des inscriptions tracées par nos frères !

Levant sa lampe, il déchiffrait des lignes écrites au charbon et qui se poursuivaient comme des hirondelles le long d'une muraille. La plupart du temps, c'était un simple mot : *Vie, vie, vie!* répété avec une sorte d'acharnement mystique. D'autres fois, la promesse d'immortalité s'exaltait comme un cri prophétique : *Tu vivras... Tu vivras dans le Christ... Tu vivras éternellement...* Et plus loin : *Lucilla, puisses-tu vivre avec les tiens !... Lucilla, ma douce amie, tu vivras éternellement en Dieu...* Au-dessous, quelqu'un d'illettré, un homme du peuple sans doute, avait écrit en latin barbare : *Saintes âmes, souvenez-vous du pauvre Marcianus !...* En lisant ces appels tout frémis-

sans d'un espoir invincible, les paupières de Cécilius s'emplissaient de larmes. Quelle confiance, quelle ardeur de foi! ... Comme de lamentables oiseaux emportés par la tourmente, les âmes fraternelles perdues dans cette nuit d'horreur se cherchaient, se faisaient signe, finissaient par se retrouver, ne fût-ce qu'une minute. Elles n'étaient pas seules dans ces ténèbres. Par la mutuelle charité des frères, un rayon du Christ parvenait jusqu'à elles : « *Je suis avec vous jusqu'à la consommation des siècles...* » Et le cri de ralliement qui montait de toutes ces pierres : « Tu vivras, tu vivras dans l'éternité, » ce défi jeté à la mort par des suppliciés qui étaient déjà des cadavres, avec quel éclat fulgurant il résonnait dans ce silence de sépulcre! Cécilius s'était agenouillé devant la dernière inscription : « Souvenez-vous du pauvre Marcianus! » et, pour que le vœu du misérable fût exaucé, il le commémorait dans le Christ.

Cependant Mappalicus qui l'avait devancé, revint sur ses pas, le toucha à l'épaule :

— Maître, dit-il, si tu t'arrêtes continuellement, nous arriverons peut-être trop tard... Il n'y a plus que quelques pas à faire. Privatianus est ici tout près, dans son écurie. Car, — je te l'ai dit, n'est-ce pas? — le malheureux soigne les chevaux de la mine. Il était trop faible pour manier le pic ou porter des fardeaux. Grâce à moi, il a obtenu ce travail plus doux... Mais presse-toi, car nous sommes en retard. Les charretiers vont être là dans un instant pour prendre leur repas : il ne faut pas leur donner de soupçon!...

Bientôt, en effet, ils parvinrent à un carrefour encombré de chariots vides, que les chevaux traînaient en longues files vers les chantiers. Dans un renfoncement de la paroi, un rais de lumière filtrait par une fente verticale. Mappalicus poussa une porte feutrée de grosse toile de sac : une odeur chaude de bêtes et de fourrage s'en exhala. L'écurie était creusée en cet endroit, un peu en retrait de la galerie. Elle semblait déserte. La lampe pendue au toit n'éclairait, près de l'entrée, qu'une statuette de divinité dans une niche fleurie de guirlandes : c'était celle d'Épone, la déesse des écuries, figure de paysanne aux joues vermillonnées, qui, d'une main s'appuyait sur une fourche et, de l'autre, tenait une étrille. Les chevaux travaillaient au dehors. Dans le halo trouble, on ne distinguait que

des amoncellemens de litières, et tombant en lambeaux poussiéreux de toutes les saillies du plafond et des murailles, d'invraisemblables toiles d'araignées.

Près du coffre à orge, un vieux dormait, recroquevillé dans la paille, la respiration rauque et embarrassée :

— C'est lui ! dit Mappalicus. Vois, maître : on dirait un mort !

La face livide, comme empoisonné par les exhalaisons de la mine, il était d'une maigreur presque risible. Les entraves pesantes, qui lui emprisonnaient les deux jambes se rattachaient par une chaîne à sa ceinture, de sorte que le prisonnier, perpétuellement courbé, ne pouvait jamais redresser sa taille. De la tête aux pieds, pas une place de son corps n'était intacte. Les brodequins, les verges, les ongles de fer l'avaient sillonné partout d'entailles et de cicatrices. Un coup de fouet lui avait arraché le lobe de l'oreille et balafré la joue. Son front rasé portait la brûlure rosâtre de la marque. Ses clavicules se creusaient en salières profondes, et, sous l'étoffe rugueuse de sa blouse, on voyait son cœur battre, comme s'il était à nu. Une de ses mains saignait : sans doute, il avait été mordu par les rats pendant son sommeil.

Mappalicus, s'approchant avec précaution, le poussa doucement :

— Père, père ! Éveille-toi !

Lentement, le vieillard se souleva sur un coude et, aidé par le contremaître, qui soutenait ses entraves, il s'assit sur le coffre à orge.

— Tu vois, lui dit celui-ci, en montrant Cécilius, c'est un ami de Cyprien, qui vient te chercher...

La face du martyr s'illumina, tandis que ses prunelles, habituées aux ténèbres, semblaient éteintes. Il s'écria :

— Cyprien ! L'apôtre de Dieu !

Son cri jaillit avec une telle intensité d'amour, que la présence réelle du grand évêque n'eût rien ajouté à la tendresse qui débordait de son cœur. Soudain, il se laissa tomber sur ses genoux et, se prosternant devant Cécilius, il s'efforçait de lui baiser les pieds, comme s'il était Cyprien lui-même :

— Je t'en prie, frère, dit Cécilius, qui se dérobait, ce serait plutôt à moi de vénérer tes chaînes !... Laisse-moi au moins te donner le salut fraternel !

Le vieillard s'étant relevé, tous deux s'accolèrent :

— Je te le donne, reprit le visiteur, pour Cyprien, notre père.

— Tu es un de ses prêtres, n'est-ce pas? dit Privatianus, en se rejetant en arrière, pour mieux le contempler.

— Non, je ne suis qu'un laïque... un ami de ton évêque.

A ces paroles, le vieil exorciste laissa retomber ses mains d'un geste accablé. Son visage illuminé se voilà tout à coup :

— Alors, dit-il, je n'ai plus qu'à mourir!... Mes compagnons, Gudden et Baric, sont morts dans la vaine attente du Banquet dominical. Pour moi, ce qui m'a soutenu jusqu'à ce jour, c'est l'espoir que Cyprien me procurerait au moins cette consolation de goûter une dernière fois sur cette terre la saveur du Pain de vie...

— Ici, tu le sais bien, dit Cécilius, c'est impossible. Je ne saurais moi-même faire lever cette interdiction... Mais laisse-toi sauver, je t'en supplie!... Mappalicus t'expliquera notre plan... Demain, si tu veux, tu seras libre; tu assisteras chez moi au divin Sacrifice...

— Ou j'y assisterai dans le ciel avec le Christ!

— Encore une fois, je t'en conjure, laisse-toi sauver!

Privatianus secoua la tête, et, avec un pâle sourire :

— Je n'ai aucun espoir en ce monde... Fais ce que tu voudras... ce que le Seigneur voudra!

Cécilius contemplait ce frêle corps de supplicié, sur qui les bourreaux s'étaient si longtemps acharnés. Il touchait les cicatrices de ses épaules, palpait la plaie de sa main, et, promenant un coup d'œil sur l'écurie sordide, il considérait cet homme cultivé (Privatianus était un ancien grammairien), qui était devenu palefrenier, et qui consentait à cette déchéance, qui endurait toutes ces tortures, depuis des mois et des années, uniquement pour attester qu'un Juif de Nazareth, qu'il n'avait jamais vu, qui avait été crucifié deux cents auparavant, était ressuscité d'entre les morts! Et ce témoignage en faveur du Dieu très doux, mort pour le salut de tous les hommes, ce vieil infirme était venu le donner au monde là où le monde foulait le plus durement les hommes, dans ces limbes douloureuses dont les damnés souffraient sans espérance!... Au prix d'une telle abnégation et d'une telle foi, combien son œuvre, à lui

Cécilius, était médiocre, combien sa petite sagesse pratique était dérisoire et même un peu lâche!...

Il ne put résister à ce reproche de sa conscience. A son tour, il se jeta aux pieds du martyr, en sanglotant :

— Bénis-moi, mon père! Je ne suis que cendre et poussière devant toi. Je suis plus vil que ce fumier!

— C'est au Christ de te bénir, dit Privatianus. Moi, je ne suis qu'un misérable moribond, dont les yeux ne te voient même plus...

— Tes yeux qui ont accepté ces ténèbres sont dignes de voir le Seigneur!

Cependant Mappalicus, qui faisait le guet derrière la porte, l'entre-bâilla, en criant vers l'intérieur de l'écurie :

— Maître, il est temps de partir! Voici les hommes qui rentrent du travail; ce serait mauvais si l'on nous trouvait tous les trois ensemble.

Cécilius étreignit une dernière fois le martyr :

— Salut, frère! Je suis heureux et plus fier que si j'avais vu César lui-même.

— Adieu! dit le vieillard. Souviens-toi de Privatianus!

Et, de ses yeux vagues, avec l'angoisse de la séparation irrévocable, il suivit jusqu'au seuil de la porte ténébreuse celui qui allait remonter vers la lumière...

Le soir même, en reprenant la route de Cirta, Cécilius, de plus en plus halluciné par les images toutes vives de cette infernale descente, arrêtait dans son esprit des résolutions radicales et violentes. Il se gourmandait de sa mollesse, et, tout en évoquant la marque infamante imprimée au fer rouge sur le front de l'exorciste, il se disait : « J'étais aveuglé! C'est Cyprien qui a raison! »

Louis Bertrand.

(La troisième partie au prochain numéro.)

L'AVENIR DES PETITS ÉTATS[1]

III

LA SERBIE

I

Voici un petit peuple qui est une grande nation, à ne considérer que ses qualités héroïques et sa forte individualité, sans tenir compte du chiffre de sa population ni de l'étendue de son territoire. Le territoire s'est rétréci à la suite des mutilations opérées par la conquête ottomane, et la population n'est plus qu'une fraction de celle des pays de langue serbe.

Les Slaves du Sud (Serbes, Croates, Slovènes) sont le rameau extrême projeté vers le Midi par la race slave, après la grande poussée des peuplades barbares du Nord et de l'Est de l'Europe contre l'Empire romain. Au commencement du IXe siècle, ils s'installent dans la péninsule balkanique, malgré la résistance des Empereurs d'Orient et entament avec leurs voisins, Grecs et Bulgares, une lutte continuelle pour la possession et la domination du sol où leur marche errante s'était arrêtée. Ils occupent à l'Est de l'Adriatique le cours de la Save, de la Drina et de la Morava et le massif montagneux dont la muraille occidentale plonge dans la mer. Ils s'étendent au Nord au delà du Danube et de la Save, à l'Est jusqu'au Timok, au Sud jusqu'à Salonique.

Dans ce cercle de monts abrupts, coupés de vallées fertiles et ceinturés d'épaisses forêts, un peuple grandit, qui commence

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 janvier.

par se grouper en petits États indépendans. Il est livré aux dissensions féodales, communes alors à toutes les nations en travail de formation, mais dont les Serbes paraissent avoir eu à pâtir plus longtemps que leurs rivaux balkaniques.

Leur conversion au christianisme pendant le xe siècle fut surtout l'œuvre de deux apôtres byzantins, Cyrille et Méthode; ils attachèrent à l'Église d'Orient la majeure partie de la population fixée au Sud de la Save, au lieu que, au Nord de cette rivière et sur le littoral de l'Adriatique, l'influence de Rome retint les Serbes dans le giron de l'Église catholique. Cette divergence dans la pratique du culte ne pouvait manquer d'être fatale à l'unité nationale, nécessaire à la race serbe, au moment où elle allait être menacée par l'apparition de formidables adversaires, les Hongrois, sur les bords de la Drave et les confins de la Croatie.

L'union se réalisa cependant au cours du XIIe siècle, après des essais de royaumes éphémères et en dépit de tendances obstinément séparatistes. Némagna, grand joupan du Monténégro, fonda la dynastie des Némagnitch, qui donna à la nation rassemblée sous son autorité sept rois et deux empereurs. Elle gouverna pendant près de deux cents ans, favorisée par la décadence de Byzance, ayant pour pilier solide la religion orthodoxe, repoussant les attaques des deux ennemis, que la Serbie a toujours trouvés sur son chemin, avant comme après la conquête musulmane : les Hongrois et les Bulgares.

Avec leur roi Miloutine les Serbes apprennent à jouer un rôle prépondérant dans les Balkans. Son règne est l'aurore d'une culture serbo-byzantine, qui fleurit dans la construction de belles et nombreuses églises. L'architecture religieuse fut pour la jeune nation la première expression de sa foi ardente et d'une civilisation qui cherchait à s'affirmer. Sous le second successeur de Miloutine, Douchan, le pays atteint son plus vif éclat historique. Pendant vingt-quatre ans (1331-1355), il mène contre ses voisins une guerre marquée par des victoires; elles étendent ses frontières des monts Rhodope à l'Adriatique et de la Thessalie au Danube et à la Save. Le jour de Pâques 1346, Douchan se fait couronner, dans une assemblée nationale convoquée à Uskub, Empereur (tsar) des Serbes et des Grecs.

Une grande idée dirige alors sa politique. Les Turcs, après avoir chassé les Byzantins de l'Asie Mineure, ont pris pied en

Europe à Gallipoli. De là ils serrent de près Constantinople, clef de la chrétienté. Le monarque serbe, plus perspicace que les autres dynastes balkaniques et danubiens de son temps, embrasse d'un coup d'œil le danger prêt à fondre sur la péninsule entière. L'empire byzantin est trop affaibli, trop caduc, pour prolonger sa résistance. Au fantôme de la puissance grecque il faut substituer un empire serbo-byzantin, jeune et vigoureux, qui sera le boulevard des nations chrétiennes. Les hostilités pour l'exécution de ce vaste dessein éclatent en 1355. Tandis que les Serbes, aidés par Venise, contiennent en Dalmatie les Hongrois, maîtres de la Croatie, leur armée principale s'avance dans la plaine de Salonique. Mais Douchan meurt de la fièvre, le 20 décembre 1355, sans pouvoir atteindre la Cité impériale, vers laquelle s'envolait son ambition.

Le règne de Douchan Silni (Douchan le Fort) fut pour le peuple serbe l'apogée de sa puissance et de sa civilisation. L'enthousiasme des historiens nationaux est allé jusqu'à le comparer à Charlemagne. C'est sans doute dépasser les limites de la réalité. Outre un curieux code de lois, le « Douchanov Zakonik, » il reste de lui un souvenir impérissable, auquel est étroitement unie l'image de la Grande Serbie du passé et de l'avenir.

Mais aux jours de gloire vont succéder les jours de deuil. La disparition de Douchan est le signal du réveil de l'anarchie féodale. Elle se développe aussitôt après la mort de son successeur, le jeune empereur Ouroch, le dernier des Némagnitch (1370). Les discordes des Serbes facilitent les progrès des Hongrois, aussi aveugles qu'eux sur l'imminence du péril turc. Les princes chrétiens du XIVe et du XVe siècle, sont tout entiers à leurs ambitions et à leurs querelles en présence de la plus redoutable entreprise de l'Islam contre l'Europe, car les nouveaux maîtres de l'Asie Mineure, les descendans d'Othman, sont parvenus à discipliner le fanatisme musulman, à lui donner une organisation militaire très supérieure à celle des États chrétiens. En 1369, le sultan Mourad Ier (Amurat) s'empare d'Andrinople. C'en est fait de la péninsule balkanique, si les nationalités qui s'y combattent n'oublient pas leurs misérables compétitions pour élever un mur de fer contre l'ennemi commun. Elles restent divisées et succombent tour à tour, la Serbie en 1389, la Bulgarie en 1395. A Nikopolis, l'année suivante, le roi Sigismond de Hongrie, qui a appelé à son secours une

croisade de seigneurs et de princes de l'Occident, est refoulé par une sanglante défaite dans les plaines du Danube. Après un arrêt de quelques années causé par les victoires de Tamerlan, la conquête turque reprend un nouvel élan et la chute de Constantinople plonge la chrétienté dans la consternation et la stupeur.

La poésie et la légende se sont associées à l'histoire pour tisser le linceul de la Serbie expirant sous les coups des infidèles. La mort d'Ouroch ayant provoqué le morcellement de ses États, la plus grande partie des provinces serbes avait pris pour roi le Knèze Lazar, dont la capitale fut Kruchevatz sur la Morava. Ce prince, modèle de piété et de bravoure, lutte pendant dix ans avec des forces inégales contre le flot envahissant des Ottomans. Mais enfin, le 15 juin 1389, la fleur de la nation périt avec son Roi, écrasée par l'armée trois fois plus nombreuse du sultan Mourad dans la plaine à jamais funèbre de Kossovo, le Champ des Merles.

L'oppression turque commence alors, qui va durer plus de quatre siècles. D'abord le régime tributaire, les seigneurs vassaux; puis, sous Mahomed II, la servitude complète, les pachas remplaçant les voïvodes, les janissaires installés dans les villes, les spahis dans les campagnes, et le paysan maltraité comme le serf de la glèbe. Pour échapper aux exécutions, les chefs bosniaques se convertissent à l'islamisme, mais le gros de la nation serbe reste fidèle à la foi orthodoxe, fidèle aussi au culte du passé, au souvenir des héros légendaires, Lazar, le martyr, et son chevalier, Miloch Obielitch, qui tua le sultan Mourad, Marko, le vaillant voïvode, obligé de servir le Padischah ottoman. Leurs exploits sont promenés à travers les siècles de foyer en foyer par des chanteurs populaires. Cette poésie épique et anonyme maintient dans l'âme des pâtres et des laboureurs serbes une conscience nationale, la conscience d'être un peuple qui plus tard sortira vivant de son tombeau. Quelques révoltés tiennent toujours la montagne, des brigands patriotes, les haïdouks, et la poésie célèbre leurs hauts faits comme ceux des chevaliers du passé.

Le signal de l'insurrection est donné en 1804, au milieu des guerres napoléoniennes, par un ancien haïdouk, Kara George, Georges le Noir, devenu marchand de bestiaux. Des peuples soumis aux Osmanlis les Serbes ont été les premiers au XIXe siècle à se lever contre leurs oppresseurs. Kara George,

après de brillans succès, échoue dans sa tentative, dont il ne reste que des chansons épiques. Mais l'effort en vue de la libération n'est pas brisé, et la Serbie passe successivement par les différentes phases de l'émancipation, province autonome de l'Empire ottoman, principauté héréditaire et vassale du Sultan, avant de conquérir, avec l'aide de la Russie, l'indépendance complète, que lui reconnaît le congrès de Berlin. Un royaume nouveau est formé, modeste héritier de celui du tsar Douchan, de la Grande Serbie du xiv[e] siècle.

A peine ce peuple est-il devenu tout à fait libre que sa liberté est menacée par son voisin du Nord. La monarchie des Habsbourg, au contraire de la Russie, n'avait rien fait pour la délivrance des Serbes. Maîtres de Belgrade, que leur avaient donnée les victoires du prince Eugène, les Impériaux ne furent pas capables, au cours du xviii[e] siècle, de conserver leur conquête contre un retour offensif des Ottomans. Après la guerre russo-turque de 1877, l'Autriche-Hongrie joua le rôle du troisième larron qui s'approprie la plus riche part du butin. Au congrès de Berlin, elle se fit adjuger la Bosnie et l'Herzégovine sous la suzeraineté nominale du Sultan. Coup droit porté aux espoirs des patriotes serbes et à la reconstitution intégrale de leur ancienne patrie. Après lui avoir barré ainsi toute expansion vers l'Ouest, le cabinet de Vienne pendant vingt-cinq ans pèsera sur le petit royaume de tout le poids de sa puissance politique et économique, pour en faire le vassal de l'Empire dualiste. « La Serbie est comprise dans la sphère d'influence de l'Autriche-Hongrie, » osait affirmer le comte Mensdorf à sir Edward Grey, après l'envoi de l'ultimatum mortel à Belgrade. N'ayant pas réussi à la domestiquer, les ministres de François-Joseph avaient décidé de la réduire à l'état de fief ou de province de la monarchie. C'est la poursuite implacable de ce dessein, lié au plan d'ensemble d'hégémonie germanique sur l'Europe continentale, qui a provoqué l'embrasement de 1914. Le crime de Serajewo ne fut que le prétexte invoqué par les incendiaires.

Y a-t-il rien de plus poignant et de plus tragique que l'histoire de ce peuple valeureux, à qui le destin semble refuser la liberté, aussi nécessaire à son existence que l'air pur de ses montagnes; de ce peuple, deux fois étouffé par l'invasion musulmane ou chrétienne, et qui ne veut pas mourir? Après de longs efforts, il s'était affranchi d'une servitude quatre fois

séculaire, la plus honteuse dont l'Europe d'autrefois ait eu à rougir, mais c'est pour devenir l'esclave d'un autre ennemi, qu'une longue civilisation n'empêche pas d'égaler en violence et en cruauté les milices des Sultans.

II

A cette renaissance d'une nation, cherchant à s'organiser pour prendre place dans la communauté européenne, est venue se mêler au siècle dernier la rivalité de deux familles princières. L'une est issue du héros populaire, Kara George, l'autre de Miloch Obrénovitch. Après le soldat, le politique ambitieux. Ce dernier fonde son pouvoir despotique sur les concessions qu'il arrache à la Porte, mais il inaugure en même temps une sorte de vie nationale. L'antagonisme des Karageorgévitch et des Obrénovitch est jalonné par des assassinats, sillonné par des proscriptions, jusqu'à ce que le dernier roi de la dynastie des Obrénovitch disparaisse dans une sombre conspiration militaire qui frappe d'horreur les amis mêmes de la Serbie. L'histoire de ces deux familles semble un anachronisme à notre époque, quelque page déchirée des annales d'une république italienne du moyen âge. La fin sanglante d'Alexandre Obrénovitch a empêché les sympathies des nations occidentales de se porter, autant qu'il le méritait, sur le peuple serbe, dont la résistance à la politique d'absorption de l'Autriche fut un drame autrement intéressant que celui de sa famille royale et passa longtemps presque inaperçue. On n'a enfin compris à l'étranger que l'existence même de la Serbie était en question, qu'en lisant avec stupeur l'ultimatum du 23 juillet 1914.

En fait, les Obrénovitch occupèrent le trône beaucoup plus longtemps que leurs rivaux. Ceux-ci n'y firent qu'une apparition de quelques années, avant d'y remonter définitivement. Alexandre Karageorgévitch gouverna pacifiquement pendant seize ans, de 1842 à 1858, sous le contrôle du chef de la garnison turque de Belgrade et du consul autrichien, en s'efforçant de ménager à la fois ces deux surveillances. Le peuple serbe, mécontent, le déposa et rappela le vieux Miloch, dont le successeur, Michel, fut un prince habile et vraiment patriote. Il fit faire à son peuple un pas décisif vers l'indépendance, en obtenant l'intervention des Puissances, qui obligèrent les Turcs à

évacuer Belgrade en 1862, et, cinq ans après, les dernières forteresses qu'ils occupaient dans le pays. Il nourrissait de grands projets : il voulait grouper tous les Serbes orthodoxes en un seul État et tous les peuples balkaniques dans une Confédération, pour secouer le joug de la Turquie. Les partisans des Karageorgévitch, qu'appuyait alors l'Autriche, car elle a soutenu tour à tour les deux maisons rivales, ne laissèrent pas à ce précurseur le temps d'essayer de changer le sort de la péninsule. Ils l'assassinèrent à la porte de sa capitale.

Avec son neveu, Milan, s'installe à Belgrade l'influence autrichienne. Le nouveau prince régnant représente, en même temps que l'obéissance aux volontés de Vienne, l'esprit autocratique et réactionnaire de la cour des Habsbourg. Le sentiment national, le patriotisme serbe se réfugient dans les partis d'opposition, libéral et surtout radical, et dans la Skoupchtina, l'assemblée représentative, seul organe des aspirations populaires dans cette nation de paysans démocrates, égaux entre eux, où les anciens seigneurs avaient été supprimés par les pachas. L'histoire de la Serbie sous Milan et sous Alexandre est une lutte constante entre le prince et la Skoupchtina, une succession de coups d'État contre des constitutions passagères, une série de restaurations du pouvoir absolu finissant par des capitulations, qui ramenaient pour un temps le pays dans le sillon régulier des monarchies constitutionnelles.

La Russie n'apparaît au milieu de ces discordes intérieures que sous le visage ami d'une Puissance libératrice. En 1876, le tsar Alexandre II, par son intervention, avait sauvé la Serbie dans sa lutte inégale contre l'Empire ottoman, et la guerre russo-turque de l'année suivante avait permis à la principauté de s'ériger en royaume indépendant. La Russie a-t-elle toujours mérité la confiance que les patriotes serbes plaçaient en elle ? N'oublions pas qu'en 1903, à Murzteg, les ministres de Nicolas et de François-Joseph se partagèrent les Balkans en deux sphères d'influence et que la Serbie était rangée dans celle de l'Autriche. C'est sur ce partage imprudent que la diplomatie austro-hongroise a fondé plus tard les prétentions de la monarchie des Habsbourg à l'endroit du royaume serbe. Au surplus, rien n'est plus malheureux ni plus menaçant pour l'indépendance des petites nations que l'emploi de ces mots : sphères d'influence. Ils impliquent la reconnaissance d'un droit

imaginaire, que s'arroge une grande Puissance, de se mêler des affaires d'une petite voisine, de lui imposer son ingérence et sa protection. Ils semblent avoir été créés spécialement à l'usage de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie, et nous protesterions à l'avance contre tout essai de résurrection des sphères d'influence dans le traité qui mettra fin à la guerre européenne.

Pour en revenir à Milan, s'il fut oublieux des services que lui avait rendus le Tsar, dévoué à l'Autriche, lié avec elle dès 1881 par un pacte secret, il est vrai de dire à sa décharge que certains hommes politiques serbes, sous son règne et sous celui de son fils, et jusqu'à la crise de 1909, ont accepté la honteuse perspective d'une tutelle et d'une hégémonie autrichiennes. Ils alléguaient que, sous la protection du drapeau jaune et noir, l'union de tous les Serbes en une seule famille politique avait chance de s'accomplir, au lieu qu'elle resterait irréalisable, tant qu'ils seraient partagés entre deux monarchies, dont l'antagonisme n'aurait d'autre résultat que d'être une menace constante pour l'existence de la plus faible.

Les diplomates de ma génération se souviendront, comme moi, d'avoir rencontré à Paris, après son abdication, l'ex-roi Milan, bon garçon, intelligent et viveur. La déconsidération générale que lui avait value sa défaite humiliante dans l'attaque entreprise contre la Bulgarie avec l'approbation du cabinet de Vienne, rendait impossible la continuation de son gouvernement austrophile et autocratique, et il ne voulut pas être le prisonnier des radicaux. Il se consolait à Paris de ses déboires, dans les coulisses de l'Opéra et à la table de baccarat. Mais tout occupé qu'il parût de ses plaisirs et des besoins d'argent qui en étaient la conséquence, il continuait d'exercer une direction occulte sur l'esprit de son fils. Il le maintenait de loin dans la ligne politique qu'il avait suivie lui-même : docilité envers l'Autriche, conservation du régime absolutiste à l'aide de coups d'État répétés. Il réussit même à revenir en Serbie, afin d'apprendre plus facilement au jeune Roi à gouverner contre le sentiment populaire. L'influence paternelle persista jusqu'au jour où elle se heurta à une influence féminine. Pour avoir tenté d'empêcher le mariage indigne d'Alexandre avec la femme qui avait su s'emparer de son cœur novice et de sa faible intelligence, Milan se vit brutalement jeté hors de la vie du couple royal. La mort, en frappant sou-

dainement à Vienne ce bon serviteur de l'Autriche, lui épargna la douleur d'être témoin de la catastrophe qui mit fin à sa dynastie.

III

Avec le retour des Karageorgévitch s'ouvre un nouveau chapitre de l'histoire de la Serbie, le chapitre européen. L'État serbe fait ses débuts sur la scène internationale et, par trois fois, il y tient un rôle de premier plan. Les années d'obscures disputes intérieures sont suivies d'années remplies de querelles retentissantes avec l'Autriche-Hongrie et illustrées par des victoires balkaniques. La période de paix est finie; les jours de gloire et de misère vont se lever. Pour commencer, et bien avant que la politique de destruction des petites nations, que prêchent ouvertement en Allemagne les Tirpitz et les Reventlow, fût à l'ordre du jour, l'État serbe a été le champion des nationalités menacées par les Puissances centrales. Il a fait, comme tel, une audacieuse figure en face du géant autrichien. C'est la cause des petits États qu'il a soutenue, en défendant la sienne; de quoi ceux-ci devront lui être éternellement reconnaissans.

Les querelles austro-serbes débutent par la proclamation de l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine aux provinces de la monarchie des Habsbourg. Qu'on ne s'y trompe pas, le conflit aigu de 1909 a eu des conséquences qu'on ne soupçonnait pas alors. Il fut le lever de rideau du drame dont les péripéties se déroulent aujourd'hui. C'est pourquoi il me paraît utile de lui donner ici toute sa signification, de rappeler comment il a pris naissance et comment il n'a reçu alors qu'un dénouement provisoire et insuffisant (1).

On s'est demandé pourquoi les Serbes avaient mené tant de bruit et failli déchaîner une guerre générale à propos d'une annexion qui existait virtuellement depuis trente ans. Les motifs de leur émotion et de leur colère, on les aperçoit facilement, quand on jette les yeux sur la carte des Balkans et qu'on y étudie la situation géographique et économique de la Serbie. On comprend mieux alors l'attachement, qui n'est pa-

(1) On lira avec grand intérêt, sur l'ensemble des événemens balkaniques, le livre de M. Auguste Gauvain, un spécialiste de ces questions : *L'Europe avant la guerre* (A. Colin.)

purement sentimental, des Serbes aux anciennes provinces du royaume de Douchan et de Lazar. Certes, la communauté du sang et de la langue crée une sorte de lien entre des frères de race, séparés par la fatalité des événemens. Mais cette séparation existe depuis longtemps dans d'autres régions de l'Europe. Assurément aussi incorporer à l'Empire dualiste la Bosnie et l'Herzégovine, c'était détruire l'idéal national, dont se nourrissaient les aspirations des Serbes indépendans, et il n'est pas permis, après avoir foulé aux pieds un traité existant, comme le fit en octobre 1908 le baron d'Aehrenthal, d'interdire ensuite à un peuple fier de conserver ses espoirs nationaux et de réserver l'avenir. Mais la gravité qu'eut l'annexion aux yeux des Serbes clairvoyans ne gisait pas seulement dans le *veto* mis à la réalisation de leurs destinées patriotiques. Le vrai danger qu'elle enfermait pour eux, c'était la révélation soudaine des desseins politiques du cabinet de Vienne, mise en lumière par l'abrogation de l'article 25 du traité de Berlin.

L'annexion constituait un avertissement et une menace dont il était impossible qu'on ne s'effrayât pas à Belgrade. Elle était le premier pas dans l'acheminement de l'Autriche-Hongrie vers l'intérieur de la péninsule, la mesure préliminaire avant l'absorption des petites nationalités slaves des Balkans, en vue d'atteindre le but convoité, le rivage de la mer Égée et le port de Salonique, terre promise des ambitions austro-hongroises. « L'Empire dualiste, disait-on à Vienne, est la seule Puissance n'ayant pas de colonies d'outre-mer; selon toutes prévisions, il n'en possédera jamais. A quoi bon? Son domaine colonial, son champ d'exploitation, c'est la péninsule balkanique, et Salonique sera le point terminus de la voie ferrée reliant Vienne à la mer Égée. » Or, tant que subsistait le traité de Berlin, il garantissait aux Serbes que ces visées resteraient à l'état nébuleux et que le *statu quo* balkanique serait respecté, parce que le traité portait la signature de toutes les grandes Puissances qui ne laisseraient pas sans opposition protester cet acte international.

Au point de vue économique, la Serbie se trouvait entièrement dans la dépendance de l'Empire voisin, unique débouché de ses produits agricoles, des marchandises d'échange dont elle disposait. Le cabinet de Vienne n'avait-il pas sous la main le prétexte élastique des précautions sanitaires pour refouler le

bétail serbe hors du territoire austro-hongrois malgré l'existence d'un traité de commerce? Dieu sait s'il en usait, lorsqu'il voulait intimider le gouvernement de Belgrade et l'amener à composition. Enfin, l'empire dualiste était la seule voie de communication de la Serbie avec l'Europe continentale, qu'une décision du gouvernement impérial pouvait interrompre à son gré. On comprend l'ardent désir des ministres du roi Pierre de se débarrasser de cette sujétion et qu'ils aient constamment nourri l'espérance de s'ouvrir un chemin vers l'Adriatique, pour que leur pays ne fût pas muré dans sa prison économique. Ce chemin, voilà que le geste annexionniste de l'empereur François-Joseph allait le leur fermer à jamais. Il ne restait plus aux Serbes qu'à se frayer une route à travers le massif monténégrin. Projet hérissé de difficultés matérielles et politiques, l'Autriche-Hongrie s'étant réservé au traité de Berlin le contrôle des routes et des chemins de fer traversant cette principauté.

Dès le début de la crise bosniaque, les deux gouvernemens prirent position sur des terrains si opposés qu il parut tout de suite impossible qu'ils parvinssent à se rencontrer. Le cabinet de Belgrade voulait faire de l'abrogation de l'article 25 du traité de Berlin une affaire européenne et la soumettre à une conférence des Puissances signataires. Le ministre des Affaires étrangères, Milovanovitch, demandait en même temps à l'Europe de garantir l'existence politique et économique de la Serbie, avant de ratifier l'annexion. Le cabinet de Vienne s'indignait de cette insolente prétention. Il écartait toute intervention d'un tiers dans son tête-à-tête avec la Serbie. Que celle-ci reconnût formellement que l'annexion n'avait lésé aucun droit du peuple serbe; qu'elle se gardât d'élever aucune prétention à des compensations d'aucune espèce. C'était parler en maître et se refuser à toute négociation.

Il était évident que la thèse serbe ne pouvait triompher que si une grande Puissance amie, — en l'occurence la Russie, — s'en faisait le défenseur devant un tribunal européen. Le baron d'Aehrenthal était un partisan de la manière forte; dans son passage au Ballplatz, qui fut court, il s'est montré un imitateur maladroit de Bismarck. Cependant il eut l'habileté de paralyser à l'avance toute action diplomatique de la Russie en faveur de son client balkanique. Déjà, en 1876, avant la guerre de Turquie, le cabinet de Saint-Pétersbourg, pour se ménager la

neutralité de l'Autriche, avait commis l'imprudence de se désintéresser de la Bosnie-Herzégovine. Le ministre autrichien sut mettre à profit l'été de 1908, en obtenant du ministre des Affaires étrangères du tsar, dans l'entrevue de Buchlau, l'assurance que la Russie ne ferait pas la guerre pour empêcher l'annexion. Lorsque, devant l'exaspération grandissante de la nation serbe et l'agitation qu'elle suscitait dans le monde slave, M. Isvolsky voulut s'interposer entre l'Autriche-Hongrie et son chétif adversaire, le baron d'Aehrenthal se douta bien que cette intervention n'irait pas plus loin que la proposition de réunir une conférence. L'idée en fut soutenue avec chaleur à Paris et à Londres. Elle ne fit que prolonger la crise, qui prit dans l'hiver de 1909 un caractère dangereux d'acuité.

S'il n'avait tenu qu'à l'état-major austro-hongrois et à la presse à sa dévotion, la monarchie dualiste aurait procédé dès ce moment-là à l'exécution de la Serbie. En relisant les articles provocateurs des revues militaires autrichiennes, parus pendant la crise, on se croit, par la grossièreté du langage et la violence des menaces, transporté quelques années plus tard, quand la presse allemande réclamait le châtiment de la malheureuse Belgique, coupable d'avoir bravé la toute-puissante Germanie.

Mais, malgré ces rodomontades, le baron d'Aehrenthal, empêtré dans l'ornière bosniaque, n'en serait peut-être pas sorti sans le secours de ses alliés. Le prince de Bülow et M. de Kiderlen, qui gérait le département des Affaires étrangères, avaient adopté jusqu'alors une attitude d'expectative, où l'on voulait voir à l'étranger qu'ils n'approuvaient pas les procédés de leur collègue autrichien. Sans doute, ne furent-ils pas fâchés de lui prouver qu'il n'était pas de taille à trancher seul d'aussi grosses difficultés. Il ne leur déplut pas aussi de river à cette occasion plus fortement que jamais l'Autriche-Hongrie à l'alliance allemande. Toujours est-il qu'il suffit à l'ambassadeur de l'empereur Guillaume de montrer au gouvernement du tsar l'Allemagne se tenant à côté de son alliée, pour qu'il reconnût l'annexion comme un fait accompli. La Russie relevait à peine des suites de la guerre japonaise et de la révolution avortée de 1905. Sa convalescence ne pouvait pas s'exposer à de nouvelles aventures.

Ce fut l'Angleterre qui se chargea de couvrir la retraite du gouvernement impérial, en stipulant pour la Serbie les

garanties d'existence que le ressentiment du baron d'Aehrenthal refusait de lui donner. La négociation fut menée rapidement à Vienne par l'ambassadeur britannique, assisté de ses collègues russe et français. De son côté, le gouvernement serbe n'avait plus qu'à se résigner. Il s'exécuta dignement, sans récriminations. La population de Belgrade s'abstint de toute démonstration imprudente et inutile. La crise bosniaque ne fit qu'une victime : elle entraîna la renonciation à la couronne serbe du prince Georges, caractère trop ardent, qui s'était compromis par des actes violens et par les manifestations d'un patriotisme exalté. Le 31 mars, le ministre de Serbie remit à M. d'Aehrenthal, — promu à la dignité de comte, — la déclaration dictée par lui aux ambassadeurs de la Triple Entente : reconnaissance pure et simple de l'annexion, engagement de ne jamais s'immiscer dans les affaires bosniaques et de vivre désormais avec l'Autriche-Hongrie sur le pied de bon voisinage. En récompense de sa docilité, le cabinet de Belgrade reçut des mêmes Puissances l'assurance que l'Autriche-Hongrie n'avait pas l'intention d'attenter à l'indépendance, au libre développement ni à l'intégrité de la Serbie. Promesse de pure forme, à laquelle la diplomatie autrichienne n'attacha, on le vit bien plus tard, aucune importance (1).

Le résultat de la querelle n'était cependant pour elle qu'une médiocre victoire, péniblement remportée sur la courageuse résistance de la Serbie et chèrement payée, d'autre part, à la Turquie, la nue propriétaire de l'objet du litige, qu'il fallut indemniser. Ainsi en jugea le sentiment public à Vienne et à Budapest, qu'on avait furieusement échauffé, au point de lui faire espérer l'écrasement de la Serbie. Il se consola, en pensant qu'il n'y avait là que partie remise. Ce n'était en effet qu'une suspension d'armes. La Russie impériale ne pouvait rester sous le coup d'une défaite diplomatique, qui diminuait sensiblement son prestige auprès des nations balkaniques. Il était à prévoir qu'elle userait largement du répit qui lui était laissé pour

(1) D'après les documens publiés par le *Soviet* de Pétrograd, l'Allemagne s'est efforcée de dissiper l'impression causée par son intervention dans la crise bosniaque, au moyen d'un projet d'accord où elle assurait à la Russie l'exécution par l'Autriche de l'engagement de s'abstenir de toute aspiration de conquête dans les Balkans. Dans le cas contraire, elle n'aurait pas considéré l'entrée des troupes russes en Autriche comme un *casus fœderis*. Cet accord ne paraît pas avoir été signé

activer sa réorganisation militaire. Si en effet son ministre de la guerre avait mis le temps à profit, l'Empire des tsars serait entré en lice, armé pour la victoire, lorsque le rideau, après un entr'acte de cinq années, se leva sur la seconde partie du drame austro-serbe. Mais cette reprise du duel, personne dans les chancelleries et dans les parlemens étrangers ne pensait alors qu'elle dût avoir lieu, ni surtout dans un avenir aussi proche. Personne ne tint en éveil l'opinion publique sur le péril, toujours imminent, d'un conflit entre Vienne et Belgrade. Aussi, à peine remise d'une alarme aussi chaude, l'opinion publique s'empressa-t-elle de se rendormir sur l'oreiller d'une fausse sécurité.

IV

Avant la lutte finale se place un intermède militaire qui acheva de la rendre inévitable et avança l'heure des hostilités. On croyait en Europe que les Serbes se recueilleraient après le rude choc diplomatique qui avait dû les étourdir et leur servir d'avertissement. On connaissait mal ce peuple énergique et son gouvernement entreprenant, maintenant qu'ils avaient à leur tête une dynastie partageant leur conviction ardente dans l'avenir de leur race et de leur pays. L'affaire bosniaque, loin d'abattre leur confiance, l'avait plutôt surexcitée, en les poussant à hâter la préparation de leur armée et elle leur avait donné l'espérance de l'appui plus certain d'une Russie mieux préparée elle-même à l'éventualité d'un conflit général. Les événemens de Turquie leur procurèrent bientôt un dédommagement éclatant, dont le danger fut son étendue même et son retentissement.

Toutes les révolutions qui s'accomplissent au nom de la liberté dans les pays soumis au despotisme d'un monarque ou au gouvernement réactionnaire d'un parti, sont applaudies avec transport par les nations où règne un régime libéral et démocratique. La révolution turque de 1908 n'a pas échappé à cette popularité et à cet enthousiasme. L'horreur, inspirée par le gouvernement d'Abdul-Hamid qui ne comptait de défenseurs qu'en Allemagne et en Autriche, explique, d'autre part, le déchaînement de sympathies et d'illusions provoqué par l'apparition sur la scène européenne d'une Turquie nouvelle, agitant le parchemin d'une constitution. En réalité, les espérances que

faisait naître cet étrange spectacle ne reposaient sur aucun fondement solide. Une nation, que transforment de toutes pièces la vertu magique d'un mot et la mise à l'essai d'une constitution, est un phénomène toujours rare. En Turquie, ce phénomène ne pouvait être qu'éphémère. L'Empire des Sultans n'a dû sa puissance et sa longévité qu'à la prédominance de la race turque, musulmane et guerrière, sur un assemblage de populations chrétiennes, vaincues et maintenues par la force dans un état humiliant d'infériorité. Il n'a conservé son autorité sur les autres races islamiques, qu'il avait soumises, que grâce à son prestige militaire. Demander aux Turcs de renoncer de plein gré à cette situation prépondérante, pour condescendre à une égalité complète avec leurs anciens sujets, pour fondre dans une ottomanisation générale de l'Empire cette diversité de races et de conditions qui existait depuis cinq siècles à leur profit, c'était vouer à un échec certain une tentative aussi risquée. Jamais le vieil esprit turc, — et par là j'entends l'esprit des gouvernans de l'empire, quelle que fût leur origine très diverse et très mêlée, — n'y aurait consenti, s'il n'eût été préalablement vaincu, annihilé, réduit à l'impuissance.

Avant la révolution de 1908, ce turquisme avait pour représentant féroce Abdul-Hamid. Après l'avortement de la contre-révolution de 1909, il s'est réveillé, plus fort et plus violent, chez les Jeunes-Turcs, héritiers du pouvoir, de l'orgueil, et des instincts cruels des anciens Sultans. Au lieu d'un tyran unique, nous avons vu à l'œuvre, sous une étiquette constitutionnelle, une bande de tyranneaux. Le retour aux traditions hamidiennes de gouvernement était inévitable. C'est ce qu'avaient trop bien prévu les Allemands et leur rusé ambassadeur, le baron de Marshall. Une fois leur vieil ami tombé, ils n'ont pas perdu de temps à verser des larmes sur son sort. Ils ont entrepris immédiatement le siège des vainqueurs, en flattant leur vanité et leur soif de domination. Ainsi se sont conservées et même développées en Turquie, sous le nouveau régime, l'influence politique et la mainmise économique de l'Allemagne.

Que des causes secondaires, l'annexion de la Bosnie-Herzégovine par l'Autriche, la proclamation de l'indépendance de la Bulgarie, la prise de la Libye par les Italiens, aient précipité l'évolution réactionnaire des Jeunes-Turcs, cela se comprend de reste. Ces idéologues, ces francs-maçons, ces libres-penseurs,

sont redevenus ce qu'au fond ils n'avaient jamais cessé d'être : des Turcs, aussi Turcs que leurs aînés de la vieille Turquie, et d'autant plus décidés à conserver tout leur pouvoir qu'il leur permettait de satisfaire tous leurs appétits.

Mais il était impossible aussi que, devant l'impuissance des nouveaux maîtres de Constantinople à empêcher un commencement de démembrement de l'Empire, l'esprit de conquête ne gagnât pas, à l'exemple de l'Italie, les États des Balkans. L'occasion était trop tentante de s'agrandir aux dépens de l'Homme malade, dont le changement de régime, au lieu de le rajeunir, n'avait fait qu'accentuer la décrépitude. La libération des populations chrétiennes, victimes d'une recrudescence de rigueurs, était le motif très naturel d'une intervention armée, qu'on allait décorer du nom de croisade contre l'oppresseur musulman, pour la justifier aux yeux de l'Europe. Le succès dépendait avant tout de l'union des compétiteurs, séparés par des jalousies et des ambitions presque aussi vivaces que l'aversion qu'ils nourrissaient contre l'ennemi commun.

L'idée d'une union balkanique est une vieille idée, qui avait déja germé quelque cinquante ans auparavant dans le cerveau d'un des chefs d'État vassaux du Sultan. J'ai dit déjà qu'elle avait été conçue par le prince serbe, Michel Obrénovitch. Rappelé sur le trône en 1860, bien secondé ou conseillé par son ministre Garachanine, il avait réussi à nouer des négociations secrètes avec un comité bulgare, réfugié à Bucarest, avec la Grèce, le Monténégro, voire avec la Roumanie, et contracté des alliances, dont le but était la création d'une grande Balkanie. Après avoir été l'âme de la confédération, il se réservait naturellement d'en être le chef suprême. Son assassinat mit à néant ses projets. L'Autriche-Hongrie, en attisant la jalousie de la Serbie contre la Bulgarie, la Sublime-Porte, en cultivant avec soin chez les chrétiens de la péninsule des bacilles de division et de haine, en autorisant l'érection d'une Église autocéphale bulgare, contre le patriarcat œcuménique, retardèrent de quarante ans le rapprochement des nations balkaniques. Cependant, en 1905, la Serbie et la Bulgarie avaient signé un traité secret visant, suivant toute probabilité, les réformes à obtenir en Macédoine. L'année suivante, un traité d'union douanière entre elles échoua devant l'attitude intransigeante du cabinet de Vienne qui ferma immédiatement ses

frontières au bétail serbe. Il craignait les avantages qu'offrirait l'union aux autres Balkaniques et qu'elle n'en vînt à séduire la Roumanie. Toutefois, le terrain se trouva ainsi bien préparé pour des négociations politiques.

Chose curieuse, les illusions, créées par l'établissement d'un régime pseudo-constitutionnel en Turquie, avaient troublé jusqu'au bon sens des hommes politiques des Balkans. Dans les plans de confédération qu'ils ébauchèrent, ils laissaient une place aux nouveaux maîtres de Constantinople. C'était vouloir associer deux élémens incompatibles, comme de marier le Grand Turc avec la République de Venise. La reprise par le gouvernement ottoman des persécutions hamidiennes ouvrit les yeux aux plus aveugles. Il ne pouvait plus être question que d'une ligue contre l'ennemi héréditaire. De ligue, à proprement parler, il n'y en eut point, mais des traités d'alliance séparés que signèrent la Serbie, la Bulgarie, la Grèce et le Monténégro.

Les pourparlers entre les cabinets serbe et bulgare et entre ce dernier et celui d'Athènes s'engagèrent au commencement de l'automne de 1911. A la suite de laborieuses négociations, commencées mystérieusement, comme un roman d'aventures, dans un wagon de chemin de fer par M. Guéchoff, président du Conseil bulgare, et M. Milovanovitch, ministre des Affaires étrangères de Serbie, un traité d'alliance fut signé cinq mois après à Sofia le 13 mars 1912. Il était accompagné d'une annexe secrète et fut suivi à bref délai d'une convention militaire. Les difficultés les plus sérieuses s'étaient concentrées autour de la Macédoine, en prévision d'une conquête commune. Les ministres serbes ne voulurent à aucun prix de la constitution, proposée par leurs collègues bulgares, d'une Macédoine autonome. Ils n'entendaient pas que les Bulgares renouvelassent à leur profit le coup de la Roumélie orientale, et que la Macédoine, habilement travaillée par les émissaires de Sofia, s'unît plus tard spontanément à la Bulgarie.

Il fallut donc procéder à un partage éventuel. Le morceau en litige était le centre de cette province, la région comprise entre le Char Planina, les Rhodopes, la mer Égée et le lac d'Ochrida. Là surtout s'enchevêtraient les villages serbes, grecs et bulgares, et sévissaient à l'état chronique les haines de race, avivées par la rivalité des trois clergés. La discussion, âpre et longue, aboutit à une ligne de démarcation coupant la Macé-

doine du Nord-Est au Sud-Ouest, à partir de la frontière turco-bulgare jusqu'au lac d'Ochrida. Les revendications des Grecs étaient passées sous silence. A eux sans doute de s'entendre avec les Bulgares. Le lot le plus important, au Sud de la ligne adoptée, revenait à ces derniers. L'Albanie, pas plus que la Thrace, n'était mentionnée dans le traité. Les ambitions des deux alliés, encore modestes, ne visaient que la Macédoine.

Très suggestifs sont les articles de l'annexe secrète comportant la communication du traité au gouvernement russe, dont l'approbation était sollicitée, ainsi que l'engagement de soumettre tout différend causé par son interprétation ou son exécution à la décision définitive de la Russie. C'est la preuve de la part importante prise par la diplomatie russe à l'enfantement de l'alliance, qui eut le Tsar pour parrain et pour médiateur. Belle revanche de l'échec diplomatique de 1909. La Russie était donc reconnue par les deux États balkaniques comme la Puissance protectrice de leurs aspirations nationales. L'alliance avait sa pointe tournée contre la Turquie, mais elle était aussi une arme destinée à combattre l'expansion germanique en Orient, le « Drang nach Osten. » Témoins les articles 2 et 3 de la convention militaire, prévoyant diverses hypothèses : une attaque de la Bulgarie par la Roumanie, inféodée à la politique autrichienne, une attaque de la Serbie par l'Autriche-Hongrie ou la Roumanie, ou simplement une occupation du sandjak de Novi-Bazar par les Austro-Hongrois ou par les Serbes. Dans ces différens cas, les Alliés se promettaient une aide militaire immédiate. Toutes les précautions semblaient humainement prises pour empêcher la rupture d'un nœud si solidement établi.

Ainsi unis, les États chrétiens attendirent avec impatience, l'arme au pied, le signal de l'entrée en campagne. Par un étrange revirement, le cabinet de Saint-Pétersbourg, le patron, sinon l'instigateur de leur coalition, leur fit au dernier moment de vives recommandations de prudence. Mais ils n'en tinrent aucun compte. Lorsque, dans le courant d'octobre, les Monténégrins tirèrent les premiers coups de fusil, M. Sazonow, rentrant en Russie, se trouvait à Berlin, à l'hôtel Adlon, où j'habitais moi-même. J'ai été témoin de l'inquiétude et du désarroi que la nouvelle jeta dans son entourage. Le ministre des Affaires étrangères du Tsar, après avoir causé avec ses collègues de l'Entente, s'était-il tout à coup converti au principe de l'intan-

gibilité du *statu quo* territorial dans les Balkans? S'effrayait-il des appétits formidables de la meute qui s'était rassemblée sous les auspices de la Russie? Ou bien croyait-il, comme l'opinion générale en Europe, que le gibier était de force à tenir tête aux assaillans, ce qui lui faisait appréhender l'entrée en scène d'autres mâtins, plus redoutables encore, d'où résulterait une mêlée générale?

Ces craintes furent écartées, comme l'auraient été les velléités d'intervention des grandes Puissances, par le coup de théâtre qui se produisit en Orient. Le 30 septembre 1912, les États des Balkans décrétaient la mobilisation générale de leurs armées. A leur sommation de donner immédiatement une autonomie complète à ses populations chrétiennes d'Europe la Sublime Porte répondit, ainsi qu'ils y comptaient, par une déclaration de guerre. On vit alors un spectacle extraordinaire, à quoi l'on était loin de s'attendre. En quelques batailles, la puissance ottomane, s'étendant sur 25 millions d'habitans, fut brisée par la coalition de quatre petits États, qui ne comprenaient que 10 millions d'âmes. L'armée turque, chassée de la Chalcidique, de la Macédoine, et de presque toute la Thrace, était refoulée sous les murs de Constantinople. Ce que la Russie n'avait pu faire que partiellement au bout d'une lutte opiniâtre, l'union balkanique l'avait totalement accompli en l'espace d'un mois. Les Serbes, pour leur part, avaient vengé les morts de Kossovo. Le 20 octobre 1912, une victoire éclatante était remportée par eux sur ce même Champ des Merles qui avait bu le sang de leurs ancêtres.

L'Autriche-Hongrie assista avec stupeur à cette révélation de la force militaire de la Serbie. Elle avait compté que les armées du Sultan infligeraient au petit État une leçon qui le mettrait à sa merci, et voici que les divisions serbes, descendant les pentes des Alpes albanaises, apparaissaient déjà sur le rivage de l'Adriatique. Le cabinet de Vienne ne tarda pas à se ressaisir. Devant son intervention menaçante, appuyée par l'Allemagne et l'Italie, et sur les conseils pressans des Puissances de la Triple Entente, surprises de l'imminence d'un conflit qui risquait de devenir européen, la Serbie dut retirer ses troupes du littoral qu'elles s'occupaient de conquérir. Encore une fois, l'espoir de s'ouvrir l'accès de la mer libre lui était interdit par sa grande voisine.

En opposant son *veto* formel à l'expansion serbe le long de l'Adriatique, — qui était vue également de mauvais œil à Rome, — la diplomatie autrichienne, sans apercevoir peut-être les conséquences de cet acte de vigueur, fit crouler tout l'échafaudage de la coalition balkanique, à commencer par l'alliance serbo-bulgare. Privée d'un débouché en Albanie, n'ayant plus pour atteindre la mer que le port de Salonique aux mains des Grecs, mais séparé d'elle par une enclave bulgare qui s'étendait jusqu'au lac d'Ochrida, la Serbie était fondée à réclamer de son alliée de Sofia la revision du traité du 13 mars. Le partage des dépouilles de la Turquie allait devenir en effet trop inégal, d'autant plus que la vaillance d'un corps serbe avait aidé l'armée bulgare à prendre d'assaut Andrinople, dont la conquête n'avait pas été prévue au traité d'alliance. Pendant que la Serbie était refoulée hors de l'Albanie et enfermée dans ses montagnes, la Bulgarie, déjà riveraine de la mer Noire, s'était emparée d'une partie du rivage de la mer Égée et se trouvait commodément à cheval sur deux mers.

Le cabinet de Sofia et son président, Guéchoff, un des pères légitimes de l'alliance, dont il avait signé l'acte de naissance, comprirent sans doute qu'il fallait la sauver à tout prix et que la conservation de l'union des Balkaniques, féconde en résultats inespérés, importait plus à son pays que la possession de quelques centaines de kilomètres carrés en Macédoine. C'est l'impression que laisse la lecture du livre publié deux ans plus tard par l'ancien ministre du tsar Ferdinand au sujet de cette alliance (1). Il avait accepté, sans attendre la signature de la paix avec la Turquie, de recourir à l'arbitrage de la Russie pour la liquidation des conquêtes territoriales, comme le prescrivait l'annexe secrète du traité serbo-bulgare. De son côté, le cabinet de Saint-Pétersbourg faisait, tant à Sofia qu'à Belgrade, des appels répétés à la concorde, afin d'éviter l'odieux d'une collision fratricide. Mais M. Guéchoff et les partisans d'une entente avec la Serbie avaient affaire à l'intransigeance d'une armée, gonflée de l'orgueil de ses victoires et qui s'attribuait tout l'honneur de la déroute de la Turquie. Ils avaient surtout à compter avec leur maître, dont l'ambition effrénée ne reculerait devant rien pour se satisfaire. M. Guéchoff donna sa

(1) Iv.-E. Guéchoff, *L'Alliance balkanique*, Hachette, 1915.

démission le 30 mai, laissant le champ libre aux conseillers de la guerre à outrance. La main du cabinet de Vienne, acharné à la destruction de l'union balkanique, se retrouve dans les événemens qui aussitôt se précipitèrent. Nul doute qu'il souffla de détestables encouragemens à l'oreille de Ferdinand Ier, tout en lui promettant de retenir la Roumanie dans la neutralité. Le tsar des Bulgares, lorsqu'il fit attaquer nuitamment, le 29 juin, les troupes serbes et grecques, croyait avoir partie gagnée. Il allait au-devant du désastre le plus complet et le plus mérité.

Mais si les vainqueurs avaient pu deviner quel serait le lendemain de leur victoire, n'auraient-ils pas essayé, même après la trahison bulgare, de conserver l'existence de l'union balkanique? Ce groupement d'États militaires, montant la garde à toutes les portes des Balkans, barrant la route à la poussée des Allemands, eût été un bon facteur de la paix européenne. Pour les Empires centraux un pareil adversaire n'était pas à négliger. Rappelez-vous que le motif allégué par le chancelier de l'Empire pour justifier devant le Reichstag, en avril de cette même année 1913, l'augmentation de l'armée allemande, fut la constitution de la coalition serbo-bulgaro-grecque, à laquelle l'Autriche-Hongrie serait obligée de faire face, car il était à prévoir que le champion balkanique se rangerait du côté de la Russie. Il est donc permis de regretter que la punition infligée à la Bulgarie ait été aussi sévère. A user avec plus de politique et de modération de leur triomphe, les vainqueurs auraient tout au moins empêché le vaincu de nourrir des projets de vengeance et de les mettre à exécution, comme il s'est empressé de le faire.

L'instabilité de la situation européenne ne frappa point les yeux des hommes d'État de Belgrade, d'Athènes et de Bucarest. Ils ne virent pas plus loin que les Balkans. Ils s'imaginaient s'être partagé définitivement la péninsule; au chaos macédonien, ils n'avaient fait que substituer un déblaiement et un bornage provisoires. Les Serbes campaient seulement sur leurs conquêtes, car ils conservaient, comme un orage suspendu au-dessus d'eux, la haine implacable de l'Autriche-Hongrie. Le cabinet de Belgrade se borna à resserrer son alliance avec la Grèce. L'expérience a prouvé combien ce lien était élastique et insuffisant.

V

Comment l'Autriche-Hongrie se serait-elle résignée à laisser sa glorieuse voisine jouir en paix du fruit de ses victoires? En réalité, l'instigatrice de l'agression bulgare était au nombre des vaincus. Comment supposer que l'homme altier, qui tenait tous les fils de la politique autrichienne derrière la personnalité falote du comte Berchtold, aurait souscrit à cette humiliation? L'archiduc François-Ferdinand, si peu qu'on sache de ses projets ensevelis avec lui, n'aurait pas souffert que le prestige de la monarchie des Habsbourg restât souillé par une défaite morale, et, pour une revanche à prendre, il pouvait compter sur le chauvinisme fanatique des Magyars, qui d'ailleurs ne l'aimaient guère. Refaire la carte de la Balkanie, en laissant ouvertes les voies de pénétration dont le germanisme comptait largement user, cette opération, — tout le monde le pensait à Vienne, — revenait à l'Empire dualiste aidé de son confrère allemand. Mais pour implanter définitivement l'hégémonie austro-hongroise sur les ruines de l'indépendance balkanique, le premier obstacle à renverser, le premier foyer de résistance à étouffer, était l'impudent royaume serbe.

M. Giolitti, qui ne paraissait pas suspect d'une haine aveugle contre le germanisme, a révélé à la Chambre italienne que, dès le mois d'août 1913, au moment de la signature de la paix de Bucarest, le cabinet de Vienne lui avait proposé une guerre contre la Serbie. C'est pourquoi, après le crime de Serajewo, aucun doute n'était plus possible qu'il ne fût exploité comme un *casus belli* par le successeur d'Aehrenthal, exécuteur des desseins du prince assassiné. Le prétexte de le venger eût-il manqué, qu'on en aurait cherché un autre dans les revendications des feuilles nationalistes de Belgrade et dans le rêve d'une Grande Serbie, caressé par la plume de quelques publicistes. Au surplus, rien ne restait plus populaire au sein de l'armée impériale et royale qu'une expédition contre le royaume voisin. L'enthousiasme que cette perspective excitait n'était pas dépourvu d'une certaine lâcheté, étant donnée la disproportion des forces des deux adversaires, mais il trouvait un écho joyeux dans l'âme frivole de la population viennoise. Qu'on relise les émouvans récits que les ambassadeurs de France et

d'Angleterre ont faits à leurs gouvernemens de l'explosion d'allégresse des Viennois, lorsque fut publié l'ultimatum adressé à la Serbie. L'indécence de leurs manifestations était soulignée par la crainte que l'ultimatum ne fût accepté et la guerre encore une fois évitée.

Aujourd'hui que l'Autriche-Hongrie, après trois ans et plus de batailles sanglantes, voit sa population émaciée par la famine, ses finances détruites, ses armées décimées, et la vieille charpente de l'édifice habsbourgeois craquer sous la pression de nationalités qui relèvent la tête, les hommes d'État austro-hongrois saisissent les occasions de parler de la paix. Les grands coupables ont disparu. François-Joseph s'en est allé rejoindre dans la tombe ses ancêtres et ses victimes, octogénaire inconscient peut-être du mal qu'il avait fait, mais tout de même responsable. Berchtold, Burian, Tisza, les hommes qui ont déchaîné la tempête, ont fait place à d'autres conseillers, dont la mission ingrate est de mettre un terme à ses ravages. Mais, par esprit de famille, par habitude du mensonge, par servilité envers leur allié et maître de Berlin, ils prétendent encore innocenter leurs prédécesseurs. Autant essayer de supprimer l'histoire de la politique austro-hongroise depuis les débuts sensationnels du comte d'Aehrenthal. La condamnation froidement préparée de la Serbie s'y lit à chaque page. Les ministres de Charles Ier proclament donc, ils proclameront toujours, que la guerre n'a pas été préméditée par la maison de Habsbourg et que la responsabilité n'en doit pas retomber sur elle et sur ses descendans, comme une malédiction éternelle. C'est jouer sur les mots. Les ministres de François-Joseph n'ont prémédité que l'étranglement de la Serbie; ils ne demandaient qu'à accomplir leur besogne en toute tranquillité, sans être dérangés par les amis de la victime. Le langage hypocrite qu'on tient à Vienne et à Budapest aura fait sourire de pitié les Bernhardi et les Tannenberg. Ceux-là du moins ont eu le courage de leur opinion. Ils ont prêché la guerre; ils en ont célébré par avance les beautés; ils doivent contempler aujourd'hui avec une sombre satisfaction le résultat de leur apostolat.

Les Alliés, qui n'avaient pu sauver la Serbie, ont par bonheur fait échouer en partie les plans militaires de l'ennemi dans les Balkans. Ils ont empêché les troupes austro-allemandes et leurs acolytes bulgaro-turcs de s'emparer de Salonique, que

la lâcheté et la trahison du roi Constantin étaient prêtes à leur livrer. Le point terminus de leur ruée a échappé à leur étreinte. Il convient de rendre hommage à la clairvoyance de M. Briand, qui a distingué sous les mensonges grecs un des principaux objectifs de la campagne germano-touranienne. Il faut maintenant conserver à tout prix Salonique. S'ils en étaient maîtres, les pirates austro-allemands le seraient aussi de la Méditerranée orientale, et l'on aperçoit distinctement les conséquences qu'aurait leur présence dans le port grec, pendant qu'ils continueraient de crucifier et de violer le corps palpitant de la Serbie indépendante.

VI

De même que les chanteurs errans ont perpétué sous le joug ottoman le souvenir des exploits des paladins serbes et des vengeances des haïdouks, de même plus tard la poésie populaire, qui jaillit en Serbie d'une source abondante et naturelle, se chargera d'immortaliser la valeur du roi Pierre, du prince héritier et de leurs soldats dans les campagnes de 1914 et de 1915. Des chansons magnifiques raconteront l'incroyable victoire de Kolubara et l'expulsion honteuse des Autrichiens qui se piquaient d'écraser les Serbes à eux seuls. Elles flétriront la félonie des Bulgares, traîtres à la cause balkanique; elles feront pleurer les générations futures sur l'exode d'un peuple, contraint de s'ouvrir un chemin à travers la neige et la glace des défilés de l'Albanie. Elles exalteront le rôle des survivans de cette vaillante armée dans la reprise de Monastir. Elles provoqueront la haine et la pitié, en retraçant le martyre de la Serbie sous l'occupation autrichienne, les fusillades, les pendaisons, le régime de fer et de sang, par quoi les vainqueurs ont espéré vainement émasculer la race des vaincus.

Le gouvernement serbe, retiré à Corfou et à Salonique, au sortir de ces effroyables épreuves, n'a pas abdiqué ses aspirations nationales. La prolongation de la guerre, après la défection de la Russie, autorise-t-elle de pareils espoirs? L'avenir nous le dira. Ils embrassent la création d'une Grande Serbie, baignée par l'Adriatique, tendant la main aux Yougo-Slaves, délivrés eux-mêmes de la domination austro-hongroise. La fortune des armes ou l'épuisement de l'Empire dualiste

ouvrirait le chemin d'une juste et nécessaire indépendance aux Slaves de l'Adriatique.

Comme les chefs des gouvernemens alliés n'ont jamais cessé de le proclamer, la restauration de la Serbie est une dette d'honneur contractée envers elle, envers sa fidélité admirable à l'engagement de lutter jusqu'à la victoire finale. Cette restauration ne serait pas entière, si l'on n'y ajoutait la possession d'un débouché maritime qui soustrairait la Serbie à toute dépendance économique. Cette restauration est aussi une nécessité européenne. Le cri de guerre des États chrétiens armés contre le Croissant : « Les Balkans aux Balkaniques! » doit recevoir sa consécration vis-à-vis des Puissances centrales, plus funestes désormais à la liberté de la péninsule que les Turcs encore accrochés au Bosphore. Que la monarchie des Habsbourg soit donc rejetée dans les plaines de la Hongrie et qu'elle n'en sorte plus : c'est le vœu de tous les Alliés. L'élimination de cet élément de trouble, d'intrigue et de dissolution est la première condition d'une ère réparatrice sur ce sol arrosé de tant de sang, rendu stérile, fermé à la civilisation et au progrès par des inimitiés intestines qu'entretenaient les ennemis étrangers.

Cela fait, et en attendant qu'on découvre la formule de la paix universelle et qu'on institue le règne de l'arbitrage obligatoire, il paraît nécessaire que la Serbie soit assez forte pour constituer avec la Roumanie une barrière contre les entreprises germaniques. Ces deux États ont toujours vécu en bonne intelligence. Rien ne les sépare que la largeur du Danube et aucune rivalité ne les a fait se heurter dans les voies différentes où se poursuivait leur développement. Un même intérêt de conservation les a unis au contraire contre la menace d'une tyrannie bulgare. Une soudure entre eux sous la forme d'une ligue ou d'une confédération, où entreraient aussi la Grèce, plus tard peut-être encore une Bulgarie repentante, mériterait, à mon avis, de fixer l'attention des hommes politiques de Belgrade, d'Athènes et de Bucarest, celle aussi des autres Alliés qui s'occuperont de bâtir une paix durable.

Vous voudriez donc ressusciter l'union balkanique? me dira-t-on. Elle est morte assassinée par le tsar Ferdinand, et il l'a enterrée à jamais sous des cadavres serbes, de complicité avec les Austro-Allemands et les Turcs.

Il est facile de répondre à cette objection. Quels que soient les crimes qu'on puisse commettre, on ne tue pas une idée, si elle est bonne et salutaire. Au reste, un nouvel équilibre européen s'établira matériellement, comme fondement de la paix de sécurité pour les petites nationalités, décrite dans les messages du président Wilson, et cet équilibre ne saurait persister sans la coexistence d'un équilibre balkanique. Il n'y a rien de nouveau sous le soleil, surtout sous le soleil d'Orient. L'idée, conçue par Michel Obrénovitch, de former une confédération des États chrétiens de la péninsule, cette idée mûrie par des hommes d'État grecs, serbes et bulgares, adoptée par Ferdinand de Bulgarie lui-même, avant que les victoires de son armée ne lui eussent fait perdre la tête, réalisée un moment par les Milovanovitch, les Guéchoff, les Venizelos et les Pachitch, cette conception si rationnelle qu'elle se présente naturellement à l'esprit, paraît encore aujourd'hui la plus propre à ramener le calme et l'apaisement dans cette partie de l'Orient européen. Elle revivra sans doute un jour, quand les yeux de ces malheureuses populations s'ouvriront à l'évidence, c'est-à-dire à l'inutilité, à l'horreur des massacres, après l'effroyable expérience qu'elles en font aujourd'hui. Pourquoi les Puissances occidentales ne les aideraient-elles pas à opérer demain le rapprochement et l'union, sans lesquels il n'y aura pas entre eux de vie commune possible? Un seul État prépondérant, mais vassal lui-même des empires du Centre, comme le serait la Bulgarie si nos ennemis gagnaient la guerre, ou bien un réel équilibre entre les divers États réunis en une sorte de société des nations balkaniques, hors de ce dilemme je ne vois pas, pour ma part, quel pourrait être l'avenir de la péninsule.

Le problème vaut d'être étudié mûrement, avant d'être soumis à la conférence de la paix. Il ne suffit pas en effet de parler de la paix en termes généraux ni d'énoncer les principes sur lesquels elle devrait reposer. Il est urgent d'envisager dès maintenant la reconstruction de l'Europe, morceau par morceau. Dans ce réajustage de matériaux, la place à réserver aux États balkaniques n'est pas la question la moins passionnante, et, parmi eux, figure en pleine lumière l'héroïque Serbie.

Beyens.

(A suivre.)

RÊVERIES D'APRÈS GUERRE
SUR
DES THÈMES ANCIENS

III[1]

LE CHEMIN DES ÉCOLIERS

Sollicité à la flânerie, j'ouvre un vieux livre, de ceux qu'on ne consulte guère, mais que l'on garde pourtant par l'habitude invétérée de voir leur dos terni toujours à la même place de la bibliothèque. Le volume date de 1816, l'époque où les titres longs et consciencieux étaient en faveur; celui-ci est un modèle de scrupule et de prolixité : il est ainsi libellé : *Biographie moderne ou galerie historique, civile, militaire, politique, littéraire et judiciaire, contenant les portraits politiques des Français de l'un et l'autre sexe, morts ou vivans, qui se sont rendus plus ou moins célèbres, depuis le commencement de la révolution jusqu'à nos jours, par leurs talens, leurs emplois, leurs malheurs, leur courage, leurs vertus ou leurs crimes*. L'appât est alléchant; par malheur, soit que les auteurs de ce dictionnaire biographique fussent sincèrement d'ardens royalistes, soit que l'éditeur, avisé et pratique, eût exigé d'eux, par crainte de la censure et dans l'intérêt de la vente, qu'ils ne lésinassent point sur la quantité de l'encens dont on savait l'odeur particulièrement agréable au gouvernement d'alors, leurs appréciations sont

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 mai 1917.

empreintes d'une partialité aussi exagérée que divertissante.

Rien, d'ailleurs, ne dispose mieux l'esprit à une tolérante philosophie que de feuilleter un répertoire du genre de celui-ci; c'est, à proprement parler, une promenade dans un cimetière : on rencontre tant de noms de pauvres gens pour jamais oubliés et qui pourtant s'étaient évertués à faire dans le fracas du grand drame un peu de bruit! Ils ont pu se croire, un court instant, assurés de la renommée; peut-être ont-ils conçu l'illusion de la gloire. Si l'on excepte quelques-uns que la postérité connaît et dont elle s'occupe, soit pour les exalter, soit pour les maudire, que d'efforts ignorés, que d'émotions en pure perte, que d'habiletés déçues, quel tumulte vain d'ambitions, d'intrigues, de combinaisons et d'embarras!

Ce qui frappe plus encore à parcourir cette nomenclature des ouvriers d'une grande heure, c'est l'adaptation aux rôles les plus divers de cette génération issue, entre 1755 et 1770, de tous les milieux sociaux de France; à mesure que les pages tournent, l'étonnement s'accroît : il semble qu'un malicieux hasard ait mêlé toutes les conditions et toutes les compétences, comme un joueur de loto mêle dans un sac, en les secouant, les boules numérotées dont quelques-unes sont destinées à l'avantage de marquer les quines. L'un, petit robin de province, résigné à son médiocre cabinet d'avocat, deviendra le plus redouté des dictateurs et son nom sera répété jusqu'aux extrémités du monde; ce hobereau oisif, qui n'a jamais pensé qu'à la chasse et aux filles, commandera des armées et traitera d'égal à égal avec les puissances; un autre, né noble et riche, finira cuisinier dans un office de Londres; celui-ci, fils de paysan, deviendra le souverain d'un grand pays; celui-là, simple moine, sera duc et millionnaire; voici des ouvriers nommés généraux, des employés promus législateurs, des bourgeois salués Altesses, de simples commis érigés ambassadeurs, des cultivateurs bombardés préfets et des clercs de procureurs parés du titre de prince. Ce qui n'est pas le moins surprenant, c'est que tous, princes, préfets, ambassadeurs, altesses, législateurs, généraux, ducs, rois, cuisiniers, chefs de partisans ou dictateurs, dans l'emploi inattendu dont la loterie des circonstances les gratifiait, se sont manifestés habiles, témoignant d'aptitudes, souvent de talens notoires, parfois de génie; et ils devaient, dans leur nouvelle incarnation, affronter

les plus grandes difficultés que jamais hommes aient eu à résoudre; ils avaient, en quelque sorte, à fonder un monde, et ils y ont réussi en un tournemain, sans qu'aucun d'eux ait pu prévoir le sort qui les guettait tous, sans qu'aucun s'y fût préparé.

Faut-il croire que le peuple de notre France est si opulemment doué qu'il suffit de s'en remettre au hasard pour rencontrer parmi ses enfans de toutes les classes des administrateurs parfaits ou des stratèges émérites? Ou bien doit-on penser que l'instruction reçue, en ce temps-là, dès le collège, par ces futurs rénovateurs de la société, avait été si solide et si étendue qu'ils se trouvaient aptes à tous les rôles et possédaient d'avance un savoir et des lumières qui leur rendirent aisée la tâche imprévue? Cette question, quoique d'intérêt rétrospectif, n'est cependant pas sans un semblant d'actualité : ceux qui, avec une vaillance si obstinée, combattent depuis plus de trois ans pour notre indépendance, seront en droit d'exiger, au retour, après la victoire, une existence améliorée; ils la réclameront et n'admettront pas qu'on la leur marchande. C'est, une fois de plus, un état social à renouveler, et certains esprits moroses, réfractaires à l'illusion, proclament déjà que la chose n'ira point sans traverses et qu'on pénètre dans l'inextricable. Gens de peu de foi en la féconde ingéniosité de la France, sortie déjà de bien d'autres labyrinthes. Mais sommes-nous suffisamment préparés à un pareil labeur? Notre génération qui devra le mener à bien a-t-elle, comme celle de 1789, les connaissances indispensables à l'accomplissement d'un si lourd devoir? Qu'avaient appris nos pères de plus que nous, et d'où tiraient-ils tant d'assurance, de « dispositions » et d'autorité? La plus sûre façon de nous en informer est de les interroger eux-mêmes et de glaner dans l'histoire de leur vie les souvenirs de « leurs années d'apprentissage. »

* * *

Qu'enseignait-on aux enfans et aux jeunes gens à l'époque de l'ancien régime, alors que la sage prévoyance de nos pères, fondée sur une lointaine tradition, appréhendait autant le pédantisme que l'ignorance? On leur enseignait « à vivre, » programme d'études qui paraît bien superficiel en comparaison de celui dont sont écrasés nos écoliers d'aujourd'hui. Les pédagogues de ce temps-là, fidèles au précepte d'Aristote professant que « la préoc-

cupation exclusive des idées d'utilité ne convient ni aux âmes nobles, ni aux hommes libres, » étaient en outre persuadés que, pour conserver intactes les qualités de naturel, d'aisance et de grâce qui faisaient la supériorité de notre nation, il ne faut point mettre à la gêne l'esprit des jeunes Français et que « tout ce qui le guinde lui nuit. » Mercier même prétendait que « la direction, en ce genre, abâtardit beaucoup plus qu'elle n'élève (1); » et, comme l'étude des lettres anciennes passait pour être « une source d'enthousiasme, » on se félicitait lorsqu'un adolescent, ses classes terminées, connaissait parfaitement Homère, Virgile, Tacite, Horace, Tite-Live et Cicéron, et savait versifier facilement en latin; tout le reste passait pour superflu. Si l'on ajoute que la « méthode attrayante » déjà préconisée par Platon, par saint Jérôme, par Érasme, par Montaigne et par Fénelon, avait été mise en honneur et en pratique par Mme de Maintenon, grande éducatrice, qui s'ingéniait « à réjouir l'éducation de ses élèves (2), » ainsi que par les Pères Jésuites, réputés maîtres en ces matières et dont la maxime était « qu'il faut faire du travail un amusement et de l'obéissance un plaisir (3), » on reconnaîtra que le chemin par où l'on conduisait alors les écoliers était facile et riant d'aspect : chacun y pouvait s'attarder ou presser le pas pour cueillir la fleur qui lui plaisait et choisir le détour qui semblait être le plus conforme à ses goûts et à ses forces. Une si agréable et libre promenade développait les personnalités, autant que les compriment et les étouffent l'entassement et la poussée en masse sur le rail des redoutables programmes uniformément imposés à nos enfans.

Dans les vingt années qui précédèrent la Révolution, époque à laquelle il faut se fixer pour connaître ce qu'était la France telle que l'avaient faite dix siècles de tradition prudemment respectée, nul système : les parens élèvent leurs fils et leurs filles comme il leur convient; dans la noblesse et dans la bourgeoisie, on a le choix entre le collège, le préceptorat et les pensions particulières. Celles-ci sont nombreuses à Paris : j'en compte, en 1787, plus de vingt, presque toutes situées dans les faubourgs, « dont l'air est très salubre, » affirment la

(1) Mercier, *Le nouveau Paris*, VI, 31.
(2) *Lettres et entretiens*, I, 34.
(3) Quicherat, *Histoire du Collège Sainte-Barbe*, II, 60.

plupart des prospectus : les prix varient de 500 à 1 200 livres par an, suivant l'élégance et la tenue de la maison. Rue de Seine-Saint-Victor, cours d'éducation de M. Verdier, dont les pensionnaires sont logés, à leur convenance, en commun ou en chambres; point de contrainte : « il y a un uniforme pour ceux qui veulent *le suivre*, » insinue l'annonce. A Passy, pension du sieur Husson, à qui « l'on doit savoir gré de l'attention qu'il a prise à ne point surcharger les jeunes gens par trop d'application. » La plus aristocratique de ces maisons paraît être celle ouverte « pour la jeune noblesse, rue de Berri, par les sieurs Loiseau et Lemoine, et qui ne reçoit pas plus de trente élèves : ceux-ci sont assujettis à un uniforme dont la splendeur doit ravir leur jeune coquetterie : « habit écarlate, veste chamois et culotte de même couleur (1). » Dans toutes ces pensions, la règle, s'il en est une, se dissimule le plus possible; toute indépendance est laissée aux jeunes gens; ils vont, à leur fantaisie, dîner en ville ou reçoivent qui leur convient : beaucoup ont avec eux leur précepteur, qui est censé veiller à leur conduite dont se désintéresse complètement le chef de l'institution.

Ah! ces précepteurs! Ils abondent : toute famille aisée s'en attache un pour le moins, pauvre hère dont l'unique souci sera de satisfaire, afin de ne point perdre sa place, à tous les caprices du pupille qui lui est confié; les parens ne l'ignorent pas et ferment les yeux. Ceux de ces Mentors dont quelques mémoriaux nous ont conservé la silhouette, semblent échappés des chapitres de *Gil Blas*. Celui qu'on adjoint à Dufort de Cheverny sortant du collège, s'appelle Porlier; c'est un ancien enfant de chœur, élevé dans la maîtrise d'une cathédrale, bon musicien par conséquent, homme d'esprit et d'agréable société; au physique, grand, haut en couleurs, le nez retroussé, fort grêlé de petite vérole, d'abord assez rébarbatif. Dès la première rencontre, il est bien convenu, entre l'élève et son professeur, que celui-ci ne parlera jamais à celui-là d'études, ni de travail, ni de rien qui puisse gêner ses caprices. Moyennant quoi, on mène très bon ménage : le jeune homme s'amuse et « le gouverneur » en fait autant de son côté. Au reste, comme Dufort, très familiarisé avec le latin et « nul » en toute autre matière, éprouve, —

(1) Thierry, *Guide de l'Amateur et de l'étranger*, 1787, I, 8, 54 et II, 155.

chose à noter, — un grand désir de s'instruire, il prend au hasard des maîtres de tout : un maître de danse, un maître de violon, un maître « à écrire, » un maître de guitare, un maître de vielle... (1) Tel est l'usage d'alors ; « les maîtres, » comme les précepteurs pullulent : « Il y en a de toute espèce : pour l'hébreu, pour l'anglais, pour la théologie, pour l'écriture, pour la musique, pour le bon ton, pour tous les jeux possibles. Ils courent le matin, battant tous les quartiers. C'est un spectacle assez plaisant de voir, dans la même antichambre, un maître d'échecs et de tric-trac et un maître d'histoire attendre vis-à-vis l'un de l'autre le réveil de M. le marquis ; le musicien qui doit leur succéder fait crier le violon qu'il accorde sur le perron de l'escalier (2). » De ce pêle-mêle ahurissant, Dufort recueillera des fruits inattendus : tact, esprit, délicatesse, courage civique, culte fervent des lettres et de l'étude ; il s'acquittera, en diplomate avisé, des difficiles fonctions d'introducteur des ambassadeurs et écrira des *Mémoires* qui comptent parmi les plus charmantes autobiographies que nous ont laissées les lettrés du XVIIIe siècle.

Un autre mémorialiste qui doit à la publication posthume de ses Souvenirs le renom de conteur émérite et de spirituel écrivain, le général baron Thiébault, lui, reçut tout de la nature, car, jusqu'à dix-huit ans, il n'apprit rien, absolument rien : son père, éducateur éminent et expérimenté, ne le mit dans un aucun collège, ne lui donna aucun maître ; sa jeunesse n'eut pas d'autre directeur « qu'un petit drôle de vingt ans qui, à vingt sols par jour, venait trois fois la semaine, durant six mois, » sous prétexte de donner à l'enfant des leçons de latin, lui parler « de sornettes et de polissonneries. » Son instruction ainsi terminée, Thiébault savait quelques vers de Racine, jouait parfaitement du violon qu'il avait appris seul, et sifflait à miracle, au point d'illusionner les rossignols eux-mêmes, qui, le prenant pour un confrère, répondaient à ses modulations. Comment ce jeune homme si bien doué réussit-il à obtenir « avec distinction » le diplôme de bachelier en droit ? C'est une énigme dont il garde la clef, notant cependant que son père, justement inquiet du résultat de cette bravade, avait envoyé, la veille de l'épreuve, aux examinateurs, « une caisse

(1) *Mémoires* de Dufort de Cheverny, I, 15.
(2) *Tableau de Paris*, 1785, II, 122.

de cinquante livres de bougies, » afin d'assurer à son téméraire rejeton l'indulgence de la Faculté. Il faut dire, à l'honneur des examinateurs de ce temps-là, qu'ils renvoyèrent le cadeau, non point froissés du procédé, mais déclarant qu'ils avaient été émerveillés des connaissances du candidat et que celui-ci ne devait rien qu'à son savoir (1)!

M. Thiriot est le précepteur de Frenilly; c'est un honnête et pauvre professeur, « un don Quichotte en perruque à marteaux, habit, veste et culotte noirs, l'idéal du cuistre, du pédant; d'ailleurs le meilleur homme du monde, mais le tyran du barbarisme et le fléau du solécisme. » Là aussi, pourtant, on pratiquait la « méthode attrayante : » à la maison de campagne de Saint-Ouen, où l'on passait la belle saison, on s'assemblait, filles et garçons, chez le père de Frenilly; il y avait, outre les enfans de la maison, les cousines Adèle et Félicité de Chazet, et M[lle] Necker dont la mère habitait une propriété voisine. On déjeunait gaiement, on faisait une partie de cerf-volant dans le jardin; puis les parens dictaient le thème d'une composition que chaque élève rédigeait isolément : le devoir terminé, les concurrens jouaient aux barres ou couraient sur les pelouses; l'aréopage se constituait et examinait les copies; le prix était une couronne de roses et l'accessit un bouquet. « De mon enfance je ne me rappelle que jeux et plaisirs, » écrira plus tard le trop heureux Frenilly. De fait, on n'imagine point apprentissage plus bénin et plus orné. Après Thiriot vient Guiraudet : tête en parallélipipède, teint olive, mains taillées en épaules de mouton et emmanchées de doigts d'un tel diamètre que le malheureux qui patauge tout le jour sur le piano, ne parvient jamais à toucher moins de deux notes à la fois; honteux, du reste, d'être précepteur, persuadé que cet emploi est une dérogation humiliante, il se refuse opiniâtrément à s'occuper de tout ce qui concerne l'instruction ou l'éducation de son élève. Durant six ans, celui-ci n'apprend rien de ce maître original. Ensemble ils sont assidus au théâtre, ou « perdent leur temps très volontiers, » visitant les monumens de Paris, les manufactures, les galeries de tableaux; ou bien ils vont, deux ou trois fois la semaine, flâner chez les beaux esprits qui tiennent cercle et reçoivent tout venant : c'est ainsi que

(1) *Mémoires du général baron Thiébault.*

l'adolescent peut voir chez eux Condorcet, l'abbé Maury, d'Alembert, Marmontel et l'abbé Delille. Car c'est un fait à remarquer qu'à ce futur « ultrà, » royaliste forcené, champion fanatique du trône et de l'autel, — au point que Louis XVIII lui-même, grand amateur de calembours et d'à peu près, le surnommera *Monsieur de Frénésie*, — on s'est ingénié, alors qu'il était enfant, à inspirer la vénération des incrédules et à imposer les leçons des philosophes. Quand il avait neuf ans, sa mère a voulu qu'il s'entretînt avec Voltaire, en séjour d'apothéose final à l'hôtel de Villette, rue de Beaune. On n'entrait point facilement chez le patriarche ; mais M[me] de Frenilly comptait sur la grâce de son fils pour forcer la porte close de l'idole. Durant huit jours, elle lui bourre la tête de plusieurs centaines de vers extraits de *Mérope*, de *Zaïre* ou de *la Pucelle*, de façon qu'il soit en état de répondre par une citation flatteuse à toutes les questions prévues du grand homme. On lui met un habit vert pomme doublé de satin rose, des bas de soie, une épée au côté et on le dépose au Pont-Royal en lui indiquant la maison où il doit pénétrer par surprise. Il entre dans la cour, s'enfile dans un petit escalier, ouvre une porte et se trouve face à face avec un grand squelette enseveli dans un large fauteuil, et dont le crâne est couvert d'un bonnet de fourrure. « Oh ! le joli enfant, dit une voix caverneuse, — celle du squelette. Comment vous appelle-t-on ? — Monsieur, je m'appelle Frenilly, répond le jeune visiteur à la mémoire duquel toutes les citations si laborieusement entonnées échappent instantanément. — Et qui est votre père ? — Pas un vers pour répondre à cette question. — Monsieur, il est receveur général. » Sur quoi il salue, sort à reculons, non sans jeter un regard de regret sur un énorme gâteau de Savoie dont il n'ose demander une tranche... Et le lendemain, le *Journal de Paris* imprimait que, — prodige de l'esprit nouveau ! — un enfant presque en bas âge s'était échappé de ses langes pour aller rendre hommage à Voltaire (1).

Arrivé à l'âge mûr, devenu député et pair de France, Frenilly traitera ce même Voltaire « d'homme fatal qui ne mérite que mépris et aversion » et considérera comme des fous ou des criminels tous ces philosophes dont on a pris soin de lui

(1) *Souvenirs du baron de Frenilly*, publiés par M. Arthur Chuquet, 16, 17, 18, et, pour ce qui précède, *passim*.

inculquer l'admiration. Les jeunes Français, soumis à un vieil atavisme de fronde et d'insubordination, — si bien qu'on les a comparés aux chevaux de Marly, « toujours tenus en bride et toujours cabrés, » — sont-ils donc à ce point férus de contradiction et épris de contrastes, si mobiles dans leurs goûts et si indociles par tempérament qu'ils prennent instinctivement le contre-pied de tout ce qu'ils soupçonnent qu'on leur a enseigné par force et qu'ils n'acceptent comme assimilables que les connaissances acquises de leur plein gré? On trouverait là l'explication de certains à-coups de notre histoire : la génération née sans baptême, au temps de la Raison et de l'Être suprême, suivra dévotement les processions de 1816, se bousculera aux sermons de l'abbé Legris-Duval, et élévera sur tout le territoire des « croix de missions; » — celle qu'astreint à la piété le gouvernement de la Restauration fournira les insurgés de 1830 qui pilleront Saint-Germain l'Auxerrois et l'archevêché de Paris; — toute liberté d'enseignement est laissée, durant les vingt ans du second Empire, aux congrégations religieuses, et voici ceux qu'elles ont instruits, parvenus au pouvoir, expulsant de leurs chaires leurs anciens maîtres et préconisant « l'école sans Dieu, » — d'où sort à son tour une nouvelle levée de jeunes gens qu'on assure être enclins au césarisme et dont on peut constater la sympathique tolérance et le goût inespéré pour les pieuses traditions de nos pères. De tels reviremens justifient le jugement de Tocqueville écrivant que notre nation, « jamais si libre qu'il faille désespérer de l'asservir, ni si asservie qu'elle ne puisse encore briser le joug..., finit par devenir un spectacle inattendu à elle-même et demeure souvent aussi surprise que les étrangers à la vue de ce qu'elle vient de faire (1). »

Sans quitter l'anecdote et en revenant bien vite aux éducateurs de l'ancien temps, on rencontrerait des exemples assez frappans de cette inconstance mutine. Comme il convient de se borner, on ne donnera place ici qu'à cette constatation, recueillie par Cheverny, pensionnaire au collège Louis-le-Grand : en cet établissement fameux, les élèves pratiquaient avec passion tous les jeux de hasard; pas une récréation qui ne se passât au piquet, au tric-trac, au quadrille ou au quinze : cette fureur, peut-être fomentée discrètement par des maîtres bien

(1) Alexis de Tocqueville, *L'Ancien Régime et la Révolution*. Livre III, chap. VIII.

avisés, était « entrée dans l'éducation. » Or, ce même Cheverny a remarqué au cours de sa vie que, de tous ceux de ses camarades qui avaient, en leur temps d'écolier, avec un fol emportement, tenté de pénétrer les caprices de la dame de pique ou les mystères du cornet, aucun ne fut atteint plus tard de la passion du jeu : seuls, M. de Genlis et M. de Sillery, qui s'étaient toujours refusés à toucher une carte ou à jeter un dé, devinrent les plus gros joueurs de Paris et laissèrent leur fortune sur le tapis des tripots (1).

* * *

La vie de collège de ce temps-là était, en effet, rendue aussi agréable et aussi douce que possible par des régens dont la principale préoccupation était de ne violenter en rien et de ne pas surmener les jeunes intelligences dont ils assumaient la direction, imbus de ce principe, formulé par Joubert, qu' « il faut laisser à chacun, en se contentant de les perfectionner, sa mesure d'esprit, son caractère et son tempérament. » Il est, d'ailleurs, assez difficile de pénétrer rétrospectivement dans l'intimité d'un grand établissement d'éducation d'autrefois : les renseignemens à ce sujet paraissent être assez rares, et, par surcroît, on a tant et si obstinément déformé, en ceci comme sur bien d'autres points, la réalité, que, lorsque nous l'apercevons dans les récits des contemporains, nous la trouvons tellement différente de ce dont on nous endoctrine, que nous avons peine à l'accepter. Ce qui surprendrait le plus, sinon les orateurs de réunions électorales qui, je l'espère pour eux, le savent, quoiqu'ils le taisent avec opiniâtreté, du moins leurs auditeurs convaincus que l'ancien régime, méfiant et tyrannique, obligeait les Français d'avant l'aube révolutionnaire à pourrir dans la plus sordide ignorance, c'est que non seulement l'enseignement primaire était, depuis Louis XIV, *obligatoire*, mais que, dès l'époque de la Régence, l'enseignement secondaire, si coûteux aujourd'hui et réservé seulement aux enfans des favorisés de la fortune, était donné *gratuitement* par l'Université (2). De là une première dissemblance par quoi

(1) Dufort de Cheverny, *Mémoires cités.*

(2) *Lettres patentes pour l'instruction gratuite en l'Université de Paris*, 4 avril 1719. — « ... Ordonnons qu'à compter du 1er avril présente année, l'instruction de la jeunesse sera faite gratuitement dans les collèges de plein exer-

les collèges de jadis différaient grandement de nos lycées actuels. Ce qu'on payait, dans les collèges, ce n'étaient point la science ni les maîtres, accessibles à tous les sujets du royaume, à quelque rang social qu'ils appartinssent, mais « la pension, » dont le prix variait, comme en toute hôtellerie, suivant le train et les exigences du pensionnaire. Car on tolérait les exigences : les riches avaient leur chambre, ou même un appartement composé de plusieurs pièces; le précepteur choisi par la famille ne quittait pas l'enfant à son entrée au collège et s'y installait avec lui. Le 8 août 1786, quittance est donnée par M. Duval, proviseur et supérieur du collège d'Harcourt, pour « un quartier et demi, — quatre mois et quinze jours sans doute, — de la pension du jeune Montbreton, — plus tard Norvins, — et de « Monsieur son instituteur; » la somme reçue est de 444 livres, ce qui n'est pas cher pour le logement, la nourriture et l'entretien de deux personnes durant la moitié de l'année scolaire (1). A Louis-le-Grand, vers la même époque, la pension d'un élève est de 550 livres par an, « plus 48 livres une fois payées en entrant (2); » mais le chiffre s'augmente, bien entendu, si le pensionnaire débarque, comme le cas est fréquent, avec son précepteur et un ou plusieurs domestiques. Harcourt recrute la plupart de ses élèves dans la haute bourgeoisie et dans la noblesse de robe; la noblesse d'épée et de cour envoie de préférence ses enfans à Louis-le-Grand, où certains mènent une existence quasi-fastueuse. Mais l'une et l'autre des institutions comptent également des externes, ou des pensionnaires appartenant aux familles du « Tiers » ou du commerce; elles ont surtout leurs boursiers, et ceux-ci sont en si grand nombre qu'ils donnent le ton et font la loi à leurs camarades plus fortunés.

Le boursier, lui, ne paye pas pension : il est entièrement défrayé, et l'établissement qui l'héberge est désintéressé de ses

cice de notre fille aînée ladite Université de Paris, sans que, sous quelque prétexte que ce soit, les régens desdits collèges puissent exiger aucuns honoraires de leurs écoliers... » (Jourdan, Decrusy et Isambert, *Recueil général des anciennes lois françaises*, tome XXI, p. 173.) Les collèges « de plein exercice, » c'est-à-dire disposant de professeurs attitrés et n'étant point dans l'obligation d'envoyer leurs pensionnaires suivre les cours d'autres établissemens, étaient à cette époque ceux d'Harcourt, du Cardinal-Lemoine, de Navarre, de Montaigu, du Plessis, de Lisieux, de La Marche, des Grassins et de Beauvais.

(1) Norvins, *Mémorial*, I, 10, note.

(2) Thierry, *Guide de l'amateur et de l'étranger*, 1787, II, 323.

débours par la rente attribuée au titulaire. Ces rentes sont, pour l'ordinaire, de fondation fort ancienne; celle, par exemple, dont bénéficie, à Louis-le-Grand, le jeune Maximilien de Robespierre, date de l'an 1308; elle est à la nomination de l'abbé de Saint-Vaast. Quand Robespierre entre, en cinquième, au grand collège parisien pour le début de l'année scolaire 1769-1770, il a onze ans. Il se rencontre là avec Camille Desmoulins, boursier du chapitre de Laon, et avec Tondu, futur ministre de la Guerre pendant la Révolution, boursier du chapitre de Noyon. Les deux demoiselles de Robespierre, Charlotte et Henriette, tandis que leur frère aîné est instruit aux frais de la grande abbaye artésienne, sont également boursières dans un pensionnat religieux; et quand Maximilien quittera Paris après douze ans de séjour, sa pension d'étudiant sera transmise à son frère Augustin (1). A Louis-le-Grand, le nombre des bourses est de six cents (2), de quoi le collège tire une rente de 450 000 livres; et l'on n'imagine point, quelque vastes que fussent les bâtimens dont avaient été dépossédés les Pères Jésuites, comment la maison pouvait abriter tant de pensionnaires gratuits en même temps qu'un si grand nombre de payans : il semble bien que les premiers avaient la préférence; les riches le cédaient aux pauvres et n'occupaient que les places laissées par ceux-ci disponibles.

Car les boursiers sont les rois du collège : ils sont en possession d'un titre qui oblige l'établissement à les loger, à les nourrir, à les instruire, à les fournir de tout ce qui leur est nécessaire. Outre qu'ils forment la majorité des pensionnaires, l'autorité du principal est sur eux à peu près nulle : il ne peut expulser un boursier sans lui faire un procès devant un conseil composé de hauts dignitaires de l'Université, procès soumis par voie d'appel au Parlement de Paris (3)! L'excédent des revenus du collège est employé en récompenses pour les boursiers : ils demeurent dans l'établissement et continuent à être entretenus par lui, leurs études terminées, tout le temps qu'ils suivent les cours des facultés de théologie, de médecine ou de droit, et quand ils regagnent enfin leur province ou se fixent à Paris, ils reçoivent encore, sur la caisse du pensionnat, une gratifica-

(1) J.-A. Paris, *La Jeunesse de Robespierre*, p. 20 et suiv.
(2) J.-A. Paris, *La Jeunesse de Robespierre*.
(3) J.-A. Paris, *La Jeunesse de Robespierre*, p. 26.

tion qui les aidera dans leur première installation (1). On n'aperçoit rien, dans notre société si parfaitement administrée, d'équivalent à ces charités plusieurs fois séculaires, se transmettant de générations en générations au profit d'étudians méritans et pauvres auxquels elles ouvrent toutes grandes les portes de l'avenir, ainsi relié au passé par des sentimens de gratitude et de vénération.

Quelle peut être l'existence entre ces écoliers déshérités de la fortune et ces brillans gentilshommes qui mènent sous le même toit un train de cour? L'inégalité des conditions ne va-t-elle point susciter des jalousies? Ne verra-t-on point morgue d'un côté, envie de l'autre? Non point : « La camaraderie couvre tout. L'ordre social est alors si solidement, si naturellement établi par une longue tradition que jamais grandeur plus voisine, plus provocante, ne fut mieux supportée. » Les Montmorency, les Rohan, les Tavannes, les Duras, sont assis sur les mêmes bancs, à la chapelle, à l'étude et en classe, que les fils des artisans fournisseurs de leurs maisons. En ce temps lointain, toute profession a son costume et tout enfant adopte l'habillement de son père ; donc, différence totale de la toilette parmi les condisciples ; les uns sont vêtus de gros drap ou de futaine ; ils portent des bas de laine ou de fil, suivant la saison ; leurs manchettes sont de simple mousseline et leurs jabots sans broderie ; — les autres ont des justaucorps de satin pailleté, à larges basques, ou de brocart à fleurs, dentelles précieuses aux poignets et au col, la jambe moulée dans un étui de soie, et des escarpins à talons blancs. En certaines circonstances seulement, les apparences s'égalisent sous « la robe du collège, » espèce de tunique sans manches qui se passe par-dessus l'habit. En dépit de cette diversité qui paraît choquante à notre sotte susceptibilité égalitaire, point de rancunes accumulées d'une part, nul dédain de l'autre : ni roturiers, ni nobles, ni pauvres, ni riches, ne sont gênés de la promiscuité quotidienne. Ceux-là même qui, plus tard, pour l'abattre, secoueront avec le plus d'acharnement le vieux monde, n'élèveront pas une critique contre ce pêle-mêle dont, modestes boursiers, ils n'ont pas été humiliés. Ni le fiel accumulé de Robespierre, ni la verve débridée de Camille n'auront un mot d'amertume pour les souvenirs

(1) La gratification de Robespierre, en date du 19 juillet 1781, fut de 600 livres. J.-A. Paris, *ouv. cit.*, p. 28.

du collège qui n'ont laissé en leur esprit qu'attendrissement et reconnaissance.

En classe, si quelque accroc est fait à cette égalité de convention, c'est par ceux des élèves qui nous sembleraient devoir être les plus intéressés à son maintien : quand un jeune seigneur obtient un succès, une récompense, des félicitations, ses camarades du « tiers » l'applaudissent et le complimentent avec plus d'entrain que s'ils s'adressaient à l'un des leurs : ce n'est pas flatterie, c'est satisfaction : « J'ai souvent remarqué, rapporte un ancien élève d'Harcourt et de Louis-le-Grand, que la classe savait bien plus de gré à un noble d'y obtenir une bonne place qu'à un roturier... » On se réjouissait de reconnaître laborieux celui qui n'avait pas besoin d'assurer son avenir (1). Les jours de sortie, — et ils revenaient fréquemment, — « la cour du collège se transformait en véritable salle de spectacle : les camarades *en quartier* faisaient la haie pour voir les camarades *en chambres* passer et monter en voiture ; » le défilé de ces élégans qu'un carrosse pompeux attendait à la porte et autour desquels s'empressaient les valets de pied, était salué de railleries « dans le genre de celles dont les piétons de Longchamp régalaient les gens à équipage. » C'était un charivari amical : les quolibets pleuvaient sur les privilégiés qui ripostaient de leur mieux, avouant, pourtant, que la réplique valait moins que l'apostrophe, laquelle l'emportait « par le droit du bon sens populaire et de la raison pratique (2). »

Et les études ? On serait tenté d'affirmer que c'était l'accessoire, tant était grande la liberté laissée à tout élève de suivre ou de déserter les cours. Si l'on excepte les auteurs latins et grecs, seuls objets recommandés à l'application de tous, le reste n'était « qu'art d'agrément. » A Juilly même, où la discipline passait pour plus stricte et le programme mieux défini, l'étude des mathématiques n'était pas obligatoire : le P. Fouché, — le futur ministre de la police, — qui les professait, n'avait affaire qu'à des auditeurs de bonne volonté (3). « Les sciences, au dire d'un sage de ce temps-là, sont un aliment qui enfle ceux qu'il ne nourrit pas ; il faudrait le leur interdire. Ce mets vanté leur fait dédaigner une autre nourriture qui serait meil-

(1) *Mémorial* de Norvins, I, 11 et suiv.
(2) *Mémorial* de Norvins, *loc. cit.*
(3) Arnault, *Souvenirs d'un sexagénaire*, I, 40.

leure pour eux, aveuglés et flattés qu'ils sont de leur faux embonpoint ; » tandis que, d'après le même penseur, « en apprenant le latin à un enfant, on lui apprend à être juge, avocat, homme d'État. L'histoire de Rome, même celle de ses conquêtes, enseigne à la jeunesse la fermeté, la justice, la modération, l'amour de la Patrie. Les actions et les mots, les discours et les exemples, tout concourt dans les livres latins à former des hommes publics ; ces livres suffiraient pour apprendre au magistrat quels sont ses devoirs et quels doivent être ses mœurs, ses talens et ses travaux (1). » C'est à l'envahissement de l'industrialisme qu'est due la progressive extension de l'étude des sciences exactes ; au XVIIIe siècle, ce néologisme et l'état d'esprit qu'il désigne étaient également inconnus : ignorance enviable ! Nous subissons l'expérience que les progrès scientifiques « ne suffisent pas à transformer la terre en un paradis, mais peuvent fort bien, dans des mains criminelles, la transformer en un chaos et en un enfer (2). » Donc, pour nos prudens aïeux, rien que des « belles-lettres, » et point autres que celles de l'antiquité : « le programme tout entier circonscrit dans les limites des histoires grecque et romaine et dans celle du vieux monde asiatique et égyptien. » On pénètre Hérodote, Quinte-Curce, Tacite, Horace, Virgile, Homère, même Lucain ; on rêve d'Hector, de Brutus, de Tarquin, d'Achille, de Cassius, de Pompée, d'Annibal, d'Ulysse, et leurs belles aventures sont lentement ressassées jusqu'au rabâchage ; car c'est encore un axiome des vieux pédagogues que « l'esprit des enfans ne s'intéresse pas à ce qu'il ne fait qu'effleurer : il n'aime avec ardeur que ce qu'il embrasse pleinement. » La fréquentation de tous ces héros à casque et à glaive a pour effet immanquable d'inspirer à leurs jeunes admirateurs l'amour des grands exploits et la haine des tyrans : « Il est sûr, remarque Mercier, qu'on rapporte de l'étude du latin un certain goût pour la république et qu'on voudrait pouvoir ressusciter celle dont on lit la grande et vaste histoire : il est sûr qu'en entendant parler du Sénat, de la liberté, de la majesté du peuple romain, de ses victoires, de la juste mort de César, du poignard de Caton qui ne put survivre à la destruction des lois, il en coûte pour sortir de Rome et pour se retrouver bourgeois de la rue des

(1) Joubert, *Pensées*, édition Perrin, 242-243.
(2) Antonin Eymieu, *La Providence et la guerre*, p. 308.

Noyers (1). » L'ancien régime réputé si tyrannique et si odieusement jaloux d'éteindre toute lumière, qu'on a été obligé d'inventer le mot *obscurantisme* pour qualifier dignement son goût volontaire de l'ignorance, cet ancien régime s'applique, comme à plaisir, à façonner des républicains. Norvins, cité plus haut, sort du collège à seize ans, emportant le souvenir d'une institution toute démocratique, et Camille Desmoulins jette l'effroi dans sa petite ville de Guise, dont les habitans se voient déjà à la Bastille pour l'avoir entendu, un jour de vacances, réciter les leçons incendiaires qu'il apprend à Louis-le-Grand (2). Et Mercier, goguenard, reprend : « C'est pourtant dans une monarchie qu'on entretient perpétuellement les jeunes gens de ces idées étrangères... et c'est un roi absolu qui paye des professeurs pour vous expliquer gravement toutes les éloquentes déclamations lancées contre le pouvoir des rois ; de sorte qu'un élève de l'Université, quand il se retrouve à Versailles et qu'il a un peu de bon sens, songe malgré lui à tous les fiers ennemis de la royauté : il lui faut du temps pour se familiariser avec un pays qui n'a ni tribuns, ni décemvirs, ni sénateurs, ni consuls (3). » Au reste, Robespierre l'avouera plus tard : « Les collèges, dira-t-il le 18 juin 1793, ont été des pépinières de républicains. »

Aussi n'est-ce pas sans étonnement qu'on entendra, en cette même année 1793, les auteurs de la pétition présentée à la Convention au nom des autorités et du peuple de Paris, affirmer, dans un jargon alors nouveau, mais que les professions de foi des candidats au mandat législatif nous ont rendu depuis trop familier, que « tous les collèges sont voués à la barbarie du moyen âge, » qu'ils sont « le repaire des préjugés entassés depuis des siècles, et tel est le vice de leur organisation qu'on en sort avec l'ignorance acquise, » ce qui n'était point flatteur à entendre pour tous ces députés auxquels on s'adressait et qui, pour la majorité, élevés gratuitement en ces collèges tant décriés, demeuraient cependant bien convaincus de leur savoir et ne professaient pas la timidité de l'ignorance. C'est le même esprit d'ingratitude qui dictera à Daunou son rapport du 23 vendémiaire an IV, où il traitera les anciens

(1) *Tableau de Paris*, I, 256.
(2) Édouard Fleury, *Camille Desmoulins*.
(3) *Tableau de Paris*, *loc. cit.*

collèges de l'Université « d'institutions bizarres qui fatiguaient et dépravaient la jeunesse..., où rien n'était destiné à développer l'homme, ou même à le commencer. » D'ailleurs, la règle s'est établie chez nous, depuis cette époque, de flétrir audacieusement, et de parti pris, tout ce qu'avaient institué nos pères. On s'est fort égayé, jadis, aux dépens de ce bon abbé Loriquet, dont la fameuse phrase sur « le général Bonaparte, lieutenant de S. M. Louis XVIII, » est encore à découvrir, bien qu'elle soit pour le plus grand nombre un article de foi. Aujourd'hui, dans le camp opposé, « Loriquet s'appelle légion (1). » Qu'on entretienne soigneusement l'électeur dans la persuasion que ses ancêtres étaient des esclaves, condamnés par la dureté des tyrans à ne jamais connaître « les bienfaits de l'instruction, » dont il s'imagine être lui-même un produit achevé, cela s'explique par la nécessité de flatter cet élément conscient et de lui inspirer, par contraste, l'admiration des institutions actuelles. Ce qui surprend davantage, c'est de rencontrer, en des ouvrages sérieux et manifestement dus à des hommes grandement instruits, des « clichés » qu'on croirait empruntés aux plus vulgaires harangues électorales. Est-il, par exemple, équitable d'affirmer qu'en exigeant, par les ordonnances de 1695, 1698 et 1724, l'obligation de l'instruction primaire, Louis XIV et Louis XV eurent simplement pour but de compléter l'action des dragonnades ; et que les seules fois où le pouvoir royal soit intervenu en cette matière, c'était pour faire œuvre, non de progrès, mais de tyrannie, pour tourner l'école en instrument d'oppression des consciences? Les *doktors* de l'Allemagne moderne ont eu bien aisé de dépriser notre France et de présenter son histoire comme étant une succession ininterrompue d'opprobres, de servitude et d'abjection : ils n'ont eu qu'à recueillir toutes les invectives au passé que l'on placarde sur nos murs à l'approche des élections. Jules Ferry, il y a quelque trente-cinq ans, s'indignait déjà de ce dénigrement systématique : « Ne croyons pas, conseillait-il, qu'il soit bon de dire : par delà telle date éclatante et rénovatrice, il n'y a rien dans notre histoire, rien que des tristesses, rien que des misères, rien que des hontes. Cela n'est pas vrai, d'abord ; et ensuite, cela n'est pas sain pour la jeunesse(2). »

Nous irons tout à l'heure flâner autour des écoles primaires

(1) X. Aubriet, *Les représailles du sens commun*, p. 50.
(2) *Discours au Sénat*. Séance du 10 juin 1882.

de l'ancien régime ; pour le moment, qu'il suffise de constater que l'esprit de l'Université, au temps de Louis XV et de Louis XVI, n'est pas du tout empreint de « cléricalisme. » Ses tendances sont contraires : toute indépendance d'opinion ou même de méthode est laissée aux collégiens, au point que la discipline en est atteinte : en 1744, un professeur d'Harcourt s'est mis dans l'idée de dicter le cours de philosophie : ses jeunes auditeurs protestent : ils déclarent que « ça les fatigue. » Le conseil s'assemble et donne raison aux élèves : ils seront dispensés de rédiger le cours et devront seulement en présenter la copie « établie par une main mercenaire : » lucrative aubaine pour les écrivains publics du quartier (1). A Louis-le-Grand, la tolérance est semblable : l'abbé Poignard, le proviseur, autorise d'Alembert à entretenir des relations avec plusieurs de ses écoliers et ne voit aucun inconvénient à ce qu'il vienne au collège semer dans ces jeunes esprits le bon grain de la philosophie. L'abbé Bérardier, qui succède à l'abbé Poignard, se montre plus libéral encore : c'est de son consentement, au moins tacite, que certains de ses administrés vont en pèlerinage à Ermenonville pour rendre hommage à J.-J. Rousseau, très « à la mode » parmi la jeunesse d'alors. Nous ne connaissons la visite faite par Robespierre, encore pensionnaire du collège, au misanthrope « promeneur solitaire » que par une phrase de l'Incorruptible : « Je t'ai vu dans tes derniers jours ; j'ai contemplé tes traits augustes..., » et nous ignorons quel put être l'entretien de ce vieillard et de cet adolescent dont l'un devait tenter, quinze ans plus tard, de mettre en pratique les rêveries de l'autre. On est un peu mieux renseigné sur l'accueil que reçut, de Jean-Jacques, Lazare Carnot, alors élève d'une école préparatoire. Ayant entrepris, en compagnie d'un camarade, le même dévot pèlerinage, il fut fort peu gracieusement rabroué de cette escapade par le philosophe qui ne répondit aux protestations de ses jeunes disciples que par des rebuffades (2). Peu importe : il convient seulement de retenir qu'on peut malaisément accuser d'oppression de consciences les ecclésiastiques qui, aux écoliers dont ils dirigeaient l'éducation, permettaient d'écouter les leçons du maître de l'*Encyclopédie* et de témoigner leur admiration à l'auteur du *Contrat social*.

(1) L. Bouquet, *L'Ancien collège d'Harcourt et le lycée Saint-Louis*.
(2) *Mémoires sur Carnot* par son fils.

*
* *

Si l'on pénètre dans les institutions consacrées à cette même époque à l'instruction des jeunes filles, on trouve une discipline plus stricte à certains égards, mais aussi le même respect de la personnalité, le même souci d'une formation intellectuelle spontanée, et encore une indulgence d'avance acquise à l'esprit frondeur et aux velléités d'indépendance. Un exemple tout d'abord : à l'Abbaye-aux-Bois, maison aristocratique et qui ne compte que des élèves nobles, une révolte éclate : refus d'obéissance, meubles brisés, barricades, ultimatum présenté aux maîtresses par les insurgées : elles menacent M[me] de Rochechouart, la directrice, de s'emparer, par force, de M[me] Saint-Jérôme, — une surveillante détestée, cause de l'émeute, — et de la fouetter « aux quatre coins du couvent. » Tout s'apaise bientôt, le calme règne; mais, quelques jours plus tard, une pensionnaire sollicite de cette même directrice je ne sais quelle faveur : « Moi, je n'étais pas de la révolte, » insinue-t-elle pour se faire valoir. « Ah! vraiment! Je vous en fais bien mon compliment! » riposte sèchement M[me] de Rochechouart; et, lui tournant le dos, elle la congédie sans l'entendre (1).

Ce n'est point que les éducateurs du vieux temps favorisent le désordre; mais il me paraît qu'ils redoutent, comme un achoppement à leur tâche, l'excès de subordination. Cette tâche consiste à développer le caractère des enfans plutôt qu'à le façonner; ils respectent les impulsions de chacun de leurs élèves, ses inclinations, ses caprices mêmes : ce ne sont pas des plantes de serre qu'ils cultivent, en caisses, sous verre, toutes pareilles et bien alignées, mais des fleurs des champs et des bois qu'ils laissent croître librement, en se contentant d'écarter d'elles l'ivraie ou les parasites dangereux. De là, peut-être, cette infinie variété de types, de goûts et d'aptitudes qui se constate chez nos ancêtres; de là cette collection d'originaux que, pour la grande joie du lecteur, on voit passer dans les *Mémoires* du temps.

De cette même Abbaye-aux-Bois le régime paraît si singulier à notre jugement actuel qu'il nous semble relever du

(1) Marquis de Ségur, *Esquisses et récits*, p. 182.

domaine des contes ou de la fantaisie d'un librettiste; nous le connaissons par le journal qu'a tenu avec persévérance la future princesse Hélène de Ligne, pensionnaire de la maison depuis sa dixième année. La fillette reçoit de ses parens 30000 livres par an pour subvenir aux dépenses de son train : elle a un logement particulier, une bonne, une femme de chambre et une gouvernante. Le couvent possède un théâtre élégant, avec décors, accessoires et costumes; deux fameux comédiens, Molé et Larive, enseignent la déclamation; les ballets sont dirigés par les premiers danseurs de l'Opéra. Hélène profite si bien de leurs leçons qu'elle excelle dans l'art de Vestris et que la directrice l'envoie quelquefois donner des représentations en ville, chez des amies de sa famille. Souvent les pensionnaires s'offrent entre elles des goûters, des soupers, de petites fêtes intimes. Le correctif est dans la règle qui leur impose à tour de rôle les soins du ménage et les astreint aux plus humbles besognes : Mlles de Montbarrey et de la Roche-Aymon sont préposées à la lingerie; Mlles de Beaumont et d'Armaillé, aux comptes; Mlle de Barbentane, à la surveillance de la porte; Mlle de Vogüé, à la cuisine; Mlles d'Uzès et de Boulainvilliers, au balayage; Mlles de Rohan, de Galard et d'Harcourt, à l'allumage et à l'entretien des lampes. On s'aperçut même un jour qu'un étroit commerce d'amitié régnait entre les nobles demoiselles chargées de la cuisine et les gâte-sauces de l'hôtel Beaumanoir, l'immeuble mitoyen, lesquels, à travers une grille d'égout, conversaient avec les élèves et les bourraient de friandises (1).

Penthemont rivalise avec l'Abbaye-aux-Bois : fondé aux environs de Beauvais, en pleine campagne, sur la *pente d'un mont*, — étymologie peu ardue, — ce couvent s'est établi à Paris, dans la seconde moitié du XVIIIe siècle : c'est la coutume que les princesses, voire les princesses du sang royal, y passent deux ou trois ans pour s'y former aux belles manières. La pension n'est pas coûteuse; elle est de deux prix, au choix : 700 livres et 1000 livres. Pourtant Penthemont est un palais : larges escaliers, grands vestibules, hautes fenêtres, portiques à colonnes, terrasses, quinconces et parterres; le réfectoire, lambrissé magnifiquement, ressemble à une salle à manger seigneuriale; la chère est simple, mais exquise. La règle est

(1) Marquis de Ségur, *Esquisses et récits, passim.*

accommodée aux égards que réclament la naissance et l'avenir des élèves : le lever n'est point trop matinal, ni le coucher trop tardif; récréations nombreuses et parloir fréquent. Les maîtres n'emploient que des termes choisis. Un uniforme gracieux ne dépare point la tournure des futures duchesses et des futures marquises : elles portent des vêtemens à l'ampleur et à la majesté orientales, à croire qu'elles vont donner une représentation d'*Esther* ou d'*Athalie* (1).

Non loin de cet Éden de la pédagogie féminine est la maison de l'Enfant-Jésus, dirigée par les Filles de Saint-Thomas de Villeneuve; on y admet les jeunes demoiselles moins fortunées, mais on exige qu'elles puissent faire preuve de deux cents ans de noblesse, et l'on accepte de préférence celles dont les parens ont été au service du Roi. A l'intérieur de la maison, elles sont vêtues de soie et « en robes de cour, » qu'elles dépouillent, je le suppose, pour vaquer aux soins du poulailler, du jardin, de la buanderie, de l'apothicairerie et autres « objets de ménage; » car telles sont leurs occupations (2). On leur apprend aussi à diriger plus de huit cents femmes et filles que les religieuses hébergent et nourrissent gratuitement, qu'elles emploient à filer du coton et du lin, qu'elles instruisent pour les établir ensuite. La laiterie de l'Enfant-Jésus donne du lait à plus de deux mille enfans, et la boulangerie distribue cent mille livres de pain aux pauvres. « Institution utile, modèle d'humanité et de saine politique, due au célèbre Longuet, curé de Saint-Sulpice, » remarque Mercier (3).

Elles sont nombreuses à Paris, ces communautés qui, recevant à la fois les pensionnaires payantes et les gratuites, trouvent dans les ressources fournies par les premières le moyen de subvenir aux besoins des autres. Il y a les Miramiones, ou Filles de Sainte-Geneviève, qui tiennent un pensionnat renommé, instruisent en même temps les jeunes filles du peuple et soignent les pauvres blessés; — il y a les Filles de l'Instruction chrétienne, rue du Pot-de-Fer, qui « enseignent aux jeunes filles à faire des ouvrages pour gagner leur vie, » et prennent en pension, moyennant quatre à cinq cents livres, les

(1) Comte Ducos, *La Mère du duc d'Enghien*, p. 48 et suiv.
(2) Thierry, *Guide de l'amateur et de l'étranger*, II, p. 447.
(3) *Tableau de Paris*, IV, p. 142.

demoiselles de la bourgeoisie; — les Filles de la Providence, ou communauté de Saint-Joseph, rue Saint-Dominique, dont l'institut « a pour objet de recevoir les pauvres filles de l'âge de neuf à dix ans, et de leur apprendre à travailler, afin que, à dix-huit ou vingt ans, elles soient en état de se marier ou d'entrer au service de quelque dame; » — les Filles de Sainte-Agnès, rue Plâtrière, chez qui les ouvrières s'initient gratuitement au raccommodage des dentelles et à la réparation des tapisseries; — les Dames de Saint-Aure, les Dames du Calvaire, la maison de la Mère de Dieu, rue du Vieux-Colombier; les Ursulines, les Augustines, les Filles-Dieu, les Filles de Saint-Chaumont, les Dames de Sainte-Élisabeth (1)...

On décuplerait aisément la nomenclature : toutes reçoivent des riches le pain qu'elles assurent aux pauvres dont elles se répartissent les misères avec une ingéniosité édifiante : tel ordre a choisi les infirmes, tel autre les enfans en bas âge, dont les parens sont impotens; celui-ci ne s'occupe que des orphelines; celui-là recueillera seulement les filles d'ouvriers blessés. A feuilleter les annuaires de l'ancien Paris où sont énumérées ces œuvres d'éducation et de charité, on est frappé de la préoccupation unanime : instruire la jeunesse et rapprocher, le plus possible, les gens aisés des déshérités de la fortune. Pour ceux qu'effaroucherait une si longue liste de communautés religieuses et qui réclameraient le droit à la laïcité, il faut relever encore nombre de pensionnats tenus par de simples bourgeoises et dont les annonces sont généralement libellées sur le modèle alléchant adopté par la veuve Royer, laquelle se pique « de former les élèves à ces manières polies et honnêtes qui décèlent une bonne éducation, » et à ce passage de Mercier notant qu'au coin de toutes les rues sont des écriteaux : *Cours gratuit d'architecture, cours gratuit de langue anglaise, cours gratuit d'histoire, cours gratuit de belles-lettres, cours gratuit de géographie, de français, d'orthographe...*, etc. (2). Il eût fallu que nos pères fussent doués d'une singulière opiniâtreté pour « pourrir dans l'ignorance » que nous leur reprochons témérairement, en un pays où le savoir était si répandu qu'on le donnait à tous pour rien et qu'il se trouvait réduit à raccrocher ainsi les passans.

(1) Thierry, *passim*.
(2) *Tableau de Paris*, I, 297.

Resterait à connaître les résultats de si grands efforts : au point de vue de l'instruction proprement dite, ils étaient minces sans doute : tandis que leurs frères n'approfondissaient que l'histoire de l'antiquité et les langues anciennes, les filles de la noblesse et de la bourgeoisie étudiaient le clavecin, la harpe, la danse, le dessin et la déclamation. Quand une demoiselle ayant terminé ses classes savait assez bien la mythologie et pouvait réciter de mémoire quelques passages du poème de *la Religion*, des *Fables* de La Fontaine, un chant ou deux de la *Henriade* et la tragédie d'*Athalie*, on se déclarait très satisfait. De science, point; d'histoire ancienne ou d'histoire de France, quelques prudentes lectures sévèrement choisies. Les institutrices suivaient à la lettre le principe de Fénelon disant du cerveau des jeunes personnes : « On ne doit verser dans un réservoir si petit et si précieux que des choses exquises. » Cette parcimonie de connaissances n'était pas due à l'insouciance ou à la légèreté des parens et des maîtres : il faut y voir « un plan préconçu et l'application d'un précepte. » Le XVIIIe siècle professait l'horreur des pédantes : « Les savantes sont des pestes! » s'écriait avec répulsion l'excellent abbé de Saint-Pierre, auteur d'un grave traité de pédagogie féminine (1); et Rousseau, tant écouté alors, avait renchéri : « A-t-on jamais vu que l'ignorance ait nui aux mœurs? »

« Eh! quoi? diront nos bachelières, pas même l'orthographe? » Non! La majorité de nos bisaïeules et bon nombre de nos arrière-grands-pères se souciaient, aussi peu que Martine, des relations du participe avec son complément et n'avaient jamais tenté de percer le mystère des verbes à double radical. Était-ce un mal? La question est discutable, puisqu'elle a été discutée, et que Gaston Paris, écrivant la préface d'une grammaire, décochait cette boutade, inattendue en pareille place : « On jette des regards pleins d'étonnement et presque d'effroi sur l'époque barbare où on n'apprenait pas la grammaire française; on oublie seulement que c'est l'époque où ont vécu les meilleurs auteurs de notre langue, et que ces « femmelettes » du temps de Louis XIV, dont Courier disait qu'elles écrivaient mieux que les plus habiles de notre temps, n'avaient jamais appris un mot de grammaire, non plus, d'ailleurs, que

(1) Marquis de Ségur, *L'Éducation des filles*, conférence faite à la *Ligue de l'Action sociale de la femme*.

leurs illustres contemporains. Henri Heine a dit que si les Romains ont conquis le monde, c'est qu'ils n'avaient pas à apprendre le latin ; je suis parfois tenté de dire que si Pascal, La Fontaine, Bossuet, Voltaire, ont si admirablement écrit le français, c'est qu'ils n'avaient pas eu à apprendre la grammaire. Il est vrai qu'ils faisaient des « fautes d'orthographe » qui les auraient fait refuser, sur deux lignes de leur copie, à l'examen primaire le plus inférieur (1). » Observation qui aurait délicieusement réjoui Flaubert, lequel avait remarqué que nul grammairien n'a jamais su écrire, et qui appuyait son paradoxe sur de tels exemples qu'il le faisait irréfutable (2).

Oui, quand nous ouvrons les chiffonniers où dorment les vieilles lettres ou les *Mémoires* de ces femmes si peu lettrées, nous y découvrons des billets charmans et des récits pleins de grâce, de malice, d'esprit et de bonne humeur, empreints de cette philosophie aimable et résignée, fleur précieuse des âmes où tout est ordonné et qui n'espèrent de la vie terrestre que ce qu'il est sage d'en attendre : un peu de joie et beaucoup de peine, de grands devoirs et de petits plaisirs; de cet amalgame elles composaient le tranquille bonheur du foyer, étant convaincues de ce précepte édicté par l'abbé Fleury dans son *Traité du choix et de la matière des études* : « Consolez-vous de l'ignorance de tout ce que l'on peut se passer de savoir et ne pas laisser que d'être heureux. » Assaillies par de terribles épreuves, ces filles de l'Abbaye-au-Bois et de Penthemont, auxquelles on n'avait guère appris que la danse, le clavecin, les révérences, la déclamation, — et le catéchisme, — se trouvèrent être subitement et spontanément instruites de tout ce qui leur était nécessaire pour braver héroïquement l'orage. Au lieu de nous gausser de leur manque de savoir, nous devons admirer ces Françaises d'autrefois qui supportèrent, avec l'intrépide fermeté de l'homme d'Horace, l'effondrement d'un monde. Elles aussi, comme les compagnons de leur parcours sur la terre, eurent à subir de redoutables reviremens : elles demeurèrent fières et dignes dans les prisons comme sur l'échafaud ; aux prises avec les nécessités et les misères de l'exil, elles ébahirent les étrangers par leur ingéniosité laborieuse et leur adroite

(1) Gaston Paris, *Préface* de la *Grammaire raisonnée de la langue française*, par Léon Clédat, p. VII.
(2) Maxime Du Camp, *Souvenirs littéraires*, II, 340.

ardeur à s'évertuer; et quand les survivantes rentrèrent au pays, leurs châteaux détruits ou vendus, leurs biens morcelés, elles s'activèrent si laborieusement aux reconstitutions que, vingt ans après le grand déluge, aussi allégrement subi qu'une simple averse, la France était prospère et opulente au point que ses ennemis en pleuraient de rage. On ne leur avait pas commenté Kant ni Fichte; elles n'étaient pas nietzschéennes, nos fortes aïeules; pourtant nous ne pouvons souhaiter rien de plus, au cours des années d'angoisse que nous vivons et pour les temps difficiles qui vont suivre, que de retrouver dans les Françaises d'aujourd'hui les égales de celles qui surent jadis accomplir ces miracles de courage et de persévérance, sans perdre un instant la préoccupation de plaire, voire de rire et de se parer.



Mais les femmes sont les femmes, et seul, à ce qu'enseignent les sages, celui qui n'en connaît aucune peut garder la prétention de disserter d'elles. Il nous demeure plus surprenant que de faibles hommes fussent, par des pédagogues expérimentés, embarqués pour la vie tumultueuse, sans autre bagage intellectuel que beaucoup de grec et beaucoup de latin, deux langues qui ne sont plus parlées par personne. On a vu que nos pères considéraient l'étude des lettres anciennes comme une panacée et un talisman; le but des maîtres n'était point alors de bourrer les jeunes cerveaux d'une masse de connaissances également imposées à tous, mais de mettre chacun d'eux en mesure d'apprécier celles qui lui semblaient le mieux assimilables et de le laisser « se cultiver seul, au hasard des impulsions de sa curiosité. » Nos méthodes actuelles sont justifiées peut-être par les nouvelles conditions de la vie; celle-là était, à coup sûr, excellente en un temps où l'on cherchait à développer plutôt qu'à briser l'initiative personnelle. On citerait maint exemple fameux de ce laisser-aller raisonné et des surprises qui en résultèrent; car l'Esprit ne supporte pas de direction : « il souffle où il veut. » Un garçon parfumeur découvre, dans de vieux papiers d'emballage, un volume dépareillé de Molière, qui lui révèle « les beautés de la langue française et lui inspire un vif désir de s'instruire. » Cet élève du hasard, pour avoir lu *le Malade imaginaire* et *Pourceaugnac*, deviendra un docteur

réputé et un écrivain original : c'est Pariset, qui fut secrétaire perpétuel de l'Académie de Médecine (1). Un petit Malouin de la même époque a pour premiers instituteurs un maître d'écriture à perruque de matelot qui lui donne des coups de poing sur la nuque et lui fait copier continuellement deux vers de Boileau, et une vieille bonne femme qui, à grand'peine, lui apprend à lire : à part cela, il croît sans études, déboutonné, débraillé, barbouillé, égratigné, meurtri comme les polissons de la ville avec lesquels il vagabonde sur la plage. A douze ans, il est placé au petit collège d'une bourgade bretonne : il s'éprend des mathématiques, art d'agrément qu'il étudie dans sa chambre, et se passionne pour Horace. Comme ses parens veulent qu'il soit marin, on l'envoie au collège de Rennes, où il devient habile aux échecs et au billard. Le reste de son enfance et de sa jeunesse est consacré aux rêveries, aux promenades, à la chasse; l'étang, les bois, les landes qui entourent la demeure paternelle, « voilà ses véritables maîtres. » Ainsi est élevé celui qui sera un jour René de Chateaubriand. Réfléchissant plus tard à ses débuts dans la vie, il écrira : « Telle chose que vous croyez mauvaise met en valeur les talens de votre enfant; telle chose qui vous semble bonne étoufferait ces mêmes talens... J'ignore si l'éducation que j'ai reçue est bonne en principe... Ce qu'il y a de sûr, c'est qu'elle a rendu mes idées *moins semblables à celles des autres hommes* (2). » La diversité des intelligences et, par suite, l'extrême variété des talens, tel était le séduisant avantage de cette apparente insouciance, avantage réduit au minimum par notre égalitaire pédagogie moderne qu'un prôneur de l'ancienne tradition comparait malicieusement à la marmite des noces de Gamache : « Tout y mijote dans la même sauce, et ça ne fait pas de bon ragoût. »

Il est vrai qu'il convient de remarquer combien les débuts de l'adolescent dans la vie différaient en ce temps-là de ce qu'ils sont aujourd'hui. Le chancelier Pasquier qui a connu et comparé les deux époques, celle qui précéda la Révolution et celle de Louis-Philippe, est conduit par ce parallèle à des réflexions précieuses : après avoir reconnu que les études de son jeune temps « n'étaient pas fortes » et raconté que, ses classes vite

(1) Docteur Poumiès de la Siboulie, *Souvenir d'un médecin de Paris*, p. 51.
(2) *Mémoires d'Outre-Tombe*, édition Biré, I, 60-61.

terminées, il fit son droit sans application, persuadé, à l'égal de tous ses contemporains, qu'il ne pouvait mieux employer ses heures qu'en les consacrant à l'équitation, à l'escrime et à la danse, il se demande, ainsi que nous le faisions tout à l'heure, comment ont pu sortir « d'un enseignement si incomplet, des hommes qui, dans toutes les carrières, ont rempli des postes importans avec éclat en des temps particulièrement difficiles. » Par une raison très simple : la vie des affaires commençait beaucoup plus tôt qu'aujourd'hui : à quinze ans on entrait dans l'armée; à quatorze ans dans la marine, et les officiers de ce corps passaient pour les plus instruits de l'Europe. On était, à vingt ans, conseiller au Parlement; on avait voix délibérative à vingt-cinq. Dans l'administration, aucune règle n'était prescrite pour l'âge, et, généralement, cet âge était très précoce. On ne pouvait imposer à des candidats si jeunes des examens aussi ardus que ceux dont on barricade l'entrée des carrières devant ceux qui s'y présentent après leur majorité accomplie : d'où Pasquier conclut que « l'on serait fondé à dire que Vauban n'eût pas été en état de satisfaire à l'examen que doit subir pour y être admis un aspirant à l'École polytechnique. »

Pasquier poursuit de la sorte : « Il y a deux éducations : la première est le produit des études classiques ou spéciales; mais après celle-là vient l'autre qui résulte du milieu dans lequel le jeune homme vit à sa sortie de l'école, des exemples, des impressions, des traditions qu'il reçoit. De nos jours, cette seconde instruction a perdu la plus grande partie de sa valeur et de sa puissance. Celui qui entre dans le monde à vingt-deux ou vingt-trois ans croit n'avoir plus rien à apprendre : il a, le plus souvent, une confiance absolue en lui-même et un profond dédain pour tout ce qui ne partage pas les opinions qu'il s'est déjà faites. Il en était autrement sous le régime précédent : la jeunesse entrait avec timidité dans le monde qui, de si bonne heure, lui était ouvert; elle ne pouvait se dissimuler son insuffisance; la société parmi laquelle il fallait se percer une route était spirituelle, distinguée, solidement établie sur une hiérarchie immuable et consacrée par le temps; on y était né, il y fallait vivre, on y devait mourir (1). » De là l'obligation de s'en montrer digne. Et ce futur chancelier confesse quels sont d'abord

(1) *Histoire de mon temps. Mémoires du chancelier Pasquier*, I, 16 et suiv.

son embarras et sa confusion en présence de ses anciens, chez qui, à dix-sept ans, il est admis à fréquenter. Plus de trente salons lui font accueil; les nombreuses réunions sont rares : il n'y a ni bals, ni concerts, ni cohues, mais causeries agréables et solides entre personnes accoutumées à se retrouver; des parlementaires qu'il y rencontre, il admire « la gravité, l'élégance de vie, une inclination très vive vers les jouissances de l'esprit et des connaissances fort étendues; » il y a là M. Bochart de Saron qui consacre ses loisirs à l'astronomie; M. Dionis du Séjour qui suit d'Alembert de très près dans les hautes régions de la géométrie; la poésie aussi a ses adeptes : M. Ferrand compose des tragédies et M. de Favières rime des livrets d'opéras-comiques; on ne parle jamais politique, mais littérature, philosophie, pièces de théâtre, ouvrages nouveaux; la connaissance des lettres anciennes dont tous, jeunes et vieux, sont nourris, est la base commune, la « matière première » de ces discussions, le terrain d'entente de ces esprits si divers. D'ailleurs, ces anciens n'ont, eux non plus, en leur temps de collège, rien appris d'autre : c'est, non point sur les bancs de l'école, par force et à coups de pensums, mais à leur entrée dans l'existence, déjà en âge d'en apprécier l'importance, qu'ils ont pris, de leurs prédécesseurs, ce goût des nobles choses et des travaux sérieux. On eût été mal venu alors de bafouer les aïeux et de triompher de leur ignorance, puisque c'était d'eux-mêmes qu'on recevait par transmission le germe de tout ce qui faisait l'agrément et l'ornement intellectuels de la vie.

A peine reçu dans ce monde délicat et lettré, Pasquier sentit son insuffisance. Soucieux de n'y être point trop inférieur, il s'appliqua aux lectures suivies et attentives; n'étant plus un enfant et s'y adonnant de son plein gré, il y trouva grand plaisir : tel auteur grave, qui l'eût rebuté quelques mois auparavant si ses professeurs lui en avaient imposé le devoir, lui sembla plein d'attraits puisqu'il s'en révélait les beautés à lui-même, et c'est ainsi que ces esprits d'autrefois étaient volontairement conquis, et pour toujours, au culte des grands penseurs et des parfaits modèles. Le cas de Pasquier fut celui de bien d'autres : toute la jeunesse d'alors, à peine libérée de la tutelle des pédagogues, éprouvait le besoin de s'instruire : « on se ferait difficilement une idée de ce mouvement intellectuel, » écrivait, au temps de Louis-Philippe, le chancelier de France se

remémorant ses années d'avant la tourmente révolutionnaire; « on suivait les cours du lycée, dont les professeurs étaient La Harpe, Fourcroy, Garat, de Parcieux; l'élite de la société parisienne s'y pressait, » et là, du moins, chacun s'ingéniait à s'instruire suivant ses facultés naturelles et à ne suivre que les leçons vers lesquelles l'attiraient ses dispositions et ses préférences.

***

Ce prurit de savoir était-il le premier indice du mal sournois dont la France était atteinte et que Rivarol a nommé « la maladie du bonheur? » Déjà il avait pour résultats des singularités qui déconcertaient : on vit, par exemple, des Français se prendre d'engouement pour le roi de Prusse; on cherchait à connaître, pour l'imiter, ce qui se faisait ou se disait à Londres. Il sourdait de divers côtés des velléités d'innovations brusques, tapageuses : quelques-uns se faisaient une réputation à heurter les vieux préjugés et à braver l'opinion, et c'est alors qu'on commença à parler de certaines excentricités pédagogiques, traitées d'extravagances par les gens pondérés, mais qui plaisaient à d'autres par leur nouveauté même et leur parfum exotique. Ainsi on court à Ermenonville pour contempler la famille du châtelain, M. de Girardin, vêtue à l'anglaise : le père, les enfans, les domestiques, sont habillés de toile bleue d'Oxford, vestes, culottes et guêtres uniformes. M[me] de Girardin et ses femmes portent un costume de même étoffe, avec un large tablier et un chapeau noir. Dans la cour du château est un grand mât de trente pieds, au haut duquel les petits Girardin, s'ils veulent manger, doivent aller décrocher leur repas. Ils viennent à pied d'Ermenonville à Paris, dix bonnes lieues (1), et la première fois qu'ils apparaissent aux Tuileries, dans leurs vestes de toile, les cheveux tondus et les jambes gainées d'un pantalon, — un pantalon ! — parmi leurs camarades de même âge, poudrés, sanglés, manchettes aux poings, bas de soie aux mollets et chapeaux à trois cornes en tête, c'est une stupeur dont les contemporains gardaient encore le frisson cinquante ans plus tard. La huée fut d'abord générale, puis on s'accoutuma à ce « débraillé, » on l'envia, on ne voulut plus d'autre costume (2).

(1) *Revue d'histoire littéraire de la France*, 1896, p. 108.
(2) *Souvenirs* de Frenilly, 20.

L'éducation des jeunes princes d'Orléans donne aussi matière aux bavardages et soulève presque un scandale. Le Duc les a confiés à une amie très chère, Mme de Genlis ; et celle-ci a elle-même été élevée de façon à ne jamais croire qu'elle pût devenir une imposante éducatrice. Alors qu'elle était enfant, son père lui donne pour institutrice une danseuse, Mlle Mion, qui s'enivre. Mlle Mion, remerciée, est remplacée par un danseur qui est en même temps maître d'armes et qui enseigne l'escrime à son élève. Pour parfaire ses études, Mlle de Mars, sa gouvernante, l'initie à l'abrégé d'histoire du P. Buffier ; mais au bout de huit leçons, le livre est jugé trop ennuyeux par le professeur et par l'écolière qui, d'un commun accord, donnent la préférence au roman de *Clélie* et aux pièces de théâtre. Ceci conduit à jouer la comédie ; l'enfant remplit le rôle de l'Amour : son costume est si joli, — habit couleur de rose, recouvert de dentelles parsemées de petites fleurs artificielles, le tout ne venant qu'aux genoux, — que le père décide qu'elle n'en portera plus d'autre : elle aura un habit d'amour pour les jours ouvrables et un habit d'amour pour les dimanches et fêtes. Et on la rencontre au loin dans la campagne, en bottines « paille et argent, » des ailes bleues au dos, les cheveux au vent, un collier de fausses pierres au cou, un carquois à l'épaule et un arc à la main, — à moins qu'elle ne tienne dans ses paumes fermées des araignées ou des crapauds, bêtes pour lesquelles elle éprouve une répulsion justifiée que ses parens l'obligent à vaincre...

Jugez jusqu'à quel point les vocations triomphent des efforts les plus soutenus : cette fille à qui l'on a appris la danse, le piano, le chant, la harpe, les armes, l'art dramatique et la façon des fleurs artificielles, ne reçoit jamais une leçon d'écriture. Elle passera néanmoins sa longue vie à écrire ; elle sera l'auteur d'un nombre redoutable de volumes qui, tous, traiteront des plus graves questions d'éducation et de la manière de s'y prendre pour élever sérieusement les jeunes filles et les préparer aux épreuves de la vie (1) !

C'est donc à cette inspirée que M. le Duc d'Orléans s'en remit d'acheminer ses filles et ses fils vers leurs hautes destinées, et ce qui étonnera davantage, c'est qu'elle y réussit à miracle : soit

(1) *Mémoires de Mme la comtesse de Genlis*, I, 23 et suiv.

que, avec leur instinct de jeunes Français affinés, ils eussent tôt senti tout le ridicule de leur éducatrice et que leur personnalité les eût mis en garde contre tant d'innovations; soit que, doués de cet esprit d'opposition qui fermente en chacun de nous, ils eussent pris au contre-pied la masse écrasante de préceptes et de maximes que la sémillante matrone leur avait inculqués, le roi Louis-Philippe et sa sœur Madame Adélaïde se montrèrent, au cours de leur vie tourmentée et semée d'écueils, pratiques, équilibrés, méthodiques, réfléchis, toutes qualités dont Mme de Genlis n'avait jamais possédé aucune. Elle avait entrepris, pour sa plus grande gloire, de les conduire à la perfection par un chemin encore inexploré et si semé de casse-cou, que jamais autre précepteur n'eût osé y engager ses élèves : elle attachait à chacun des pieds du jeune Duc de Montpensier un poids de 25 livres, le suspendait par les mains à une barre fixe et l'obligeait à lever alternativement et à étendre les jambes. M. de Beaujolais portait des seaux d'eau pesant 92 livres bien comptées. On ne peut savoir tout le bien que ces deux jeunes princes retirèrent de cette gymnastique, car ils moururent jeunes, apparemment avant que la méthode eût donné tout son profit. En ce qui concerne le Duc de Chartres et sa sœur, il est manifeste que le régime fut à l'une et à l'autre très favorable. Mme de Genlis imagine, afin de les rompre à la fatigue, de les chausser de bottes à semelles de plomb : chacun des souliers du futur roi des Français pèse une livre et demie, ce qui ne l'empêche pas de fournir des courses, d'exécuter des sauts, et de parcourir trois ou quatre lieues à pied, d'un pas rapide et sans repos. Les brodequins de Mlle d'Orléans pèsent deux livres : elle ne les quitte que pour danser.

On organise dans le jardin de Bellechasse, antre de cette éducation régénératrice, des courses de vitesse et des courses d'haleine : à douze ans, la petite princesse court durant une lieue « exactement mesurée; » et tout ceci est excellent, encore que les bonnes gens s'effarent de cet inédit. Il y a, à Bellechasse, un maître danseur de corde, « exercice, note judicieusement Mme de Genlis, qui apprend à marcher avec sûreté et adresse dans les sentiers les plus étroits et les plus escarpés; » on interrompt les leçons, on se lève, on met aux épaules des élèves une lourde hotte, on monte, on descend, ainsi chargé, plusieurs étages; M. de Chartres arrive à porter de la sorte

225 livres. Il y a un tour dans l'antichambre, car on apprend le métier de tourneur, et bien d'autres : ceux de gainier, de doreur sur bois, de vannier, de menuisier; on fabrique des lacets, de la gaze, des cartonnages, des fleurs artificielles, du papier marbré, des grillages de bibliothèque, des ouvrages en papier mâché et des plans en relief; la maison est construite, meublée et ornée de façon que, en se livrant à ces travaux manuels, les princes s'instruisent de tout sans peine et par surcroît; les tapisseries représentent, peints sur fond bleu, les médaillons des sept rois de Rome, des empereurs et des impératrices jusqu'à Constantin le Grand, « avec leurs noms et leurs dates; » les dessus de portes reproduisent les traits particuliers de l'histoire ancienne; deux grands paravens portent les effigies de tous les rois de France, les écrans à main ou montés figurent « des traits mythologiques. » L'escalier est géographique : il y a des cartes depuis le seuil jusqu'aux greniers, « celles du Midi au bas des degrés, et celles du Nord au deuxième étage, » comme il convient. On ne peut lever les yeux, tourner la tête, s'asseoir, entrer, descendre, monter, sortir, marcher, s'étendre, manger, sans recevoir une leçon de quelque chose. La lanterne magique est « historique, » et si l'on va respirer au jardin, un pharmacien botaniste est là qui détaille les plantes, leurs vertus médicinales et enseigne l'usage qu'on doit en faire. Le maître de musique est allemand, le valet de chambre italien, le majordome anglais et le professeur de dessin polonais. Le moral n'est point, du reste, négligé; Mme de Genlis a acheté en Angleterre deux jeunes filles jolies comme les amours; elle les a affublées des noms romanesques d'Hermine et de Paméla; ces deux nymphes vivent avec les jeunes princes, partagent leurs leçons, leurs jeux, leurs gymnastiques et leurs exercices de force, et ce n'est point là ce qui surprend le moins. Car les bavards s'en donnent à cœur joie des excentricités de Bellechasse : ceux-ci se lamentent, quelques-uns approuvent, beaucoup se scandalisent; tous, en fin de compte, s'accordent pour rire; mais le bon public ne douta plus que la gouvernante avait entrepris de conduire à la démence la progéniture de la maison d'Orléans quand, le 9 juillet 1789, on vit débarquer dans Paris un cyclope, avec une massue, un œil au milieu du front et une peau de bête autour des reins. On conduisit le personnage au poste, on le ques-

tionna avec défiance : c'était un peintre, nommé Giroux, arrivant de Saint-Leu, où Mme de Genlis et ses élèves étaient en villégiature dans un château dont le parc, bien entendu, se contournait en carte de géographie et dont les cours d'eau se découpaient en baies, en caps, en isthmes, en golfes ou en détroits. Surpris en pleine représentation mythologique par la rumeur qu'une émeute venait d'éclater à Paris, M. Giroux n'avait pas pris le temps de quitter son costume de « leçon de choses » et était accouru aux nouvelles sans même penser au déplorable anachronisme qu'offrait le spectacle de Polyphème en cabriolet (1).

On s'attarderait trop à conter les bizarreries de la gouvernante princière : elle tiendra place en toute histoire de la pédagogie, car elle fut, sinon la première, du moins la plus audacieuse à rompre avec les prudens usages et les sages accoutumances de nos ancêtres. Sa manière caractérise ce besoin d'innover, cet amour du hasardeux dont fut prise la France à la fin du XVIIIe siècle. Filleul de tous les bons génies qui l'avaient comblé de dons, notre pays était déjà guetté par deux perfides sirènes, les fées *Utopie* et *Exotisme*, qu'il n'avait jamais conviées à son aide et dont il avait dédaigné jusqu'alors les incantations et les sortilèges. Mais follement et sans cesse épris du « meilleur, » si généreux qu'il en rêve l'expansion par toute la terre, pour le trouver à tout prix il se laissera séduire par les charmes trompeurs de ces dangereuses enchanteresses, et quand il s'apercevra qu'il a été leurré, et que la mer sur laquelle elles l'ont embarqué est hérissée de traîtres récifs, il sera trop tard pour virer de bord et pour faire voile vers le port assuré de la tradition méconnue.

G. LENOTRE.

(A suivre.)

(1) *Mémoires* de Mme la comtesse de Genlis, IV, 1 ; et, pour ce qui précède, III, 101, 134 et suiv.

SOIXANTE ANNÉES
DU
RÈGNE DES ROMANOFF[1]

NOTES ET SOUVENIRS
1821-1881

II. — A TRAVERS LE RÈGNE DE NICOLAS Ier

I

A la lumière des événemens qui ont agité l'Europe à cette époque, on peut considérer comme des années heureuses, pour la Russie et l'empereur Nicolas Ier, celles qui se sont écoulées entre son avènement dramatisé par la conspiration de décembre 1825 et la chute de Charles X, si promptement suivie de l'insurrection polonaise. Sans doute, elles sont assombries par la rigueur des condamnations prononcées, au nombre de plus de cent, contre les conspirateurs traduits en justice; plusieurs d'entre eux eussent mérité que la clémence impériale s'exerçât à leur profit. Mais cette réserve faite, on ne saurait nier que le règne du nouveau souverain semble, à son aube, devoir être un règneà qui le destin sourira tant au point de vue de sa grandeur au dehors qu'à celui de sa prospérité au dedans.

(1) Voir la *Revue* du 15 février.

La révolution qui les avait un moment menacées était écrasée, et bien que ses racines fussent restées dans le sol, Nicolas Ier se flattait de parvenir à les extirper. Il demeurait convaincu qu'à la condition de gouverner avec une main de fer et de fermer ses États aux doctrines révolutionnaires, il n'aurait pas à redouter une insurrection nouvelle.

Il était dans sa destinée de voir ses prévisions se réaliser. Durant ses trente ans de règne, on ne signalera en Russie aucun attentat contre sa personne, ni aucune tentative de révolte contre son autorité, malgré l'exemple donné aux Russes par les Polonais. Confiant dans l'efficacité de ses procédés de gouvernement, poussant le culte de son autocratie jusqu'à se laisser dire qu'il est impeccable et infaillible, Nicolas croira inexpugnable sa résistance aux idées libérales et ne soupçonnera pas l'avenir tragique que préparent à son successeur les sociétés secrètes qui de toutes parts continuent, comme sous le règne de son frère, à s'organiser à son insu dans l'Empire.

Au cours de la période dont nous parlons, antérieure à 1830, ses relations avec les puissances européennes, bien que la sourde hostilité de l'Angleterre et de l'Autriche menaçât de les altérer, ne furent pas troublées. Celles qu'il entretenait avec le gouvernement de Charles X étaient de plus en plus cordiales, confiantes, voire affectueuses. Rappelé à Paris où il entrait en janvier 1828 dans le cabinet Martignac comme ministre des Affaires étrangères, l'ambassadeur La Ferronnays n'avait pas reparu à Pétersbourg et n'y devait pas reparaître. Mais le gouvernement royal avait envoyé pour le remplacer le général duc de Mortemart. Celui-ci, nouveau venu dans la diplomatie, personnage considérable par le rang social et la valeur personnelle, gagnait si promptement, à peine arrivé en Russie, les sympathies de Nicolas Ier que ce prince dont les armées comprenaient déjà plusieurs officiers français, l'invitait à l'accompagner dans la campagne qu'il entreprenait contre la Turquie, en faveur de la Grèce, de concert avec la France et l'Angleterre. Campagne mémorable dont la victoire navale de Navarin a été le plus retentissant épisode, et qui fut complétée par l'expédition de Morée où les Français se couvrirent de gloire sous les ordres du général Maison et délivrèrent le peuple hellène du joug ottoman.

Cette guerre contre les Turcs avait été précédée d'une guerre contre la Perse, non moins heureuse dans ses résultats. Victo-

rieux dans l'une et dans l'autre, le jeune empereur de Russie, secondé dans son action gouvernementale par son chancelier Nesselrode, semblait destiné à tenir dans le monde une place non moins prestigieuse que celle qu'y avait occupée son illustre frère Alexandre.

On le voit alors s'intéresser autant à ce qui se passe en France qu'à ce qui se passe en Russie. Bien qu'il n'existe entre le cabinet de Paris et le cabinet de Pétersbourg aucun traité formel d'alliance, il tient le roi de France « pour un ami et un allié. » Il dit en en parlant : « Aucun souverain, excepté le roi de Prusse, ne m'a été aussi fidèle que lui. » Pour reconnaître efficacement cette fidélité, il ne perd aucune occasion de prodiguer des conseils à Charles X, de s'associer aux joies et aux peines de la dynastie des Bourbons. Lorsqu'il apprend que le vieux Roi rêve de confier le pouvoir à Polignac, il enjoint à Pozzo di Borgo, son ambassadeur à Paris, de représenter au souverain français « combien offre de dangers la marche imprudente qu'il a prise; » il l'adjure de « respecter la Charte et de se souvenir des institutions qu'il a jurées. » Lorsqu'un peu plus tard, il a connaissance de l'expédition d'Alger, il applaudit à la résolution royale; il met au service du gouvernement français un officier de haute valeur qui « connaît bien les Arabes et pourra fournir de très utiles indications. » Le jour où la nouvelle de l'entrée de nos troupes dans la capitale du Dey parvient à Saint-Pétersbourg, — c'est le 28 juillet — il ne se tient pas de joie, non seulement parce que dans la prise d'Alger il voit un coup porté à la puissance maritime de l'Angleterre, mais plus encore parce qu'il y voit un accroissement de celle de la France dans la Méditerranée.

A cette date, le duc de Mortemart étant en congé à Paris depuis quelques semaines, l'ambassade était dirigée par le premier secrétaire, le baron de Bourgoing, nommé chargé d'affaires. Le 30, il est mandé par l'empereur qui s'impatiente de manquer encore de détails sur l'événement qui vient de s'accomplir. Il lui demande s'il en a reçu de nouveaux : Bourgoing répond négativement :

« Dès que j'aurai quelque chose moi-même, je vous le ferai communiquer, » promet l'empereur. Puis, faisant allusion à un entretien que le chargé d'affaires a eu la veille avec le comte de Nesselrode, il continue : « Mais, dites-moi, quelles

sont les idées positives du Roi sur les démarches qu'il désire être faites par mon ministre en Turquie?

— Sire, les ordres que j'ai reçus se bornent à me prescrire de demander à Votre Majesté de faire donner à sa mission de Constantinople des instructions qui lui permettent de s'entendre avec le général Guilleminot (1) et de continuer à préparer la Porte à se prêter aux arrangemens qui pourraient lui être proposés.

— Il faut cependant, reprit l'Empereur, que je sache dans quel sens et sur quelle base doit agir mon intervention.

— Sire, les intentions du Roi sur les points de détail de cette grave question ne sont pas encore connues. Plusieurs idées pourront être mises en avant et discutées; mais le ministre de Sa Majesté ne m'a jusqu'ici fait connaître aucun des partis qui peuvent être pris relativement à Alger. Je sais seulement que l'avis ouvert par le général Pozzo di Borgo, de faire intervenir la Porte dans cette question, a été adopté. C'est à cet effet que je suis chargé par le Roi de recourir à l'intervention amicale de Votre Majesté et de lui exprimer le désir de voir le ministre impérial à Constantinople s'unir d'intention et de langage avec l'ambassadeur du Roi.

— Ah! s'il ne s'agit, pour le moment, que de cette instruction générale de bonne intelligence avec les missions françaises, répond l'Empereur avec animation, je puis vous garantir, et vous pouvez le redire au Roi, que M. de Ribeaupierre (2) l'a déjà et que, de plus, elle est donnée à tous mes ministres. »

Il résulte de ce bref entretien qu'à la date où il eut lieu, c'est-à-dire le 30 juillet, l'empereur Nicolas était tout à la dévotion du roi de France et disposé à lui rendre autant de services qu'il serait en son pouvoir de le faire. Mais, à cette date, après trois jours de combats dans les rues de Paris, entre la garde nationale et les troupes royales, alors que le sang français, répandu par la faute de Polignac, rougissait encore le pavé des rues, l'insurrection provoquée par les Ordonnances du 25 triomphait de toutes parts, aux cris de : « Vive la Charte! A bas les ministres! A bas les Bourbons! » Un gouvernement provisoire, présidé par La Fayette, se créait à l'Hôtel de Ville et, sans se préoccuper de Charles X, proclamait lieutenant-général du

(1) Ambassadeur de France en Turquie.
(2) Chargé d'affaires de Russie à Constantinople.

royaume Louis-Philippe d'Orléans, le chargeant ainsi de gouverner jusqu'à ce qu'un pouvoir définitif eût été institué.

Réfugié à Saint-Cloud, puis à Trianon, le Roi, bien que son consentement ne lui eût pas été demandé, donnait son adhésion à cette mesure, retirait les Ordonnances, cause de tout le mal, et abdiquait en faveur du duc de Bordeaux; il mettait le petit prince, alors âgé de dix ans, sous la protection du lieutenant-général, dont le rôle, s'il l'eût accepté, eût été celui d'un régent. Enfin, il confiait au duc de Mortemart la mission particulièrement difficile en un tel moment de former un ministère qui ferait ratifier ces mesures par les Chambres. Ce brillant gentilhomme n'avait accepté que sur l'instante sollicitation du Roi une mission dont il ne se dissimulait pas les difficultés. Exécutée trois jours plus tôt, elle aurait eu chance de réussir. Maintenant, l'heure était passée et Mortemart fut plus attristé que surpris lorsqu'ayant porté à l'Hôtel de Ville les propositions du Roi, il lui fut répondu : « Il est trop tard. » Le 7 août, à Paris, la Chambre des députés, prenant acte de l'abdication de Charles X, mais évitant toute allusion au Duc de Bordeaux, déclarait le trône vacant et, « vu l'intérêt pressant, universel, y appelait S. A. R. le Duc d'Orléans et ses descendants à perpétuité, de mâle en mâle, par ordre de primogéniture. » C'en était fait de la branche aînée des Bourbons.

Ces nouvelles tombèrent comme la foudre à Saint-Pétersbourg, et l'effet en fut décisif. C'est ici que se manifeste pour la première fois, avec éclat, ce besoin, voire cette volonté d'intervenir dans les affaires intérieures des États européens, même quand il n'y est pas intéressé, qui caractérisera Nicolas I[er] et le transformera en un souverain Touche-à-tout dont les prétentions, pour la plupart inadmissibles, finiront par fatiguer et offenser toutes les nations. La chute et l'abdication de Charles X le consternèrent; il perdait un allié, un appui contre la Grande-Bretagne. Mais quand le bruit commença à se répandre qu'à Paris existait un parti nombreux et déjà puissant qui voulait donner la couronne au Duc d'Orléans, la consternation s'aggrava d'une violente colère. Il voulait bien reconnaître Louis-Philippe comme lieutenant-général du royaume, puisque Charles X, en abdiquant, avait ratifié cette nomination, mais comme roi des Français, jamais. Il le déclare à Bourgoing dans deux audiences qu'il lui accorde avant que soient connues

à Saint-Pétersbourg les résolutions définitives prises à Paris; il s'efforce de rallier les grandes cours à sa manière de voir. Par son ordre, Nesselrode les invite « à ne pas considérer la question comme de convenance particulière, mais comme une question européenne d'où dépendent le salut de la France et celui des gouvernemens et des peuples en général. » Sous toutes les formes et avec une inlassable activité, Nicolas s'attache à faire savoir par toute l'Europe qu'il condamne formellement les événemens de France, parce qu'ils sont une atteinte au principe de la légitimité dont il s'est constitué le gardien et le défenseur.

Les témoignages de son mauvais vouloir et de son irritation deviennent tels que le chargé d'affaires de France s'en inquiète et se demande si la crise n'aboutira pas à la rupture des relations diplomatiques. Que ne peut-on craindre de la part d'un autocrate volontaire et irascible? Bourgoing n'est pas homme à rester dans ce doute et, le 24 août, alors qu'on est averti, à Saint-Pétersbourg, que Louis-Philippe est élu roi des Français, il fait demander à l'Empereur de le recevoir. Il veut essayer de découvrir ses intentions et, si elles sont ce qu'il pressent, de le ramener à d'autres sentimens. S'il n'y réussit pas, il saura du moins ce que son gouvernement doit redouter de la colère de l'autocrate de toutes les Russies.

Les historiens sont toujours heureux de rencontrer sur leur route un personnage supérieur à la situation qu'il occupe, et c'est bien ainsi qu'en cette circonstance va se révéler le baron de Bourgoing aux yeux de nos lecteurs, s'ils veulent se rappeler qu'il n'était pas ambassadeur mais seulement chargé d'affaires, et ni par la fonction, ni par l'éclat des services ne possédait l'autorité d'un La Ferronnays ou d'un Mortemart. Il n'en trouvera pas moins ce qui lui manque pour égaler ses anciens dans l'idée qu'il se fait de la grandeur du pays qu'il représente; on peut parler haut et ferme quand on parle au nom de la France. On va le voir résolu, maître de soi, tenir tête à l'orage et, dans sa conversation avec l'Empereur, qui revêt parfois la physionomie d'un duel, réfuter les argumens qu'on lui oppose avec une force que l'intransigeance impériale ne parvient pas à ébranler.

Nicolas Ier résidait alors dans son château de Yélaguine, aux environs de la capitale; il y passait l'été avec l'impéra-

trice, Marie Alexandrowna, née princesse de Hesse, et leurs enfans au nombre de quatre, dont l'aîné, Alexandre, grand-duc héritier, le futur Alexandre II, venait d'atteindre sa treizième année. C'est là que rendez-vous avait été donné au chargé d'affaires pour ce même jour 24 août, à dix heures du soir et là aussi que nous allons le suivre en prenant pour guide le très curieux rapport qu'il adressait le lendemain au maréchal Jourdan, ministre des Affaires étrangères à Paris.

Assis devant son bureau, l'Empereur écrivait. En entendant annoncer le baron de Bourgoing, il fit quelque pas au-devant de lui, lui désigna un siège, et négligeant les formules de politesse, il l'interpella d'un accent agressif, prouvant ainsi à son interlocuteur qu'il s'était préparé à croiser le fer.

— Eh bien! avez-vous reçu des nouvelles de votre gouvernement, de monsieur le lieutenant-général du royaume, car vous savez déjà que je ne reconnais aucun autre ordre de choses que celui-là et que je le considère seul comme légal parce qu'il découle de l'autorité royale légitime?

Quoiqu'il ne s'attendît pas à cette brutale entrée en matière, Bourgoing ne se laissa pas déconcerter.

— Je suis très surpris, Sire, répondit-il, de voir Votre Majesté envisager ainsi une question souverainement jugée.

— Oui, telle est ma façon de penser; le principe de la légitimité, voilà ce qui me guidera en toute circonstance; je ne m'en départirai jamais, jamais, accentua l'Empereur en frappant son bureau de son poing fermé; je ne puis approuver ce qui vient de se passer en France.

— Votre Majesté veut donc mettre le feu à l'Europe? Je sais bien que Votre Majesté ne songe pas à prendre les armes pour attaquer la France; mais pense-t-elle qu'une nation comme la nôtre, aussi pénétrée du sentiment de sa dignité, se laisse donner une marque d'improbation quelconque?

— Jamais je ne me départirai de mes principes : on ne transige point avec ses principes, et je ne transigerai jamais avec mon honneur.

— Je sais, Sire, que la parole de Votre Majesté est sacrée, et qu'un engagement pris par elle est une loi immuable. Voilà pourquoi j'attacherais tant de prix à ne point la voir se lier pour l'avenir par des déclarations précipitées. Je connais combien son cœur obéit facilement à une première impression : que

Votre Majesté me pardonne de lui parler aussi franchement.

— Dites tout ce que vous avez sur le cœur, reprit l'Empereur.

— Eh bien ! Sire, j'ose supplier Votre Majesté de calmer ces premiers mouvemens, et au lieu de ne consulter que le sentiment qui l'agite maintenant, d'avoir égard aux conseils d'une raison plus calme. Je ne m'alarme pas encore de ce que j'entends, parce que je pense, avec toute l'Europe, que Votre Majesté a non seulement un cœur noble et généreux, mais encore un esprit judicieux et éclairé. Elle sentira que le Roi a dû accepter la couronne qui lui était offerte, et que, sans cette détermination, tout était à craindre de l'agitation qui régnait dans Paris.

Développant sa pensée, le chargé d'affaires de France rappelait à l'Empereur ce qu'il lui avait dit dans les audiences précédentes, alors que les suites de la révolution restaient encore indécises, sur la nécessité de sauver le principe monarchique en soutenant le prince qui, désormais, en France, pouvait seul le représenter. Si ce prince devenait le dernier retranchement contre le désordre et l'anarchie républicaine, la dernière garantie du repos général, serait-il sage, pour reprendre le terrain perdu, de compromettre celui qui resterait ? Bourgoing ne rétractait aucune de ses paroles. Il regrettait amèrement que le vieux Roi, aveuglé par ses illusions et des conseils funestes, eût provoqué lui-même cette secousse terrible, et le prince qui portait maintenant la couronne ne déplorait pas moins les malheurs qui avaient coûté la vie à tant de Français. Mais, si douloureux que fût ce passé, n'était-ce pas l'avenir qu'il fallait maintenant envisager ?

— Le principe de la légitimité, répéta l'Empereur, doit nous guider tous en ce moment ; il est la base de l'ordre social.

— Mais ce principe est-il immuable, reprit Bourgoing, applicable à tous les pays, à tous les temps, à toutes les circonstances ? Quel est le souverain de l'Europe qui peut dire que non seulement dans les temps passés, mais même de nos jours et dans sa propre histoire, on ne trouve pas d'innombrables démentis donnés à ce principe ? L'Angleterre est-elle riche, forte et tranquille ? Est-elle reconnue par toute l'Europe ? Et cependant ce principe inflexible est-il d'accord avec les changemens qu'a dû y subir l'ordre de succession ?

— Ce n'est point moi qui l'ai reconnue, s'écria l'Empereur, je ne réponds point de ce qui ne m'est pas personnel.

— Non, Sire, ce n'est point Votre Majesté; mais c'est Louis XIV, neuf ans après le changement de dynastie en Angleterre.

— Mais après combien d'efforts, Louis XIV s'est-il décidé à cette reconnaissance!

— Oui, Sire, il a fait de grands efforts, et l'Europe n'en fera aucun, parce qu'ils seraient inutiles et dangereux; mais après avoir épuisé sa résistance, ce grand Roi a fini par revenir sur ce qu'il avait d'abord avancé : il a dû céder à la nécessité de la paix, du repos général, intérêt plus puissant que celui d'un principe abstrait. Votre Majesté, comme toute l'Europe, devra s'y résigner également. Pourquoi donc se lier inutilement pour se préparer les embarras d'une rétractation? L'auguste frère de Votre Majesté, l'empereur Alexandre, dont les Français conservent la mémoire, parce qu'au milieu des malheurs d'une invasion, ce fut lui qui éleva la voix en faveur de la France, l'empereur Alexandre lui-même n'a-t-il pas exprimé hautement, en 1814, qu'il venait avec ses armées protéger la liberté de nos décisions? La déclaration du prince Schwartzenberg, en date du 31 mars, ne disait-elle pas en propres termes : « Que Paris se prononce, et l'Europe en armes devient le soutien de ses décisions? » Le Sénat ne déclara-t-il pas ensuite textuellement, le 2 avril, que la France appelait *librement* au trône le roi Louis XVIII? Ce que les souverains réunis ont fait et dit alors, cesseront-ils de le trouver équitable et vrai, seize ans plus tard?

— Je ne sais encore ce que nous ferons, reprit l'Empereur, mais certainement je dirai mon opinion aux autres souverains de l'Europe. Le comte Alexis Orloff doit la porter sous peu à Vienne. Je l'ai écrite hier à Guillaume (son beau-frère, le prince d'Orange), et le roi de Prusse, qui me la demande, ne tardera pas à la recevoir. Nous ne vous ferons pas la guerre; acceptez-en la certitude; mais, si nous reconnaissons jamais ce qui existe chez vous, ce ne sera qu'après nous être concertés.

— Eh bien! Sire, que résultera-t-il d'un Congrès pareil?

— Il ne s'agira point de Congrès; nous avons d'autres moyens pour tomber d'accord que de nous réunir.

— N'importe, Sire, comment s'exprimera ce refus de reconnaissance? Les Puissances feront-elles une déclaration? Qu'elles y prennent garde : une guerre de plume avec la France est

aussi dangereuse qu'une guerre à coups de canon. Ce principe de légitimité, qui sera invoqué et qui vous est cher, gagnera-t-il beaucoup dans le respect des peuples à être analysé, disséqué par nos écrivains, à être combattu par la puissance de tant d'exemples récens? Les publicistes de M. de Metternich sont-ils de force à se mesurer avec les nôtres? Sera-ce l'*Allgemeine Zeitung*, par hasard, qui prétendra diriger la tendance des esprits? La France intellectuelle est aussi forte que le serait la France armée. N'irritons ni l'une ni l'autre. N'en doutez point, Sire, devant le tribunal de l'Europe attentive, les défenseurs de ce dogme seront pulvérisés; car, il ne faut point se le dissimuler, Sire, l'universalité de notre langue et l'habileté de nos écrivains nous rendent les maîtres de l'opinion de l'Europe.

Piqué au vif, l'Empereur se redressait :

— Croyez-vous que j'aie peur de cette guerre de plume? A une pareille distance de vous, ne suis-je pas tout à fait à l'abri?

— Oui, Sire, je connais la puissance et la force de votre immense Empire; aucune agression matérielle n'est possible. Mais si une attaque morale est également peu à craindre à huit cents lieues, pourquoi redouter, à cette immense distance, ce que Votre Majesté appelle un mauvais exemple?

La question restant sans réponse, Bourgoing recourut à d'autres argumens. Il fit valoir l'appui que la nouvelle royauté recevait en ce même moment de la presse britannique, ce qui permettait de prévoir qu'abandonnée ou menacée par les cours du Nord, la France pourrait compter sur l'alliance anglaise. Cette perspective impressionnait l'Empereur; il déclara que « l'amitié et l'alliance de notre pays lui étaient chères, parce qu'il les croyait fondées sur la force des choses, sur l'absence de toute cause de rivalité, sur la communauté d'intérêts et sur l'analogie des caractères nationaux. »

— Alors, Sire, ne nous jetez pas dans l'alliance anglaise, reprit Bourgoing. Que Votre Majesté se rappelle que les Français se sont toujours montrés ses amis.

Touché par ces paroles, l'Empereur tendit la main au chargé d'affaires et dit :

— Je vous répète, mon cher ami, que je ne prendrai aucune détermination isolée; mais, suivant mon invariable coutume,

je dirai ma pensée tout entière. Quant à ce que nous ferons, j'attendrai pour le décider l'avis des autres Puissances, et je coordonnerai ma marche avec la leur.

— Mais, Sire, c'est à Votre Majesté qu'appartient l'initiative; tous les souverains se tournent vers Elle pour lui demander conseil; c'est de sa volonté que tout dépendra. Oui, Sire, c'est vous qui déciderez de la guerre ou de la paix.

— Nous ne vous ferons pas la guerre, et vous ne voyez rien chez moi qui annonce pareille intention.

— Alors, qu'on se garde de nous offenser par quelque déclaration hautaine qui nous mettrait à tous l'épée à la main.

— Soyez sûr que je ne ferai rien que de concert avec l'Europe, reprit l'Empereur.

C'est à cette formule qu'il en revenait toujours, surpris peut-être par le langage du jeune diplomate qui osait lui tenir tête, sans se laisser intimider par la majesté impériale. Comme s'il n'eût su que répondre aux raisons qui condamnaient son intransigeance, Nicolas les écoutait en simulant une bienveillance que démentaient son attitude arrogante et son orgueil d'autocrate, accoutumé à voir tout trembler devant lui.

Cependant parfois, dans cet entretien qui se prolongea longtemps encore, lui échappaient des propos révélateurs de son trouble intérieur et de son désir de rassurer après avoir menacé. Bourgoing ayant exprimé la crainte que l'Autriche ne profitât des circonstances pour susciter des embarras au gouvernement français :

— Ne redoutez aucune agression de sa part, objecta l'Empereur; je sais déjà qu'elle tremble pour elle-même.

— Nous ne sommes cependant une menace pour personne, fit remarquer le chargé d'affaires. Le gouvernement français sera pacifique, uniquement occupé d'une prospérité dont l'éclat croissant suffit à son ambition. C'est seulement dans le cas où les souverains s'allieraient contre nous que nous serions contraints de chercher notre appui parmi les peuples.

A cette déclaration, il ajouta que si le comte de La Ferronnays et le duc de Mortemart étaient à sa place, ils ne tiendraient pas un autre langage que le sien. L'Empereur reconnut que c'était vrai et avoua qu'en écoutant son interlocuteur, c'est eux qu'il avait cru entendre. Mais, il n'en restait pas moins défiant envers le gouvernement de Louis-Philippe. Il le croyait inca-

pable de rendre à la Charte telle qu'elle existait maintenant son autorité et menacé de voir bientôt la République succéder à la royauté. Le débat se rouvrait sur cette question. Il ne cessa que lorsque Bourgoing eut fait remarquer que si les Français eussent voulu adopter la forme républicaine, ils l'auraient proclamée aussitôt après la chute de Charles X.

— Je voudrais, Sire, dit-il en terminant, avoir contribué à changer les dispositions que Votre Majesté m'a exprimées ; je lui aurai du moins rappelé combien ses décisions pèsent dans la balance des événemens, et combien la France continue à compter sur une amitié dont elle connaît tout le prix.

— Je ferai ce que je pourrai, mais n'attendez pas que je sacrifie mon honneur. Le temps, l'avis des autres Cours, la tournure que les choses prendront en France, voilà ce qui pourra me déterminer. Mais, je le répète, je ne transigerai jamais avec mon honneur.

Bourgoing aurait pu objecter qu'il n'existait aucune corrélation entre les événemens de France et l'honneur de Nicolas Ier, qu'ils n'avaient atteint ni de près, ni de loin. Mais, c'eût été prêcher dans le désert ; mieux valait laisser le temps faire son œuvre et le gouvernement de Louis-Philippe, par sa sagesse et sa loyauté, modifier les dispositions de l'Empereur dont le jeune diplomate venait de démontrer avec tant de fougue l'injustice et le danger. Resterait, il est vrai, la question de savoir si la conversion de l'autocrate russe, en admettant qu'il fût capable de se convertir jamais, serait sincère et s'il pardonnerait au gouvernement de Louis-Philippe autrement qu'en apparence, ses origines révolutionnaires.

Cette question, l'avenir seul pourrait la résoudre.

II

Au mois de novembre 1830, quelques semaines après les journées de juillet, l'Europe était en proie à des agitations qui assombrissaient le présent et l'avenir. En Allemagne, les dynasties prenaient leurs précautions contre les velléités libérales des peuples. En Belgique, un mouvement séparatiste contre les Pays-Bas allumait la guerre et enfin, dans la Pologne russe, éclatait à l'improviste une formidable insurrection dont l'Empereur Nicolas se montrait aussi surpris qu'irrité.

Devant le caractère imprévu de ces événemens qui déjouaient toutes ses prévisions et offensaient ses principes, on s'étonne de voir ses dispositions envers la France s'améliorer et de l'entendre parler du roi des Français avec une modération à laquelle ses auditeurs n'étaient pas accoutumés. Recevant le 30 décembre un général français, le marquis de Sainte-Aldegonde, qui, dans les rangs de l'armée russe, s'était battu contre les Turcs, il daignait lui expliquer pourquoi son langage, si malveillant et si sévère au lendemain de la révolution de Paris, s'inspirait maintenant de plus de modération et de bienveillance.

« Mes sentimens et mes principes, disait-il, ne me permettaient pas, dans le premier moment, de voir autre chose qu'une révolution dans la chute du trône de la branche aînée des Bourbons et la violation du principe de la légitimité dans l'abandon des droits du jeune Duc de Bordeaux. Depuis, la lconnaissance plus approfondie des faits et la certitude acquise que Louis-Philippe, en saisissant les rênes de l'État, avait été exempt de toute ambition personnelle et n'avait eu pour but que de sauver la France de la plus cruelle anarchie, qu'il faisait à son pays le sacrifice de la position la plus heureuse et de ses goûts les plus chers, en acceptant une royauté orageuse, ont modifié mes premières impressions, et j'ai dû rendre justice à la sagesse et aux hautes qualités du Roi. J'ai reconnu son gouvernement avec quelque peine, j'en conviens; mais un parti pris chez moi est irrévocable, et Louis-Philippe, Roi des Français, est maintenant pour moi ce qu'était Charles X. Que la France continue à se montrer modérée, que son gouvernement prenne des forces, c'est mon vœu le plus cher, et bien sûrement les relations qui existaient entre les deux Cours se renoueront sous les auspices les plus favorables. »

Il parle longtemps dans ce sens, il affirme qu'il n'a jamais songé à intervenir dans les affaires de la nation française, affirmation qu'il dément lui-même en ajoutant aussitôt « que, membre d'une alliance contractée entre les diverses Puissances de l'Europe pour la conservation de l'ordre établi, il eût été obligé d'intervenir, *même par la force des armes*, contre ceux qui l'auraient mis en danger. » Il se félicite d'avoir à constater que la sagesse du roi a écarté cette terrible éventualité; et il espère que ce péril est définitivement conjuré. Enfin, il exprime

le désir de voir l'ambassade de France, qui n'est plus gérée que par un chargé d'affaires, pourvue d'un titulaire; il souhaite qu'on lui envoie le duc de Mortemart qui a représenté Charles X à Saint-Pétersbourg et qui se rallie au gouvernement de Louis-Philippe. Mais Mortemart voudra-t-il revenir? Le général de Sainte-Aldegonde en donne l'assurance à l'empereur.

— Que le roi me l'envoie donc, reprend Nicolas; ce sera une attention personnelle à laquelle je serai très sensible.

Dans quelle mesure son langage était-il sincère? Est-ce « au caractère personnel de Louis-Philippe, à ses vues sages et généreuses » qu'il faut attribuer le changement qui s'était produit dans la mentalité de l'Empereur? Si ses dispositions étaient devenues à ce point différentes de celles dont Bourgoing avait été le confident, n'est-ce pas plutôt parce que sa politique de principe venait d'être partout mise en échec? Ses alliés n'avaient-ils pas refusé de s'associer à ses tentatives et n'avaient-ils pas reconnu le gouvernement royal? Si Nicolas eût persisté dans son intransigeance, n'aurait-il pas été seul de son avis? D'ailleurs, eût-il été prudent d'offenser la France, alors que la Pologne insurgée se tournait vers elle pour obtenir de l'argent, des munitions, des armes, voire des soldats et qu'en réponse à ces demandes le Cabinet des Tuileries, d'accord avec l'Angleterre, refusait d'intervenir dans cette tragique querelle autrement que comme médiateur, bien qu'il fût poussé à une intervention militaire par l'attitude belliqueuse de la presse et de la population de Paris? Il semble bien que voilà tout le secret de la métamorphose apparente et momentanée de Nicolas Ier. Ce qui justifie cette opinion, c'est la preuve faite, ainsi qu'on le verra plus loin, que, quoi qu'il en eût dit, il ne pardonna jamais à Louis-Philippe d'occuper la place du Duc de Bordeaux et au peuple français d'avoir formé des vœux en faveur de l'insurrection polonaise.

Cette insurrection a eu de trop nombreux historiens pour qu'il y ait lieu d'en décrire après eux les péripéties. Mais nous devons en retenir ce qui dévoile dans le souverain russe un autocrate que toute résistance à sa volonté exaspère jusqu'à la fureur, jusqu'à étouffer en lui le sentiment de pitié et de miséricorde que lui suggèrent parfois les infortunes d'autrui.

A la première nouvelle du mouvement séditieux de Varsovie et quand la lenteur des communications ne permet pas encore

d'en soupçonner la gravité et d'y voir autre chose qu'une émeute, l'Empereur parle de l'événement avec plus de tristesse que de colère, mais en en parlant, il s'excite et, lorsque la vérité lui est révélée, il donne libre cours à son irritation. Le discours qu'il tient au général de Sainte-Aldegonde dans l'audience dont nous avons parlé ci-dessus marque la marche ascendante de son irritation. Il craint qu'en France on ne comprenne mal la cause polonaise, et que l'appel fait aux sentimens et aux souvenirs des Français ne retentisse dans ce pays de manière à compliquer cette question et à exalter les espérances de ses sujets révoltés.

« Un sentiment de nationalité ne peut qu'être honorable, avoue-t-il, et je suis loin d'en vouloir aux Polonais de désirer le rétablissement de ce qui constituait leur patrie aux plus beaux temps de leur histoire; mais la réalisation de cette idée n'est qu'un rêve glorieux, d'une exécution impossible et propre à précipiter leur pays dans des malheurs effroyables. Comment, dans leur chimérique espoir, les Polonais croient-ils pouvoir déterminer les autres Puissances à faire le sacrifice des provinces acquises par des traités? Lors même que je consentirais à détacher de l'Empire ce qui leur a appartenu, et si je le tentais, ma famille et moi disparaîtrions dans une tempête. Trois millions d'hommes enclavés entre l'Autriche, la Prusse et la Russie peuvent-ils opérer ce prodige?

« Leur position comme peuple est malheureuse, j'en conviens; mais qu'on ouvre leur histoire et qu'on voie si jamais peuple fut plus ennemi que les Polonais de sa propre indépendance. Après la guerre de 1814, mon frère Alexandre a trouvé la Pologne n'ayant pas même de nom, épuisée d'hommes et d'argent pour une cause qui n'était pas la sienne. L'empereur Alexandre a rendu aux Polonais leur nationalité, il leur a donné des institutions que n'avaient pas même ses peuples. Il a créé pour eux un bonheur matériel positif qu'atteste l'état du pays, et il a poussé la générosité jusqu'à les armer, en excluant tous les Russes de leurs rangs et de leur administration. Pas un denier n'a été distrait des caisses de Pologne pour des intérêts russes. Tout enfin a été fait pour les rendre heureux, en ménageant, en toute circonstance, leur amour-propre national.

« J'ai constamment cherché à réformer chez eux les abus inséparables de toute institution humaine; dans mes différens

voyages en Pologne, j'ai interrogé les principaux d'entre eux et je les ai encouragés à me dire toute la vérité. Ils m'ont dit qu'ils étaient contens de leur sort et qu'ils n'avaient rien à désirer. Jugez, mon cher général, quelles ont dû être ma douloureuse surprise et mon indignation, en les voyant entrer en révolte ouverte et préluder à leurs projets par le meurtre et l'assassinat. Les Polonais sont à la fois bien fous et bien coupables. Ils ont méconnu mon caractère : cependant je suis juste et clément; je saurai distinguer les innocens des coupables, et, sur toutes choses, *je n'oublierai jamais, quelle qu'ait été la conduite des Polonais à mon égard, que j'ai juré de conserver les institutions données par mon frère*. Le glaive est suspendu sur leurs têtes. Des forces immenses marchent contre eux et vous savez quelle est l'animosité des Russes à leur égard. Qu'ils y prennent garde et qu'ils sachent profiter du temps qui leur est encore laissé ! »

Il y avait beaucoup de vrai dans cette lamentation menaçante. Mais Nicolas oubliait que l'empereur Alexandre, après avoir tiré la Pologne de son néant, après l'avoir dotée d'institutions libérales et d'une constitution, en avait lui-même détruit les heureux effets par un acte additionnel qui ajournait indéfiniment la convocation des États, restreignait la liberté de la presse et donnait à la police des pouvoirs illimités ; il oubliait que le grand-duc Constantin, gouverneur de la Pologne, avait lassé l'armée, l'aristocratie, la population, par le caractère capricieux, brutal, fantasque de son gouvernement, par les persécutions exercées contre les catholiques et par la liberté qu'il laissait aux exécuteurs de ses ordres de les dénaturer en les aggravant ; il oubliait enfin l'inextinguible patriotisme de la nation polonaise, les souvenirs prestigieux de son indépendance, sentiments que n'avaient pu effacer ni de longs malheurs, ni les bienfaits d'un bien-être matériel. Tant que cette indépendance, ce droit naturel des peuples de disposer d'eux-mêmes ne lui seraient pas rendus, elle se considérerait comme asservie et son patriotisme saisirait toutes les occasions de se manifester. A l'heure où il éclatait dans la Pologne russe, les deux autres puissances copartageantes, la Prusse et l'Autriche, en étaient à se demander si, comprimé depuis le partage, il n'allait pas se réveiller sur les territoires qu'elles détenaient et si les Polonais soumis à leur domination ne suivraient pas l'exemple de Var-

sovie. Elles avaient toujours blâmé les réformes libérales accordées par Alexandre à la Pologne. L'Autriche, après avoir tenté vainement de les paralyser, avait maintes fois prédit qu'elles auraient des conséquences funestes. Maintenant que ses prédictions se réalisaient, son ambassadeur en Russie, le comte de Ficquelmont, les rappelait et triomphait.

« Il m'a dit à moi-même, écrivait Bourgoing, mais en y mettant toutefois cet esprit de douceur et d'humanité qui forme le fond de son caractère personnel au milieu des opinions plus exagérées du cabinet qu'il représente, qu'avec des idées de philanthropie générale, on pouvait avoir telle ou telle manière de voir sur le partage de la Pologne; mais que, pour les trois Puissances partageantes, c'était un fait accompli, sur lequel elles n'avaient plus à revenir et qui rentrait dans tous les cas de conquêtes dont l'histoire des nations présente de si nombreux exemples; que, partant de cette base, on devait trouver que l'empereur Alexandre avait agi avec une grande imprudence en donnant à une nation asservie une ombre d'existence politique, qui ne faisait qu'entretenir sa nationalité et ses espérances, d'y avoir joint une armée séparée, et enfin une Constitution. »

Dans cette opinion du cabinet de Vienne conforme à celle du cabinet de Berlin, Nicolas, s'il eût eu besoin d'être encouragé à réprimer sans pitié l'insurrection polonaise, aurait puisé toute l'énergie nécessaire. Mais un tel excitant lui était inutile. Celui qu'il trouvait dans le sentiment de sa cour lui suffisait. Lorsque, n'ayant pas encore mesuré la gravité de l'insurrection, il faisait dire aux Polonais que, s'ils se soumettaient sans délai, il pardonnerait, les courtisans murmuraient : « Il faut en finir une bonne fois pour toutes avec ces gens-là, » et l'un d'eux aggravait la menace en disant : « La guerre qui commence sera dure. Mais une seule chose m'épouvante, c'est la clémence de l'Empereur. »

Sa disposition à la clémence avait été de courte durée. Elle résultait de la lenteur qu'avaient mise à lui parvenir les nouvelles de l'insurrection et la certitude bientôt acquise que le grand-duc Constantin en était la cause première :

« Par son manque de véritable énergie et de courage personnel, il a tout perdu, après avoir tout compromis, mandait encore Bourgoing à son ministre, le général Sébastiani. Les

généraux russes et polonais lui ont proposé de se mettre à la tête des troupes et de rentrer à Varsovie, en garantissant que l'ordre serait promptement rétabli. Des personnes sont même venues de la ville pour le déterminer à y rentrer à main armée, avec l'appui d'un parti nombreux. Mais il est resté sourd à toutes les représentations, et s'est constamment refusé à une résolution qui, prise dès l'origine, aurait, selon toute apparence, empêché le renversement de l'ordre établi. Ces nouveaux torts du grand-duc ont porté à l'extrême l'opinion défavorable qu'on a de lui. »

Elle n'était que trop justifiée. Pendant sept jours, la famille impériale avait été absolument sans nouvelles ; dix autres jours s'étaient écoulés encore sans autres renseignemens que les lettres du grand-duc lui-même, écrites sans ordre et sans précision, arrivant par des courriers auxquels était interdit expressément, ainsi qu'à toutes les personnes de la suite, d'écrire une seule ligne à Saint-Pétersbourg.

On apprenait, en outre, que le grand-duc s'était enfui de son palais avec tant de précipitation qu'il n'avait pas eu le temps d'emporter ni de détruire ses archives particulières où se trouvait la volumineuse correspondance de l'Empereur, témoignage touchant de la déférence qu'il témoignait à ce frère dont il occupait la place, en lui communiquant les rapports diplomatiques venus de l'étranger, et même en le consultant. On pouvait donc craindre que des secrets d'État ne fussent tombés aux mains des insurgés.

Néanmoins, si graves qu'eussent été les torts du grand-duc, l'Empereur lui prodiguait dans ces douloureuses circonstances les égards les plus affectueux. Des missions d'information, des secours de tout genre se succédaient de jour en jour. Il poussait la sollicitude jusqu'à faire envoyer à la princesse de Lowics, qu'on disait dénuée de tout après sa fuite de Varsovie, des vêtemens choisis par l'Impératrice parmi les siens. Mais ces témoignages de tendresse fraternelle n'empêchaient pas l'Empereur de reconnaître les torts de son frère et d'en conclure que le grand-duc devait être éloigné de toute participation au gouvernement de la Pologne, comme aux opérations militaires qui se préparaient. Il désignait les commandans d'armée sans le consulter, et lui envoyait le comte Alexis Orloff pour lui exposer les raisons qui ne lui permettaient pas de le maintenir à la

tête des troupes. Avec tous les ménagemens nécessaires, Orloff devait faire entendre au grand-duc que les circonstances lui imposaient une retraite momentanée. Comme l'état actuel des esprits dans presque toute l'Europe rendait inopportun un voyage à l'étranger, comme, d'autre part, sa présence à Saint-Pétersbourg présenterait en un tel moment de graves inconvéniens, l'Empereur lui conseillait de se retirer dans l'une des provinces méridionales de la Russie et mettait à sa disposition la maison de campagne bâtie par le tsar Alexandre à Batchi-Saraï, sur les bords de la Mer-Noire.

Au moment où l'envoyé impérial quittait la capitale pour remplir cette mission délicate, le maréchal Paskéwitz y arrivait à l'improviste, rappelé du Caucase pour prendre le commandement suprême des troupes envoyées contre les rebelles. Choisies parmi celles qui avaient fait la guerre de 1828 contre les Turcs, elles formaient un corps d'élite considérable où figuraient les cosaques du Don, la garde impériale, infanterie et cavalerie, les chevaliers-gardes, toute une armée redoutable, non que Nicolas crût à la nécessité d'un tel déploiement de forces pour écraser l'insurrection, mais parce qu'il espérait que, devant des mesures énergiques, le mouvement séditieux s'arrêterait, illusion passagère qui serait devenue dangereuse si elle se fût prolongée, mais qu'il ne conserva que durant peu de jours.

Il complétait les précautions militaires par des démarches diplomatiques auprès des grandes cours, afin de les convaincre de la légitimité de son attitude. Le succès de ces démarches étant assuré à Vienne et à Berlin, il les poursuivait plus activement à Paris et à Londres. Il savait que le gouvernement provisoire de Pologne s'était adressé à l'un des membres les plus influens du cabinet français pour faire valoir ses titres non pas seulement à l'appui moral, mais aux secours effectifs de la France. Après avoir évoqué les souvenirs de gloire commune et de fraternité d'armes de vingt années, les Polonais avaient demandé si la France les laisserait succomber dans une lutte inégale, entreprise tout entière dans ses intérêts.

« Voilà deux fois, avaient-ils ajouté, que nous nous sacrifions pour vous, Français! Nous détournons maintenant l'orage qui allait fondre sur vos têtes : laisserez-vous tomber les nôtres sous le glaive vengeur des Russes? »

Bien qu'il fût difficile de comprendre en quoi l'insurrection

de Varsovie constituait un sacrifice fait par la Pologne à la France, l'argument habilement colporté par les amis des insurgés contribuait à rallier à leur cause l'opinion française; ce n'était pas trop de l'énergie du gouvernement de Louis-Philippe pour résister à l'entraînement auquel on voulait l'associer. Il s'y employait de son mieux et si loyalement que Nicolas, tenu au courant des incidens de cette lutte, lui fera exprimer par Nesselrode, le 4 mai 1831, la reconnaissance qu'éveille en son cœur la politique du roi dont le duc de Mortemart, ayant accepté de retourner à Saint-Pétersbourg, sera l'interprète éloquent et autorisé.

Nommé pour la seconde fois ambassadeur de France auprès du tsar, ce brillant gentilhomme, à peine âgé de quarante ans, s'était mis en route dès le commencement de janvier, malgré les rigueurs de l'hiver, muni d'instructions très précises, conçues dans un esprit amical pour la Russie. Nous en trouvons la confirmation dans les dépêches qui lui furent adressées ultérieurement :

« Vous êtes autorisé, lui écrira-t-on au mois de mars, à dire et à répéter, aussi souvent et aussi nettement que vous le jugerez nécessaire pour en donner au Cabinet russe la conviction pleine et entière, que notre sincère désir est de contracter avec lui une union aussi intime, aussi complète qu'il pourra le souhaiter. Vous ajouterez que notre armée est déjà constituée de manière à donner un très haut prix à notre amitié. »

Dans ce langage d'une sincère cordialité, l'Empereur pouvait voir la preuve qu'entre la France et lui la question polonaise ne créerait aucune difficulté, à la condition qu'une fois maître de l'insurrection il userait de clémence envers les coupables. Il aurait pu s'en mieux convaincre encore si Mortemart, en arrivant à Saint-Pétersbourg, lui avait raconté l'incident survenu durant son voyage et dont une lettre, datée de Kœnigsberg le 28 janvier, nous a conservé le récit. Arrêté dans cette ville par les neiges qui tombent en abondance et rendent impraticables les chemins, il profite de cet arrêt forcé pour faire connaître à son gouvernement que sur la frontière du duché de Posen, il a rencontré un envoyé du prince Czartoryski venu secrètement au-devant de lui. Le personnage, par ses discours et par les pièces justificatives de sa mission, lui a prouvé qu'il est digne de confiance; du reste ils se sont vus à

Paris chez la princesse de Beauvau, sœur de Mortemart; celui-ci l'écoute avec un bienveillant intérêt.

Par l'intermédiaire de cet envoyé, les Polonais demandent des secours à la France, à quelque prix que ce soit : s'ils ne peuvent être en hommes, au moins en argent, en officiers et en armes surtout. Si la France ne les secourt pas, ils seront, à la fin, refoulés jusqu'au Rhin où elle regrettera d'avoir laissé détruire cette précieuse avant-garde. Il n'y a plus de paix, ni de traité possibles entre eux et les Russes. La Diète a nommé Michel Radzivill chef de l'armée et proposé la déchéance de l'empereur Nicolas, comme roi de Pologne, qui doit être votée maintenant.

A cet exposé d'une situation désespérée dont Mortemart dans sa lettre ne donne qu'un résumé, il répond que la France, fidèle au principe de non-intervention qu'elle exige pour elle, le suivrait envers toutes les puissances et que son affection pour les Polonais leur garantit tous ses bons offices; tous les efforts de l'amitié seront tentés pour les tirer du précipice où de mauvais conseillers les ont précipités.

« L'envoyé est convenu des mauvais conseils, mais comme il voulait espérer dans un changement de système chez nous, je lui fis voir qu'un autre ministère ou même un autre gouvernement, quand même il le voudrait, ne pourrait rien en leur faveur. Il le reconnut avec des démonstrations de violent désespoir qui me fendaient le cœur.

— Eh bien ! me dit-il, peut-être le temps sera notre sauveur; nous lutterons pendant une campagne; que la France nous donne seulement un des guerriers expérimentés de Napoléon. Nous n'en avons pas un seul.

— La France a des devoirs qui ne lient pas absolument tous ses enfans, repris-je, mais ne comptez pas sur ceux qui viendraient pour vous sauver.

— Voulez-vous nous servir? me dit-il avec feu. Élève de Napoléon, tous vos anciens frères d'armes polonais comptent sur vous.

— Ils ont raison; après avoir rempli mon devoir envers ma patrie, je sacrifierais volontiers le reste de mon sang pour les sauver; mais je suis trop leur ami pour les seconder dans une lutte impossible, commencée sous de fâcheux auspices et qui ne leur laisse que la chance de traiter honorablement.

— Il n'y a pas de confiance à avoir dans le caractère de l'Empereur! reprit alors l'envoyé.

— Vous avez tort, lui dis-je; moi, je crois que c'est là votre seule ressource, et je vous offre tous mes bons offices, de la part du Roi, et mon peu de crédit près de ce souverain, pour tirer le meilleur parti de votre affreuse position.

— Nous combattrons, nous nous ensevelirons sous nos ruines; nous avons 120 000 hommes.

Mais Mortemart tenait pour certain que l'armée polonaise n'en comptait que 30 000 en état de combattre; le reste n'était que des levées sans instruction militaire et sans armes. L'envoyé comprenant que son interlocuteur en savait autant que lui n'insista plus; il se contenta de lui recommander les intérêts de son pays et le pria de ne pas le compromettre. Ce fut le dernier mot de cet entretien. Si pénible qu'il eût été pour l'envoyé polonais, il avait eu du moins l'avantage de préciser ce que le gouvernement provisoire de Varsovie pouvait attendre de la France.

Rendu à Saint-Pétersbourg, Mortemart se hâtait d'exécuter les instructions qu'il avait emportées de Paris et celles qu'il en recevait. Il s'efforçait de savoir quel sort l'Empereur réservait à la Pologne; d'accord avec son collègue d'Angleterre, il rappelait à Nesselrode que les puissances, à Vienne en 1815, s'étaient portées garantes des institutions accordées aux Polonais par l'empereur Alexandre, et que cette décision devait être respectée. On lui promettait qu'elle le serait. Mais il soupçonnait que l'on promettait avec l'arrière-pensée de ne pas tenir, et que l'Empereur, redoutant de paraître faible, repousserait toutes les tentatives d'arrangement, si les Polonais ne faisaient pas le premier pas. Fuyant le monde, recherchant la solitude, gémissant sur le sang versé, mais irrité par la résistance des insurgés, il semblait avoir oublié l'engagement pris par lui de maintenir les institutions qui naguère avaient assuré à la Pologne une indépendance relative. Les conseils de modération qui lui venaient de France le mettaient hors de lui. Ils étaient cependant ceux d'un ami et emplis de sagesse. Le gouvernement français écrivait à son ambassadeur :

« Nous souhaitons que l'empereur Nicolas, fidèle aux inspirations de son noble caractère, use de clémence envers les vaincus. L'Europe entière a les yeux fixés sur lui; elle en attend un

grand exemple de modération, et jamais plus belle occasion ne pourra s'offrir à lui d'ajouter encore à cette réputation de sagesse et de bonté qu'il a si justement acquise. En France où tant de sympathie existe pour la Pologne, on appréciera mieux que partout ailleurs la magnanimité impériale. »

Nicolas n'était plus en état d'entendre un pareil langage ; il en faisait un grief à ceux qui le lui tenaient et les rendait responsables de l'attitude de la presse française dont les attaques virulentes déchaînaient en lui plus de colère que ne lui avait d'abord causé de satisfaction la conduite amicale et loyale du cabinet de Paris. Un moment apaisées, ses vieilles rancunes contre « le gouvernement usurpateur » renaissaient, reprenaient toute leur âpreté. Alors qu'en Pologne, les événemens auraient dû absorber ses préoccupations, les émeutes parisiennes contre lesquelles Louis Philippe, appuyé sur l'armée et la garde nationale, luttait victorieusement, lui suggéraient des remarques injustes, des critiques offensantes, des récriminations pleines d'amertume que Nesselrode, écho fidèle du maître et exécuteur servile de ses volontés, répétait à Mortemart. L'ambassadeur répliquait durement et fièrement, allant jusqu'à dire un jour à Nesselrode, qu'il serait bon que le gouvernement impérial cessât de se mêler de ce qui ne le regardait pas.

« Mais savez-vous, observa le chancelier, que depuis quelque temps, nous nous apercevons qu'on veut nous exclure tout doucement des affaires de l'Europe?

— Comment! s'écria Mortemart, vous ne faites que vous en apercevoir! Eh bien! je vous déclare que depuis fort longtemps, on trouve que vous voulez trop faire sentir partout votre influence.

— La France n'a pas eu à s'en plaindre; l'empereur Alexandre a bien défendu ses intérêts.

— Il ne s'agit pas de ces temps-là, reprit Mortemart; la France ne se plaint pas; elle vous tend la main, apprécie votre amitié, désire votre alliance, mais ne veut pas qu'on se mêle de ses affaires, pas plus qu'elle ne se mêlera des vôtres et prétend, dans tous les intérêts communs, user de l'influence qui lui est due.

Ainsi le conflit entre Paris et Saint-Pétersbourg, bien qu'intermittent, ne s'apaisait pas, et la durée de l'insurrection polonaise n'était pas faite pour en atténuer la gravité.

III

Sur les raisons qui, au lendemain de la chute de Charles X et dès les débuts de l'insurrection polonaise, avaient si visiblement assombri le caractère de l'Empereur, venait, au mois de juin 1831, s'en greffer une autre, propre à lui faire croire que la protection céleste se détournait de lui et qu'après lui avoir prodigué ses bienfaits, le ciel ne lui réservait plus que des rigueurs. Venu des contrées asiatiques, répandant la mort sur son passage, le choléra avait franchi les cordons sanitaires et faisait son apparition à Saint-Pétersbourg; il trouvait la capitale toute désorganisée et impuissante à le combattre. En peu de jours, le nombre des décès s'élevait quotidiennement à plusieurs centaines, au grand effroi de la population. Fataliste à l'excès, ignorante et crédule, répugnant aux précautions qu'on s'efforçait de lui prescrire, elle ajoutait foi aux rumeurs qui circulaient dans la capitale et présentaient l'épidémie comme un prétexte utilisé par le gouvernement impérial pour se débarrasser des individus suspects et des condamnés qui encombraient les prisons.

A la fin de juin, des bandes commençaient à parcourir la ville, la menace aux lèvres et dans les yeux, affirmant que les prétendus malades n'étaient que des prisonniers, des prisonniers aussi les prétendus morts. « Il en est, disait-on, qu'on enterre vivans; on en a vu se relever dans leur cercueil. » Ces propos ameutaient une foule de plus en plus irritée. Le 3 juillet, à l'approche de la nuit, elle forçait les portes des hôpitaux, envahissait les salles, brisait les vitres, assommait les médecins et les gendarmes, arrachait les malades de leur lit en leur déclarant qu'ils se portaient bien et sans même s'apercevoir qu'elle en tuait plusieurs par ces violences. Tandis que ces scènes se déroulaient dans les salles, la populace restée au dehors mettait en pièces les voitures d'ambulance et, pour les inutiliser, éventrait les chevaux. Pour couper court à ces désordres, il fallut braquer les canons sur les émeutiers. Ils se dispersèrent dans la nuit. Mais, le lendemain matin, les bandes se reformaient et recommençaient à circuler en réclamant l'Empereur.

A l'apparition du fléau, Nicolas, qu'on voudrait voir plus vaillant devant le péril, s'était hâté de quitter la capitale avec sa

famille et de se réfugier à Péterhof où Nesselrode l'avait rejoint, accompagné de quelques secrétaires de la chancellerie. A l'abri d'un cordon sanitaire rigoureusement maintenu, il y attendait pour revenir que l'épidémie cessât ses ravages. Mais averti de ce qui se passait, il dut se décider à quitter pour quelques heures sa retraite où lui était parvenue, peu de jours avant, la nouvelle de la mort de son frère Constantin. Atteint du choléra à Witepsk sur la route de Saint-Pétersbourg, le Grand Duc avait succombé presque subitement, délivrant l'Empire d'un prince embarrassant et incommode, cause principale des complications polonaises qui aggravaient le mécontentement populaire.

Le premier contact de l'Empereur avec la foule eut lieu devant l'église de la Sennoï, où elle s'était massée. A une heure de l'après-midi, il apparaît sur la place, dans une voiture découverte attelée de quatre chevaux de front. Le prince Mentchikoff est assis à côté de lui et plusieurs aides de camp forment l'escorte. En apercevant le tsar dont le visage convulsé trahit la colère, cette foule immense l'acclame. Mais, loin d'apaiser le souverain, les cris augmentent son irritation. Debout dans sa calèche, il apostrophe furieusement ceux qui viennent de l'acclamer.

« Que venez-vous faire ici? Votre place est dans vos maisons, et non dans les rues. Avez-vous donc envie de suivre l'exemple des Français et des Polonais? Prenez-y garde, je veille sur vous et de terribles châtimens vous attendent si vous méconnaissez ma voix et si vous ne rentrez pas dans l'ordre à l'instant même. Quel est l'objet de ces rassemblemens? Prétendez-vous vous révolter contre le ciel qui nous afflige et nous punit? C'est Dieu qui nous envoie le choléra. Vous dites qu'il n'existe pas; moi, je suis payé pour y croire. Ne vient-il pas de m'enlever mon frère chéri, Constantin? Il est mort et je le pleure. » Ici, les sanglots de l'Empereur lui coupent la voix; il baisse la tête en couvrant de ses mains tremblantes son visage sillonné de larmes. Dominant ensuite son émotion, il reprend : « Votre désobéissance me fend le cœur; elle me tue. Voulez-vous me faire mourir aussi? » Il se tourne vers l'église, ôte son chapeau et fait à plusieurs reprises le signe de la croix. Puis, il s'éloigne pour renouveler sur d'autres points la même scène, laissant agenouillée derrière lui la populace à laquelle il vient de parler.

Le souvenir que nous évoquons ne laisse pas d'être impres-

sionnant, mais il le serait davantage si, dans les propos de Nicolas Ier, dans ses pleurs, ses soupirs et ses gestes, nous n'étions pas tentés de soupçonner une part de mise en scène et de comédie, destinée à émouvoir les spectateurs et à les ramener dans le devoir sans user de rigueur. En tout cas, il n'y avait pas réussi. Le lendemain, les troubles se renouvelèrent; des Polonais ou soi-disant tels furent massacrés, et l'ordre ne revint que lorsque le général Orlof eut été chargé de le rétablir. Quant à l'Empereur, après deux ou trois nouvelles et rapides apparitions à travers la capitale, en compagnie d'un aide de camp et de son médecin de confiance, il rentrait à Peterhof où il continua à se rendre inaccessible sous la protection du cordon sanitaire formé autour du palais.

Au cours de ces péripéties, le corps diplomatique avait été abandonné à lui-même, ce qui n'était pas sans danger dans une ville menacée de pillage et où les autorités, écrit un témoin, avaient perdu la tête. Le trait suivant permet de se figurer leur désarroi. Un domestique de l'ambassade de France ayant succombé, l'ambassadeur avait demandé un cercueil à la police. « Jetez votre mort dans la Neva, lui fit-elle dire; si vous exigez un cercueil, la police ne répond de rien. »

Ce qui était plus grave, c'est que les négociations relatives à la Pologne avaient été suspendues; les appels à la clémence adressés au tsar par la France et l'Angleterre ne recevaient pas de réponse, alors que l'écrasement de l'insurrection étant devenu inévitable par suite de la marche victorieuse de l'armée russe sur Varsovie, les deux puissances avaient hâte de connaître les intentions du cabinet de Saint-Pétersbourg. Poussés à bout par le silence qu'il s'obstinait à garder envers eux, les ambassadeurs prirent une résolution énergique. Mortemart écrivit en leur nom à Nesselrode pour lui demander une audience, en ajoutant que, si elle lui était refusée, le corps diplomatique quitterait la capitale où sa présence était inutile, puisqu'il ne pouvait voir ni l'Empereur ni ses ministres. La menace produisit l'effet qu'on en attendait. Mortemart fut prévenu que le chancelier le recevrait le jour suivant au palais d'Yélagine. C'est là qu'ils se virent, non dans le palais, mais en plein air, séparés l'un de l'autre par une allée des jardins, gardée militairement comme cordon sanitaire. En son nom et au nom de son collègue anglais, l'ambas-

sadeur formula de nouveau sa requête. Nesselrode se déroba.

— Laissez faire l'Empereur, vous serez content de sa modération.

Sa réponse ne fut que le développement de ce thème; il était èvident qu'il ne voulait pas engager l'avenir. A l'issue de cet entretien, Mortemart écrivait à sa cour : « Je ne crois plus aux paroles de l'Empereur. Si vous le laissez faire, la Pologne est anéantie, car la haine est à son comble dans le cœur du souverain et le désir de la vengeance extrême dans la nation. »

A quelques jours de là, alors que le représentant de la France se préparait à partir pour Paris, une seconde conversation avec Nesselrode lui prouvait qu'il ne s'était pas trompé dans son jugement. Le chancelier lui laissait entendre que l'Empereur « était inabordable sur la question polonaise. »

— Nous ne voulons ni bons offices, ni intervention, déclara-t-il; cela ne regarde que nous.

— Songez bien à votre réponse, s'écria Mortemart. Mon intention est de la porter moi-même à Paris.

— Mais vous ne partez pas dans l'intention de nous brouiller? demanda Nesselrode tout ému.

— J'ai fait trop de sacrifices dans un esprit contraire pour que vous puissiez me supposer un tel but. Je ferai tout jusqu'à la fin pour prévenir une rupture. Mais je veux savoir si nous pouvons compter sur la clémence de l'Empereur et sur l'observation du traité de Vienne.

— Mais assurément, promit le chancelier.

Promesse fallacieuse qui ne convainquit pas Mortemart et pas davantage le baron de Bourgoing qu'en partant pour Paris, le 31 août, il laissait derrière lui comme chargé d'affaires.

« Nous n'avons à attendre de l'Empereur que les dispositions les plus défavorables, écrivait celui-ci, et les jugemens les plus partialement erronés. Il ne connaît ni ne comprend la France; les idées les plus opposées au véritable état des choses sont les seules qu'il admette. Heureusement que l'éloignement des deux pays rend ces dispositions inactives et que, par conséquent, nous avons peu de souci à en prendre. »

La suite des événemens met en lumière la perspicacité des deux diplomates français. Le 17 septembre, le canon de la forteresse de Saint-Pétersbourg annonce aux habitans de la capi-

tale l'entrée des Russes à Varsovie et la défaite définitive des insurgés polonais. Que devient alors l'engagement pris par Nicolas d'observer le traité de Vienne et de maintenir les institutions créées en Pologne par son frère Alexandre ? Que devient sa promesse d'user de clémence envers les coupables et de modération dans le châtiment ? Il décrétera une amnistie, mais tant de cas individuels en sont exceptés que c'est comme si elle n'existait pas. Irrité contre Bourgoing qui a refusé d'assister au *Te Deum* chanté pour célébrer la prise de Varsovie, contre le gouvernement français qu'il soupçonne d'avoir facilité à l'industrie privée des envois d'armes aux insurgés et plus encore contre ceux-ci qui ont osé lui résister pendant près d'une année, il oublie toutes ses promesses et, convaincu que la France ni la Grande-Bretagne ne lui feront la guerre, que la Prusse et l'Autriche lui resteront fidèles, il assouvit sa colère par des châtimens impitoyables : confiscations de biens, déportations en Sibérie, emprisonnemens, et par la destruction totale de ce qui constituait l'autonomie polonaise. La Pologne ne sera plus désormais qu'une province russe gouvernée avec la dernière rigueur et à qui tout a été enlevé, tout jusqu'aux souvenirs matériels de sa glorieuse histoire. En 1836, le baron de Barante, alors ambassadeur de France en Russie, constatait le dépouillement.

« Les drapeaux pris sur les Polonais sont suspendus aux piliers de Notre-Dame de Kasan ; à Pétersbourg, les clés de Modln sont posées sur le tombeau du grand-duc Constantin, le Kremlin est plein des trophées de cette guerre : la suite des portraits des rois de Pologne, une série de bustes en bronze des Polonais illustres, les insignes du couronnement, le trône de Pologne, rien n'a été laissé à Varsovie (1). »

Du reste, bien des années après la campagne de 1831, l'Empereur en parlait comme d'un des plus beaux triomphes de son armée et comme de la gloire de son règne. Mais presque toujours, il s'emportait en en parlant contre ce qu'il appelait l'ingratitude des Polonais, et, s'il en voulait tant à la France, c'est qu'à ses yeux, elle avait été leur complice.

Ainsi s'expliquent la durée et la vivacité de son ressentiment qu'à plusieurs reprises, on vit s'exercer contre Louis-Philippe

(1) *Souvenirs du baron de Barante*, tome V, Paris, Calmann-Lévy frères, éditeurs.

sous les formes les plus capricieuses, tantôt aggravées par des procédés nettement discourtois, tantôt atténuées par des témoignages inattendus d'intérêt et même d'amitié. C'est ainsi, par exemple, que lorsque nos ambassadeurs successifs, le duc de Trévise, le maréchal Maison, le baron de Barante, ne peuvent obtenir de réponse à leurs demandes touchant les points les plus essentiels de leur mission, ils sont comblés d'attentions et de prévenances. Lorsque Louis-Philippe, à diverses reprises, échappe aux attentats dirigés contre sa personne, l'Empereur fait parvenir aux Tuileries les félicitations les plus affectueuses, ce qui ne l'empêche pas de se plaindre amèrement de l'esprit révolutionnaire qui règne en France, d'accuser le Roi de ne rien faire pour l'empêcher de se développer.

Dans une autre circonstance, aux grandes manœuvres de Tsarskoé-Selo, il distingue parmi les officiers étrangers le vicomte de Quinemont, attaché militaire à la légation de France à Copenhague. Après un exercice d'artillerie, il galope vers lui et l'apostrophe en ces termes :

« Eh bien! mon camarade, comment trouvez-vous cela? J'espère que ces pièces-là ne tireront jamais contre des pièces françaises, Dieu nous préserve de la guerre; mais si, par malheur, nous l'avions, je voudrais voir les Français et les Russes marcher ensemble; rien ne tiendrait contre nos deux armées. »

Voilà des propos bien faits pour flatter l'orgueil français et que celui à qui ils s'adressent est heureux d'entendre dans la bouche de l'Empereur. Mais, l'année suivante, c'est un autre son de cloche qu'entend l'ambassadeur d'Angleterre, lord Durham. Nicolas lui parle avec beaucoup d'aigreur de la France et de son Roi. Il ajoute, il est vrai, que n'ayant rien à craindre d'eux, son opinion personnelle ne doit donner aucune inquiétude quant au maintien de la paix en Europe et que, tant que les circonstances seront les mêmes, il entretiendra avec Paris des relations loyales et suffisantes.

Il était alors de fort méchante humeur. L'année précédente, deux des fils de Louis-Philippe, le Duc d'Orléans et le Duc de Nemours, avaient été reçus à Vienne et à Berlin, quoique Nicolas eût laissé entendre à ses deux alliés que faire accueil aux jeunes princes serait à ses yeux une atteinte au principe de la légitimité. Nen seulement ils avaient été reçus, mais leur suc-

cès avait été complet. « Le Duc d'Orléans nous a tous subjugués, » mandait Guillaume de Prusse à sa sœur l'impératrice de Russie. A Vienne, des négociations s'étaient engagées en vue du mariage du prince royal avec une archiduchesse. Ce projet ne s'étant pas réalisé, il prenait pour femme, un an plus tard, la princesse Hélène de Mecklembourg-Schwerin, au grand dépit de l'empereur Nicolas, qui ne comprenait pas qu'une famille régnante d'Allemagne eût consenti à s'unir à la famille de Louis-Philippe. De là, contre la France, une animosité plus grande, que personne à la Cour de Russie n'essayait de contrarier, non que le monde des courtisans nous fût hostile, mais parce que l'on était convaincu qu'on ne parviendrait pas à guérir l'Empereur de la passion haineuse qu'il nourrissait contre le successeur de Charles X.

Elle éclata sans retenue au mois de février 1848, lorsque l'Europe apprit avec autant d'émoi que de surprise la chute de Louis-Philippe et la proclamation de la République. Nicolas ne cache pas sa satisfaction. Quoiqu'il pense que la révolte d'un pays contre son souverain est d'un mauvais exemple pour les autres, il se félicite de celle des Parisiens comme de l'instrument qui vient d'abattre l'objet de son inimitié personnelle et, en vengeant Charles X, de préparer peut-être le retour de la monarchie légitime. Mais sa joie s'évanouit bientôt pour faire place aux inquiétudes qui s'emparent de lui lorsqu'il voit la Pologne s'agiter de nouveau, la Hongrie se soulever, le Piémont menacer l'Autriche, la révolution se manifester à Vienne, à Berlin, à Francfort, à Stuttgart, et mettre partout en péril le principe de la légitimité. Il supprime son ambassade de Paris en y laissant, à titre officieux, l'ambassadeur comte de Kisseleff; il refuse de reconnaître la République en déclarant qu'il ne s'immiscera pas dans ses actes, tant que seront respectées les circonscriptions territoriales fixées par les traités de 1815. Enfin, il masse sur ses frontières occidentales une armée de quatre cent mille hommes, non qu'il redoute d'avoir à se défendre contre une agression du dehors, mais parce qu'il veut être prêt à voler au secours des souverains légitimes menacés, qui l'appelleraient à concourir à leur défense. C'est cette armée qui, l'année suivante, à la prière du jeune empereur d'Autriche, François-Joseph, portera en Hongrie le fer et le feu et y commettra, à côté des Autrichiens et dans leur intérêt, toutes les

horreurs qu'ont volontairement oubliées les Magyars d'aujourd'hui, descendans indignes de leurs héroïques ancêtres.

Cependant, la France n'avait plus d'agent diplomatique à Saint-Pétersbourg, tandis que Kisseleff était resté à Paris. Ce diplomate fit insinuer au général Cavaignac qu'il serait convenable d'envoyer quelqu'un à Saint-Pétersbourg dans la même qualité que lui, et cette insinuation fut accompagnée de paroles qui semblaient annoncer que, dans un avenir prochain, le gouvernement impérial reconnaîtrait la République française. Cette mission décidée, Cavaignac désigna pour la remplir, un de ses camarades de l'armée d'Afrique, le général de brigade Le Flô. Envoyé par M. Thiers en Russie comme ambassadeur après la guerre de 1870, Le Flô devait y rester durant douze années et y rendre à son pays, notamment en 1875, des services inoubliables qui ont mis son nom en lumière. En 1848, il était peu connu, mais ceux qui le connaissaient disaient de lui qu'il était franc, loyal, spirituel et essentiellement soldat. Nul choix ne pouvait mieux répondre aux prédilections militaires du tsar et à l'idée qu'il s'était formée du gouvernement de Cavaignac. Parti avec sa nomination de ministre dont il ne devait faire usage que lorsque la République aurait été reconnue, Le Flô reçut l'accueil le plus flatteur.

« Général, soyez le bienvenu à Saint-Pétersbourg, lui dit Nicolas. La France ne peut ignorer combien j'ai d'estime et de sympathie pour elle, combien j'aime sa brave armée, et je suis heureux de pouvoir vous l'exprimer. Je vous reçois d'abord comme soldat. C'est un autre soldat qui vous accueille avec estime et affection; et, à ce titre, je vais vous parler avec toute la franchise que comporte ce caractère commun. Je reconnaîtrai la République française, et la main que je vous donne en est la plus ferme assurance; mais les habitudes de l'Empire veulent que j'attende pour le faire que votre gouvernement soit complètement constitué, constitué définitivement par le vote de sa Constitution; je vous recevrai immédiatement après comme ministre. En attendant, comptez sur tout mon désir de vous être agréable, et, je le répète, sur mes vives et sincères sympathies pour la France. »

La suite de l'entretien conserva ce caractère de cordialité. L'Empereur reconnut qu'en matière de gouvernement, la forme républicaine était certainement la plus naturelle, « quand on

n'en a pas une autre toute faite. » Le Flô ayant dit qu'en France on souhaitait l'alliance avec la Russie et que son gouvernement était prêt à en déterminer les charges, les avantages et les résultats, Nicolas répondit qu'en effet les deux pays avaient des intérêts communs et que leur alliance serait la meilleure garantie de l'ordre et de la paix.

« Personne, ajouta-t-il, ne bougera et ne pourra rien en Europe, tant que la France et la Russie seront unies et se donneront la main. »

Malheureusement, ce n'étaient là que des propos de lune de miel. Deux mois plus tard, la reconnaissance, tour à tour promise et retardée, était définitivement arrêtée par l'éventualité de l'élection de Louis Bonaparte à la présidence de la République. Le Flô protesta contre ce manquement à la parole donnée. Entre Nesselrode et lui des paroles très vives furent échangées, mais ses plaintes restèrent vaines, et, traité comme l'avaient été les agens de Louis-Philippe, il partit en congé sans avoir rien obtenu, quoiqu'on l'eût leurré de promesses et comblé de prévenances, ainsi qu'on l'avait fait avec eux. Rappelons en passant qu'il ne revint pas à son poste et n'y devait revenir que vingt deux ans plus tard. A la nouvelle de l'élection de Bonaparte, il avait donné sa démission.

Durant les mois qui suivent, l'Empereur reste correct dans ses relations avec la France, mais défiant : le nom du prince-président n'est-il pas synonyme de guerre? Mais, peu à peu, il se rassure, et le coup d'État de décembre achève de dissiper ses craintes. Il en cause, non sans enthousiasme, avec le général de Castelbajac, qui lui a été envoyé de Paris comme ambassadeur.

« Le prince-président, par tout ce qu'il vient de faire, mérite la reconnaissance de la France et de l'Europe entière. Il a vu la position mieux que les hommes d'État des deux derniers règnes, mieux que nous tous, et il suit exactement son programme politique, sans se laisser influencer par des ambitions vulgaires. Il se sera placé de plein saut, dans la politique européenne et dans l'Histoire, au-dessus de nous tous. »

Voilà un hommage qui assurément dépasse la mesure, mais dont on ne saurait s'étonner; le coup d'État ne pouvait qu'être accueilli avec faveur par l'autocrate qui, en 1836, après l'attentat d'Alibaud contre Louis-Philippe, émettait l'avis que le

Roi, pour conjurer les périls qui le menaçaient, « devrait faire un Dix-huit brumaire. » Nicolas applaudissait donc à la conduite du prince-président. Mais cette période d'enthousiasme ne dura pas. La proclamation de l'Empire y mit fin. Ce n'est pas qu'il blâmât Louis-Napoléon d'avoir ambitionné la couronne ; quoique lui-même ne désavouât pas ses principes légitimistes, il faisait maintenant bon marché du Comte de Chambord, le jugeait impossible, voire dangereux : « S'il dépendait de moi de le mettre sur le trône, je ne le ferais pas. Non, Napoléon me convient mieux que tout. » Mais il s'offensait de la prétention du nouvel Empereur de continuer la dynastie napoléonienne; il lui reprochait de s'être appelé, dans son message au Sénat, Napoléon III, au lieu de Louis-Napoléon, empereur des Français. C'est Castelbajac qui reçut le paquet; il dut écouter l'argumentation quasi puérile que lui développa l'Empereur pour justifier ses plaintes.

« Je vous avoue que j'ai été péniblement affecté des termes du message au Sénat. Nous sommes les anciens et, à ce titre, on nous doit quelques égards, quelques ménagemens. Napoléon I[er] nous a attaqués et forcés à nous défendre. Mon frère, l'empereur Alexandre, a glorieusement combattu pour l'indépendance de son pays et, si je donnais mon adhésion sans restriction aux termes du message, je renierais donc les actes de mon frère et des souverains ses alliés. L'Autriche, la Prusse, l'Angleterre même ne peuvent supporter pareille injure. J'avoue que plein de confiance dans la haute raison et le jugement ferme du prince-président, je ne m'attendais pas à une semblable déclaration de principes; j'ai toujours été son partisan, et il ignore encore les services que je lui ai rendus. A Vienne, j'ai trouvé, il est vrai, une opinion semblable à la mienne; mais, à Berlin, ma tâche a été plus difficile. Maintenant, quand toutes les difficultés étaient aplanies, toutes les susceptibilités éteintes, toutes les craintes dissipées, voilà que tout semble remis en question par les termes de ce malheureux message. »

Le gouvernement français, à qui ce discours avait été transmis, le releva avec une fierté dédaigneuse en rappelant que le rétablissement de l'Empire était une affaire intérieure dont la nation française avait seule le droit de se mêler. D'autre part, l'Autriche, la Prusse et l'Angleterre fermaient l'oreille aux exhortations de Nicolas, et, à la date du 1[er] janvier 1853, les

représentans étrangers accrédités à Paris avaient remis à Napoléon III leurs lettres de créance. Sous peine de se rendre ridicule, Nicolas Ier était tenu de suivre l'exemple que lui donnaient tous les cabinets ; mais il manifesta son mécontentement en modifiant dans la lettre que son ambassadeur emportait à Paris la formule protocolaire : « Monsieur mon frère et cousin » par la suppression du mot « frère. » On regrette de voir la rancune d'un homme de cette trempe se traduire par un enfantillage.

A cette époque, quoiqu'il fût dans la force de l'âge et que sa robuste constitution semblât lui promettre de longs jours, il n'avait plus que deux années à vivre. Elles sont remarquables par une recrudescence de l'incommensurable orgueil qui avait inspiré les principaux actes de sa vie. La guerre de Crimée en fut le dernier et le plus éclatant témoignage. Il se crut en état de conquérir l'Orient, d'en finir avec l'empire ottoman qu'il appelait « l'homme malade », et de braver l'Europe qui, lasse de ses tentatives d'hégémonie, se liguait peu à peu contre lui. Mais, lorsque ses premières défaites lui eurent fait comprendre qu'il ne parviendrait pas à la dominer, et que son Empire était voué à des désastres, lorsqu'il vit l'Autriche et la Prusse prêtes à s'allier à ses adversaires, et lorsque enfin il entendit ses peuples lui reprocher les malheurs dont ils étaient menacés et en rendre responsable l'écrasant despotisme qu'il avait exercé sur eux, il s'effondra. L'imprudence qui entraîna sa mort, — une promenade en vue de laquelle il avait, quoique souffrant depuis plusieurs jours, quitté son lit et que, malgré ses médecins, il fit à peine couvert, par vingt-trois degrés de froid, — cette imprudence semble avoir été volontaire. Il expira le 3 mars 1855, après avoir constaté la banqueroute des idées et des principes dont, sa vie durant, il s'était fait le défenseur et en exprimant à son fils Alexandre II l'amer regret de lui laisser un si lourd héritage.

ERNEST DAUDET.

(A suivre.)

LA
“ CROISADE ” AMÉRICAINE

I

Le « Saint-Graal » a quitté la Germanie féodale pour l'Amérique démocratique, dans les bagages de ses « chevaliers, » champions professionnels du faible et de l'opprimé, qui se sont fait naturaliser citoyens des États-Unis.

De ce Lohengrin, où l'Allemagne et son empereur aimaient à se mirer et que Wagner avait mis au théâtre, la présente guerre a singulièrement retourné la légende. C'est toujours en Belgique, comme à l'Opéra, que la scène se passe. Mais, dans l'œuvre wagnérienne, l'héritière de Flandre et son frère le duc de Brabant, que de méchans seigneurs prétendent dépouiller injustement, sont remis en possession de leurs États par un redresseur de torts, le « chevalier au cygne, » que sa barque mystérieuse amène sur un fleuve germanique et que le « roi d'Allemagne » encourage et soutient. La réalité présente est tout autre; elle n'est pas moins poétique; à son tour, elle deviendra légende, légende bien plus belle que l'ancienne et tellement invraisemblable que les générations futures auront peine à y croire.

C'est d'outre-mer aujourd'hui que le chef légitime du sol flamand et brabançon, anxieux au bord du rivage sur la mince bande de terre qui lui reste, attend le renfort qu'apporte à ses défenseurs anglais et français un Lohengrin transatlantique. Le cygne de ce moderne chevalier est un croiseur escortant des

cargos chargés de troupes et de munitions, que guette la torpille du « roi d'Allemagne » voleur du Brabant.

Il était dans la destinée historique de la Belgique qu'après avoir été au XVIe siècle, au temps où le duc d'Albe ensanglantait ses villes, la première en Europe à secouer le joug de l'épée mauvaise et de l'étranger, elle eût au XXe siècle ce tragique honneur, victime du dernier brigandage militaire, d'être l'hostie du droit futur en qui communient présentement toutes les nations libres de l'univers. Bien qu'il semble dérisoire de parler du « progrès » moderne, au moment où, précisément, les humains les plus progressifs de la planète s'égorgent par millions, nous mesurons pourtant la marche des idées en un demi-siècle : depuis la façon placide dont le monde enregistrait en 1870, comme une vérité banale, la constatation de Bismarck que « la force prime le droit, » jusqu'à l'indignation universelle qui accueillit en 1914 le mot identique de Bethmann-Hollweg.

Baigné dans l'ambiance berlinoise où survit la religion de la force, le chancelier avait exprimé naïvement ce que l'on pensait autour de lui; il n'avait pas pris garde, il ne s'était même pas rendu compte qu'il retardait, qu'il proférait un anachronisme et que, sur ce « chiffon de papier, » bafoué à la porte de Brandebourg devant le Reichstag, allait être signée à Washington et à Tokyo l'alliance inattendue de l'Amérique et de l'Asie contre Berlin : « *The yellow peril was made in Germany*, — le péril jaune avait été fabriqué en Allemagne, » disait aux sénateurs américains le vicomte Ishii, chef de la mission japonaise, le 30 août dernier, lors de la réception qui lui était faite au Capitole. « Le péril que crée notre alliance contre les Puissances centrales d'Europe, poursuivait-il, ne porte pas de couleur ; il n'est dangereux que pour les organisateurs de force arbitraire et de militarisme despotique. Nous ne sommes pas entrés en guerre pour la satisfaction d'intérêts égoïstes. Vous, Américains, et nous, Japonais, nous avons pris les armes contre l'Allemagne parce qu'un traité solennel n'était pas pour nous un chiffon de papier. »

Combien de temps durera la lutte, et, suivant le mot du poète, « de quoi demain sera-t-il fait? » L'histoire d'hier est destinée à couvrir de confusion les prophètes contemporains ; toutes leurs prédictions se sont trouvées fausses depuis trois ans et demi ; des deux côtés de la tranchée, les événemens n'ont cessé

de leur donner tort, et nul, à l'avance, n'avait auguré les réalités bonnes ou mauvaises d'aujourd'hui. Mais, de toutes les surprises qui nous étaient réservées, en est-il une comparable à la résurrection de l'esprit chevaleresque, à l'organisation, sur le sol du Nouveau Monde, d'une neuvième « croisade? » Car de quel autre nom pourrions-nous appeler la levée d'armes que font nos amis américains en faveur, non plus comme au moyen âge du tombeau du Christ, mais du berceau du droit, de ce droit civique des petits peuples qui voient, au moment où des voisins tyranniques leur signifiaient qu'ils avaient assez vécu, venir à leur aide le plus grand de tous les peuples civilisés par le territoire, la richesse et la population? Bayard, qui redevient d'actualité depuis que nous incrustons l'image du « chevalier sans peur et sans reproche » dans le papier de nos plus récens billets de vingt francs, pourrait donner l'accolade aux soldats-citoyens du Nouveau Monde; les États-Unis font de leurs « chevaliers du Travail » des chevaliers de la Liberté, de cette liberté à laquelle ils ont aussi dédié leur dernier emprunt, le « Liberty-loan. »

Ce ne sont point en effet des chevaliers « professionnels, » c'est-à-dire des paladins friands de prouesses, gens de guerre par état et par humeur, avides d'illustrer leurs noms par des coups d'éclat comme les héros romanesques de la littérature médiévale; c'est, au contraire, dans toute l'humanité, le peuple le plus pratique, celui qui passe pour le plus « utilitaire, » le plus adonné à la recherche exclusive du bien-être et du progrès matériel. Et, précisément, dans cette sainte croisade des États-Unis contre la Guerre et la Force, rien n'est plus frappant que l'opposition entre le caractère pacifique, réaliste et calculateur de la République américaine et le sacrifice auquel cent millions d'hommes, consciens et maîtres de leurs destinées, se sont froidement résolus en vue de l'idéal le plus noble et le plus désintéressé.

La doctrine, dite de Monroë, repoussant l'ingérence politique de l'Europe et, par réciprocité, l'immixtion du Nouveau Monde dans les affaires du Vieux Continent, semblait écarter à jamais l'Amérique de nos conflits; le luxe de l'antimilitarisme, que permettait leur position géographique et qu'entretenait leur tempérament; l'horreur du service obligatoire, égale chez les citoyens nés sur le sol de l'Union et chez les immigrans, réfrac-

taires aux casernes de leur patrie d'origine, tout concourait, en privant les États-Unis d'une armée redoutable, à les soustraire au danger de s'en servir sans nécessité. En revanche, ils étaient placés à merveille pour profiter des querelles d'autrui; riches comme ils sont en matières premières, et bien outillés en manufactures capables de remplacer celles des belligérans temporairement paralysées. Aussi la guerre, depuis sa déclaration jusqu'en avril 1917, semblait-elle être faite tout exprès pour les combler de richesses. Après une courte interruption de trafic, en août 1914, due à l'abstention des bateaux étrangers, accoutumés à charger en Amérique où la marine de commerce était presque inexistante, les peuples de l'Europe vinrent demander aux États-Unis, tous, à l'envi les uns des autres, de quoi vivre, et les belligérans de quoi tuer leurs ennemis.

Jamais les hauts fourneaux de Pittsburg n'avaient fondu autant d'acier, jamais les *farmers* de l'Ouest n'avaient expédié autant de blé, et jamais les usines à viande de Chicago n'avaient fabriqué autant de conserves. Les industries que la suppression ou l'abaissement des barrières douanières, en 1913, avait jetées dans le marasme, trouvaient dans les commandes de guerre un aliment à leur activité; le trust des wagons, — *American Car*, — faisait aussi des obus et des cuisines de campagne; toute la branche des textiles, celle en particulier du filage et du tissage de la laine, — *American Woolen*, — menacée la veille de ruine par la concurrence européenne, se voyait du même coup débarrassée de cette rivalité et sollicitée de produire, pour nos civils et nos soldats, des tissus que l'on ne marchandait plus.

L'Amérique aussi avait hérité tous les cliens que l'Allemagne, disparue du marché mondial, et que les autres États en guerre, devenus eux-mêmes consommateurs plus que producteurs, ne pouvaient plus satisfaire. Des industries presque inconnues chez elle, — celle par exemple des produits chimiques et des matières colorantes, — s'étaient créées; d'autres, jusque-là médiocres et végétantes, comme celle du zinc, du plomb ou des constructions navales, avaient pris un essor subit à la faveur des prix élevés. Quant aux industries déjà prospères, elles grandirent et se développèrent avec une rapidité inouïe : je n'en veux pour preuve que le cuivre, dont les États-Unis en 1913 extrayaient à eux seuls déjà plus que tout le reste de l'univers; or leur production, en 1916, avait augmenté de 60 pour 100

en trois ans. Cependant la guerre avait réduit à peu de chose l'afflux de l'immigration annuelle; nombre de résidens étrangers avaient même regagné leur pays au début des hostilités. Moins offerte et plus demandée, la main-d'œuvre avait sensiblement renchéri.

Telle était la situation en avril 1917, lorsque l'Amérique entra en guerre. On vit tout à coup ce phénomène émouvant : des travailleurs à grands salaires, des capitalistes à gros bénéfices, une démocratie la plus jalouse qui soit de son indépendance, renonçant aux biens qui lui sont le plus chers, acceptant les plus lourds impôts, une discipline étroite, des privations volontaires et l'enrôlement obligatoire, pour obéir à l'appel d'une conscience héroïque et aller risquer sa vie au bout du monde. N'est-ce pas là vraiment une entreprise grandiose et chevaleresque comparable aux croisades du passé?

Dans le temps présent, du reste, en comparant l'Amérique à la Russie, on constate que la pratique du *self-government* est aussi favorable à l'obéissance militaire que le joug pesamment organisé d'une autocratie, et que l'extrême civilisation est autant ou plus génératrice d'énergie et de force combative que la nature encore inculte et un peu grossière. « L'empire appartient aux peuples malpropres, écrivait dogmatiquement Louis Veuillot, dans les *Odeurs de Paris*, il y a quelque cinquante ans; c'est une grande vérité politique. Tous les amans de la propreté sont faibles; les hommes frottés de suif et d'huile rance doivent changer les hommes frottés de benjoin et d'eaux de senteur. Le triomphe des Moscovites ne dépend pas de leur progrès dans la civilisation, mais de la durée de leur goût pour le suif de chandelle. Ce sont les Moscovites qui vaincront le monde, non les Russes. Les Russes parlent français, font des livres et jouent du piano; ils n'iront pas loin; mais les vrais Moscovites, les moujiks, ceux qui mangent de la chandelle, ceux qui oignent de suif et d'huile rance leur barbe et leurs cheveux, voilà les vainqueurs du monde. »

Combien était fausse cette prophétie symbolique, laquelle était du reste assez volontiers acceptée naguère, nous le voyons aujourd'hui! C'est de ses progrès et de sa puissance industrielle, particulièrement dans le domaine chimique et métallurgique, que l'Allemagne a tiré de quoi envahir d'abord et de quoi résister ensuite pendant trois ans au blocus. Et c'est au contraire sa

barbarie, ce qui lui reste encore de goût, à elle aussi, pour le « suif de chandelle, » qui l'a perdue, en lui suggérant des méthodes atroces; ces méthodes ont suscité contre la Germanie un peuple à coup sûr « amant de la propreté, » — puisqu'à New-York, dans des hôtels à vingt sous la nuit, comme le Mill's Hôtel, on a droit sans supplément au bain et à la douche, — mais qui n'est point pour cela un peuple faible, puisque sa volonté imployable et son génie inventeur ont, en un demi-siècle, asservi un continent.

II

Ces chevaliers de l'âge électrique, qui apportent à leurs alliés d'Europe leur personne, leur or, et leurs brevets les mieux garantis sont, de toutes les nations, la moins autochtone par ses citoyens et la plus dissemblable par son territoire. Les Américains d'aujourd'hui n'ont plus rien de britannique que la langue; encore n'est-ce pas vrai partout et, par exemple, à New-York, le « Comité de défense nationale, » constitué sous la présidence du maire, constatait, en septembre dernier, que « 80 pour 100, sur les cinq millions d'habitans de cette métropole, étaient étrangers soit de naissance, soit de langage; » que *plus d'un demi-million* ne peut ni parler ni lire l'anglais, et, tout en regrettant que cela n'ait pas été fait plus tôt, il commençait une active campagne pour « américaniser New-York. »

A cette tâche se sont voués aussi l' « Association des marchands, » « l'Alliance américaine du travail et de la démocratie, » dont M. Samuel Gompers est le président, les « Associations des jeunes gens, » chrétiens et israélites, et beaucoup d'autres groupemens des deux sexes pour multiplier les écoles et fusionner en hâte ces masses étrangères en un tout homogène. Le mot d'ordre de tous est : « Une seule cité, une seule patrie, un seul peuple. » Un simple coup d'œil sur les types et les figures des exemplaires variés d'humanité qui se pressent dans les rues de Brooklyn, le quartier ouvrier de New-York, suffit à convaincre qu'une américanisation réelle ne sera pas l'œuvre d'une saison, qu'il y faudra des années et sans doute la vie d'une génération entière. Mais l'intérêt matériel a manifestement créé un lien de fait entre les immigrans et le refuge qu'ils avaient choisi.

Sur l'ensemble du territoire de l'Union la proportion des étrangers non naturalisés est beaucoup moindre qu'à New-York. Le nombre de ceux qui appartiennent aux nations ennemies est de 4 662 000 — 4 1/2 pour 100 de la population des États-Unis. — Dans ce chiffre, les Allemands figurent pour 2 349 000 et les Austro-Hongrois pour 1 376 000; le surplus se compose de Turcs (188 000) et de Bulgares (11 000). Mais veut-on savoir combien, dans cet effectif global, on trouve d'hommes de vingt et un ans et au-dessus? Il ne reste plus que 136 000 Allemands contre 727 000 Autrichiens ou Hongrois; ce qui prouve à l'évidence, non pas que les Allemands se font naturaliser plus volontiers que les Autrichiens, citoyens des États-Unis, mais que les Germains adultes sont retournés depuis la guerre, beaucoup plus que les sujets de la monarchie des Habsbourg, servir dans leur pays d'origine, tout en laissant leur famille en Amérique.

Les contrastes géographiques, autant que la diversité ethnographique, sont un obstacle naturel à cette rapide expansion des idées, à cette harmonie nationale qui caractérisent, dans les heures tragiques, nos petits pays d'Europe. Ce n'est pas seulement la distance, les milliers de kilomètres, qui font que beaucoup d'Américains de l'Est qui viennent chaque année à Paris n'ont jamais été à San Francisco; ce sont les conditions mêmes de la vie, plus différentes dans les vastes solitudes de l'Ouest ou sur les rivages du Pacifique, dans le New-Mexico, l'Arizona, la Californie, le Montana, le Washington, de ce qu'elles sont dans la Pensylvanie ou le Massachusets, que ces dernières ne se distinguent elles-mêmes de la forme sociale et de la mentalité du Vieux-Monde.

Par delà les Rocheuses et la Nevada, l'ambiance modifie les idées et les passions. Rien d'étonnant si, parmi ces plaines indéfinies ou ces montagnes altières qui évoquent l'existence patriarcale ou féodale, l'écho de la politique extérieure des États-Unis n'arrive qu'assez affaibli à des oreilles absorbées par le souci de l'intérêt individuel; si le « farmer, » le mineur, le prospecteur d'or ou de pétrole, qui se rêve archi-millionnaire en une nuit, passionné pour sa propre aventure, se soucie peu de faire à la nation le sacrifice de sa personne.

C'est le secret des grèves, de l'agitation qui s'est produite au début dans quelques territoires de l'Ouest, et aussi des

oppositions, rares d'ailleurs et passagères, que la loi sur le service obligatoire a rencontrées : le sénateur Hardwick, ayant déposé un bill défendant l'envoi d'aucun soldat américain hors du sol fédéral *sans son consentement*, la proposition fut rejetée par l'unanimité des membres de la commission militaire au Sénat, qui proclama la loi de conscription conforme à la constitution et le droit des États-Unis, bien qu'il n'y en eût encore eu aucun exemple, d'employer au dehors l'armée nationale.

Dans plusieurs États, en effet, des réfractaires, emprisonnés pour avoir refusé de se faire inscrire sur les listes militaires, protestaient devant les tribunaux contre la violation de l'article fondamental de la Constitution, qui défend de « réduire les citoyens en esclavage ou servitude involontaire. » Pour accepter ce point de vue, répondait un jugement de Richmond (Géorgie), qui a fait le tour de la presse américaine, il faudrait admettre qu'un soldat est un « esclave ; » quant à l'argument tiré de ce qu'en vertu de la « loi commune, » c'est-à-dire de la « loi immémoriale anglaise » que « nul ne peut être forcé de servir hors du royaume, » *(sic)* le juge formulait que cette vieille coutume ne pouvait prévaloir contre la volonté nettement exprimée du Congrès, législateur souverain des États-Unis ; et, par un respect bien curieux des traditions anglo-saxonnes du moyen âge, ce magistrat croyait devoir ajouter : « même en admettant qu'il n'existe pas un pouvoir positif d'envoyer des armées au delà des mers, il y a par-dessus tout le pouvoir de toute nation organisée de défendre sa liberté contre des peuples de guerriers féroces, dont l'inhumanité pendant trois ans a surpassé toutes celles de l'histoire, depuis la mort d'Attila, le fléau de Dieu. »

Une résistance à main armée contre la loi de conscription fut organisée en Virginie ; deux cents montagnards s'étaient engagés, par un serment écrit, à détruire les armes et les munitions de l'État. L'arrestation de leurs chefs, condamnés à cinq ans de prison, fit avorter ce complot. Dans l'Oklahoma une troupe d'ouvriers, rassemblés au milieu d'une forêt, fut découverte et dispersée par la force publique ; il y eut des morts et des blessés. A New-York, en septembre, une bande d'individus, presque tous étrangers et quelques-uns anarchistes notoires, qui s'intitulaient « Amis de l'independance irlandaise, » improvisèrent aux carrefours des meetings où des « orateurs de coin

de rue » prêchaient la rébellion contre l'envoi de troupes en France, invectivaient les hommes publics et déblatéraient en bloc contre le régime américain, dont leurs injures mêmes attestaient la mansuétude, puisqu'il n'y a pas un autre pays au monde où l'on en pourrait user ainsi. A la fin, une libre « Société de Vigilans » se mit en devoir de tenir tête à ces discoureurs « boîtes-à-savon, » — *soap-box orators*, — comme on les nomme là-bas; au prix de maints horions ces rassemblemens, qui groupaient parfois jusqu'à 5000 personnes, furent brisés et quelques amendes judicieusement distribuées calmèrent les instigateurs.

Telles furent à peu près les seules notes discordantes, bien rares et négligeables en vérité, dans ce concert des volontés américaines, tendues vers un but héroïque. Je ne parle pas des pétitions d'Allemands qui, pour faire échec à la loi, demandaient qu'elle fût soumise à un referendum, — ceux-là étaient dans leur rôle, — ni des poursuites pour exemptions frauduleuses de service, obtenues par des connivences payées; nous en avons réprimé de toutes pareilles en France. La loi militaire des États-Unis est beaucoup plus rude que la nôtre pour les étrangers. Chez nous, les neutres continuent à jouir sans trouble de notre hospitalité et les ennemis sont simplement internés; en Amérique, les sujets de l'Entente et les neutres mêmes qui ont un an de résidence, sont soumis à la conscription comme les nationaux; s'ils refusent de se laisser enrôler après avoir été reconnus bons pour le service, ils sont réexpédiés à leurs pays respectifs dans les trois mois. Quant aux sujets ennemis, ils sont utilisés dans des services non militaires, ou plutôt dans les organisations non combattantes de l'armée.

Pendant que ces 9 650 000 hommes, dont 1 230 000 étrangers, de vingt à trente et un ans, portés sur les listes de la conscription, passaient l'examen médical d'aptitude physique devant des conseils de revision, seize grands cantonnemens étaient organisés, dans chacun desquels 40 000 hommes reçoivent l'instruction militaire avant d'être transportés en Europe. La construction de chacune de ces villes temporaires en bois a exigé 46 millions de mètres carrés de planches ou de madriers, soit la charge de 25 000 wagons de 50 tonnes, sans parler de la toiture en carton bitumé et des autres accessoires. Dès le milieu de novembre, l'effectif de ces camps était au complet et se

renouvelait par des appels successifs. Les États-Unis se proposent de former 40 divisions, de 27 152 hommes chacune; l' « armée régulière, » celle du temps de paix, constitue, avec les enrôlemens volontaires, le noyau des 10 premières divisions; les 17 suivantes (11 à 27), dont 16 blanches et 1 noire, sont l' « armée nationale » provenant uniquement de la conscription; enfin la milice fédérale, — gardes nationaux, — déjà sommairement exercée avant la déclaration de guerre, porte les numéros 28 à 40.

Chaque régiment comprend 3755 hommes et chaque division, de service en Europe, comprendra 4 régimens d'infanterie, 1 bataillon de mitrailleurs, 1 régiment de génie et 3 régimens d'artillerie de campagne. Avec les troupes de marine, à terre ou à la mer, la force armée actuelle des États-Unis, en entraînement ou exercés, compte environ un million et demi d'hommes et les effectifs, d'après les intentions du gouvernement, pourront aller à deux millions.

III

Or, il est d'opinion courante, à Washington, que pour un homme au front il faut quatre hommes à l'arrière; autrement dit que l'entretien d'un soldat exige le travail de quatre ouvriers, soit dans les usines purement militaires, soit dans les champs ou dans les manufactures de toute sorte : 2 millions de combattans absorbent donc l'effort de 8 millions de non-combattans pour les équiper, les transporter, les approvisionner de vivres et de munitions. Ce n'est pas tout : l'ensemble des munitions, des matières premières et des marchandises innombrables que les diverses nations de l'Entente demandent aux États-Unis, tant pour leurs armées que pour leur population civile, représente l'ouvrage de 6 ou 7 millions de travailleurs.

Si l'on admet que ces travailleurs adultes sont aujourd'hui au nombre d'environ 30 millions sur le sol de l'Union, c'est plus de la moitié de la production américaine qui est destinée à la consommation soit de ses propres armées, soit des armées et des peuples alliés de l'Europe. Il en résulte que la population civile des États-Unis se verrait forcée de changer son train de vie et de restreindre ses besoins de près de moitié, pour arriver à se suffire avec la moitié de ce qu'elle consommait naguère.

Heureusement la puissance de production du pays peut être effectivement augmentée, par l'adjonction d'individus des deux sexes qui jusqu'ici ne comptaient pas dans la classe des travailleurs manuels. « Il faut, disait récemment à New-York un grand financier, que de nouveaux bras prennent leur part de la tâche commune, que les bras antérieurement employés abattent plus de besogne et que, tous, nous dépensions moins. »

Imposer à tout un peuple un tel plan de mortification, c'est à peine si le roi de Ninive, influencé par le prophète Jonas, l'avait osé faire. Encore n'était-ce que pendant quarante jours et il s'agissait du salut de la cité. Or, il s'agit ici d'un temps de pénitence dont nul ne saurait prévoir le terme ; et c'est le peuple le plus libre de la terre et le plus jaloux de sa liberté qui, n'étant menacé d'aucun danger et n'ayant rien à craindre de personne, se met volontairement au régime des privations, — des jours de jeûne ont été prescrits, — pour le seul triomphe de la justice.

Que ce manque de bras, cette rupture soudaine d'équilibre entre l'offre et la demande de travail, suscite les appétits des salariés et, par contre-coup, occasionne des grèves plus nombreuses et de plus grande variété qu'il n'y en avait jamais eu, qui pourrait s'en étonner? Des centaines de nouvelles mines de charbon viennent d'être ouvertes; de nouveaux champs, sur de vastes territoires, ont été ensemencés en blé d'hiver; d'énormes chantiers de constructions navales et des usines improvisées s'arrachent les simples manœuvres ; les bras abandonnent les industries textiles pour aller s'embaucher aux munitions. A la fin de la dernière grève de 30 000 forgerons de navires, qui eut lieu à San Francisco en septembre et qui suspendait les constructions en cours, les grévistes prirent soin de spécifier que, s'ils acceptaient provisoirement une paie de 5 et 6 dollars seulement pour la journée de huit heures, c'était uniquement par patriotisme; 12 000 ouvriers métallurgistes faisaient grève en même temps à Seattle, sur le Pacifique, et 10 000 matelots sur les Grands Lacs. Le Sud, pour la cueillette du coton, le Nord, pour la récolte du maïs, étaient si à court de main-d'œuvre que l'on dut suspendre, pour favoriser la venue des manœuvres mexicains, la loi sur l'immigration qui interdit l'entrée des États-Unis aux étrangers illettrés ou liés d'avance par un contrat écrit ou oral.

Jusqu'ici, leur admission est temporaine et limitée à l'agriculture, avec défense, sous peine d'expulsion, de s'employer dans l'industrie. Mais, à mesure que la loi militaire est mise plus largement en vigueur et appelle sous les drapeaux un plus grand nombre d'ouvriers techniques, le problème du manque de bras devient de plus en plus difficile à résoudre, à l'usine comme à la ferme. La satisfaction des besoins extraordinaires de l'Europe en vivres, en munitions, en matières premières, exigeait de la part de l'Amérique depuis près de trois ans une production plus intense, laquelle avait eu ce résultat, en attirant de nouveaux travailleurs dans certaines branches d'activité, de créer un vide dans les autres qu'ils abandonnaient.

Par l'entrée en guerre des États-Unis, la situation s'est naturellement compliquée : *il fallait produire encore davantage tout en diminuant l'effectif des producteurs.* Ceux-ci, unis et groupés dans les cadres de la « Fédération américaine du travail, » se trouvent dès lors investis d'une sorte de monopole et bien que leur président, M. Samuel Gompers, ait solennellement, et à plusieurs reprises, promis qu'ils n'en abuseraient pas, il ne paraît pas maître d'empêcher les difficultés que fait surgir la hausse constante des prix de la vie. Les unions de syndicats tiennent à maintenir avant tout l' « *American Standar of living,* » soit, en bon français, ce minimum de bien-être normal que les États-Unis appellent le « nécessaire » parce qu'il fut jusqu'ici le *train ordinaire* en cet heureux pays.

Or, pour le maintenir, ce train, pendant la guerre, il faut des salaires plus élevés, une journée plus courte avec plus forte prime pour les heures supplémentaires et l'exclusion de plus en plus sévère de tous travailleurs non syndiqués. De là des conflits assez rudes, non seulement entre patrons et ouvriers, mais aussi entre ouvriers de différens métiers. Une convention récente entre les charpentiers et les ouvriers du fer, pour l'exercice d'un monopole, rappelle les procès épiques de nos corporations de l'ancien régime, lesquelles se regardaient comme propriétaires indivises d'une certaine branche de travail. Le Conseil de la défense nationale s'emploie de son mieux à pacifier les jalousies.

Il est aussi chargé de mettre à la disposition du gouvernement toutes les ressources « humaines et matérielles » de la nation. Par un saisissant contraste, au moment même où, dans

la Russie autocratique et bureaucratique, le peuple passait soudainement de l'esclavage à l'anarchie et cessait de produire, la démocratie américaine, par la volonté disciplinée des citoyens, organisait la dictature pour mieux diriger et organiser sa production. Dictature de la compétence, celle-ci est sur chaque terrain confiée aux spécialistes les plus qualifiés de la profession. On n'y voit aucun membre du Sénat ni de la Chambre des Représentans; mais, groupés et munis d'une délégation de la force publique, industriels du fer, du charbon ou du pétrole, commerçans ou agriculteurs, sont priés, chacun dans sa sphère, d'agir au nom de l'État. Dictature gratuite d'ailleurs : M. Frank A. Vanderlip, président de la *National City Bank*, la plus importante de New-York, laisse ses affaires et s'installe à Washington, appelé par le ministre des Finances pour l'aider dans les opérations d'emprunts et autres, avec les appointemens modestes d' « un dollar par an. »

« Stabiliser les prix des principales marchandises, a dit M. Herbert C. Hoover, le contrôleur des vivres, défendre nos exportations vis-à-vis de la pénurie mondiale, de manière à garder le nécessaire pour nous et nos alliés, et, pour que ces derniers puissent nourrir largement leurs peuples et leurs armées, économiser chez nous les denrées autant qu'il nous sera possible, tel est le triple but que nous nous proposons. » L'abandon des travaux ordinaires du temps de paix par 40 millions d'hommes, appelés à la guerre ou aux travaux de la guerre, a diminué cet automne de 170 millions d'hectolitres de grains la récolte normale des nations de l'Entente. Le marché américain est le seul sur qui nous autres Européens, dépendant plus ou moins des autres contrées pour une partie de nos alimens, puissions compter; non seulement il est le plus proche, mais ses ports sont les plus accessibles.

Or, ce marché, au lieu de 25 millions d'hectolitres de froment qu'il nous envoyait avant la guerre, doit, de façon ou d'autre, trouver moyen de nous en expédier 75 millions; encore est-ce à condition que, nous autres, Européens, réduisions d'un quart notre consommation de pain et que ce pain soit un pain de guerre additionné d'autres céréales. Même remarque pour le bétail et les produits de laiterie; pour le sucre, que l'Angleterre recevait d'Allemagne et dont la France et l'Italie se fournissaient elles-mêmes, tandis qu'elles n'assurent plus qu'un

tiers de leurs besoins, il leur faut à toutes puiser aux mêmes sources que les États-Unis : Cuba et l'Amérique centrale.

Par suite de la réduction du tonnage, il faut choisir et réserver pour l'exportation transatlantique les alimens qui, sous le moindre volume, possèdent la plus grande valeur nutritive. Heureusement l'Américain en a d'autres qu'il peut leur substituer : des denrées périssables comme le poisson ou les légumes. « C'est un devoir patriotique, dit le gouvernement de l'Union, pour les vingt millions de cuisines et pour les vingt millions de tables des États-Unis, de faire un sacrifice pour nos alliés d'Europe qui combattent pour la liberté. Les deux tiers de nos concitoyens absorbent strictement ce qui leur est nécessaire pour le maintien de leur force physique; au troisième tiers, qui jouit du superflu, nous demandons de vivre plus simplement et de devenir par là membres volontaires de l'administration des vivres, comme nous le sommes nous-mêmes. Si nous pouvons réduire, par personne et par semaine, nos consommations : de farine de froment d'une livre; de viande, graisse et sucre de 220 grammes chaque, ces quantités, multipliées par des millions d'individus, seront d'un secours inappréciable pour nos amis d'Europe et pour nos armées. »

A ces conseils persuasifs, et pour en assurer le succès, l'État américain a joint des prescriptions légales qui placent sous sa dépendance toutes les marchandises dont il juge nécessaire de régler l'usage, le prix et le trafic. Comme nous-mêmes, en France, il suit le froment depuis le laboureur jusqu'au boulanger ou jusqu'au port d'embarquement. Les Bourses où il était coté ont été fermées; l'État se constitue acheteur unique; mais un Comité, composé de plus d'une centaine des principaux « hommes de grain, » — *grain men*, — producteurs et commerçans, a fixé pour l'année entière le prix du blé et de *la farine*. C'est d'ailleurs sous cette dernière forme que l'Amérique tient à exporter son grain : d'abord pour ne pas priver sa minoterie du travail et du profit qui la font vivre; ensuite pour conserver le son, nécessaire à l'élevage indigène, tandis que, pour l'espèce humaine, un chargement de farine aura, *sous un même volume*, plus de valeur alimentaire qu'un chargement de blé. Cette résolution, qui aura pour effet de diminuer la proportion de son disponible en France *par rapport à la farine importée*, restituera sans doute à nos animaux de ferme le son

dont ils étaient par nous frustrés. Ceux de nos concitoyens, — et ils sont nombreux, — qui n'éprouvaient aucun goût pour l'écorce du grain, seront heureux de ne plus la disputer au bétail et de la voir disparaître de leur pain.

New-York lui-même fut un moment menacé de manquer de farine, et le gouvernement dut en réquisitionner 80 000 barils en partance pour la Norvège. Là-bas aussi la guerre transforme l'abondance en disette; à l'accroissement de la consommation s'ajoute la destruction criminelle des ressources alimentaires par les agens de l'ennemi : les incendiaires à la solde de l'Allemagne ont anéanti par le feu, un jour, 260 000 hectolitres de grain; un autre jour, 43 000 têtes de bétail, rassemblées de la veille dans les étables livrées aux flammes. Depuis le 1[er] octobre 1917, les hôtels, les restaurans, les dining-cars ont réduit l'usage de la viande; ils ont institué les « mardis sans bœuf, » système que le gouvernement a généralisé en y ajoutant un autre jour sans porc. Pour les porcs, en vue d'encourager la production par un prix rémunérateur en rapport avec le coût des fourrages, le contrôleur des vivres a établi un *minimum* qui suit les cours du maïs, à raison de 420 litres de ce grain par 100 livres de poids de l'animal sur pied; de sorte que le fermier ait toujours quelque avantage à élever des porcs plutôt qu'à vendre ses grains.

Comme nous, les États-Unis ont eu leur question des pommes de terre, leur question du sucre, dont le prix, au détail, a été fixé à 0 fr. 90 et 1 franc le kilo. Mais, quoique la ration mensuelle fût en théorie de trois livres par personne, c'est-à-dire du triple de notre ration française, l'écriteau « Pas de sucre » s'étalait durant les derniers mois à la devanture de bon nombre d'épiceries, ou bien les marchands refusaient d'en vendre à qui ne leur achetait pas pour un ou deux dollars d'autres denrées. Il est vrai que l'Amérique a envoyé en Europe l'an dernier 785 000 tonnes, tandis que son exportation était négligeable avant la guerre.

Les États-Unis ont aussi leur crise du combustible : un jour de cet automne, le trafic du « subway » — l'équivalent de notre métropolitain — fut, plusieurs heures durant, interrompu à New-York, faute de houille pour alimenter les machines génératrices du courant électrique. Beaucoup de caves au 1[er] décembre étaient vides de charbon et les propriétaires ne pou-

vaient en obtenir ; les détaillans, incapables d'exécuter les commandes, en appelaient au gouvernement que l'opinion déclarait responsable et chacun se préparait à s'accommoder d'une plus basse température. En janvier, les usines mêmes, par décret, durent chômer pendant cinq jours.

Ici la production n'était pas en défaut, puisque les États-Unis avaient extrait de leur sol 590 millions de tonnes d'anthracite ou de houille grasse, contre 531 millions l'année précédente et, détail à noter, cette augmentation de 59 millions de tonnes correspondait à un travail plus intensif, à un meilleur rendement de la main-d'œuvre, puisque l'effectif du personnel employé dans les mines avait diminué d'une année à l'autre de 734 000 à 720 000 ; mais l'offre était encore inférieure à la demande.

Il en est de même pour le pétrole et l'essence : les États-Unis ont produit 477 millions d'hectolitres; ils en ont consommé ou exporté 532 millions. Sur ce pied-là leur réserve, qui au printemps dernier était de 262 millions d'hectolitres, s'épuiserait assez vite. Le rapide développement des automobiles a créé ce déficit : de 250 000 qu'ils étaient il y a dix ans, ils sont aujourd'hui 4 millions en service chez nos alliés transatlantiques et absorbent annuellement 75 millions d'hectolitres d'essence. Des inventions récentes permettront, les unes d'augmenter la production en distillant le pétrole lampant et les huiles lourdes, par un procédé dit « de brisage » ou « cracking, » les autres de diminuer la consommation par des carburateurs nouveaux qui font, avec une même quantité de liquide, dix fois plus de chemin que les anciens.

Mais c'est jusqu'ici sur le renchérissement de l'essence et sur la bonne volonté des propriétaires d'autos à se restreindre, que comptent les autorités : M. A C. Bedford, à la fois président de la *Standard Oil* et du Comité Officiel du pétrole, recommande aux touristes comme un devoir patriotique la plus stricte économie. « L'armée et la marine, dit M. Van H. Manning, directeur du Bureau fédéral des mines, ont besoin de millions d'hectolitres par an; la moitié de l'essence produite aux États-Unis est consommée par les automobiles de plaisance; que celui qui fait faire le dimanche 80 kilomètres à sa famille se contente de 40; que tous se demandent chaque matin si la course qu'ils projettent est bien nécessaire, et l'on épargnera plus de 40 000 hectolitres par jour. »

IV

Le rôle que l'Amérique est appelée à jouer dans la guerre, l'efficacité de son effort, sont entièrement subordonnés à ses capacités de transport sur mer. Comment se procurer les navires? Le chancelier allemand affirmait au Reichstag l'an dernier que les États-Unis n'y parviendraient jamais. Il y eut, en effet, au début chez nos alliés des difficultés et des retards. La controverse entre le général Gœthals, partisan exclusif des navires en acier, et M. Denman, qui tenait pour la création d'une flotte en bois, dura plus de trois mois pendant lesquels on se borna à discuter les mérites respectifs de l'un et l'autre système.

Les prôneurs de navires en bois, susceptibles d'utiliser les immenses ressources forestières des États-Unis, rappelaient les merveilles des lancemens rapides de la guerre anglo-américaine de 1812 et de la guerre de Sécession. De petites armées d'ouvriers intrépides, opérant dans une contrée presque déserte où le bois seul se trouvait en abondance, avaient construit, il y a un siècle, des corvettes en quatre semaines, des frégates en quarante jours et des « vaisseaux de 100 canons » en trois mois. L'idée qu'on se faisait, en avril 1917, des navires en bois destinés à esquiver les sous-marins, était celle de bateaux sans mâts, de 2 500 à 3 000 tonnes, bas sur l'eau, propulsés par des machines à combustion interne, donc n'émettant pas de fumée. Leur visibilité serait ainsi très réduite. On admettait pourtant qu'en attendant la production d'un nombre suffisant de machines Diesel, une partie de ces navires pourrait être à voiles. Entre temps, la guerre sous-marine continuait et fournissait, par ses expériences quotidiennes, des argumens décisifs aux défenseurs de l'acier. Enfin le 28 juillet le président Wilson trancha la question en demandant à M. Denman sa démission du *Federal Shipping Board*, en acceptant celle du général Gœthals et en confiant à M. Edward N. Hurley la tâche gigantesque de création des 8 millions de tonnes nécessaires, pour combler les vides existant ou à prévoir dans la flotte mondiale, par suite des torpillages germaniques. Ce tonnage devait permettre le transport en Europe des troupes, du matériel et des marchandises américaines pour les Alliés. C'était la question vitale de la guerre.

Les autorités navales avaient reconnu qu'il était absolument impraticable de construire assez de destroyers pour convoyer les milliers de bâtimens à marche lente à travers l'Atlantique. Si des voiliers de mille tonnes, bien gréés, avaient pu trouver à leur entrée dans la zone de guerre assez de patrouilleurs pour les remorquer à grande vitesse jusqu'au port, on aurait pu envisager l'emploi des bateaux en bois; mais, comme on ne disposait de rien de pareil, on dut reconnaître que le bâtiment de bois, livré à lui-même, était incapable d'échapper. « Nos Alliés de l'autre côté de l'Océan, disent non sans humour les Américains, attendaient de nous quelque invention géniale, qui anéantirait les sous-marins ou du moins les rendrait inoffensifs. Mais la seule découverte tangible que nous ayons faite, c'est que la vitesse est l'unique sauvegarde et que, plus elle est grande, plus grande est la chance d'échapper. » A l'allure de 7, 8 et 9 nœuds, 90 à 100 pour 100 des navires attaqués sont coulés; à 10 nœuds 70 p. 100 sont atteints. Or la grande majorité de la marine marchande se compose de types qui, chargés, marchent à moins de 10 nœuds. A 12 nœuds la moitié des bateaux se sauvent et leurs chances de se soustraire aux torpillages augmentent avec leur vitesse jusqu'à 18 nœuds où, pratiquement, ils deviennent presque invulnérables. Ce n'est pas que, filant à cette allure, ils puissent mieux fuir devant l'ennemi invisible; mais c'est qu'au-dessus d'une certaine rapidité une cible mouvante est, pour le sous-marin, infiniment plus difficile à atteindre à grande distance.

Pour cette même cause l'armement défensif augmente la sécurité d'un navire rapide beaucoup plus que celle d'un vaisseau lent, parce qu'avec le premier le sous-marin qui a manqué son coup ne peut pas le recommencer. La formule adoptée est donc de fabriquer des bateaux capables de faire couramment 12 nœuds, avec une *réserve de vitesse* leur permettant de marcher à 16 nœuds dans la zone dangereuse, à l'approche des côtes, durant les trente-six ou quarante dernières heures de la traversée. Une quille plus courte, une forme plus élancée, doivent augmenter la capacité de manœuvre de ces nouveaux transports, dont l'expérience de dix mois de guerre sous-marine a seule permis à nos Alliés d'établir les données précises.

Au début, le général Gœthals lui-même s'était borné à passer des contrats pour des navires de 10 nœuds et demi et 11 nœuds.

Mieux vaut, dit-on aujourd'hui à Washington, créer 200 bateaux de 16 nœuds qui navigueront avec 80 pour 100 de sécurité, que 500 ou 1 000 qui ne feront que servir de cible aux pirates et seront fatalement coulés. L'on espère en 1918 construire 4 millions et demi de tonnes, c'est-à-dire plus de moitié du tonnage commandé ou sur chantiers à fin décembre 1917. Il sera plus facile ensuite d'achever le surplus; car non seulement les soixante-dix-huit chantiers ont dû être improvisés, mais aussi de véritables villes doivent être bâties pour loger les centaines de mille d'ouvriers nécessaires. Le lecteur se fera quelque idée de la hâte avec laquelle est mené le travail, en apprenant que tel chantier de dimensions énormes, comme celui de la *Steel Corporation*, a été monté en trois mois et demi : le 4 août le premier coup de pelle était donné dans les prairies noyées de l'Hackensack, près New-York, le 21 novembre la première quille était posée et les machines à river étaient au travail.

V

Pour atteindre le but sans retard, aucune dépense ne semble trop lourde aux Américains; aucune n'est par eux épargnée; tout, sauf la qualité, doit être sacrifié à la vitesse. Ce qu'il leur en coûte pour jouer dans cette guerre le noble rôle final qu'ils ambitionnent, le public français le sait déjà. A la clôture de la session extraordinaire qui se termina en octobre, le président de la Chambre des Représentans s'exprimait ainsi : « Je ne sais si, à dater d'aujourd'hui jusqu'au jour du jugement dernier, il se trouvera jamais un autre Congrès pour voter autant de crédits que celui-ci et... sincèrement, j'espère que non. Chaque dollar demandé pour les besoins de la guerre a été loyalement et librement donné. » Le total atteint d'un coup 107 milliards de francs, y compris les prêts aux Alliés.

Pour se procurer des recettes pouvant faire face à cette dépense, les États-Unis ont eu recours, comme l'Europe, à l'emprunt, — ils en sont déjà au troisième, — et, plus que l'Europe, aux impôts. Impôts indirects sur les boissons, le tabac, les transports, les assurances, les automobiles, les parfums, les remèdes, les théâtres et les sports, l'éclairage, les tarifs postaux et téléphoniques; impôts directs : sur le revenu, jusqu'à

50 pour 100 ; sur les bénéfices de guerre jusqu'à 60 pour 100. Le tout monte à 13 milliards de francs de *taxes nouvelles*.

Par l'« excess profits tax, » — impôt sur les bénéfices faits depuis la guerre, — dont le total, pour l'année 1917, est estimé à plus de 5 milliards de francs, l'Amérique envoie ainsi indirectement aux Alliés une bonne partie des gains réalisés soit sur les fournitures mêmes qui leur avaient été faites, soit sur les matières que les hostilités ont fait enchérir. Quelques grands trusts ont à payer de ce chef des taxes prestigieuses : l'*Anaconda Copper Mining* 72 millions de francs, la *Bethlehem Steel* 125 millions, la *Du Pont Powder C°*, 180 millions et la corporation géante de l'acier, l'*United States Steel*, 920 millions de francs, — 184 millions de dollars.

Nul ne se plaint, nul ne marchande son concours. Aux contributions légales et obligatoires les banques, les sociétés industrielles, les compagnies de chemins de fer, ajoutent des dons volontaires. Lorsque la Croix-Rouge américaine, pour s'équiper, demanda l'été dernier 500 millions de francs au public, les mêmes trusts votèrent immédiatement des dividendes spéciaux « Red Cross dividends, » que les actionnaires, bien qu'ils eussent le droit strict de les toucher, étaient invités à abandonner aux ambulances ; ce qui fut fait par la quasi unanimité d'entre eux.

J'ignore ce que l'expédition d'Amérique avait coûté au gouvernement de Louis XVI ; il semble bien que les États-Unis nous rendent au centuple le cadeau que nous leur avions fait il y a cent quarante ans. Mais l'argent est peu de chose auprès du sang qu'ils s'apprêtent à verser pour notre cause et qui cimente entre eux et nous, à travers l'Océan, des liens éternels.

GEORGES D'AVENEL.

L'ÉLECTION DE LITTRÉ

A

L'ACADÉMIE FRANÇAISE

LETTRES INÉDITES

Il y a eu peu de candidatures aussi accidentées que celle d'Émile Littré à l'Académie française. Ce rare savant qui était à la fois médecin, publiciste, philologue et philosophe, et avait été élu, en 1839, membre de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, s'était, en 1863, sur le conseil de ses nombreux amis, porté candidat au fauteuil de l'illustre physicien Biot.

Ses titres à cet honneur étaient la traduction des œuvres d'Hippocrate et de Pline, l'histoire de la langue française et le grand Dictionnaire entrepris par lui, qui devait être l'ouvrage philologique le plus considérable du XIXe siècle. Ses adversaires, tout en reconnaissant son immense érudition et sa science consommée, lui reprochaient la traduction avec commentaires favorables de la *Vie de Jésus* par Strauss, ses écrits sur la philosophie positive, les aphorismes du dictionnaire de médecine de Nysten continué et remanié par lui, l'éloge passionné d'Auguste Comte. Entre tous celui qui voyait dans ses doctrines un danger pour la société et pour la jeunesse française fut, on se le rappelle, Mgr Dupanloup. L'évêque d'Orléans, qui menait depuis longtemps une lutte ardente pour la défense du spiritualisme, avait lu avec attention les œuvres philosophiques de Littré. Sans méconnaître le caractère intègre de l'homme, sa

vie honnête et pure, ses intentions loyales, il était effrayé du mal que ses écrits pouvaient causer aussi bien parmi les étudians en lettres que parmi les étudians en médecine, les gens du monde et même la classe ouvrière. Il constatait avec un sincère émoi, depuis de nombreuses années, le décri des vérités premières et l'abandon des mœurs traditionnelles en France, et il s'en inquiétait comme devait le faire un évêque tout entier à ses devoirs de Père et Pasteur des fidèles. Aussi, lorsqu'il apprit la candidature académique de Littré, fut-il profondément ému. Il manifesta ses craintes à ses amis et résolut de la combattre, car, si elle triomphait, elle apparaîtrait, d'après lui, au grand public comme l'approbation des idées mêmes de l'auteur. Il avait extrait des œuvres de Littré des citations importantes qui lui paraissaient de nature à impressionner ses confrères de l'Académie et il pensait qu'elles les détermineraient à ne point voter en faveur du savant. Il soutenait que c'était pour lui une obligation d'entreprendre cette campagne, d'autant plus que la plupart de ceux qui louaient la science de Littré n'étaient guère renseignés sur le matérialisme de l'auteur.

Il informa Augustin Cochin, un de ses intimes, de son dessein de publier une brochure destinée à combattre les attaques dirigées contre la Religion et, pour ne pas avoir l'air de lancer ses foudres contre un seul écrivain et en faire une attaque tout à fait personnelle, il comprit dans ses sévères critiques certaines œuvres analogues de Taine, Maury et Renan qui lui paraissaient aussi néfastes pour l'Église et la société. Mis au courant d'une décision qui semblait inébranlable, Augustin Cochin s'inquiéta des effets qu'elle produirait à l'Académie et s'en ouvrit franchement à Mgr Dupanloup. Il lui dit que la candidature de Littré était très fortement appuyée et qu'au nombre de ses défenseurs figurait M. Thiers, un des plus ardens. Suivant ce dernier, il ne fallait pas rompre le pacte de tolérance dont l'Académie française était la représentation vivante. Le candidat choisi n'était-il pas l'homme le plus utile pour collaborer au Dictionnaire? La dignité de sa vie devait le mettre à l'abri de toute attaque. Comment avait-on à son égard pour lui des scrupules qu'on n'avait pas eus pour des vaudevillistes libertins? On pouvait évidemment voter contre lui, car toutes les opinions étaient libres, mais il fallait éviter le bruit et le

scandale. C'était donc chose aussi inopportune qu'inutile.

Mgr Dupanloup ne se rendit pas à ces raisons développées avec émotion par un ami sincère. Qui oserait s'élever contre des doctrines dangereuses pour la religion, la morale et l'État, si un évêque gardait le silence? Il y avait là pour lui un devoir impérieux de conscience et d'honneur. A ses yeux, la raison et la foi étaient vraiment menacées. Il avait, en termes vigoureux et précis, relevé dans sa brochure tous les sophismes dirigés contre les vérités nécessaires et les principes fondamentaux de toute société. Il la soumit, revue et corrigée, à Augustin Cochin qui la trouva noble, belle et péremptoire, mais persista à lui demander d'en ajourner la publication après l'élection qui lui semblait inévitable. L'évêque n'empêcherait pas Littré d'être élu et son travail aurait l'air de n'avoir été fait que pour s'opposer à cette élection. Mgr Dupanloup consulta Berryer; celui-ci fut de l'avis de Cochin. Pour lui, la publication avant l'élection était une manœuvre impuissante et tardive. « Après l'élection au contraire, elle constituerait un blâme solennel, un acte d'évêque, un garde-à-vous sur des noms plus dangereux. » Ne se contentant pas de cet avis, l'évêque d'Orléans interrogea Victor Cousin.

Suivant les renseignemens donnés par l'abbé Lagrange, le mieux informé des biographes de Mgr Dupanloup, Victor Cousin vint au domicile de l'évêque, rue Monsieur, et se rangea aussitôt à son avis. Il fallait publier l'*Avertissement* au plus vite. L'intérêt de la religion, comme celui de la philosophie, l'exigeait. Victor Cousin ne pardonnait pas à la nouvelle école matérialiste ses critiques amères contre le spiritualisme. Il se souvenait des railleries dirigées contre lui, aussi bien que contre Royer-Collard, et du dédain qu'avait suscité chez les novateurs son livre *du Vrai, du Bien et du Beau*. La doctrine de l'École spiritualiste était traitée de vieille logique, composée de pièces disparates, machine discordante dont Descartes et Pascal avaient fourni les rouages rouillés et qui ne pouvait plus servir qu'à des esprits empêtrés dans la syllogistique du moyen âge. La métaphysique de Platon, Malebranche, Bossuet, Fénelon pouvait faire illusion seulement à des esprits novices. C'était peut-être quelque chose de recommandable comme histoire; cela n'existait pas sérieusement comme science.

Mgr Dupanloup fut très flatté de l'approbation de Cousin et

par là même encouragé dans sa polémique contre ceux qu'il considérait comme des révolutionnaires et notamment contre Littré. « M. Cousin, dit-il alors, voit bien que le spiritualisme est ici en cause, autant que le christianisme. La liberté de conscience ne doit arrêter personne et chacun est maître de son vote et de servir ses idées... M. Cousin m'a fait douze argumens pour me démontrer qu'il fallait publier, non après l'élection, mais avant. »

Alors l'évêque se met en campagne. Il multiplie les visites chez ses confrères; il discute longuement avec eux; il leur adresse des lettres pressantes... Il voit M. Thiers et lui fait connaître toutes ses raisons d'agir. Ce n'est pas une simple attaque contre un homme qu'il entreprend, c'est un avertissement solennel qu'il veut donner aux pères de famille et à la jeunesse en lançant un écrit qui défendra les vérités naturelles et fondamentales qui constituent la raison humaine et que protège le christianisme. Ce n'est pas seulement la religion antique de la France qui est menacée; c'est la société elle-même. Comment se tairait-il au moment où l'un de ceux qui ont le plus employé leur parole et leur autorité à détruire chez les Français toute foi et toute vraie morale, prétendait recevoir de l'Académie le plus éclatant honneur? Comment s'effacer, disait-il, quand ces doctrines, au lieu de rester solitaires et cachées dans l'âme de ceux qui les avaient conçues, étaient répandues non seulement dans les livres destinés à l'instruction de la jeunesse, mais professées dans des cours publics et parvenaient à tous par la voie de la presse? On lui reprochait de s'attaquer à des hommes considérables, à des savans célèbres et de ne pas tenir assez compte de leur autorité. C'est justement à cause de leur réputation, de leur célébrité même, que l'évêque considérait qu'il y avait pour lui un devoir d'intervenir. Des écrivains sans nom n'auraient mérité que le silence. Et rappelant l'action énergique de Bossuet dans une des grandes controverses du XVIIe siècle, Mgr Dupanloup citait ce mot de Louis XIV à Bossuet : « Qu'auriez-vous donc fait si j'avais pris parti contre vous? » Et l'évêque de Meaux avait hardiment répondu : « Sire, j'aurais crié cent fois plus fort! »

Voilà quel était pour l'évêque d'Orléans le vrai mot de la conscience et du devoir. Plus ses adversaires avaient de titres

et d'influence, plus il considérait qu'il fallait parler haut en l'honneur de l'Église et de la société. C'est ce qu'il fit. J'ai trouvé à ce sujet dans les papiers de M. Thiers une correspondance des plus intéressantes que je veux mettre au jour, car elle donne un relief tout particulier aux incidens si curieux de la candidature Littré, incidens qui passionnèrent deux fois Paris et le monde savant.

***

Après un entretien avec M. Thiers et dans lequel celui-ci, tout en persistant à voter pour Littré, reconnaissait hautement qu'on ne pouvait être athée et saluait l'existence d'un Dieu bon qu'il aurait voulu servir selon toute la vérité, Mgr Dupanloup vit Ampère. L'illustre physicien se montra très embarrassé. Il se débattait entre l'affection qu'il portait à l'évêque et son respect absolu pour la liberté de conscience. Il ne voulut pas, en fin de compte, prendre un engagement définitif et attendit le jour du vote pour se décider. D'autres académiciens firent de même. L'influence de M. Thiers, qui avait patronné la candidature Littré, était si grande à l'Académie que Mgr Dupanloup résolut de lui livrer un nouvel assaut. Il lui écrivit donc la lettre suivante, datée du 9 avril 1863 :

« Monsieur,

« Je suis sorti hier de chez vous, pénétré de vos bontés pour moi, et, si vous me permettez de l'ajouter, pénétré d'une impression plus haute et plus profonde encore que le sentiment de vos bontés.

« Maintenant, j'ai besoin de vous le redire : plus j'y pense, plus je trouve impossible ce qui se prépare pour M. Littré. Il y aurait là, évidemment, une des peines les plus vives faites aux membres de l'Académie, à qui cette élection n'inspire pas une répugnance ordinaire. Je n'hésite pas à ajouter que ce serait une surprise et une violence faites à l'opinion publique elle-même.

« On dit : Il faut bien cependant se tolérer les uns les autres, et, comme vous me le disiez admirablement hier, en se tolérant, s'aider les uns les autres.

« Certes, je crois pouvoir dire que je ne suis pas suspect

ici, et peut-être que nul de mes confrères n'eût pu être pour M. Tissot ce que j'ai été (1).

« Mais, outre qu'ici on est assurément loin de s'aider les uns les autres, c'est au nom même de cette tolérance que je demande à mes collègues de ne pas faire ce qu'ils n'ont jamais fait; non, jamais la majorité n'a fait un choix qui pût, non pas seulement contrarier, mais blesser jusqu'au fond du cœur les membres de la minorité. C'est précisément en cela que consiste le respect et la tolérance mutuels. Je crois pouvoir ajouter que je ne connais pas une intolérance spéculative et pratique plus radicale que celle de M. Littré. Les anathèmes de cet esprit malheureux tombent toujours parallèlement sur la philosophie spiritualiste et sur la théologie, demandant expressément la suppression, non seulement du clergé, du budget ecclésiastique et de toutes les écoles de théologie, mais de l'Université, du budget universitaire et de toutes les écoles de philosophie spiritualiste, et ajoutant que cette double suppression se fera quand l'État sera en des mains vigoureuses et intelligentes, c'est-à-dire, car il s'explique, dans les mains des prolétaires, très préférables, selon lui, aux hommes d'État, qu'il va jusqu'à nommer et qui ne sont, à ses yeux, que des *teneurs de portefeuilles*. Et il ne faut pas croire que tout cela soit de vieille date. A l'heure qu'il est, M. Littré est autant que jamais enfoncé dans ces idées; sa propagande positiviste est aussi active qu'elle l'a jamais été; et indépendamment du *Dictionnaire médical* dont je vous ai parlé hier et dont les éditions sont toutes récentes, j'ai sous les yeux un écrit de 1859, dans lequel il résume tout le système et indique la marche à suivre pour le faire triompher, et l'un de nos collègues, qui est aussi le sien à l'Académie des Inscriptions, me disait hier que M. Littré, il y a un mois, écrivait encore dans *les Débats* un article où son idéologie positiviste se retrouve.

« La tolérance! Mais enfin, dans toute tolérance il y a une limite; ce ne peut être sans limite. S'il y en a une, elle est ici, ou elle n'est nulle part. Car c'est ici non pas seulement le socialisme radical que je viens de signaler, c'est l'athéisme, non

(1) Mgr Dupanloup faisait allusion ici à son discours de réception le 9 novembre 1854, en remplacement de Pierre-François Tissot, poète, historien et professeur, suppléant de Delille au Collège de France, ardent défenseur des Montagnards lors de la réaction thermidorienne.

pas l'athéisme simple, mais l'athéisme professé. M. Littré n'a pas seulement le malheur d'être athée; c'est un professeur d'athéisme, un professeur de matérialisme, faisant de ces malheureuses doctrines la base de toutes les sciences, le point de départ de la rénovation sociale ; n'hésitant pas à écrire que les sciences ne seront complètes que « quand elles auront définitivement soustrait l'ensemble des choses aussi bien à la métaphysique qu'à la théologie. Ainsi la science, ajoutait-il, c'est la « seule arme par laquelle le socialisme s'intronisera dans le « monde moderne. » Au même chapitre, il dit encore : « Tous « ceux qui veulent que la Révolution s'arrête ou recule, sont « contraires au socialisme; tous ceux qui veulent que la Révolution arrive à son terme, lui sont favorables. » Non, c'est ici une surprise. On ignore ce qu'on fait, on ne veut pas faire ce qu'on fait; ce qu'on fait n'est pas possible : il y a un moyen à trouver pour ne pas le faire. Divisés sur tant de points, nous avons au moins une foi commune en Dieu et en l'âme et des devoirs communs envers les lettres, la société française, la jeunesse, la postérité. N'excluons pas, si vous voulez, ce qui n'attriste que quelques-uns; mais écartons du moins ce qui nous blesse tous, ce qui blesse notre corps et nos devoirs, à savoir : l'athéisme déclaré, le matérialisme professé et au moment d'être couronné.

« Vainement dit-on : « C'est l'honnête homme et le philologue que nous nommons; ce n'est pas l'athée. » Cette distinction n'est pas possible. Il est impossible ici de scinder l'écrivain en deux, et en nommant l'un, de faire abstraction de l'autre. L'un, l'impossible, est le seul vraiment connu, tristement célèbre même dans toute la jeunesse des écoles.

« Cette abstraction, on ne se la permettrait pas, quel que fût le mérite littéraire d'un écrivain, s'il ne s'agissait que d'un tort de l'ordre vulgaire, mais laissant une tache. Vous permettrez à un évêque de ne pas croire que l'athéisme et le matérialisme professés ne soient pas un malheur public, dont il est impossible de faire abstraction.

« L'opinion publique ne le fera pas. Aussi, impossible en nommant M. Littré d'éviter un soulèvement de l'opinion publique, dont les conséquences peuvent être déplorables et ruiner tout ce qu'on a voulu et veut encore, en dehors de toute préoccupation de parti, pour le bien fondamental de ce pays-ci et pour l'avenir, s'il y en a un.

« Demander le silence est une égale impossibilité et la querelle sera effroyable. Je vous le disais hier, depuis deux ans, je m'occupe des énormités de M. Littré en même temps que des erreurs de quelques autres écrivains. Par une coïncidence qu'il ne m'a pas été possible d'empêcher, ce que j'ai fait est fait, est prêt, est imprimé : une délicatesse de mon respect pour l'Académie m'empêche seule de le publier à cette heure même.

« Mais pourrai-je me taire toujours? Non; ce que je ne dois pas, je ne le puis pas.

« Qu'un athée attaque la religion, cela peut se voir; mais qu'un évêque n'attaque pas l'athéisme, nul ne le comprendrait, pas plus qu'on ne comprendra qu'une assemblée le couronne publiquement. Quoi! M. Littré n'aurait pas osé envoyer des livres à aucun de vos concours, et vous allez donner le prix, une couronne, une tribune à leur auteur! Ma situation est peu de chose en tout ceci ; mais enfin, en ce moment, elle n'est pas tenable. Si je parle avant l'élection, j'ai l'air de prévenir le vote ; si je parle après, j'ai l'air de le réprouver et plusieurs me diront avec raison : « Pourquoi ne nous avez-vous pas avertis? »

« Qu'on me dise quelle peut être pour moi la situation possible. Car il ne faut pas se faire d'illusion : c'est la guerre avec l'Église ; et sur le plus mauvais terrain qu'on pût choisir. Car la France n'est pas athée ; ce n'est pas seulement sa foi, c'est le bon sens et l'honnêteté de l'esprit français qui ne lui permet pas d'accepter qu'on couronne un homme qui attaque l'existence de Dieu et de l'âme, et qui se fait de Jésus-Christ un mythe ridicule.

« Vous me parliez hier du caractère et des qualités de M. Littré. Sur ce point, je ne me suis pas permis une contradiction. Je vous ai même dit qu'après avoir lu et étudié ses livres, à la différence des autres écrivains dont je m'occupe, je n'y ai pas trouvé une trace de méchanceté, mais, dans l'aveuglement et le prosélytisme opiniâtres d'un esprit concentré sur ses idées fixes, des aberrations philosophiques, religieuses et sociales telles qu'il m'est impossible de croire qu'un siège à l'Académie française puisse en être la place. Mais ici je dois dire quelque chose de plus sérieux encore, et laissez-moi le dire, c'est à l'âme, à la conscience que je connais que je m'adresse : ce sur quoi je ne puis parvenir à apaiser ma pensée, c'est que l'Académie française puisse élever sur le pavois le *Dictionnaire des Sciences*

médicales de M. Littré, que nul de ses membres probablement n'a lu, et qui est malheureusement entre les mains de tous les jeunes étudians en médecine de France. Il m'est impossible d'admettre que l'Académie puisse dire à toute cette jeunesse : « Nous avons élevé aux plus grands honneurs de l'esprit français celui qui vous enseigne le matérialisme, le fatalisme, l'athéisme. »

« Je le répète : faire cela n'est pas possible. Sans savoir ce qu'on fait, c'est possible ; le sachant, ce n'est pas possible. Le sachant, il y aurait à peine trois voix à l'Académie ; et encore... si ce n'est la religion et le respect de Dieu, le ridicule les arrêterait ; car il faut ajouter qu'ici, comme fondateur d'une religion nouvelle et organisateur d'un nouveau culte, le ridicule en même temps que l'odieux est au plus haut degré.

« — Mais, me disait hier M. Cousin, en déplorant ce qui se prépare, M. Littré a promis de ne rien dire de tout cela dans son discours de réception.

« Je le crois bien ! L'assemblée si délicate qui fait l'honneur de l'Académie, en même temps que l'Académie fait quelquefois ses nobles délices, se lèverait tout entière pour sortir, si M. Littré, dans son discours, disait la millième partie de ce qu'il a imprimé. Pas une femme ne pourrait rester là, s'il y faisait entendre sa définition de l'amour, de la loi et de la liberté morale.

« Et je vais plus loin, l'Académie elle-même devrait sortir, s'il osait dire devant elle ce qui est, d'après lui, le principe de la société, des plus nobles esprits et de toute sociabilité humaine. Et si l'auditoire et l'Académie se taisaient devant le récipiendaire, il me semble que la vénérable figure de M. Biot se montrerait elle-même.

« M. Mignet, dont j'ai retrouvé du reste la fidèle bienveillance, me disait aujourd'hui en me parlant d'un autre candidat, qu'il ne comprendrait pas qu'on l'admît à venir faire des gambades sur la tombe du chancelier. Pour moi, je comprendrais encore moins que la science athée parût couronnée sur la tombe de M. Biot.

« Non, j'ose le dire, ce n'est pas la religion que je défends ici, c'est l'Académie ; c'est la raison, c'est l'esprit humain, c'est la philosophie, c'est la distinction du bien et du mal, c'est la loi, c'est la liberté morale, c'est-à-dire tout ce qui fait l'honnête homme sur la terre.

« Mais c'est assez, monsieur, j'abuse de votre bonté. Tout ceci est d'ailleurs d'une telle amertume pour moi que je puis le dire : c'est aujourd'hui que j'expie l'honneur, que je n'ai pas mérité, d'être membre de l'Académie française.

« Veuillez agréer, monsieur, tous mes respectueux et dévoués hommages.

« Félix, évêque d'Orléans. »

« P.-S. — Je ne puis m'occuper de M. Littré comme je le fais, sans qu'il soit averti. C'est ce que je viens de faire.

« J'ai retrouvé hier une lettre curieuse, et je la mets sous vos yeux, sans en approuver tous les termes. Elle est de Napoléon, elle parle de l'Institut, et elle concerne l'athée Lalande.

« Vous l'avouerai-je? Si j'avais lu cette lettre, sans connaître ni la date, ni la signature, c'est à vous que je l'aurais attribuée. »

Le 13 décembre 1805, Napoléon avait écrit de Schönbrunn une lettre à M. de Champagny, ministre de l'Intérieur, dont celui-ci fit donner lecture, le 26, devant l'Institut rassemblé. Elle était ainsi conçue : « C'est avec un sentiment de douleur que j'apprends qu'un membre de l'Institut, célèbre par ses connaissances, mais tombé aujourd'hui en enfance, n'a pas la sagesse de se taire et cherche à faire parler de lui, tantôt par des annonces indignes de son ancienne réputation et du Corps auquel il appartient, tantôt en professant l'athéisme, principe destructeur de toute organisation sociale qui ôte à l'homme toutes ses consolations et toutes ses espérances.

« Mon intention est que vous appeliez auprès de vous le président et le secrétaire de l'Institut et que vous les chargiez de faire connaître à ce Corps illustre, dont je m'honore de faire partie, qu'il ait à mander M. de Lalande et à lui enjoindre, au nom du Corps, de ne plus rien imprimer et de ne pas obscurcir dans ses vieux jours ce qu'il a fait dans ses jours de force pour obtenir l'estime des Savans; et, si ces invitations fraternelles étaient insuffisantes, je serais obligé de me rappeler aussi que mon premier devoir est d'empêcher que l'on n'empoisonne la morale de mon peuple. Car l'athéisme est destructeur de toute morale, sinon dans les individus, du moins dans les nations.

« Napoléon. »

Cette lettre fut lue en présence de Lalande qui se leva et dit simplement : « Je me conformerai aux ordres de Sa Majesté. »

L'illustre astronome était aussi original que versatile, et s'il est vrai que cet ancien élève des Jésuites ait, dans le *Supplément au Dictionnaire des Athées* de Sylvain Maréchal, placé les noms de *Jésus* et de *Bonaparte* et cherché à faire des prosélytes en athéisme jusque sur les bancs des collèges, il n'avait pas encore fait ériger dans la principale église de Bourg, sa ville natale, un monument à ses parens avec une épitaphe qui commençait par ces mots : *Deo Optimo Maximo*. Il avait fait jadis l'éloge de saint Charles Borromée et de saint François d'Assise, hautement loué les cérémonies de l'Église, sollicité, en 1804, une audience du Pape et s'était prosterné à ses pieds. Il aimait enfin à se singulariser en tout, à insérer des annonces futiles dans les journaux pour faire parler de lui, à stationner sur le Pont-Neuf pour montrer aux curieux les variations de l'étoile *Algol*, à écrire des pamphlets contre ses confrères, à manger des araignées, ce qui lui valut cette boutade de la marquise de Condorcet qui lui avait demandé : « Quelle saveur trouvez-vous donc à ce mets étrange? — Une saveur de noisette. — Je comprends, répliqua-t-elle, c'est à peu près comme on peut trouver à l'athéisme une odeur de philosophie. » Et le chansonnier Piis lui consacra ce couplet :

Quand sur votre blanche assiette
La noire Arachnée courra,
Pour la croquer sans fourchette
Entre vos doigts prenez-la.
Sinon de vous
Monsieur de Lalande rira
Et dira
Vous n'aimez donc pas la noisette?

Petit, noir et décharné, lorsqu'il prêchait sa doctrine, si l'on en croit un contemporain, on eût dit « un démon disgracié qui se plaisait à nier Dieu. » Mais il était resté foncièrement monarchiste et ami du pouvoir. Aussi, n'eut-il garde de se brouiller avec l'Empereur et, après la lettre menaçante de l'Institut, il cessa tout prosélytisme athée. Il avait fait de la politique, de la physique, de la littérature, de la grammaire, de la métallurgie, de la poésie même. On a de lui des vers à

Mme Lapaute qu'il appelle « le sinus des grâces et la tangente des cœurs. » Il n'en est pas moins un savant illustre et l'astronomie gardera son nom. Il avait été reçu à l'Institut en 1795 et maintenu dans la nouvelle organisation de 1803.

On ne pouvait vraiment pas reprocher à Littré cette suite étrange de contrastes, de bizarreries, de contradictions; mais l'endroit où Mgr Dupanloup se sentait d'accord avec l'Empereur, est celui où il taxait l'athéisme « de principe destructeur de toute morale et de toute organisation sociale. »

M. Thiers laissa la lettre de Mgr Dupanloup sans réponse et l'évêque crut devoir lui en écrire une autre, le 17 avril en y joignant l'*Avertissement à la jeunesse et aux pères de familles.*

« MONSIEUR ET CHER CONFRÈRE,

« Vous n'avez pas répondu à ma lettre et je n'en suis pas surpris; je tiens seulement à savoir qu'elle ne vous a pas fait de peine; vous savez que j'aime à vous ouvrir mon cœur.

« Permettez que je mette sous vos yeux les textes mêmes dont je vous ai parlé.

« Je reviendrai demain matin vous consulter sur l'opportunité de la publication immédiate de ces pages. Auriez-vous la grande bonté de communiquer à M. Mignet le second exemplaire?... Je serais très heureux de joindre son avis au vôtre.

« Veuillez agréer..., etc.

« FÉLIX, évêque d'Orléans. »

Dans la brochure figuraient les lignes suivantes : « On dira peut-être que j'ai pris la plume pour empêcher tel candidat d'arriver à l'Académie, tel autre d'y prétendre. Il suffit de me connaître et il suffira de me lire pour sentir que j'ai eu une bien autre inspiration. Cependant, sur ce point, je dirai simplement toute ma pensée. Il est puéril de supposer que j'aie un tel pouvoir; mais, sans hésiter, je déclare que si je l'avais, j'en userais. Pourquoi ?... Précisément parce que j'estime très haut l'Académie; parce que je la considère comme un lieu élevé d'où les doctrines tombent avec plus de retentissement; parce que je ne puis aimer que le prosélytisme de l'erreur, — et de telles erreurs, — reçoive cette consécration et s'élève si haut. J'en conviens, l'Académie n'est pas une école de théologie, pas plus que la société elle-même et nul ne peut s'attendre à n'y

rencontrer que ses convictions. Ceux-là auraient bien peu vécu, et surtout ceux-là seraient bien peu chrétiens, qui ne sauraient pas aimer ceux qu'ils combattent. Mais ce n'est pas la question, et je me borne à dire que l'Académie est trop honorée en Europe pour que ceux qui la respectent puissent, sans une profonde douleur, voir l'athéisme y entrer de plain-pied. »

Et répondant d'avance aux reproches de passion, de colère, de parti pris qu'on pourrait lui adresser, Mgr Dupanloup ajoutait : « Si je manquais aux susceptibilités délicates de la bienséance fraternelle, et de la charité respectueuse envers les âmes, je me le reprocherais. Ou je me trompe, ou les écrivains que je combats seront les derniers à m'accuser, et pour deux raisons. Sans doute, ils sont mes confrères, mais je suis le leur, et si cette qualité ne les a pas empêchés d'attaquer mes croyances, elle ne saurait m'empêcher de les défendre contre eux. Puis je me borne à les interroger, et ils sont libres, — que dis-je ? — ils sont suppliés de me répondre. Je les ai lus et je crois et affirme, la main sur la conscience, que leurs théories détruisent Dieu, l'âme, la vie future, la loi morale. Si cela n'est pas, qu'ils se lèvent et qu'ils le disent !

« Je n'aurai jamais eu de ma vie une joie comparable à la joie dont m'inonderait ce démenti victorieux. »

En ce qui concerne Littré, Mgr Dupanloup disait : « Il a pénétré de ses doctrines un *Dictionnaire de médecine* renommé composé au commencement de ce siècle par deux savans honorables (Capuran et Nysten, deux spiritualistes), et qui se trouve maintenant, altéré par lui et corrompu, aux mains de toute la jeunesse des écoles médicales. » Il en donnait maintes preuves pour la recherche des CAUSES PREMIÈRES et des CAUSES FINALES, « désormais reconnues inaccessibles et bonnes seulement pour occuper l'enfance et l'esprit humain ; » pour l'HUMANITÉ, transformée par elle-même en Providence, « après avoir trop longtemps compté sur d'autres Providences imaginaires; » pour l'AME qualifiée « d'être immatériel supposé, tandis qu'elle n'est que l'ensemble des fonctions du cerveau et de la moelle épinière ; » pour l'AMOUR, appelé un « ensemble complet de phénomènes cérébraux ; » pour la SOCIABILITÉ, considérée comme « un résultat de l'organisation animale et n'ayant pas d'autre cause, » etc. L'évêque d'Orléans ne pouvait supposer qu'au XIXe siècle, en France, après le discrédit qui avait frappé les

doctrines matérialistes, elles pussent s'établir ainsi sur les pages d'un livre classique « dans un style où la barbarie du langage le disputait à l'abaissement des idées. » C'était un véritable manuel de philosophie positiviste ; mais altéré dans son esprit et dans ses tendances, ce livre rappelait toujours le *Dictionnaire de M. Nysten.* Il gardait à son frontispice ce nom respecté, et, sous ce couvert, il enseignait dans toute la France, dans toutes les écoles de médecine, le matérialisme de M. Littré. Cela était d'autant plus regrettable que Nysten avait défini jadis l'Ame « un principe de vie raisonnable ; » la Raison « une puissance de l'âme par laquelle l'homme perçoit la distinction entre le bien et le mal ; » l'Idée, « une perception de l'âme » et admettait comme science spéciale de l'âme la Psychologie qu'il définissait « la science qui traite de l'âme. » Tout cela avait disparu sous la plume de M. Littré pour être remplacé par des définitions entièrement matérialistes.

Et revenant à sa mission d'évêque, qui primait pour lui toutes les autres, Mgr Dupanloup s'écriait : « Je puis m'être trompé dans un texte, dans une interprétation, dans un rapprochement ; du moins les précautions que j'ai prises contre les erreurs possibles payent tout ce que je me suis jamais donné de soins dans ma vie pour aucun travail. Et j'affirme, après avoir plongé mon esprit et mes yeux fatigués, mais ouverts encore, dans cet abîme et ce dédale de contradictions et d'erreurs, de subtilités et d'énormités, que ce que j'ai dit n'est rien encore en comparaison de ce que j'aurais pu dire. Voilà donc ce qu'on écrit, ce qu'on imprime, ce qu'on jette en pâture à l'avidité publique, ce qu'on fait lire à toute la jeunesse ! Voilà quelle guerre on livre au milieu de nous, non seulement à Jésus-Chrit et au christianisme, mais aux grandes vérités morales elles-mêmes ; non seulement à la Foi, mais à la philosophie et à la Raison !... Certes, l'étonnement serait grand, et à juste titre, si nous restions silencieux en face de telles doctrines, si nulle voix d'évêque ne s'élevait pour réprouver cette sophistique impie. »

C'était là la vraie raison de l'action de l'évêque d'Orléans contre Littré et contre ceux qui partageaient ses doctrines. « Nous avons entendu, disait-il, dans ce siècle, un grand esprit, un homme qui a étudié l'Histoire, scruté la vie des peuples, gouverné son pays, s'écrier du fond de son âme émue : « Si

« j'avais dans mes mains le bienfait de la foi, je les ouvrirais « toutes grandes sur mon pays. Pour ma part, j'aime cent fois « mieux une nation croyante qu'une nation incrédule. Une « nation croyante est mieux inspirée, quand il s'agit des œuvres « de l'esprit, plus héroïque même, quand il s'agit de dépeindre « sa grandeur. » Qui avait dit cela? Qui avait pensé qu'athéisme et servitude vont de compagnie?... M. Thiers, auquel Mgr Dupanloup envoyait son *Avertissement*.

Aussi, l'évêque ajoutait-il : « Je m'étonne moi-même de mes paroles. D'autres que moi auraient dû vous les adresser et défendre énergiquement la cause que je défends. Il y a pourtant des philosophes en France. Est-ce que la saine raison, pas plus que la vraie liberté, ne trouveront pas de défenseurs parmi nous? Est-ce qu'on me laissera parler seul? Car c'est enfin la Raison que je défends plus encore que la Religion, la Raison, la Foi laïque qu'on a abandonnée... Eh bien ! moi, je parlerai pour elles, puisque nul ne parle, et je sens que j'ai bien fait. Je suis évêque, non pour me reposer, mais pour avertir ceux qui ont besoin d'être avertis... Quelle que soit la véracité douloureuse de mes accens, ceux que je combats sentiront, je l'espère, à ma douleur même, que je ne poursuis que leurs doctrines. Pour eux, je les plains; leur malheur est affreux. Je donnerais ma vie pour leur rendre la lumière qu'ils ont perdue et le jour où ils reconnaîtraient que tant de travaux, de talens réels et de grands efforts auraient été mieux employés à servir Dieu, à défendre l'âme, la conscience, l'immortalité, la religion, ce jour-là j'éprouverais une des joies les plus pures et les plus profondes qu'une âme vouée au service de la Vérité et des âmes puisse goûter sur la terre! »

Ne se contentant pas de remettre sa brochure à M. Thiers, l'infatigable évêque lui adressa une nouvelle lettre le 18 avril, ainsi conçue :

« Monsieur,

« Pour la première fois depuis bien des années, je vous ai quitté ce matin avec le chagrin de n'être pas d'accord avec vous; et pourtant je me dis que, jeudi prochain, au moment où nos mains écriront des votes dissemblables, nos esprits penseront, croiront, voudront la même chose. Le désaccord ne sera ni profond ni durable.

« J'ai vu dans la journée tous ceux de nos confrères que j'avais cru devoir consulter sur la publication immédiate de mon écrit. A ma grande surprise, ils ont été à peu près tous, et bien plus chaudement que mes propres amis, d'avis que je ne pouvais me dispenser de publier de suite. Je ne suis donc plus libre de ne pas le faire, ayant provoqué une sorte de jugement qui se trouve en harmonie avec le cri persistant de ma conscience.

« Vous me trouvez, j'en ai peur, trop ému ou trop peu facile et, me rappelant des exemples auxquels je devrais être fier de me conformer, vous me disiez encore ce matin que M. de Quélen et M. l'évêque d'Hermopolis étaient venus s'asseoir auprès de M. Cabanis. Mais permettez-moi d'abord de vous dire que c'était juste le contraire de ce qu'on voudrait faire aujourd'hui. L'élection de ces deux évêques était postérieure à celle de M. Cabanis et marquait les progrès du temps; celle-ci marquerait une décadence.

« Il faut ajouter tout ce qui s'est passé depuis et que nous ne pouvons oublier, le jour où M. Proudhon est venu s'asseoir en face de vous pour détruire la société, le jour où j'ai pu m'asseoir à vos côtés pour tenter de la sauver.

« Nous avons vu l'athéisme aux affaires et c'est pour le combattre que, par un acte qui m'a attaché à vous pour jamais, vous avez eu le courage d'appeler à votre aide la religion. Ah! ne me demandez pas aujourd'hui de rappeler l'ennemi commun. Je lui tendrai la main s'il le veut; mais lui donner le sceptre et la puissance pour faire le mal, jamais!

« Je sens et prévois assez tout ce que l'acte que je fais aujourd'hui suscitera contre moi de reproches et de représailles : on n'aime pas à être réveillé si fort! Faut-il vous dire quelle est ma confiance? C'est que c'est vous qui me défendrez alors. Vous me défendrez, j'en suis sûr. On dira que j'aime la guerre et que je sers des passions, vous répondrez que j'aime la vérité et que je sers ma conscience.

« Veuillez agréer le fidèle hommage de mes bien dévoués et respectueux sentimens.

« FÉLIX, évêque d'Orléans. »

M. Thiers se décida enfin à répondre à Mgr Dupanloup pour lui faire connaître toutes les raisons qui le portaient à donner

un vote favorable à l'élection de Littré, malgré les graves motifs fournis par l'évêque pour combattre cette candidature :

« Monseigneur,

« Je suis très affligé de la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire, car rien ne peut m'être plus pénible que de vous causer un chagrin. Vous connaissez mon sincère et respectueux attachement pour votre personne, et si j'avais pu croire que la candidature de M. Littré vous désolerait jusqu'à vous faire regretter d'être de l'Académie française, je n'aurais pas accueilli cette candidature-

« Mais l'opposition qui s'élève contre M. Littré est vraiment trop tardive et surtout beaucoup trop exagérée dans ses griefs.

« Les promoteurs les plus décidés de la candidature de M. de Carné avaient offert spontanément leurs voix à M. Littré et avaient laissé adopter, sans une objection, l'idée de nous adjoindre le plus savant grammairien de notre temps dans la connaissance des origines de la langue française. On disait bien que M. Littré était membre d'une secte, à mon avis fort sotte et très sincèrement peu influente. Mais aux origines religieuses très regrettables du nouveau candidat, on oppose sa vie exemplaire consacrée tout entière à l'étude et aux devoirs de famille. De tout cela il était résulté pour M. Littré une candidature très peu combattue, à laquelle le public s'est tellement habitué qu'il trouverait aujourd'hui fort mauvais qu'on y renonçât. Le public attribuerait ce changement à une intolérance qu'il ne sied point à l'Académie d'affirmer. Quand elle a nommé MM. de Falloux, Lacordaire, Albert de Broglie (ce dont je l'approuve fort, puisque j'ai voté avec elle), elle doit pouvoir voter pour M. Littré, surtout lorsqu'elle a de son savoir philosophique un besoin si urgent. Faire un dictionnaire et n'avoir pas M. Littré avec soi, ce serait un non-sens.

« Je déplore plus que personne les opinions religieuses de M. Littré, mais je ne m'en fais pas garant, pas plus que l'Académie ne s'est constituée garante des opinions de MM. d'Alembert et Laplace.

« L'Académie doit représenter le génie français dans sa diversité, sa liberté, son indépendance, sans prétendre représenter ni un parti, ni une opinion, ni même une religion, quelque respectable ou vénérable que soit cette religion. Elle

renfermait dans le XVIIIe siècle Massillon et d'Alembert. Elle doit en faire autant aujourd'hui d'honnêtes gens, gens d'esprit autant que possible, illustres quand ceux-là se rencontrent, et toute exclusion, quelque fondée qu'elle soit, serait, de notre temps surtout, imprudente et dangereuse. Ajoutez qu'il faut en général que le successeur puisse parler, non sans quelque compétence, du prédécesseur, et M. de Carné, que j'aime d'ailleurs, serait très embarrassé de célébrer le physicien et astronome Biot. Le traducteur d'Hippocrate me semble plus en mesure de suffire à cette tâche. J'aimerais mieux qu'il n'eût pas traduit Strauss, mais je nomme l'honnête homme auteur de notre Dictionnaire français, et je ne garantis que lui. D'ailleurs, j'ai fait comme beaucoup de mes confrères, j'ai promis ma voix à M. Littré, lorsque sa candidature était presque universellement acceptée. Telles sont mes raisons, et il faut qu'elles soient assez fortes pour me donner le courage de résister, — en vous résistant, — à une amitié qui m'est chère, dont je m'honore et que j'espère continuer à mériter toute ma vie.

« Agréez, Monseigneur, le nouvel hommage de mon dévouement respectueux.

« AD. THIERS. »

Cette lettre n'a pas de date et elle porte en marge ces trois mots : « *Lettre non expédiée.* » Mgr Dupanloup ne l'a donc point connue, mais on peut affirmer que tous les argumens invoqués par M. Thiers dans cet écrit avaient, du reste, été donnés par leur auteur dans les divers entretiens qu'il avait eus avec l'évêque d'Orléans.

Le jour du vote arriva. C'était le 23 avril 1863. On peut affirmer que tout Paris avait ce jour-là les yeux fixés sur l'Académie, attendant avec impatience le résultat de ce scrutin destiné à être mémorable. Au troisième tour, le comte de Carné obtint 18 voix, Littré 12. Il y eut 4 bulletins blancs. Le duc de Broglie, Thiers, Mignet et Rémusat, Sainte-Beuve, Mérimée, Auger, S. de Sacy, Lebrun, de Pongerville, Ponsard et Berryer avaient voté pour Littré. Ampère s'était décidé à voter contre lui au troisième tour. A peine le comte de Carné était-il élu que Mgr Dupanloup écrivait la lettre suivante qui fut aussitôt portée à M. Littré :

« MONSIEUR,

« Je n'ai pas voulu que cette journée prît fin sans que je ne vous eusse exprimé quelle tristesse il m'en reste et quels sentimens partagent mon âme. Ne croyez pas que cette tristesse ait pour cause les accusations qui s'élèvent contre moi. Je les avais prévues et je ne ferai rien pour les détourner. Il me suffit de ne pas les mériter.

« Mais je suis triste, monsieur, en pensant à vous et en me disant qu'il m'a fallu combattre un homme dont les qualités méritet un hommage, blesser un homme que je voulais toucher, augmenter l'affliction de ceux qui vous aiment. Laissez-moi vous tendre la main; laissez-moi vous prier de ne pas délaisser, à cause des souvenirs de ce jour, la religieuse recherche du vrai dans ces capitales questions qui sont le suprême intérêt de notre vie humaine. Ce noble labeur est au-dessus de tout le reste.

« Souffrez donc, monsieur, que j'invoque ardemment ce Dieu en qui j'adore notre commun Père, afin qu'il vous éclaire sur ce qu'est la Vérité et sur la fragilité de vos doutes; afin qu'il vous manifeste aussi, permettez-moi de l'ajouter, la pureté de mes intentions et la sincérité de l'estime que je conserve pour votre caractère.

« Agréez, monsieur, tous mes respects.

« FÉLIX, évêque d'Orléans. »

Dès ce jour, Mgr Dupanloup se promit de ne plus prononcer le nom de Littré dans aucune de ses polémiques religieuses et il tint parole. Quant à Littré, étant donné la force de son caractère et la simplicité de ses attitudes, il ne manifesta aucune rancune à son loyal adversaire. Il lui fit une réponse courtoise et attendit que les années jetassent quelques voiles sur la polémique dont il avait été l'objet, ainsi que sur la défense parfois violente et maladroite de quelques-uns de ses amis. Il dit à des intimes : « L'évêque d'Orléans a fait ce qu'il a cru être son devoir. Ses convictions ne sont pas les miennes. Mais je n'ai rien à lui répondre, parce que je ne puis rien lui démontrer. »

Une grande partie de la presse taxa l'élection de M. de Carné de « coup d'État clérical. » On ne contestait cependant pas les titres du nouvel académicien, collaborateur distingué

de la *Revue des Deux Mondes* et du *Correspondant*, auteur d'ouvrages estimés, tels que *la Fondation de l'unité française*, l'*Histoire du Gouvernement représentatif*, la *Littérature française au XVIIIe siècle*, mais on regrettait la façon dont il avait conquis les suffrages. C'était, disait-on « un prix de catéchisme. » Le *Siècle* tombait à bras raccourcis sur l'évêque d'Orléans qui prétendait créer l'orthodoxie dans le domaine de la littérature. L'élection du Père Gratry, deux ans après, exaspéra Sainte-Beuve qui écrivit à la princesse Mathilde : « L'Académie recueille ce qu'elle a semé... Nous voilà bien lotis avec ce nouveau confrère qui fait la paire avec *le* Dupanloup ! » Edmond Scherer écrivit dans *le Temps* que M. Guéroult, rédacteur en chef de *l'Opinion nationale*, qui avait approuvé la campagne de Mgr Dupanloup, pouvait être satisfait : l'évêque d'Orléans était devenu le grand électeur de l'Académie. « Il s'est trouvé, disait-il, trois ou quatre personnes à l'Académie assez étrangères au mouvement des choses et des idées de leur temps pour ne rien savoir de M. Littré que son nom et n'avoir appris à le connaître que par la vulgaire fantasmagorie des citations de M. Dupanloup. » L'écrivain déplorait ce résultat, « non pour M. Littré qui pouvait se passer de l'Académie, mais pour l'Académie elle-même, vouée à une décadence irrémédiable. L'évêque d'Orléans alléguait pour justifier sa campagne contre Littré son caractère épiscopal. Il oubliait que l'Académie, en le recevant, n'avait pas entendu introduire dans son sein le sacerdoce, prône et foudres y compris. Si chez M. Dupanloup le prêtre était inséparable de l'homme, il n'avait qu'à refuser l'hommage de l'Académie, et faire comme le Père Lacordaire, s'abstenir de prendre part aux séances, aux travaux et aux votes. D'autre part, M. Alloury écrivit dans les *Débats*, après l'échec de Littré : « C'est un malheur dont il trouvera aisément la consolation dans ses travaux. Ses amis l'ont vu calme et tranquille et n'ont pu qu'avec peine détourner un moment son attention de ses livres. » — « Nous regrettons, ajoutait le journaliste, que l'Académie, qui s'était fait honneur de compter parmi ses membres les Montesquieu, les Voltaire et les libres-penseurs du dernier siècle, ait hier constitué définitivement dans son sein une nouvelle congrégation de l'Index... Les gens de lettres crieront. La belle affaire ! Est-ce que l'Académie est faite pour les gens de lettres? Il faut bien qu'ils sachent qu'avec les titres les

plus brillans on peut être exclu de l'Académie à cause de ses opinions et qu'on peut y être admis sans avoir l'ombre d'un titre littéraire. »

Cette réflexion était bien dure pour le comte de Carné qui, s'il n'avait pas la notoriété scientifique de Littré, avait cependant écrit, comme je l'ai rappelé, de bons livres d'histoire.

***

Huit ans s'écoulèrent, et la candidature de Littré, soutenue cette fois par Guizot, reparut à l'Académie française. Le *Grand Dictionnaire de la Langue française* était presque terminé et de toutes parts s'élevaient des éloges au sujet de cette œuvre si considérable et si utile. En France, en Europe, dans le monde entier, on le regardait comme un monument de savoir parfait, comme un instrument inappréciable de recherches et de renseignemens. Or, c'était au fauteuil de Villemain que Littré prétendait cette fois, et ses chances étaient telles que ses rivaux, Saint-René Taillandier et de Viel-Castel, n'allaient à la bataille qu'avec un bien faible espoir de succès. Mgr Dupanloup rompit alors le silence qu'il avait gardé depuis 1863 et, le 26 décembre 1871, prit part à la discussion des titres... Il regrettait tout d'abord d'être encore une fois en dissentiment avec M. Thiers, dont il appréciait plus que jamais l'autorité et les services. Il dit que les relations qui s'étaient établies entre lui et M. Littré, il y avait huit ans, lui avaient laissé pour son caractère et sa personne une estime et une affection qui lui avaient fait éviter de prononcer désormais son nom dans ses luttes continuelles en l'honneur de l'Église. Il avoua qu'il était très peiné d'avoir à combattre encore, mais les erreurs de Littré étaient restées les mêmes et, qui plus est, elles étaient aggravées en raison des événemens. Il devait combattre en lui l'athéisme, le matérialisme et le socialisme qui n'étaient après tout qu'une propagande infatigable au profit de doctrines néfastes et une guerre permanente contre les vérités premières, sans lesquelles aucune société ne pouvait vivre. Il citait de nombreux passages d'écrits récens de l'auteur. Peu importait que la France fût républicaine ou monarchiste; il ne fallait pas que le pays, qui venait d'éprouver de si fortes secousses, descendît plus bas qu'il n'était jamais descendu. Ce serait donner un encouragement à des erreurs funestes que de faire de leur

propagateur un membre de l'Académie. On parlait de la liberté de conscience. Encore une fois, la liberté ici consistait à voter pour ou contre, mais la liberté n'était pas le désarmement. Il ne fallait pas élever sur un piédestal celui qui avait pour le matérialisme et le positivisme, dont on avait vu les actes effrayans, des sympathies si accentuées.

On objectait que le matérialisme et le positivisme n'étaient pas en question ; que le positivisme élevait, il y a huit ans, son drapeau, mais qu'aujourd'hui, il n'était plus si haut et que tout danger avait disparu. D'ailleurs, M. Littré avait désavoué les opinions audacieuses qu'on lui avait prêtées. L'évêque répondit que M. Littré n'avait désavoué que deux choses. Il avait jadis imprimé qu'il fallait enlever à la France le droit de suffrage universel et le confier uniquement aux ouvriers de Paris, afin de faire de Paris seul le grand électeur. Cette opinion étrange de Comte, il y avait renoncé. Enfin, il avait écrit au sujet des renouvellemens partiels de l'Assemblée nationale que, si ces renouvellemens étaient dans le sens de l'idée monarchique, il faudrait bien y accéder. Sur des observations pressantes de ses amis, il avait écarté cette considération. Sauf ces deux points, M. Littré n'avait rien désavoué de ses anciennes doctrines. Dans la Revue qu'il dirigeait, *la Philosophie positive*, il continuait à être le chef de l'école matérialiste. Il rejetait l'idée de Dieu dont il faisait une fiction, une hypothèse. Il n'admettait comme existence suprême que l'Humanité et déclarait les sciences incompatibles avec les conceptions du surnaturalisme. L'Humanité était sa Providence à elle-même et pouvait seule réparer l'impuissance de Dieu.

L'évêque d'Orléans rappelait le Congrès de Liége où un jeune docteur, s'avouant le disciple de Comte et de Littré, s'était déclaré hautement matérialiste. Et, dans ce Congrès qui s'était terminé par les cris de : « Guerre à Dieu !... » avaient figuré des hommes qui, comme Fontaine, Tridon, Protot et autres, devaient faire partie de la Commune et mettre leurs détestables doctrines en pratique. Les tristes événemens de 1871 n'avaient pas ouvert les yeux à M. Littré, qui continuait sa propagande socialiste par la parole et par la presse.

On répondait à l'évêque d'Orléans que ces doctrines étaient certainement dangereuses et déplorables, mais que, dans une réunion d'élite telle que l'Académie, toutes les opinions pou-

vaient se faire jour et qu'il fallait bien se tolérer les uns et les autres. Mgr Dupanloup répliquait : « Il ne faut pas donner des armes au mal et l'élever sur le pavois. Or, est-il une chaire plus élevée que celle de l'Académie? Et comment la donnerait-on à M. Littré, alors que M. Guizot lui-même avait autrefois refusé de créer pour Auguste Comte une chaire au Collège de France? »

D'autres disaient : « M. Littré est un penseur isolé. — C'est un chef d'école, ripostait Mgr Dupanloup, et son influence est considérable sur la jeunesse et le parti ouvrier. — C'est l'écrivain laborieux, c'est le philosophe, c'est l'auteur du *Dictionnaire* que nous voulons nommer. — Alors, si vous en faites le secrétaire perpétuel de votre Dictionnaire, c'est lui qui imposera les définitions de l'Ame, de la Liberté, de la Pensée, de l'Intelligence, de la Perception, de la Volonté, de Dieu! »

En terminant son discours, l'évêque d'Orléans s'écria, profondément ému : « Quoi! messieurs, vous voulez sauver la France, et c'est ainsi que vous vous y prenez! Une glorification solennelle du matérialisme et du socialisme, voilà ce que vous imaginez pour elle en ce moment! On a enlevé à ce malheureux pays la paix et les croyances; et le peu qui lui reste, Dieu, l'âme, la loi, la liberté morale, la vie future, vous les lui ôtez! Que voulez-vous donc encore? Et quel coup faut-il que vous receviez?... Ah! ce n'est pas tant mon Église, c'est notre Maison que l'on dévaste! Et il faut que ce soit moi qui vienne ici la défendre! Et toutes ces choses qui sont de votre domaine, la raison, la philosophie, la société, la base de vos institutions, voilà ce que je défends et ce que vous livrez, en couronnant ceux qui la menacent! » Il regrettait l'absence de Victor Cousin, parce que lui, évêque, prenait en ce moment la défense de la philosophie, et qu'il y a huit ans, au sujet de la même candidature, Cousin lui avait dit : « Vous parlez pour nous! » Il ajoutait que le philosophe avait, à l'Académie des Sciences morales, fait la même campagne que lui contre un candidat athée et matérialiste, en s'exprimant ainsi : « Il est inéligible, à moins que l'Académie ne veuille abandonner toute direction sur les travaux de la jeunesse et enlever toute signification à l'honneur d'être admis dans son sein. » L'évêque d'Orléans adjurait ses confrères de ne pas voter pour M. Littré, car, après ce vote, on dirait : « Qui donc pouvez-vous arrêter sur le seuil de votre Académie? »

L'élection eut lieu le 30 décembre 1871 : Littré obtint, sur 29 votans, 17 voix contre 9 à M. Saint René-Taillandier, et 2 à M. de Viel-Castel. Le même jour étaient élus le Duc d'Aumale, Camille Rousset et de Loménie en remplacement de Montalembert, Prévost-Paradol et Mérimée. Thiers, alors président de la République, était venu voter avec ses ministres Rémusat et Dufaure. Victor Hugo, Autran, Jules Janin et Xavier Marmier étaient absens. Le soir même de l'élection de Littré, Mgr Dupanloup écrivit au directeur de l'Académie : « J'ai le regret de ne plus pouvoir continuer à faire partie de l'Académie française. »

***

Cet acte fut diversement apprécié. Tandis que les uns louaient hautement la fierté et la gravité de cette démonstration, les autres la blâmaient avec une extrême rigueur. Parmi les journaux qui attaquèrent chez le prélat ce qu'ils appelaient l'emportement et l'esprit de domination, les deux plus amers furent le *Journal des Débats* et *le Temps*.

Mgr Dupanloup ne voulut pas garder le silence devant les accusations des *Débats*, journal qui, avant l'élection, avait fait plus d'une fois la critique la plus vive de ses nombreuses polémiques.

L'article n'étant pas signé, c'est au rédacteur en chef qu'il répondit, le 5 janvier 1872, en ces termes : « Les *Débats* me reprochent l'emportement de ma décision. Rien n'a été moins emporté ni moins irréfléchi. Dès le 21 décembre, j'ai averti mes confrères, et si le 30 j'ai écrit au directeur de l'Académie, c'est que je n'ai pas voulu laisser croire un seul jour, une seule heure qu'un évêque pût accepter ce qui était à ses yeux un scandale. » Il était surpris de voir l'auteur de l'article s'égarer dans des considérations secondaires et étrangères à la question. En combattant cette candidature, l'évêque avait songé avant tout à la religion, aux périls de la jeunesse et de la société, aux intérêts suprêmes de la vérité et de la morale. Il avait eu l'ambition de défendre aussi l'honneur du Corps illustre auquel il appartenait. « Vous dites que je ne devais pas refuser l'entrée à l'Académie d'un savant déjà membre de l'Institut; que j'embarrasse l'Académie en la forçant de louer un académicien vivant; que je la gêne en lui faisant entendre des homélies qui ont vieilli... » A cela Mgr Dupanloup répondait que, Littré

étant déjà de l'Académie des savans, il n'y avait pas beaucoup de motifs pour l'appeler à l'Académie des littérateurs; qu'un embarras autrement sérieux serait de faire l'éloge des œuvres du nouvel élu et que l'assemblée délicate qui faisait habituellement l'honneur de l'Académie, se lèverait tout entière, si on osait exposer devant elle les théories du nouvel académicien sur Dieu, l'âme, la pensée, la liberté morale, l'amour, l'homme, la sociabilité. « Je m'étais fait, disait-il, de l'Académie une tout autre idée Je croyais et je crois encore que la France est attentive à ses actes, à ses paroles, à ses élections. Or, les doctrines de M. Littré sont de telle nature qu'avec elles nulle société, nulle religion, nulle philosophie n'est possible. Les sanctionner ainsi m'a paru impossible, car c'était porter un coup trop fort à la conscience publique. »

L'évêque d'Orléans croyait pouvoir ajouter qu'il avait pour garans de ces traditions Villemain et Cousin. Ni l'un ni l'autre n'admettaient que la qualité des doctrines importât peu à l'Académie. Ils professaient que les erreurs fondamentales et la négation des vérités premières constituaient une indignité. C'est ce que Mgr Dupanloup avait résolu de dire en affirmant publiquement son mépris pour de pareilles doctrines, et les reproches de domination et d'intolérance n'avaient rien à voir en cette affaire. « S'expliquer en public, combattre, voter, c'est la liberté de discussion à laquelle succède, quand l'honneur de la conscience est en cause, la liberté de s'en aller. » On lui faisait remarquer qu'il restait bien cependant le collègue de Littré à l'Assemblée nationale. « Si 10 000 ou 100 000 électeurs d'une cité populaire votent pour un candidat révolutionnaire, je le déplore sans en être surpris. Mais que des électeurs, choisis au premier degré parmi les plus éminens, élèvent à l'honneur le plus rare, le professeur le plus connu de l'athéisme au lendemain de la Commune, ceci est à mes yeux lamentable. »

Ce n'est pas sans tristesse qu'il rompait les liens qui l'attachaient à l'Académie depuis vingt ans, mais il devait tout sacrifier à un devoir. Il avait pris pour juge de sa conduite le grand public français sérieux et conservateur, et il n'y avait pas là motif à s'égayer, car ce serait donner une preuve de plus de l'incurable légèreté qu'on nous reproche. « Vous êtes de ceux, faisait-il remarquer, en finissant, à son critique, qui après le Congrès de Liége, avaient dit : « Ce sont des enfans ! » et c'est à vous

que je répondais : « Ces enfans seront vos maîtres. » Ils n'ont pas attendu dix ans; hier, ils siégeaient à la Commune de Paris, et vous avez pu lire quelques-uns de leurs noms au bas de ses décrets. Que l'on continue encore en France à montrer si peu de souci de la morale et des hommes; qu'on accepte de tels comparses et de telles défaillances, non seulement à l'Académie française mais ailleurs aussi, et de nouveaux malheurs ne se feront pas attendre! »

Le *Journal des Débats* répliqua qu'il avait parlé au nom des principes de tolérance et de modération qu'il avait toujours recommandés aux prêtres comme aux laïques, et que d'ailleurs l'élection de Littré avait été faite par ceux qui sauvaient aujourd'hui la France par leurs actes mieux que le vertueux prélat par ses discours. *Le Temps*, de son côté, faisait remarquer que Mgr Dupanloup s'était retiré, parce que l'Église voulait l'exclusion de ceux qui ne pensent pas comme elle. Mais pourquoi avait-il supporté Sainte-Beuve et cherché à écarter Littré? C'était une inconséquence qui ne se justifiait que par cette doctrine : « Hors de l'Église, pas de salut. » L'évêque avait réuni dans son réquisitoire une masse effrayante de citations regrettables, et voici que les votans n'avaient voulu voir dans Littré qu'un savant et un lettré. Ils avaient reconnu au fond que toutes les opinions ont le droit de s'exprimer et qu'il n'appartient à personne de formuler à cet égard un jugement définitif. Le vote signifiait que l'État laïque et l'indifférence dogmatique étaient le fond de la société moderne. Le rédacteur du *Temps* donnait au vote du 31 décembre 1871 une signification plus étendue que ne comportait la réalité. L'Académie, qui avait reçu le même jour trois membres de la droite, le Duc d'Aumale, Camille Rousset et Loménie, avait cru bien faire en accueillant un membre de la gauche qui avait attendu huit années sans se plaindre, et était arrivé presqu'à la fin d'une œuvre admirable, le *Grand Dictionnaire de la langue française*.

L'Académie n'accepta pas la démission de Mgr Dupanloup, mais l'évêque n'y voulut jamais reparaître. Un article de son testament stipula que le montant de l'indemnité mensuelle, qui lui était attribuée comme à ses autres confrères, serait remis aux pauvres. Elle montait, à sa mort, en 1877, à six mille francs.

***

Littré fut reçu le 5 juin 1873, un an et demi après son élection. Il donna en ces termes le motif de ce retard, dès le début de son discours : « Chacun a son point d'honneur. Le mien a été, messieurs, de ne vous remercier qu'après avoir terminé la dernière ligne du travail pour lequel vous m'avez admis dans votre célèbre Compagnie. Toute œuvre de longueur qui n'est pas achevée, peut ne jamais l'être. Je ne suis plus exposé à ce mécompte. Il est vrai que j'arrive au terme de mon labeur; mais cela même n'est pas sans être une paisible satisfaction, celle que La Fontaine prête à son vieux planteur d'arbres. » Il parla en termes aimables du Dictionnaire de l'Académie et fit observer que Villemain, dans l'édition de 1835, souhaitait qu'on entreprît un travail marquant la filiation naturelle et la transformation de chaque mot, leur nuance d'acception avec des exemples. Ce travail, que Littré avait mené à bonne fin, fut entrepris depuis sous une forme très savante, puis abandonné.

Littré fit avec talent l'éloge de Villemain, orateur disert et écrivain consommé. Il rappela, non sans quelque ironie, que, lui aussi, Littré, avait fait de l'opposition académique, puisqu'il avait refusé sa voix au candidat Villemain, aux Inscriptions et Belles-Lettres, parce qu'il était ministre, et cela « non sans regrets, » ajoutait-il. « Villemain eut cette suprême récompense de se complaire dans les lettres jusqu'à l'extrême vieillesse et de s'y perfectionner toujours. » Et faisant allusion à l'opportunité de la mort d'Agricola, qui fut soustrait ainsi aux dernières années de la tyrannie de Domitien, Littré disait : « Il n'y a point de mort opportune pour une famille qui entoure de soins pieux un vieillard aimé. Peut-être ne se défendra-t-on point de compter pour quelque chose qu'il ait échappé à l'angoisse de notre dernière lutte et au deuil de notre dernière défaite; mais certes il manque à côté de ces vieillards illustres entre tous qui donnent l'exemple du travail et ne laissent point d'excuses à ceux qui ne les imiteront pas. » Littré avait alors soixante-douze ans, et son ardeur au travail n'avait certes pas été affaiblie par l'âge. Il déclarait modestement qu'il n'avait point la prétention de remplacer Villemain, mais qu'il apportait à ses confrères tout son zèle et tout son

dévouement, « sorte de compensation que les Académies, dans leur indulgence, ne refusent pas d'accepter. »

M. de Champagny, qui le recevait, commença par le couvrir de fleurs. Il fit surtout l'éloge du savant philologue. « Quand nous travaillons à cette tâche principale du *Dictionnaire*, nous vous avons au milieu de nous ; nous vous consultons sans cesse, et presque toujours votre avis devient le nôtre. Votre *Dictionnaire* est comme un quarante et unième académicien muet et qui cependant a su répondre à presque toutes les questions. » Il multiplia ses complimens en l'honneur du savant émérite, estimé dans le monde entier pour la sûreté de ses recherches et la profondeur de ses connaissances. Puis, après l'éloge sans réserves de Villemain, il arriva, par un habile détour, aux graves questions philosophiques de la vérité absolue et des causes premières. « Il y a là, dit-il, des sujets que je ne veux pas toucher, encore moins discuter. Vous ne l'ignorez pas du reste, monsieur, c'est le littérateur, le philologue, l'écrivain que l'Académie couronne en vous nommant. Ce n'est pas le penseur ni le philosophe ; je ne dis pas le métaphysicien, ce titre ne vous plairait point. » Ici l'auditoire, pressentant des allusions délicates, devint très attentif. « Je ne rappellerai qu'en passant, déclara M. de Champagny, une absence, je ne veux pas dire une retraite, objet pour moi d'un regret personnel que mon cœur d'ami ne saurait taire. Mais laissez-moi vous le dire... Vous avez critiqué la science des faits et des choses visibles et tout sacrifié à l'Humanité. Vous avez défendu à l'homme d'aller au delà... Vous avez mis en interdit l'intelligence humaine. Mais soyez-en sûr, monsieur, pour le bonheur de l'Humanité, vous ne la déferez point et ne la referez. L'Humanité restera avec ses instincts qui ont besoin de la terre, mais qui ont besoin aussi d'autre chose que de la terre. La science, strictement bornée à l'élément matériel, ne suffira jamais à contenter l'Humanité. Il faut à l'homme un autre exercice et une autre satisfaction pour sa raison, d'autres consolations pour sa vie, d'autres espérances pour ses douleurs, d'autres fleurs pour honorer la tombe de ses pères, d'autres chants à chanter sur le berceau de ses petits enfans. »

M. de Champagny rappelait alors qu'Auguste Comte, le maître de Littré, avait éprouvé cela, lorsque, dans sa réaction mystique, il célébrait son culte sans Dieu et passait des heures

à lire, en même temps que ses poètes favoris, des pages de l'*Imitation* : « Vous-même vous trahissez, malgré vous, cette inquiétude de jeune homme auquel tout ce qu'il voit et tout ce qu'il touche ne saurait suffire, lorsque, dans de beaux vers, vous invoquez *la Terre* à défaut d'autre divinité et vous vous désolez de ne rencontrer que des soleils sans nombre,

Perdus dans les royaumes
Et du vide et du froid ! »

Et l'orateur citait Shakspeare qui disait par la voix d'Hamlet à Horatio : « Il y a plus de choses au ciel et sur la terre que n'en peut rêver votre philosophie ! » Il ajoutait : « A plus forte raison votre biologie et votre philologie. Cette Vérité impalpable qui ne se révèle pas dans le laboratoire du chimiste, cet X que jamais recherche expérimentale ne parviendra à dégager, nous, plébéiens de la science, nous le connaissons et nous l'appelons Dieu. » M. de Champagny s'appuyait à cet égard sur Newton, Euler, Descartes, Leibnitz, Pascal, Linné et sur des savans plus modernes, tels que Cuvier, Ampère, Biot, Blainville, Flourens, Récamier, c'est-à-dire sur les plus grands hommes de science qui protestaient contre les doctrines d'Auguste Comte. Il terminait son discours par un appel à la recherche du Vrai et du Bien et s'écriait aux applaudissemens répétés de l'assistance : « Assez d'humiliations et de doutes, assez de rancunes non satisfaites, de passions haineuses !... Laissons cela ! Aimons tout ce qui est fait pour nous ennoblir et nous relever ! Ne craignons pas que notre horizon soit trop vaste, notre Ciel trop lumineux et trop pur !... De trop de côtés on nous dit : « Les cœurs en bas ! » Écoutons toutes les voix qui nous disent : « *Sursum corda !* Les cœurs en haut ! » C'est sur l'éloge du spiritualisme, le plus élevé et le plus émouvant, que se termina la réception de Littré.

HENRI WELSCHINGER.

DANS
LES
CAMPS DE REPRÉSAILLES

II (1)

LES CORVÉES DE CULTURE

6-10 juillet 1916. — Nous partons. Où allons-nous? Mais où que ce soit, pouvons-nous souffrir plus que nous n'avons souffert ici?

Nous passons en chemin de fer par Schaulen, et Mitau. Nous roulons vers la ligne de feu, — Eckau. Nous devons être à 4 ou 5 kilomètres des tranchées. Tout est dissimulé sous des branchages, enterré. On nous fait descendre, on nous aligne : nous ne traînons pas à la gare... Des batteries de canons installées dans tous les coins, des lazarets, des troupes en armes... On nous entasse pour la nuit dans une dépendance de la fabrique de kummel de Gross Eckau, maintenant incendiée et ravagée.

En marche depuis ce matin. Bordant la route, des champs cultivés où travaillent des équipes de prisonniers russes. Toute la région est sillonnée de tranchées abandonnées. Des ruines et encore des ruines. Nous passons la rivière l'Aa. Nous avons fait 30 kilomètres, sous la charge et sans halte. Enfin, une

(1) Voir la *Revue* du 1er mars.

grange énorme, enclose de fils de fer où quatre à cinq cents Russes sont installés au rez-de-chaussée.

Le jus avalé, nous nous affalons dans le grenier, n'importe où, au hasard, anéantis de fatigue. Nous restons deux jours couchés : ce voyage, cette marche ont épuisé nos dernières ressources de vigueur. Une pompe coule à flots, et c'est à peine si nous avons la force d'aller nous y laver ; et cependant, depuis près de trois mois, pareil luxe ne nous avait été octroyé !

Il paraît que, par petits kommandos de cinquante hommes, nous allons être disséminés dans le pays pour faire les moissons, les foins. D'autres groupes de cent s'échelonnent et construisent encore un chemin de fer, vers Mitau.

11 juillet, à M... — En effet, mon groupe, où nous sommes cinquante, dont deux infirmiers, est affecté à la culture.

Notre logement consiste en une maison isolée au bord de la route. Une grosse marmite a éclaté à l'un des angles, faisant un trou énorme, abattant les murs, effondrant le toit, la moitié des chambres. Les Allemands s'installent dans les parties restées intactes. Pour nous, une chambre et l'un étroit réduit : nous y sommes si serrés qu'il est impossible de s'étendre autrement que sur le flanc, les jambes enchevêtrées les unes dans les autres : pour nos bagages, nous ne leur avons trouvé de place qu'en les suspendant au plafond. Aux fenêtres, en guise de carreaux, des planches et du barbelé cloués à l'extérieur ; résultat : obscurité complète et absolu manque d'air. Dans le jardin envahi par des herbes folles plus hautes qu'un homme, un chaos de meubles renversés, éventrés; d'énormes pavots ont poussé dans une armoire, entre des bois de lit...

Pour les besoins de notre cuisine, une mare boueuse, couverte d'une croûte de mousse verdâtre : dans l'eau croupie grouillent des milliers de bestioles. En la faisant bouillir, arriverons-nous à en atténuer le danger? il restera toujours son odeur infecte qui soulève le cœur. Les Allemands ont soin de puiser pour eux de l'eau potable à la ferme voisine. Travail, de cinq heures du matin à six heures du soir. Nous « démarions » de jeunes betteraves. Mis en ligne au bord du champ, chacun prend deux rangées de plans et doit arracher les jeunes pousses en réservant, de cinq centimètres en cinq centimètres, les plus vigoureuses. Les sentinelles, en cordon derrière nous, ne nous laissent pas arrêter un instant. Courbés en deux, ou à

genoux, le ventre vide, l'estomac criant la faim, au bout de deux heures, les oreilles bourdonnent, on n'ose plus se relever, car la tête tourne, le sol manque et souvent on s'affale étourdi.

14 juillet. — Nous avons pu voir les ordres écrits que possède le chef de poste. Voici, dans toute sa beauté, cette circulaire officielle émanant de Berlin :

Aucun confort ne sera toléré aux prisonniers, spécialement en ce qui concerne la nourriture et les soins de propreté.

Il ne devra être laissé en leur possession qu'un morceau de savon de dimensions aussi réduites que possible. Il est expressément défendu qu'ils soient couchés autrement que sur du bois. Les sacs de couchage et tout ce qui pourrait servir de coussin seront confisqués. Dans les cantonnemens, il leur sera retiré tout ce qui pourrait leur servir de table, de chaise, y compris les petits meubles fabriqués par les prisonniers eux-mêmes.

Ils ne devront posséder de cuillers qu'à raison d'une pour trois hommes. De même, un plat à manger pour trois.

Les prisonniers ne doivent posséder ni bidons, ni bouteilles, ni quarts, ni aucun récipient pour liquides.

Il est prévu un litre d'eau par jour et par homme, pour tous usages.

Il est ordonné particulièrement de laisser ignorer aux prisonniers pour quelles raisons ils sont « représaillés, » pour quelle durée.

Il ne sera toléré aucun rapport entre les sentinelles et les prisonniers.

Parmi ces derniers, les plus haut gradés seront toujours punis de préférence.

Trois sortes de punitions : le conseil de guerre; le poteau, par fractions de deux heures; et la prison par six jours.

Les prisonniers seront attachés au poteau, chaque bras ramené en arrière, les mains écartées et plus haut que la tête, le corps penché en avant, les pieds levés et soulevés de terre.

Le travail devant passer avant toute autre considération, le poteau sera appliqué de préférence à la prison, qui ne sera infligée qu'exceptionnellement.

A moins de 39° de fièvre, pas de visite médicale et pas d'exemptions.

Les prisonniers ne posséderont qu'une seule veste et un pan-

talon, deux chemises et un manteau. Les caleçons, gilets de flanelle, bretelles, ceintures de flanelle et sous-vêtemens leur seront retirés, les boucles de ceinture des pantalons coupées.

Les bretelles ou ceintures ne leur seront remises qu'au départ pour le travail et, le soir, seront rendues au chef de poste.

Les prisonniers ne bénéficieront du repos hebdomadaire, le dimanche après-midi, que si les circonstances le permettent.

Le général Lyautey faisant ouvrir au Maroc, à Casablanca, les boîtes de conserves des prisonniers allemands, il en est fait de même à Münster pour les paquets des prisonniers de guerre français.

Ils ne recevront aucun mandat-poste et il ne leur sera toléré que 4 mark par semaine. Ils pourront acheter du tabac, des cigarettes et du papier à lettres.

Ils ne devront posséder ni brosses, ni glace, ni rasoir, ni livres, ni instrumens de musique. Il leur sera interdit de rire, de chanter, de siffler, de regarder en l'air, d'avoir des entretiens et des conversations amicales, de se promener par deux.

Tel est ce règlement barbare, conçu, élaboré, porté à son point de perfection, avec des raffinemens de tortionnaires méticuleux, par des hommes qui se prétendent civilisés. Je me borne à dire qu'il nous a été *appliqué à la lettre.*

Maintenant, nous faisons les foins. Dans ces prés humides, il y a des grenouilles! Un cri : « Oh! la belle! » Une a sauté dans nos jambes, au bout de nos râteaux. Toutes les mains voisines se lancent à terre avidement; la grenouille est vite prise. Par les deux pattes de derrière, malgré ses tressauts, on l'assomme au bout du soulier; puis, coupée en deux d'un coup de lame, sur le manche de bois du râteau, qui dégouline de sang. Les sentinelles font les dégoûtées, mais notre faim n'hésite plus devant rien...

Chaque jour, nous partons à l'aube et rentrons dans la nuit, ayant, sans arrêt, retourné et chargé le foin sur les voitures, allant de champ en champ. Le régisseur allemand est sans cesse sur notre dos, pour accélérer la besogne, stimuler les sentinelles : il faut à tout prix et sans retard rentrer la moisson. Jusqu'à la fin de la fenaison, nous travaillerons aussi les dimanches et tous les soirs jusqu'à huit heures, s'il est nécessaire.

27 juillet. — Avec nos barbes incultes et nos longs cheveux,

nous prenons des mines de sauvages, les joues creuses et les yeux brillans, dans nos vêtemens qui se dépenaillent.

Dans notre vieille baraque, notre présence et la chaleur ont rendu la vie à des milliers de punaises, qui, après un long jeûne, se rattrapent sur nous. Ce n'était pas assez des poux, dont nous sommes couverts! Tous les matins, au réveil, il faut se mettre nus, puis c'est la chasse dans notre unique chemise, mais rien n'y fait. Pour la laver, il faut attendre le dimanche, et encore se contenter de la tremper dans l'eau de la mare et frotter avec un peu de sable.

Aujourd'hui, voilà le cinquième camarade puni de poteau pour négligence au travail, sur plainte de la sentinelle...

13 août. — Grand branle-bas. Le général du service des prisonniers de guerre inspecte les « représaillés » de la région. Quel est le but de cette visite? Deux autos. Plusieurs officiers en descendent, serrés, sanglés, craquant de raideur et de morgue. Nous sommes rassemblés, immobiles. Grande mise en scène. Un lieutenant-colonel aide de camp prend la parole : « Nous sommes venus pour vous dire les raisons de votre séjour ici, dans ces conditions de vie spéciale. Les prisonniers allemands sont très mal traités en France. Le général Lyautey, « votre petit roi du Maroc, » leur y fait subir les pires traitemens. Nos nationaux de professions libérales y déchargent du charbon dans les ports et sont gardés par des nègres!... » De grands éclats de voix coléreuse le secouent et il devient tout rouge. « Vous êtes des étudians, des « intellectuels » et, à notre grand regret, nous avons dû prendre envers vous des mesures analogues, pour répondre exactement et de point en point à ce que subissent les nôtres. Ce ne sont pas des « représailles, » c'est la peine du talion. Vous dites en français : œil pour œil, dent pour dent. Vous comprenez? Alors, nous sommes venus vous dire : l'hiver approche et, dans ces régions, il ne fait pas aussi bon qu'à la Côte d'Azur. Alors il faut écrire à vos familles, à vos députés surtout. Vous êtes en République, le suffrage universel vous donne des droits sur eux, pour que nos soldats prisonniers soient ramenés en France. Cette lettre partira sans délai. Une dépêche, et aussitôt vous rentrez en Allemagne. Avez-vous des réclamations à faire? » Oui certes, et d'abord sur la nourriture. « Ce n'est pas notre faute. Les civils en Allemagne sont comme vous. Plaignez-vous à l'An-

gleterre : c'est le blocus. Et puis vous avez les paquets de vos familles, les biscuits de votre gouvernement depuis le 1er juillet. — Mais nos paquets... — Ah ! Ah ! Vos paquets sont ouverts ! Vos boîtes de conserves vous parviennent pourries ! Alors pourquoi celles de nos prisonniers en France sont-elles ouvertes aussi ? Vous n'avez pas de biscuits depuis le 1er juillet ? Ici vous êtes dans la zone des armées et nos besoins militaires passent avant les vôtres... »

23 août. — Nous travaillons toujours comme des bêtes de somme... Miracle ! On nous a menés aux bains ! Nous avions tellement de poux que l'invasion avait atteint les sentinelles et qu'il a fallu y remédier. Dans des cuves de ciment, trois par trois, un seau d'eau chaude à la cheville, on nous a mis à barboter. Cependant, nos vêtemens ont été passés dans une sorte de four de boulangerie, d'ailleurs à peine chaud.

Changement de secteur. Nous déménageons. Dans une école russe, perdue au milieu de la campagne au bord d'une route, réunis à un autre groupe de cinquante camarades, nous occupons une salle de classe. Nous allons travailler le long de la rivière l'Aa, qui coule lentement entre ses rives encaissées et d'où on entend distinctement le canon.

Septembre. — Cela sent l'automne. Les pommes de terre doivent être mûres. Un seul but, une seule pensée : pouvoir en arracher quelques-unes et, le soir, les faire griller au foyer de la cuisine.

Une période de pluies froides pendant laquelle nous n'avons pu travailler aux champs. Alors, pour nous occuper durant les heures réglementaires, on nous aligne le long des fossés pleins d'eau : armés de pelles, nous remuons la vase, rectifions les bords, les pieds dans l'eau, tout ruisselans, tandis que les sentinelles nous reprochent sans cesse de ne pas nous intéresser au travail, et tout le temps *Los, arbeit, arbeit!* Allons, travaillez, travaillez ! Et ces heures sont tellement bêtes, inutiles, accablantes d'ennui, que par momens on se regarde désespérés.

Le froid est venu; toutes les nuits, il gèle à blanc; l'orge coupée que nous devons lier en bottes est couverte de givre. Nous avons peine à nous servir de nos mains endolories. Certains champs sont maintenant inondés. La faucheuse ne pouvant y aller, c'est nous qui devons couper à la faux.

Les champs de pommes de terre nous narguent. Ah ! ces

pommes de terre! Leurs fanes pendent toutes jaunes : nous les devinons rondes, énormes, et si savoureuses! Aux arbres les feuilles sont déjà rouges. On les voit tourbillonner, arrachées par de subits coups de vent. Les cigognes sont parties, remplacées par des myriades de corbeaux qui arrivent en trombes noires et nous obsèdent de leurs croassemens. Qu'il fait triste!

Stupéfaction et joie. Ce matin, on nous a fait faire la récolte des pommes de terre! Il faut en profiter. Tous nous avons décousu nos doublures de vestes, de capotes et, matelassés, surchargés de patates, nous sommes revenus en traînant la jambe... Les sentinelles en remplissent aussi leurs poches. Alors, allons-y!... Matin et soir, nous en ramenons tant que nous pouvons. Et sous les bas-flancs, les provisions s'entassent... Nous sommes dans l'enthousiasme!

Pour les cuire, nous avons descellé les briques qui murent les foyers de deux grands calorifères russes dans notre chambre. On a fait la chasse au bois et institué des « tours de feu. » Par quatre ou cinq gamelles à la fois, on fait bouillir les pommes de terre et toute la nuit le feu ronfle. Chacun se relaie, et, dès qu'il a fini, réveille son suivant de tour, se recouche et s'endort au glougloutement des gamelles qui bouillent, l'estomac lourd et, contre lui, la musette où s'entassent les pommes de terre en « robe de chambre. » Chose inimaginable et qui, depuis si longtemps ne nous était pas arrivée : pendant quelques jours, nous n'avons plus faim!

C'était trop beau! Un matin, le régisseur de la ferme a surpris le manège. Vous imaginez la scène! Comme nous avons bien fait d'entasser des provisions! Nous avons encore 2000 kilos dissimulés sous le plancher : pourvu qu'on ne vienne pas nous les prendre!

Nous voilà maintenant occupés à arracher du lin, tige par tige, tant il y a d'herbes folles; toute la journée, les pieds dans l'eau, nous souffrons de l'humidité et du froid; nous toussons tous : aucun vêtement de rechange et tout notre linge usé.

Coup de théâtre. A huit heures du soir, nous étions couchés; le cheval blanc de l'Hystérique est signalé sur la route : ordre de faire le cercle, dans la cour. Qu'y a-t-il encore de nouveau? Nous nous regardons avec inquiétude. L'Hystérique caresse l'encolure de son cheval. Sa face grimace étrangement il roule de gros yeux ronds. Enfin : « Je suis heureux de vous

dire... J'ai lu dans les journaux... Les « représailles » sont terminées : vous quitterez la Russie. Ce sera bientôt officiel. » Il a fini : nous ne sommes pas encore revenus de notre surprise, — et de notre joie ! Ainsi nous allons rentrer en Allemagne... Hélas ! Rentrer en Allemagne, c'est cela maintenant qui est pour nous une bonne nouvelle !

10 octobre. — Le départ est pour aujourd'hui. Rassemblement en pleine forêt, au petit chemin de fer de campagne qui va vers Mitau. L'Hystérique assiste à l'embarquement. Il nous régale de ses plus gracieux sourires, essaie d'engager la conversation avec les uns et les autres, de placer un bon mot... Nous laissons tomber dans un silence de glace ces gentillesses teutonnes : nos yeux se chargent de répondre pour nous.

Par Mitau et Tilsitt nous faisons route jusqu'à Eydekumen, gare frontière. Ici une cérémonie aussi nécessaire qu'imposante : la désinfection. En bordure de la gare, une quinzaine d'énormes bâtimens, qui sont de véritables usines. On peut y désinfecter deux divisions par douze heures. Dans chaque bâtiment mille hommes s'engouffrent. On se déshabille complètement et les vêtemens sont envoyés à l'étuve. Nus des pieds à la tête et passés à la tondeuse électrique, on nous tient par fournées, pendant dix minutes, sous une douche chaude. Ensuite on nous réunit grelottans. dans la vaste salle de réfectoire où nous est servie une soupe d'orge. Toujours nus comme vers, et nous donnant les uns aux autres le spectacle de notre étonnante maigreur, nous dévorons cette chétive pitance. Au comptoir, une jeune *fräulein*, aidée de son papa, vend des cigares et menus bibelots. Nous nous y pressons. La vue de nos académies ne l'effarouche pas. Les camarades de l'autre Kommando nous racontent leurs souffrances; nous les reconnaissons, car elles ont été les nôtres. Et, le cigare aux lèvres, nous déambulons, attendant nos vêtemens. C'est d'un burlesque... colossal. Mais les Allemands ne sont pas sensibles au ridicule. Beaucoup des nôtres ont acheté la série de cartes postales-souvenirs consacrées à la gloire de la « désinfection. » Toutes les phases de l'opération y sont représentées, en des images d'une parfaite grossièreté.

12 octobre. — Immédiatement après, nous voilà brusquement empilés, par cinquante, dans des wagons à bestiaux et cadenassés. Impossible de s'étendre. De toute la nuit, pas un de

nous n'a fermé l'œil. Il y a, par wagon, un seau pour nos besoins. Nous étouffons, l'air, qui ne nous arrive que par une petite lucarne grillagée, est irrespirable... Allenstein. Les Russes, leur victoire, puis leur retraite... Nous passons en vue des fameux lacs de Masurie. Pays étrange : une succession de cônes de terre de toutes dimensions, dispersés de tous côtés. Eylau, Thorn. Le jour décline, nous n'avons pas une fois mis pied à terre. Le seau est plein depuis longtemps et les cahots en renversent sur nous à chaque instant le contenu. Il n'y a plus moyen de supporter le supplice de cette infection. A grands coups de ciseau à froid et de marteau, l'un de nous ouvre un jour dans le plancher du wagon. Quelques trous dans la paroi qui fait face au vent : enfin, il entre un peu d'air respirable! Un sac de prisonnier de guerre est plein de ressources... Bromberg. La nuit encore. Enfin une soupe. Mais on ne nous laisse pas descendre de wagon... nous parvenons à lancer le maudit seau par-dessus bord. Insomnie cruelle. Les membres ankylosés, gelés... Nous avons côtoyé plusieurs camps de prisonniers. D'abord, nous ne comprenions pas le bizarre tableau que nous avions sous les yeux. Des successions de tas de sable, à intervalles réguliers, entourés de fils barbelés, avec des sentinelles. C'est qu'ici, dans ces plaines de Prusse, les baraques sont enfoncées dans le sable : il faut descendre en terre pour y pénétrer; une ou deux lucarnes affleurent le sol; le toit fait un gros tas de sable, que le vent bouleverse. Songer que des hommes passent l'hiver dans ces tanières!

Kreyz. La journée est interminable. Vers le soir, un désert de sable : pas un village, pas une ville, quelques bois de sapins noirs; puis brusquement, sans transition : Berlin. Nous arrivons par le Nord, nous contournons lentement la ville, par ses faubourgs. Un entassement de hautes maisons, d'énormes monumens avec des dômes, des colonnades, des allures de cathédrales gothiques, le tout peint en rouge, jaune, gris; le royaume de la laideur et du mauvais goût; mais aussi, et notre cœur se serre à le constater, du labeur et de l'activité disciplinée; car voici des usines, d'énormes réservoirs pareils à des champignons, des ateliers tout grouillans de travailleurs... La nuit vient, nous nous éloignons de la ville au-dessus de laquelle monte une lourde buée, tandis que les lumières s'allument. Nous faisons route vers le Sud...

DANS UNE MINE DE CHARBON

Novembre-décembre 1916. — Au camp de M... Ni lettres, ni colis, pas d'adresse à donner aux nôtres... La commission médicale suisse, qui est passée au lazaret, n'a visité que les malades proposés par les docteurs allemands eux-mêmes, et, naturellement, fort peu nombreux, parmi lesquels un aveugle, des grands blessés, un manchot... Nous avons réclamé le droit de nous présenter à la Commission, car parmi nous il y a des malades, des épuisés... Inutile, nous ne faisons pas partie de ce camp : on nous ignore. Nous écrivons aux Croix-Rouges, à l'ambassade d'Espagne : rien.

Voilà quatre semaines que cela dure. Un beau jour, on nous rassemble, les « représaillés » à part. Le *feldwebel* nous compte, nous répartit en groupes. On nous expédie dans une mine de charbon. Départ sur-le-champ.

Pendant deux heures de chemin de fer, nous traversons un pays hérissé de cheminées d'usines, ronflant, sifflant, soufflant parmi des nuages de fumée. Voici la mine, à laquelle est accolée une fabrique de « briquettes » qui dresse devant nous ses énormes bâtimens. Trois gigantesques cheminées vomissent d'épais tourbillons, tandis que les vitres s'enflamment de lueurs soudaines. Du sommet de l'usine, un plan incliné plonge en terre. Dans un grand bruit de ferraille et de chaînes, les wagonnets montent et descendent. C'est un grondement continu, ce sont des ronflemens, des crissemens, des jets de vapeur, des coups de sifflet, un tapage infernal. Tout jusqu'au moindre brin d'herbe est couvert d'une poussière brune. Dans l'enceinte de la fabrique, se trouve une cité ouvrière en construction : c'est là qu'on nous installe au milieu des plâtras. Nous n'avons encore pu communiquer avec aucun des camarades qui travaillent ici. Nous sommes seulement avertis que nous aurons le jus demain matin à cinq heures et demie et travail à six heures, en relève de l'équipe de nuit, jusqu'à six heures du soir !

La nuit est descendue, sans que vienne à cesser le tintamarre de la fabrique. Nous couchons par terre, sous la garde de deux sentinelles. Nous avons la consolation de nous retrouver là, entre vieux camarades : depuis le début, nous avons été de

toutes les compagnies de représailles. Nous pouvons dire que nous en avons vu de rudes!

Réveil. Le jus à peine avalé, les sentinelles nous conduisent à la fosse, par le plan incliné. Il fait encore nuit : quelques lampes électriques percent seules le brouillard humide... Nous avons décidé de refuser le travail. Au moment où le contremaître vient pour nous répartir entre les ouvriers civils, nous faisons dire par l'interprète au caporal chef de poste que nous refusons de travailler. A cette déclaration, il bondit, saisit le « Lebel » d'une des sentinelles et fait manœuvrer la culasse à grand fracas, en hurlant : « Vous allez voir ça, si vous ne travaillez pas! Je sais, je sais, messieurs les Français. Nous avons les moyens de former les caractères. A droite ceux qui refusent! » D'un bloc, nous passons tous à droite. Les sentinelles ricanent, coups de crosse, cris du caporal, du contremaître, des civils. Nous remontons. Entre la fosse et la fabrique, un terre-plein, le long du plan incliné. Brutalement, les sentinelles nous alignent sur un rang, à cinq pas d'intervalle les uns des autres. Elles nous font mettre à terre nos capotes, nos gants, nos cache-nez et nous devons, n'ayant plus que notre petite veste, nous tenir au garde à vous, raides, immobiles, les mains aux cuisses. Deux sentinelles veillent à ce que nous ne bougions pas. Et on nous laisse là sous le vent glacial...

Devant nous trois petites baraques démontables, en bois, entourées de fils de fer, où logent les prisonniers travaillant déjà à l'usine. Derrière nous, le plan incliné où montent et descendent sans cesse les wagonnets, puis, dans des hangars, des trottoirs roulans qui amènent sans arrêt les briquettes, les déversent et chargent automatiquement les wagons. Par les baies des hauts bâtimens, on aperçoit des volans qui tournent, des bielles qui luisent. Il y a de grands halètemens de machines, des ronflemens de moteurs, et, dominant le tout, le bruit que font les briquettes en rebondissant sur la tôle et tombant dans les wagons, et encore le multiple ferraillement des chaînes qui remontent les wagonnets. Le vent fait tourbillonner des nuages de cette poussière noirâtre qui couvre tout dans ce pays.

Quelques camarades français sortent de leurs baraques, eux aussi noirs de suie, et nous saluent de loin : on dirait un défilé de fantômes. Les lampes se sont éteintes dans le jour blafard, et déjà nous sommes tout engourdis, les mains bleuies, le nez

gelé. Il est impossible de faire le moindre mouvement pour se réchauffer. Se porter d'une jambe sur l'autre attire immédiatement l'attention d'une des deux sentinelles et c'est aussitôt la crosse dans les reins. L'immobilité doit être absolue. Pourtant nous espérons bien les lasser : nous tiendrons toute la journée, s'il le faut... Le caporal revient goguenard : face rougeaude où roulent de gros yeux blancs, un ventre énorme sur deux longues jambes maigres. D'un air d'arrogance et de défi, il demande si nous voulons enfin travailler. Refus... Un appel de la sirène, un ralentissement des machines. Un flot de Français et de Russes débouche de la fosse au galop : ils vont à la soupe de midi. Trois quarts d'heure après, toujours courans, ils repassent : un geste de la main vers nous, et ils s'engouffrent de nouveau dans la mine... Maintenant, les membres raides, la tête qui tourne, il nous faut faire effort pour ne pas tomber. Le vent nous mord le visage, il nous semble être en suspension sur nos jambes molles et douloureuses, nos pieds gourds. Qu'espérons-nous? que, devant notre résistance, ils préféreront se débarrasser de nous, nous renvoyer au camp, nous traduire en conseil de guerre. Le camp, la prison, tout plutôt que ce bagne où l'on est retranché des vivans!

Quatre heures; la nuit est revenue : les lampes trouent l'obscurité de points lumineux, voilés et brouillés dans cette trouble atmosphère. Et la neige se met à tomber. Le vent, qui se fait plus âpre, nous colle rageusement les flocons sur la figure. De nouveau le caporal vient poser la même question, à laquelle nous opposons la même réponse... Les camarades remontent du fond, vivement, pour la soupe. L'équipe de nuit descend les remplacer sous la neige. La fabrique recommence à gémir et hurler... Vers huit heures, flanqué du caporal, arrive le directeur de la mine qui fait sa ronde afin d'inspecter le travail de la journée. Il s'arrête devant nous. « Pourquoi vous ne voulez pas travailler? Vous n'avez pas le droit.— Nous sommes incapables d'un travail de force, tous malades, épuisés par les représailles de Russie, par la faim... Depuis trois mois sans lettres, ni colis, ni mandats, sans pouvoir donner d'adresse à nos familles, puisque nous ne sommes pas affectés au camp de M... » Un éclat de rire, un juron et : « C'est bon! Vous travaillerez demain. » Encore deux heures dans cette neige et ce vent. Totalement engourdis, nous ne sentons plus nos membres : de grandes

douleurs aiguës nous zèbrent tout le corps. Dix heures du soir. Les sentinelles nous rassemblent, et à grands coups de crosse, fouaillent notre lenteur : le fait est que, pendant quelques instans, nous sommes incapables de remuer : chaque mouvement est pour nous une souffrance intolérable : impossible d'enfiler les manches de la capote glacée. Remis en marche, tant bien que mal, nous allons comme des échassiers, en nous soutenant mutuellement. Nous venons de passer là, dans l'immobilité et le froid, quatorze heures atroces... A la cantine, une bouillie de farine, puis on nous enferme dans une salle glacée. Nous tombons à terre, grelottans et claquant des dents. Nous souffrons de tous nos membres, horriblement. Sommeil enfiévré, nuit de cauchemar...

Le réveil. Encore le même « Voulez-vous travailler? » Alors, on ne nous renvoie pas! Alors, il faudra en passer, encore une fois, par le bon plaisir allemand! On nous ramène à la mine et nous refaisons le même chemin que la veille, plus pénible de toute la fatigue et la souffrance accumulées. Le froid mord plus cruellement; la neige n'a pas fondu; des stalactites de glace pendent aux fontaines. Dès les premiers pas, nous avons la sensation que nous sommes à bout de forces : nous avons peine à ne pas tomber. D'heure en heure, nous sentons que notre résistance fléchit : inversement les sentinelles sont plus vigilantes et les crosses plus agiles : combien de temps pourrons-nous encore tenir? Le vent s'élève de nouveau et nous cingle au visage. La congestion nous menace : nous sommes pris de vertige. Plusieurs d'entre nous s'écroulent... Encore une fois, dans l'amer sentiment de notre impuissance, il nous faut céder. Quelle humiliation!

Et c'est cela qui est pire que tout! C'est cela que nous n'oublierons jamais, jamais!

Donc, nous descendons « au fond. » La mine proprement dite est creusée à ciel ouvert à 40 ou 50 mètres de profondeur. On en extrait de la « lignite. » Tout autour, là-haut, les grands tas de déblais font plus lointain encore le ciel gris. Dans le trou d'enfer une obscurité où les machines ont l'air de travailler toutes seules. Des dragueuses, du bout de leurs longs bras de fer, traînent leurs godets grinçans. Le long des parois, des extracteurs à vapeur, tout crachant et sifflant, par grands gestes saccadés enfoncent une benne dans le charbon, la rem-

plissent, la basculent et la déversent dans des wagonnets. Des ombres s'agitent autour de ces monstres. Un va-et-vient de wagonnets les uns vides, les autres pleins : des chaînes automatiques sans fin les cueillent et les entraînent sur le plan incliné vers la fabrique. Aux angles, des pompes d'épuisement. Les galeries d'exploration s'ouvrent en tous sens dans les parois et laissent entrevoir leurs boisages. Partout flotte une odeur de soufre. Des feux sont allumés de place en place près des machines. Il gèle, — et s'approcher du feu est une souffrance!

Trois cents prisonniers travaillent à la fabrique et dans la fosse, par équipes de jour et de nuit, chacune de cent cinquante hommes, et par quelque temps qu'il fasse, car les machines ne s'arrêtent jamais. Nous devons servir à compléter les effectifs, et n'ayant aucune spécialité en ce genre de travaux, nous sommes les manœuvres, les hommes de peine du chantier. Les besognes qui exigent un gros effort, transports de rails, de madriers, sont pour nous. C'est nous qui mènerons les wagonnets, une fois remplis, jusqu'à la chaîne automatique. Tout le jour, ahanant dans les montées, les épaules endolories, nous pousserons les lourdes machines : nul arrêt possible, car au moindre ralentissement, l'horrible chose redescend et, derrière, d'autres arrivent, arrivent sans cesse. Abominable meule de travaux forcés, qui vous broie les os et l'esprit! Malheur à qui se laisserait surprendre et happer dans cette sorte d'engrenage sans fin! Donc, sous peine d'être écrasé, il faut subir le mouvement perpétuel des machines, devenu soi-même une machine.

A midi, au coup de sirène, on remonte vivement; en route vers la cantine : on avale la maigre soupe de choux ou de pommes de terre, et, deux fois par semaine, une petite tranche de viande; puis, à une heure, de nouveau on est au fond : six heures à tirer. Quand il commence à faire nuit, on tâche de se faufiler, on se cache dans les galeries. Là-haut la fabrique trépide; ici la ronde des wagonnets va son train; la rumeur brutale du travail monte dans la buée rousse, traversée d'éclairs électriques et du grand rougoiement des cendres qui se vident. Mais alors les sentinelles organisent des chasses à l'homme, pour nous débusquer; chaque soir, ce sont des scènes de brutalité et des distributions de coups de crosse; mais, les membres brisés de fatigue, n'en pouvant plus, nous sommes

prêts à tout risquer pour un instant de répit!... Les « anciens » nous racontent leur vie de misère ; tous, ils sont là depuis un an, dix-huit mois, deux ans. Ils ont tout essayé, pour tenter de se faire renvoyer. Vainement. Les Allemands ne sont jamais à court d'inventions pour briser une résistance, et sont passés maîtres dans l'art de l'esclavage. L'été, un prisonnier refuse-t-il le travail, comme le garde-à-vous, n'étant pas aggravé par le froid, ne serait pas un supplice suffisant, on enferme le récalcitrant dans un des sous-sols de l'usine, on ouvre une conduite de vapeur et petit à petit on l'ébouillante jusqu'à ce qu'il se précipite au soupirail pour demander grâce et se soumettre.

Nul tirage au flanc possible. Pas de maladies reconnues, à moins de grosse fièvre. Le médecin civil du village voisin, à trois kilomètres, ne renvoie au camp que ceux qui sont à toute extrémité, afin de ne pas s'attirer de réprimandes, car il est aux gages du directeur. Les deux moyens pour se tirer de là sont l'évasion et l'accident. On en est à souhaiter l'accident : main broyée ou jambe cassée. Il y a aussi les maquillages et accidens simulés ; mais il faut pouvoir tenir le rôle. Une grande plaie, bien préparée et largement apparente, peut donner le change ; c'est le renvoi à l'hôpital : le but est atteint. Quelques-uns d'entre nous ont des recettes et commencent à les appliquer. Mais nous songeons plutôt à la fuite. Nous repérons les endroits propices à l'escalade ; nous nous renseignons sur les chemins à suivre. C'est une nécessité de réagir, tant que nos volontés n'ont pas encore été broyées par l'impitoyable engrenage.

Épuisés par ce surmenage musculaire, nous souffrons de la faim : trois tartines de pain et le soir une bouillie, c'est peu, bien que les repas de midi soient, à l'heure actuelle, le maximum accordé aux travailleurs d'usine. Nous sommes maintenant absolument noirs de suie et nos uniques vêtemens, tous déchirés et imprégnés de poussière de charbon...

Le dimanche matin, travail pour tout le monde jusqu'à midi : entretien et réparation du fond de la mine. L'après-midi seulement, on peut se laver. Nombreux sont les camarades qui sont là depuis de longs mois. Et telle est l'étonnante vitalité qui subsiste quand même au fond du caractère français que la gaieté, l'entrain, ce que le Boche appelle notre « légè-

reté » parvient encore, aux heures les plus critiques, à soutenir les cœurs et relever d'un mot drôle les courages. Mais, à la longue, quelques-uns succombent à leur détresse. Il en est qui deviennent fous. Plusieurs se murent dans un silence farouche. Un autre, tous les soirs, ne trouve de consolation que dans la contemplation de ses « souvenirs. » Sur ses maigres ressources, le pauvre diable a acheté toute une série de pipes : celle-ci pour le père, celle-là pour l'oncle, l'autre pour le cousin. Il y a surtout une paire de grands ciseaux nickelés qu'il déplie soigneusement de ses papiers de soie, et qu'il destine à sa femme. Tous les soirs, devant ces vagues objets auxquels il attache des idées d'avenir, il s'abîme dans des songeries sans fin... Beaucoup lisent et relisent leurs lettres, regardent leurs photos de « la maison, » cherchent à oublier, s'obstinent à espérer. Combien n'ont pas voulu s'évader pour ne pas abandonner ces reliques, symboles de tous leurs désirs, de toutes leurs amours!

Voilà le troisième accident parmi nous. Un coup de wagonnet dans les reins; une jambe cassée, un doigt arraché. On envie les blessés : ils ont le filon.

Nous faisons équipes maintenant avec des civils allemands, vieux mineurs professionnels mobilisés à la mine. Nous charrions les wagons qu'ils remplissent, remplissent avec une hâte de forcenés, pour toucher des primes supplémentaires. Mal nourris, eux aussi, ils sont d'une maigreur invraisemblable : des hommes de quarante ans en paraissent cinquante et cinquante-cinq. On dirait, à les voir travailler, des squelettes animés et infatigables : ils nous mettent sur nos boulets...

Un ouvrier qui, bien que jeune, vient d'être mobilisé à la mine, comme seul survivant de six frères, arrive tout droit de Verdun, où il était encore avant-hier. Il nous raconte comment nos soldats ont repris Vaux et Douaumont; à son compte, les Allemands perdent là-bas plus de mille hommes par jour. La guerre ne lui inspire qu'un sentiment : la satisfaction d'en être revenu. Qui sera vainqueur ou vaincu? c'est le dernier de ses soucis. Devant nous, il ne cesse de clamer : « A bas les capitalistes! Vive les social-démocrates! Mort au *kronprinz!* Camarades français. » Inutile d'ajouter qu'à peine voit-il surgir un contremaître, aussitôt changement complet : ce sont alors des récriminations contre nous, plaintes et hurlemens contre

ces « maudits, » qui ne veulent rien faire... Tous les mêmes : geignans et souffrans sous le collier de force, serviles devant toute incarnation de l' « autorité. »

...Le caporal, tout confit de sourires rageurs, nous annonce que, par « ordre, » nous rentrons demain à X... Nous éclatons de joie. Mais il faut nous contenir... à cause des camarades qui restent et à qui pareille chose ne peut arriver. Les sentinelles sont stupéfaites. Jamais, dans une mine, on n'avait vu une *Kommandantur* reprendre des travailleurs.

AU LAZARET

27 janvier 1917. — Ça ne va pas : le point de côté que je traîne depuis deux mois, l'épuisement, les froids m'ont mis à bas. Ce matin, 39 degrés de fièvre. Bon pour le lazaret. De mon arrivée dans la salle aucun souvenir; seulement, la sensation, à la fois agréable et douloureuse, d'être déshabillé et étendu dans un lit, coulé dans un drap d'ailleurs glacé. Mais c'est la première fois, depuis le départ pour la Russie, en avril 1916, que je me déshabille pour me coucher... Puis une confusion indescriptible de cauchemars, de crises de fièvre, où je délire, environné de fantômes, de squelettes hideux, le casque à pointe sur le crâne; des lueurs de raison, pour constater la détresse où mon être se débat, unité perdue dans la théorie de misères toutes semblables qui luttent ici désespérément contre la Mort, grande maîtresse du lieu. La Mort, comme on la voit bien dans la fièvre ardente! Face à face avec elle, parfois on accepte sa compagnie avec un calme, une indifférence, une insensibilité presque absolue. Après tout, un de plus qui disparaît dans l'horrible ronde, qu'est-ce que c'est? est-ce que ça compte? La marche de l'univers n'en sera pas troublée. Alors la Maudite se fait engageante : les yeux exorbités, le nez camard, la grande mâchoire endentée, elle sourit, gracieuse. Elle se drape dans son suaire. Il serait doux de s'envelopper, de se fondre, de disparaître dans les grands plis légers qui semblent blancs et soyeux et me frôlent... comme ça, tout simplement, comme s'endort un enfant bercé. Ce serait fini...

Oui, mais mourir en Allemagne! Une répulsion, une révolte contractent tout l'être, chassent l'hallucinante vision; ah! ne pas mourir comme ça, pas ici! Il faut tenir, décupler le souffle

de vie qui veille encore en nous. Il faut souffrir, vaincre la Mort. Et la sensation atroce, dominant toutes les autres, du froid horrible qui vous paralyse, gagne tous les membres, montant des pieds le long des jambes, s'insinuant le long des flancs, dans le dos! Grelottant de fièvre, avec des poussées de chaleur subite, l'impression de tomber brusquement dans l'eau glacée!... De fait, le froid continue; c'est la deuxième semaine; le thermomètre a marqué 30°. Et il n'y a toujours pas un grain de charbon! Pas même ici, à l'hôpital, dans cette chambrée de grands malades.

Les baraques dont se compose le lazaret sont des tentes doublées d'une cloison de planches à l'intérieur ; le vent y passe tout à l'aise, le châssis des fenêtres disparaît sous la glace. Les haleines fiévreuses qui montent de ces cinquante lits se condensent au plafond, et retombent en stalactites qui, chaque jour, s'allongent davantage au-dessus de nos têtes, comme une perpétuelle menace. Un silence poignant règne dans la salle où gisent Français, Anglais et Russes.

Chacun est tapi et recroquevillé dans son lit; on n'entend que le sifflement des poitrines oppressées de fièvre, le halètement des pneumonies qui étreignent les torses, la plainte sourde d'un rhumatisant, puis des mots vagues, des hallucinations de démens. Au ras des couvertures, un paquet de chiffons, de serviettes, de tout ce qu'on trouve où s'enfouir le crâne, puis une buée qui monte : un vivant souffre là! Chaque lit n'est pourvu que de deux minces couvertures, recouvertes d'une grande poche de cotonnade de couleur, à carreaux roses ou bleus, qui, suivant la mode allemande, fait office de drap supérieur, mais qu'on pose simplement sur son corps, sans pouvoir border de chaque côté. Par ruse, en dépit des règlemens, on a pu garder ses vêtemens et se les étendre sur les pieds. On couche avec son caleçon et son tricot, quand on a caleçon et tricot. Cela d'ailleurs est strictement défendu, quelque froid qu'il fasse. Le pis est que la chaleur des corps a condensé l'humidité de la salle sur les couvertures de nos lits; immédiatement elles ont gelé, et depuis nous sommes littéralement enveloppés dans un suaire de glace qui moule nos corps grelottans. Chaque matin, nous nous réveillons, les joues, les lèvres collées sur les couvertures par la buée de nos respirations qui s'est congelée. Les barbus, les moustachus, aussitôt après leur réveil, sont occupés à arracher les glaçons de leurs poils. Le

vent qui passe par les fenêtres est tout chargé et étincelant de paillettes de givre qui envahissent la salle d'une poussière argentée, et le grand poêle noir, vide, ironise au milieu de la chambrée.

Le jeune médecin allemand, qui a notre baraque dans son service, a renoncé à tout examen des malades. Empaqueté dans son manteau, le nez dans son col de fourrure, les mains aux poches, chaque matin il passe vivement, traînant son sabre, entre les rangées de lits. Un vague regard aux tableaux de température et, automatiquement, il prescrit les tablettes d'aspirine aux uns et aux autres. C'est le remède universel, et avec les compresses d'eau froide, la panacée infaillible employée dans tous les lazarets allemands. Compresses! compresses! Mais par cette température extravagante, il n'en saurait être question. Dans l'armoire aux médicamens, où on ne trouve guère que de l'eau oxygénée et une potion à base de réglisse et d'ammoniaque pour ceux qui toussent, tout a gelé et éclaté, jusqu'à une petite bouteille d'alcool. Reste l'aspirine : *ersatz*, bien entendu.

Nous sommes à la mi-février. L'an dernier, la commission des médecins suisses est passée dans les camps vers le milieu de mars; elle est passée de nouveau en octobre. Pourquoi, cette année, ne reviendrait-elle pas? Ce serait à peu près tous les six mois. Le bruit court qu'elle reviendra : ce n'est qu'un bruit, hélas! un on dit...

La commission suisse! Tous les yeux, brûlans de fièvre, sont pleins de cette vision. Tous les moribonds luttent farouchement avec cet espoir au cœur. Oh! ne pas mourir ici, après tant de souffrances si longues, si inutiles! Mourir, s'il le faut, mais auparavant quitter l'Allemagne, retrouver des sourires, des gestes doux qui allègent les angoisses suprêmes, revoir les « siens, » ne pas partir sans avoir reçu un dernier baiser!...

Le froid diminue, et enfin nous touchons la valeur d'un seau de charbon par jour, juste de quoi dégeler un peu l'atmosphère vers midi, et fondre la glace du plafond et de nos couvertures... Comme toujours, pendant de si terribles secousses, on a résisté, résisté; puis après, dans la réaction de la détente, les plus faibles sombrent; deux sont morts cette nuit, dans la salle voisine. Les pauvres corps aplatis sur les brancards sont passés au pied de nos lits, vers la salle d'autopsie :

la « Morgue. » On songe : « Pauvres vieux, fini pour eux! » C'est tout, et, instinctivement égoïstes, on jouit de la sensation de remuer bras et jambes, de voir la lumière et de se jeter très loin en avant dans l'avenir. Et là-bas, en France, les familles, un jour, brusquement, recevront un imprimé : un tel, mort, tel jour, telle heure. Puissent-elles alors ne pas se représenter l'horreur de la grande angoisse solitaire, où celui qu'ils aimaient a disparu dans son coin d'exil! Quelques lettres de lui arriveront encore, et peut-être ce qu'on aura trouvé dans ses poches, sous son traversin : le vieux porte-monnaie, le portefeuille aux photos, les minables et chers souvenirs...

Mars. — Je vais mieux. Je m'en tire. Mais je suis dans un tel état de faiblesse que, tout affamé que je suis, je ne puis supporter aucune nourriture.

Quatre Français sont arrivés, venant des mines; tous quatre sont perdus. Aussitôt couchés, ils sont entrés dans le coma. L'un d'eux était malade depuis longtemps. Un jour, il refuse de descendre; alors on le met au garde à vous, dehors; puis on imagine de lui fourrer les bottes de neige et de l'y enfoncer jusqu'aux genoux. Au bout d'une heure, il s'évanouit. Trois jours après, on l'expédie ici...

En quarante-huit heures le compte des quatre malheureux a été réglé. On a inauguré pour eux le « paravent de la mort : » quatre châssis à charnières, tendus de papier, dont on entoure le lit de celui qui trépasse. Quand on apporte dans la salle le paravent macabre, chacun se sent secoué d'un petit frisson. Et on ne quitte plus des yeux les sinistres feuilles de papier derrière lesquelles se livre le suprême combat.

On meurt terriblement dans cette baraque et dans tout l'hôpital, et ce sont presque toujours les plus anciens prisonniers qui s'en vont. D'hiver en hiver la mortalité augmente implacablement parmi eux. La tuberculose surtout fait d'affreux ravages.

Une nouvelle inouïe bouleverse le camp et l'hôpital : on a lu deux articles de journaux français au sujet du rapatriement pur et simple des prisonniers faits en 1914, — français et allemands. Des journaux suisses en ont parlé; les journaux allemands auraient enregistré ces bruits; les pourparlers seraient assez avancés. Il y aurait différentes catégories : d'abord les hommes d'un certain âge, pères de trois enfans — puis les prisonniers valides de tous âges, en commençant par les plus

anciens en captivité. Des mesures spéciales d'internement en Suisse seraient prévues pour ceux qui sont malades, auraient été en représailles, ou n'auraient jamais été visités par des commissions médicales suisses. Les imaginations travaillent, les espoirs s'exaltent, nous battons la campagne...

Je fais maintenant de petites sorties dans le lazaret, de gros sabots aux pieds, en uniforme de malade : pantalon long et redingote à longues basques, en toile rayée bleu.

Mai. — Nous ne pouvons pas y croire! Les visites suisses vont reprendre. Une centaine d'entre nous, désignée pour l'internement par les médecins allemands, passera la visite médicale à Constance. Dans vingt-quatre heures, nous aurons quitté le camp pour... Afin de se calmer, il faut envisager l'éventualité d'un échec possible, s'imaginer surtout le triste retour dans un camp, sans espoir désormais... Et puis, il y a les camarades qui restent, nous regardent faire nos préparatifs, nous souhaitent bonne chance, avec des regards éloquens où nous retrouvons la muette et navrante expression d'envie avec laquelle nous-mêmes nous avions, autrefois, vu partir les premiers « suissards. » Ne leur laissons pas croire que nous puissions les oublier, après avoir souffert et résisté ensemble...

Nous avons été fouillés minutieusement. Pour ne pas laisser entre les mains boches mille souvenirs où s'attachait notre vie de prisonniers, nous avons dû brûler nos photos et nos lettres... Cette cendre qui s'éparpille et s'envole emporte tout un lambeau de notre passé, que la haine seule fera revivre plus tard dans nos cœurs.

Voyage fiévreux, trépidant... Les paysages, les gens entrevus, rien ne compte plus : chacun reste en tête-à-tête avec son rêve, désir et crainte... Le lac de Constance rien... A quand la visite? Une salle... Notre avenir, notre vie même va se jouer là... De quel regard nous suivons, à peine aperçus, les hommes de qui notre sort va dépendre, qui, d'un seul mot, vont nous sauver des enfers d'Allemagne ou nous y rejeter!...

La visite est passée; beaucoup d'entre nous ont leur dossier de maladie; mais la décision des médecins n'est pas encore connue. Il faut attendre à demain... Encore vingt-quatre heures d'une incertitude qui nous met au supplice... Maintenant, il nous semble que, jusqu'à présent, jamais minutes dans notre vie n'ont été si angoissantes, si tragiques... Les visages des doc-

teurs sont restés impénétrables. On perd espoir, ou bien on s'illusionne... Ah! cette attente!

Les noms... enfin! Les malheureux qui sont refusés se retirent dans un coin... consternés, farouches... Les élus ne peuvent s'habituer brusquement à la nouvelle idée : partir, plus de barbelés, plus de poteau, plus de sentinelles, vivre... Est-ce vrai? Est-ce seulement possible?

Dans quatre heures, nous partons... On nous embarque dans un train suisse qui nous attendait en gare... Un contre-ordre ne va-t-il pas arriver au dernier moment?... Mais le train démarre, il roule : chaque tour de roue nous rapproche du but convoité. C'est fini! Nous quittons l'Allemagne! Nous ne la verrons plus... que dans nos cauchemars, dans les heures de fièvre qui ramèneront la hantise des souffrances endurées, de l'impitoyable esclavage...

14 juin. — Nous avons franchi la frontière, nous sommes en Suisse!... Nos couleurs!... Résurrection et liberté!... Impressions inouïes!... Les populations nous attendent tout le long de la voie, nous acclament en brandissant le drapeau tricolore; à notre arrivée, *la Marseillaise* éclate... Un immense frisson nous secoue, soulève nos âmes tandis que partout sur notre passage retentit et se prolonge le cri sacré : « Vive la France! » La joie, l'émotion, inondent nos cœurs : à peine pouvons-nous répondre à tous ces vivats. Entassés aux portières, haletans, les yeux piqués de larmes, nous regardons, nous rions, nous pleurons... Ainsi l'étape bienheureuse se continue... Partout, des fleurs, des paroles, des attentions charmantes. Toutes les formes de la bienvenue nous sont prodiguées... L'accueil est si spontané, si cordial, si ému, si émouvant, que, chaque fois, notre cœur se dilate dans un sentiment de douceur que nous ne connaissions plus...



Pourtant, on hésite encore à traverser une rue, à ouvrir une porte, à se mouvoir : à chaque pas, à chaque geste, l'œil toujours aux aguets, on se retourne, par méfiance perpétuelle du coup de crosse... Trop longtemps nous avons été des esclaves : l'ombre est restée sur nous du garde-chiourme allemand.

X...

REVUE SCIENTIFIQUE

LA PROTECTION DU SOLDAT. — LE CASQUE

Le maître d'armes de M. Jourdain lui apprend, si j'ai bonne mémoire, que tout l'art de l'escrime est de donner et de ne point recevoir. Cette définition est en réalité beaucoup plus extensive que ne le croit le professeur d'épée si comiquement campé par Molière. Porter des coups et n'en pas recevoir n'est pas seulement le but de l'escrime; il est celui de l'art de la guerre tout entier; tuer et ne pas être tué, tout est là dans la bataille. Or, la première partie du problème, l'art de tuer, a fait, depuis qu'il y a des hommes et qui se battent, des progrès continus, extraordinaires, dont nous voyons aujourd'hui les effets et dont les plus importans sont venus de la rallonge formidable que les explosifs ont mise à l'atteinte de nos bras. Au contraire, il semble que l'art de se protéger en campagne des coups de l'ennemi, l'art de ne pas être touché par lui, soit resté à peu près stationnaire et même, pendant les derniers siècles, ait suivi une régression. Tous les soldats de 1914, à quelque nation qu'ils appartinssent, du moins tous les fantassins, — et pour ne pas parler des cuirassiers dont l'armure était surtout d'apparat, avant qu'ils ne devinssent eux-mêmes fantassins, — n'avaient rien pour se protéger contre les projectiles ennemis. Leur mince uniforme d'étoffe était à cet égard bien inférieur à tous les boucliers, à toutes les cuirasses de l'antiquité. Ou plutôt ils n'avaient pour se protéger que le moyen qui, dès l'origine de l'histoire, fut en honneur pour se dissimuler et arrêter les coups, et dont César notamment fit sous Alésia le plus judicieux usage : les tranchées, les levées de terre. C'est ainsi qu'à travers les temps la terre, la bonne terre qui nourrit l'angoisse éphémère des hommes jusqu'à l'heure d'en être le linceul, leur a été la plus

sûre défense contre les coups de leurs ennemis. Ainsi nos soldats d'abord, rénovant l'aventure d'Antée, ne connurent, pendant les premiers mois de cette guerre, point de meilleure protection que l'humus vivifiant qui les fait invulnérables, l'humus qu'on creuse ainsi qu'un lit pour y trouver la sécurité quand passe la mort, en attendant d'y trouver la grande sécurité de la mort elle-même.

On a quelquefois comparé l'évolution des choses humaines à cette courbe qu'on appelle une sinusoïde et qui, sous un même niveau moyen, s'avance monotonement avec des hauts et des bas successifs, et qui la font pareille aux ondulations d'un serpent qui fuit. D'autres au contraire ont comparé la marche des choses à la spirale, à cette courbe qui monte perpétuellement en repassant par les mêmes abscisses et dont chacune des spires, tout en étant semblable à celle qui l'a précédée, est pourtant à un niveau plus élevé.

Si l'on veut me permettre de transposer ici ces images géométriques, il me semble que l'armement offensif des guerriers a suivi dans l'histoire une marche en spirale, tandis que leur armement défensif a suivi au contraire une marche sinusoïdale. Pourquoi ? Et en particulier, d'où provient l'inflexion nouvelle de la courbe qui actuellement nous ramène vers les anciennes armures? A quels résultats pratiques a-t-elle conduit les belligérans? C'est ce que je voudrais brièvement examiner aujourd'hui.



Dès la plus haute antiquité, le casque et la cuirasse occupent à côté du bouclier (qui semble le plus anciennement apparu des trois(une place importante dans la protection des combattans. Dans le Nord et l'Occident, on trouve dès l'ère celtique, près de dix siècles avant J.-C., des coiffures de bronze et des boucliers de bois ou d'osier renforcés de métal. On trouve les mêmes armes défensives dans la plus ancienne histoire du bassin méditerranéen, et on les voit complétées chez les Grecs et les Romains par des plaques métalliques destinées à protéger les membres.

Après la chute de l'Empire romain, la disparition à peu près totale de l'industrie et des arts a amené une sorte de régression dans l'armurerie, qui avait été chez les anciens autant l'œuvre des artistes que celle des artisans. — Les Francs emploient le bouclier et le casque sans cuirasse; mais celle-ci reparait à l'époque de Charlemagne et on en voit un beau modèle de ce temps au Musée des Invalides. Le XIe siècle voit naître la cote de maille que complète un

casque à nasal. — Dès lors, le perfectionnement des armures reprend sans arrêt sa marche ascendante qu'avait seule interrompue la chute de la civilisation gréco-romaine. On voit d'abord, au XIII° siècle la cotte aux souples mailles d'acier se réunir au casque par un passe-montagne maillé et dont l'ensemble forme le *haubert*. Le casque lui-même, devenu cylindrique, assemblé par des rivets et percé de trous, forme le *heaume*. — Au XIV° siècle, le heaume disparaît, remplacé par des casques plus arrondis, du type *bassinet*, munis d'une visière mobile et trouée ; des plaques protectrices des articulations placées aux épaules, aux genoux, apparaissent, complétées peu après par des armatures protectrices des mains, des pieds, du bassin, tandis que la cotte de mailles cède la place à l'armure pleine. — Tout cela s'alourdissant, se compliquant sans cesse aboutit finalement à l'armure défensive complète du temps de Charles VII. Le chevalier est alors enclos tout entier dans une carapace pesant environ 80 kilos qui le fait ressembler à un gigantesque scarabée et qui le rend à peu près invulnérable aux coups des armes blanches et des armes de jet à faible vitesse (arcs, arbalètes, etc.) jusque-là en usage. — Mais, toute médaille ayant son revers, le guerrier ainsi alourdi est à peu près impotent ; il ne peut monter à cheval ou en descendre sans aide ; le coursier lui-même est gêné par l'armure dont on l'a, lui aussi, affublé. Ainsi équipé, le cavalier, lorsqu'il est désarçonné, est à la merci du premier vilain, du premier homme de pied venu qui, moins protégé et partant plus mobile, aura vite fait de trouver les défauts de la cuirasse. Et ainsi la démonstration se faisait déjà, pour ainsi dire avant la lettre, que la mobilité, la vitesse, la légèreté, assurent à certains égards une sécurité supérieure à celle de l'armure la plus épaisse.

C'est alors que brusquement, en peu de temps, une révolution inattendue dans les armes offensives vint jeter bas tout cet échafaudage défensif, et rendre soudain inutiles tous les perfectionnemens que nous venons de passer en revue : c'est l'invention de la poudre à canon. — Grâce à celle-ci, on voit apparaître de nouvelles armes de jet, rapidement perfectionnées et dont les projectiles, balles et boulets sont, dès le début du XVI° siècle, capables de percer n'importe quelle armure. — L'évolution régressive des armes défensives est alors rapide. — L'adoption et la généralisation du pistolet dans la cavalerie, de l'arquebuse et du mousquet dans l'infanterie, obligent la cavalerie à abandonner la lance et à alléger ses armures. On abandonne d'abord le bouclier et les plaques de membres. Le casque

et la cuirasse persistent un peu plus, surtout parce que la découverte vers 1660 de la baïonnette est venue donner un renouveau à l'emploi des armes blanches. Pourtant le casque disparaît sous Louis XIII, la cuirasse à son tour sous Louis XIV, sauf pourtant pour les « ingénieurs » (officiers du génie), qui dans la tranchée porteront jusqu'au siège de Sébastopol la cuirasse et le pot en tête. — L'époque de Louis XV vit un timide essai de rénovation du casque avec les dragons, la fin de la Révolution remit en honneur la cuirasse et le casque avec ses cuirassiers, mais c'étaient là plutôt des objets d'apparat que de protection réelle. En tout cas, la seule protection qu'on cherche à assurer ainsi était contre les coups de sabre et de baïonnette. On finit d'ailleurs par préférer, contre ces atteintes d'arme blanche, la protection d'épaisses couches de tissus amortisseurs à celle des plaques métalliques : de là sont nés l'épaulette, la crinière, le shako, le bonnet à poil.

En résumé deux causes ont produit l'évolution régressive qui à partir du XVIe siècle ont amené peu à peu la disparation de l'armement défensif : d'une part l'apparition des armes à feu a substitué au combat rapproché le combat à distance, si bien qu'on a cherché la protection dans le mouvement, l'invisibilité, l'abri, plutôt que dans la cuirasse; d'autre part et surtout, toutes les armures anciennes, en dépit de leur poids déjà si gênant, se sont trouvées inefficaces, perforées comme verre par les balles à grande vitesse et les boulets.

***

Tel était l'état de la question lorsque éclata la guerre actuelle. A ce moment, un certain nombre d'axiomes considérés dans beaucoup d'état-majors comme des vérités premières incontestables réglaient les conceptions régnantes, ou du moins orthodoxes et officielles. On était convaincu d'abord que les balles du fusil seraient les projectiles essentiels dans la bataille. Or ceci étant posé, il était évidemment inutile de chercher à les arrêter. On peut calculer en effet, — et on avait fait ce calcul, — que pour résister à toute distance à la balle S allemande tirée directement (et les chiffres sont analogues pour les balles des autres belligérans), il faut une épaisseur d'acier spécial de blindage d'environ huit millimètres. L'ennemi, comme ses adversaires, a d'ailleurs construit et utilisé récemment des balles perforantes spéciales, dites SMK, et qui, tirées à 50 mètres sous l'incidence normale, traverseraient tout blindage ayant moins de 14 millimètres d'épaisseur. Mais bornons-nous à considérer la balle S ordinaire, qui reste le

projectile de beaucoup le plus employé dans les fusils et mitrailleuses de l'ennemi : un mètre carré d'acier de 8 millimètres d'épaisseur pèse environ 63 kilos; une plaque protégeant contre les balles l'homme dans toute sa hauteur et d'un seul côté pèserait environ une quarantaine de kilos. Ce poids est absolument prohibitif; un bouclier ou une cuirasse pesant même la moitié de ce poids et ne pouvant par conséquent protéger contre la balle qu'une moitié du corps constitueraient également une surcharge, absolument rédhibitoire, du poids déjà excessif porté par le fantassin. Ceci qui n'a pas cessé d'être vrai, même dans la guerre stabilisée actuelle, était *a fortiori* admis avec raison et sans conteste, avant le présent conflit et lorsque les états-majors étaient convaincus que l'on aurait une guerre de mouvemens imposant au soldat des marches continuelles et rapides.

On avait donc nettement renoncé dans toutes les armées à protéger le soldat en campagne par un blindage portatif.

Il s'est trouvé que quelques-unes des anticipations faites n'étaient pas conformes à ce qui est arrivé. Tout d'abord, et, en dépit de l'énorme portée des fusils et des canons actuels, on a vu et l'on ne cesse pas de voir, par suite de la nature de cette guerre de tranchées, les infanteries ne s'aborder presque jamais qu'en combat rapproché, et même en dehors des combats, demeurer extrêmement près l'une de l'autre. De cela est résulté qu'à son fusil dont la longue portée était devenue inutile, l'infanterie a substitué ou du moins a ajouté dans une large proportion des armes de jet à faible vitesse initiale, notamment les grenades à mains et à fusil. Ces engins projettent un très grand nombre de petits éclats à vitesse initiale beaucoup plus faible que celle de la balle, mais suffisante pour blesser ou tuer aussi bien qu'elle. Un grand nombre de blessures sont donc, à côté des blessures par balles, causées par ces petits éclats. Voilà, me dira-t-on, une chose qu'on ne pouvait pas prévoir. Cela est vrai, si l'on considère les grenades; cela est faux, si l'on considère les autres projectiles, et notamment les obus.

On savait d'avance, — à moins d'avoir oublié qu'il y avait une artillerie, — qu'un grand nombre de projectiles, à vitesses très inférieures à celles de la balle, seraient vulnérans dans cette guerre : les balles des shrapnels, la plupart des éclats des obus. Mais on avait sous-estimé le nombre et l'importance relative des blessures causées par eux.

Quand on va au fond des choses et qu'on cherche à pénétrer d'un

coup de sonde synthétique au cœur des extrapolations qui ont amené, avant la guerre, des prévisions inexactes, — et dans la question que j'examine, le grand État-major de Berlin ne s'est pas moins trompé que les autres, — on trouve finalement que les fautes d'appréciation ont été non pas qualitatives, mais quantitatives. Autrement dit, on a mal prévu non pas la nature des événemens et des phénomènes, mais leur importance relative, non pas leur existence, mais leurs valeurs numériques et relatives. Je m'explique : on savait qu'il y aurait des blessures par balles, on savait qu'il y aurait des blessures par éclats; mais on croyait que les premières seraient beaucoup plus nombreuses que les secondes. C'est le contraire qui est arrivé. Or, c'est cette erreur numérique d'appréciation qui a été cause et seule cause, — je l'ai établi ici même récemment, — des mauvaises directives données d'abord à notre chirurgie de guerre, pour laquelle il a fallu opérer, dans l'action même, un renversement complet de méthodes qui donne aujourd'hui les meilleurs résultats. C'est donc une petite inversion arithmétique, une petite différence statistique, entre les prévisions et la réalité qui a été cause de la révolution complète qui s'est produite dans les méthodes chirurgicales de guerre... A quoi tiennent souvent les événemens les plus graves? A une décimale, au déplacement d'une virgule.

Par une coïncidence curieuse, c'est précisément la même erreur d'appréciation relative aux mêmes faits qui cause le retour vers l'armement défensif que l'on constate actuellement dans les grandes armées belligérantes.

En effet, du jour où il est apparu que les blessures par éclats de projectiles animés d'une faible vitesse étaient nombreuses, le problème s'est posé plus ou moins inconsciemment, chez tous ceux qui pensent, non pas avec lyrisme, mais avec précision, aux choses de la bataille, de la protection du soldat contre ces blessures.

Or, on peut citer ici des chiffres éloquens : dès le début de la guerre, ou plutôt dès que celle-ci s'est cristallisée en guerre de tranchées, est apparue la proportion considérable des blessés par projectiles à faible vitesse restante. Mais d'abord, une remarque s'impose pour éviter tout malentendu : les éclats d'obus, au voisinage du point d'explosion, ont une très grande vitesse, parfois supérieure à celle de la balle elle-même; à cet endroit de leur trajectoire, ils ne seront pas mieux arrêtés que celle-là par un blindage; mais, tandis que la vitesse restante de la balle reste considérable à toutes les distances de combat actuelles, celle des éclats d'obus diminue

pour la plupart très rapidement, à cause de leur petitesse et de la résistance de l'air, si bien qu'à quelques mètres du lieu d'explosion elle est généralement faible. Pour éviter tout malentendu, j'appellerai, chirurgicalement parlant, projectiles à faibles vitesses ou projectiles non perforans ceux qui sont arrêtés dans les tissus qu'ils ont blessés; l'expérience montreque ces projectiles sont en très grande majorité des éclats, et que les balles ricochées ou à fin de course n'y entrent qu'en infime proportion. J'appellerai, au contraire, projectiles à grande vitesse ou mieux à grande force vive, ou projectiles perforans, ceux qui n'ont pas été retenus par les tissus et les ont traversés de part en part. L'expérience montre que ces projectiles sont en grande majorité des balles et que les éclats n'en constituent qu'une faible partie.

Cette définition est un peu arbitraire, comme toutes les définitions, mais elle suffit à ma démonstration et c'est tout ce qu'il est permis d'en exiger. Nous ne commettrons pas d'erreur sensible en supposant que les nombres des blessures par projectiles perforans et par non perforans sont entre eux comme les nombres de blessures par balles et par éclats.

Remarquons en passant que lorsque j'ai de même divisé les projectiles en deux catégories, à propos du traitement des plaies de guerre, je les ai différenciés d'une manière analogue, mais pourtant un peu différentes de celle-ci, car il y avait à considérer alors, non pas tant la vitesse restante des projectiles que leur forme et leur degré de souillure.

Les statistiques chirurgicales ont donc montré dès la fin de 1914 que les blessures par projectiles à faible vitesse étaient la majorité. Certaines de ces statistiques déjà anciennes que j'ai sous les yeux indiquent que la proportion de ces blessures est dès cette époque généralement supérieure à 60 pour 100. Ce chiffre n'a pu qu'augmenter depuis par la multiplication des projectiles explosifs divers et l'importance de plus en plus grande des tirs d'artillerie.

Effectivement, d'une statistique complète communiquée à l'Académie de Médecine à une de ses toutes récentes séances par M. le Dr Tuffier et qui porte sur l'ensemble des résultats chirurgicaux de la grande offensive de l'Aisne, en avril 1917, il résulte que 72 pour 100 des blessures constatées étaient dues à des éclats de projectiles, et 17 pour 100 à des balles.

On comprend dans ces conditions que tout moyen qui protégerait totalement des éclats, fût-il inefficace contre les balles, éviterait

près des trois quarts des blessures, et s'il n'arrêtait que la moitié des éclats, il éviterait encore plus du tiers du nombre total des blessures.

C'est de ces considérations, plus ou moins inconsciemment formulées, que sont nés les moyens de protection aujourd'hui en voie d'être généralisés daus toutes les armées belligérantes, d'abord le casque, puis les cuirasses. Je parlerai d'abord du casque parce qu'il a vu d'abord le jour, et parce que les résultats obtenus avec lui dans toutes les armées sont assez nombreux et convaincans pour échapper à toute discussion.

***

L'inventeur de notre casque pare-éclats, qui a été depuis adopté ou imité par tous nos Alliés et aussi par l'ennemi, est l'Intendant général Adrian. C'est une des plus belles intelligences de notre armée, et le pays lui doit nombre d'inventions militaires qu'il a su avec une habile ténacité mettre au point et généraliser.

Dès la fin 1914, l'Intendant général Adrian, préoccupé de diminuer les blessures très nombreuses de la tête par projectiles à faible vitesse, avait conçu et exécuté une calotte métallique protectrice. Il avait été guidé dans sa conception d'abord par divers faits dûment constatés sur le champ de bataille où des hommes avaient été sauvés notamment par leur gamelle. Ensuite (il me l'a conté lui-même) par des réminiscences historiques. Il s'était souvenu de la calotte appelée « secrète » que les duellistes du XVIe siècle cousaient fréquemment dans leur chapeau, et qui les préservait des coups de taille qui leur eussent fendu la tête. La calotte Adrian, très analogue à la secrète, et qui devait s'insérer dans le képi entre la coiffe et le bandeau, fut expérimentée dès décembre 1914. On constata notamment que, lors d'un tir d'expérience de shrapnells français, la calotte arrêtait 60 p. 100 des coups. Dès février 1915, des centaines de mille de calottes furent mises en service. Elles avaient 0^{mm},5 d'épaisseur et étaient faites en tôle d'acier.

Une intéressante communication faite sur ce sujet à l'Académie de Médecine par le professeur Le Dentu, d'après les constatations des ambulances de l'avant, établit que la calotte Adrian avait empêché ou atténué un grand nombre de blessures du crâne.

Pourtant, le soldat avait, il faut le reconnaître, une certaine répugnance à s'en servir ; d'abord sans doute parce qu'il n'était pas encore convaincu alors de l'utilité d'une protection blindée contre les éclats, et aussi parce que l'exact ajustement de la calotte au crâne de chacun

était difficile, et que la chaleur développée rapidement sous cette coupole de métal provoquait souvent de la gêne et des maux de tête. En fait, j'ai connu des compagnies où la calotte servait plus souvent de tasse à café que de protection crânienne.

Entre temps, l'intendant général Adrian, qui ne s'était pas arrêté à cette première étape qu'il sentait lui-même imparfaite, poursuivait ses recherches dont sortit bientôt le casque qui n'était qu'un perfectionnement, mais un perfectionnement nécessaire de la calotte. — Le casque Adrian était au point dès le 31 avril 1915, et aussitôt adopté. Commandées dès le mois suivant, les premières centaines de mille étaient livrées dès juillet. Depuis, la production n'a pas arrêté une minute; elle est de plusieurs dizaines de milliers par jour, et elle suffit à peine à alimenter les besoins de notre armée et de tous ceux de nos Alliés qui l'ont rapidement adopté.

D'emblée, le casque Adrian a été accueilli avec enthousiasme par nos soldats qui en ont compris immédiatement l'importance, soulignée chaque jour par *les faits* qu'ils pouvaient observer sur eux-mêmes et leurs camarades.

Il n'est point besoin de décrire ici cette coiffure guerrière aujourd'hui populaire, et qui donnera dans l'histoire aux soldats de Verdun, de la Somme, de la Champagne... de la grande bataille victorieuse de demain, leur silhouette légendaire. — C'est par le casque avant tout et surtout que le soldat français a aujourd'hui une si fière allure. C'est le casque qui lui donne cette ligne martiale qu'on n'avait pas revue depuis les Romains. Est-il rien de plus élégamment simple? Pas de pointe grotesque et qui semble appeler les foudres joviennes. Pas de cimier achilléen ou de crinière onduleuse comme aux temps surannés, hélas! où la guerre ressemblait à un opéra-comique. Avec ses proportions simples, sa forme unie dont une légère pièce médiane, — elle-même nécessaire comme nous verrons, — surplombe et atténue la rotondité, avec sa visière et son couvre-nuque modérés et dont la forme et l'inclinaison sont parfaitement équilibrées, le casque Adrian est une merveille de simplicité esthétique, de grâce sans ornement. Il est beau, mais il n'est pas que cela : il est surtout utile.

Si on le regarde non plus avec l'œil d'un amateur ou d'un artiste, mais avec l'œil de celui qui entend sur sa tête la tempête des obus traversée par la bise sifflante des balles, le casque alors prend toute sa valeur, et ce qui n'était qu'élégance tout à l'heure devient raison et sécurité.

L'acier qui le constitue est un acier demi-dur spécialement choisi

pour se déchirer sans se casser sous le choc des projectiles perforans. Ainsi tombe l'objection de quelques misonéistes qui ne voulaient point de cette coiffure, sous prétexte que les balles, en la brisant, en entraîneraient des débris qui formeraient projectiles secondaires et aggraveraient les blessures.

L'épaisseur de la tôle choisie est de 7 dixièmes de millimètre. C'est onze fois moins qu'il n'en faudrait pour arrêter les balles de de plein fouet. Mais aussi son poids ne dépasse guère 700 grammes. Cette épaisseur de 7/10 de millimètre suffit à arrêter la plupart des éclats. Quant aux balles elles-mêmes, contre lesquelles il n'avait nullement pour objet de constituer une précaution, il est arrivé que dans beaucoup de cas il s'est trouvé également très utile.

Un grand nombre de balles, lorsqu'elles rencontrent obliquement la partie bombée du casque, si elles ne ricochent pas au sens exact du mot, éprouvent du moins une déviation angulaire, variable suivant l'incidence, mais qui a pour effet constant d'éloigner le projectile du centre de la surface connexe heurtée, c'est-à-dire de l'éloigner de la tête. Ces effets dévians produits par le casque sur la balle ont été constatés dans des milliers de cas et ont contribué à atténuer la gravité des blessures et à sauver de nombreuses existences que les balles eussent fauchées sans cela J'ai sous les yeux un grand nombre de photographies de casques, ainsi frappés par des balles et où l'on voit nettement la déviation de la trajectoire vers l'extérieur. Les journaux illustrés ont d'ailleurs publié de ces photographies vraiment très frappantes, et ces faits, constatés d'ailleurs chaque jour dans les tranchées et aux ambulances de l'avant sont aujourd'hui hors de toute discussion.

Quant aux existences sauvées, aux blessures atténuées par le casque Adrian, grâce à son effet protecteur contre les éclats, à faible vitesse, c'est par centaines de milliers qu'il faut les compter. Toutes les communications, tous les rapports des chirurgiens militaires sont unanimes à cet égard.

Si l'on étudie en particulier le pourcentage des décès occasionnés par les blessures du crâne, le dépouillement des statistiques montre qu'avant l'emploi du casque, les décès étaient de 6,42 p. 100 et, que depuis son adoption, ce pourcentage est tombé à 3,73 p. 100, guère plus de la moitié. Qu'on imagine combien de milliers d'existences sauvées cela représente !

Il est d'ailleurs, après l'adoption du casque, arrivé ce résultat paradoxal, que, dans certains secteurs, la proportion des blessés du

crâne évacués vers l'arrière a paru avoir plutôt une tendance à augmenter : le dénombrement exact du total des blessés du crâne, tant de ceux évacués que de ceux conservés, à cause de leur état grave, dans les ambulances de l'avant, a montré que ce total avait nettement diminué, et que le fait paradoxal constaté provenait tout justement de ce qu'un grand nombre de blessés qui eussent été, sans le casque, des blessés graves intransportables, étaient devenus grâce à lui des blessés légers évacuables.

Si nous revenons maintenant à l'examen technique et rationnel du casque Adrian, nous voyons que la bombe qui en constitue la partie essentielle et préserve la boîte crânienne est en réalité très profonde; le rapport de son diamètre à sa profondeur est égal à environ 200/110, c'est-à-dire qu'elle est notablement plus surélevée que la demi-sphère. Ainsi a disparu un des principaux inconvéniens de la calotte primitive : le crâne étant très éloigné de la surface protectrice, les chocs et les projectiles qui produisent une déformation, un enfoncement plus ou moins violent du casque risquent moins de léser simultanément le crâne. D'ailleurs les phénomènes d'échauffement et de migraines constatés avec l'ancienne calotte sont évités ici grâce à un orifice d'aération qui est situé au sommet de la bombe et que recouvre précisément le léger cimier, échancré lui-même, dont nous remarquions tout à l'heure l'effet esthétique. La visière inclinée de 22°, le couvre-nuque incliné de 45°, sont fixés l'un à l'autre par rivetage, puis sertis avec la bombe. Ils sont faits de la même tôle que celle-ci.

L'ensemble est d'une harmonie charmante qui provient sans doute surtout d'une rigoureuse et rationnelle adaptation des élémens du casque à leur fonction.

Presque tous nos alliés ont aujourd'hui adopté et généralisé le casque Adrian, et successivement les armées belge, italienne, russe, serbe, monténégrine, roumaine, grecque, en ont été dotées.

Les Allemands eux-mêmes n'ont pas voulu rester en arrière dans la voie si heureusement ouverte par l'intendant général Adrian. Vers la fin 1915, ils ont essayé d'abord un casque analogue par sa forme au cuir bouilli de leur casque à pointe et en tôle mince; ils y ont bientôt renoncé pour adopter en 1916 leur gros casque de tranchée. qui est sans doute plus efficace que le nôtre contre certains éclats à grande vitesse, mais qui est beaucoup plus lourd et gênant, et qui partant ne peut pas être comme celui-ci une coiffure continuellement portée. En fait, une partie seulement de leurs troupes des secteurs avancés en sont dotées. Et je sais d'ailleurs de bonne source que les

Allemands se servent largement et volontiers de nos casques chaque fois qu'ils s'en emparent.

Car ce qui lui donne sa valeur, ce qui en fait une coiffure dont ne veulent pas se séparer ceux qui en ont pris l'habitude, c'est l'harmonieux dosage, l'équilibre parfait qu'il réalise en ces deux qualités apparemment incompatibles : la commodité et la sécurité.

Les Anglais ont pourtant adopté, à notre imitation, un casque un peu différent du nôtre. Je suis sûr que ce n'est pas par le singulier désir de faire autre chose que le voisin, qui a caractérisé longtemps certaines armées de métier. Pourtant, si l'on compare le casque anglais au nôtre, il faut bien reconnaître que la comparaison n'est pas désavantageuse à celui-ci Tout d'abord, l'acier du casque anglais est un acier au manganèse plus dur, qui risque davantage d'être enlevé à 'emporte-pièce par les balles et éclats et de former des projectiles secondaires vulnérans. Ensuite, la bombe du casque anglais est moins creuse que la nôtre; cela provient d'une nécessité de fabrication, de l'emboutissage limité auquel nos Alliés ont été forcés, par la condition qu'ils se sont posée de faire leur casque d'une seule pièce. Cette convexité moindre entraîne un risque plus fréquent de choc secondaire. Enfin le casque anglais, n'étant pas troué à sa partie supérieure, l'aération y est assurée par l'interposition de petites cales entre l'acier et la coiffe, cales qui, en cas de choc brusque (chute d'une poutre, etc.) transmettent la pression en quelques points seulement du crâne au lieu de la répartir sur tout le pourtour comme dans le casque français.

Il me reste à montrer maintenant comment on en est venu à envisager pour la protection des autres parties du corps un armement défensif analogue à celui qui a, pour la tête, donné de si beaux résultats.

CHARLES NORDMANN.

REVUE MUSICALE

Théatre de l'Opéra-Comique : *Ping-Sin*, drame lyrique en deux actes, paroles de Louis Gallet, musique de M. Henri Maréchal. — *Au beau jardin de France*, de MM. Guillot de Saix et Francis Casadesus. — Reprise des Concerts-Pasdeloup. — *Piccolo mondo antico*.

Ping-Sin est, sauf erreur, le troisième ouvrage sino-musical que le théâtre de l'Opéra-Comique ait représenté depuis les jours lointains du *Cheval de Bronze*. *Le Voyage en Chine*, d'ancienne et plaisante mémoire, n'avait de chinois que le titre. Beaucoup plus récent, le *Voile du bonheur* fut tissé par les mains, occupées depuis à de plus rudes besognes, de M. Georges Clemenceau. C'était un agréable conte philosophique, et la musique de M. Charles Pons, une musique facile, y ajoutait çà et là, si nos souvenirs sont fidèles, un certain charme, fait de rêve, de mystère et de mélancolie.

Le drame de Louis Gallet et de M. Henri Maréchal n'emprunte rien à la philosophie. Il met simplement en scène un jeune couple chinois : lui s'appelle Yao; elle a nom Ping-Sin. Compromis dans une sédition, Yao se voit arrêté et condamné à mort, le jour même de ses noces. Ping-Sin, à laquelle il a pu d'abord cacher la vérité, l'apprend bientôt. A la faveur de la nuit et d'un double stratagème (narcotique et travestissement combinés), elle se substitue à Yao, qu'elle endort, et va, pour lui, se livrer aux mains, presque au glaive du bourreau. Mais juste à ce moment, les partisans de Yao reprennent l'avantage, et par eux la petite Alceste chinoise, héroïque elle aussi jusqu'au trépas, mais exclusivement, est rendue, comme sa devancière grecque, à son époux réveillé.

Le jour de la répétition générale, devant que les chandelles fussent allumées, l'un de nos confrères les plus « avancés » nous

disait avec indulgence : Vous aimerez ça; ça va ressembler à du Gounod. » Et nous aurions pu moins bien tomber. Mais c'est le confrère qui tombait mal. Nous n'avons trouvé là rien, absolument rien, de Gounod, hormis peut-être un souvenir et comme une continuelle confirmation de la fameuse phrase de Valentin : « *Ce qui doit arriver arrive à l'heure dite.* » C'est ainsi que tout arrive dans la musique de M. Maréchal, et cela nous procure, à défaut du plaisir de la surprise, la sécurité d'une attente et d'un espoir que jamais rien ne vient tromper. Tout rentre ici dans l'ordre accoutumé des formes, sinon des formules classiques : airs, couplets même, romances quelquefois agréables, duos, « ensembles » bien composés et soutenus longtemps. Un peu trop longtemps peut-être, témoin certain épithalame, qui d'ailleurs se développe suivant un plan harmonieux. Aussi bien, il ne saurait nous déplaire que dans une « action musicale » l'action s'arrête ou se ralentisse par momens pour laisser quelque loisir à la musique. Et cette musique est partout correcte et raisonnable; s'il lui manque l'originalité vraie, elle n'est pas dépourvue d'une certaine distinction. Ni les idées n'en sont triviales, ni l'expression n'en est fausse. L'orchestre enfin, sans prendre trop de peine, ne demeure guère inoccupé. Sagement, honnêtement, il concourt à l'effet général. Jamais lourd et jamais vide, à tel ou tel chant il ajoute un contre-chant; à telle mélodie, la parure d'harmonies ou de timbres qui n'ont rien de vulgaire. Ici, par un coup de gong, là par une petite sonnerie de clochettes, ou peut-être de « célesta, » il contribue à ce qu'on est bien obligé, lors même qu'il s'agit de sonorités, d'appeler la « couleur » locale. Cette dernière, non plus cette fois pour les oreilles, mais pour les yeux, consiste d'abord dans les décors et les costumes, lesquels forment un délicieux spectacle, et puis dans le menu trottinement des personnages, dans le jeu des éventails frémissans et des saluts ou des révérences courtoisement échangées.

La musique elle-même n'a rien de chinois. Et pourtant, si nous ouvrons, ou rouvrons, comme il sied en pareille occurrence, le précieux petit livre de M. Laloy sur la musique des Célestes, nous y verrons que les principaux caractères de cette musique sont la sobriété, la sagesse, l'horreur de l'abus et de l'excès. Le *Li-Ki*, ou *Mémorial des Rites*, qui expose la doctrine officielle de la Chine sur la musique, abonde en préceptes de tempérance et de discrétion : « Les anciens rois ont disposé les sons par principe. Ils ont fait en sorte qu'ils fussent suffisans pour donner la joie, mais sans licence... » Et

ceci encore : « La plus grande musique est toujours simple ; les plus grands rites sont toujours modérés. » C'est pourquoi « la perfection de la musique n'est pas de pousser les notes à bout (1). » Après et comme le musicien du *Voile du bonheur*, celui de *Ping-Sin* a fait preuve de réserve et de retenue. Il n'a point poussé les notes à bout. Il n'a pris, nulle part, aucune licence. Par là sa musique, elle aussi, étrangère, ainsi que l'autre, à la pratique et à la lettre de l'art chinois, en a, probablement sans le savoir, observé l'esprit, ou le tempérament. Il faut lui tenir compte de cette observance.

Ce n'est pas tout à fait par la tenue, ou la retenue, que se recommande l'allégorie patriotique, ballet ou pantomime nationale, avec orchestre et chœurs, de MM. Guillot de Saix et Francis Casadesus. En trois tableaux, le premier aimable, le second terrible, et le dernier triomphal, nous voyons se succéder l'avant-guerre, la guerre et l'après-guerre « au beau jardin de France. » Les Françaises qui le peuplent et l'animent se divisent en deux catégories. Les unes sont vêtues, ou ceintes seulement, de feuillage : voilà pour la flore. D'autres (c'est la faune) portent des peaux, ou demi-peaux, de panthère et de léopard. Celles-là font des groupes, et celles-ci des cabrioles. Soudain, sur le jardin botanique et zoologique, des Plantes et d'Acclimatation tout ensemble, se déchaîne la guerre et toutes ses horreurs. Scènes de massacre, de mort et de deuil. Le sol est couvert de cadavres, l'air retentit de gémissemens. Tout semble perdu, mais voici que tout est sauvé. Le fond de la scène s'éclaire. Paraît une belle dame (la Victoire, ou la Paix, ou toutes les deux à la fois), à la robe d'or, aux cheveux d'or et portant des rameaux d'or. Sur son passage, tout le monde ressuscite, se relève et se remet en branle. Galop final, illumination des bosquets, apothéose.

Il y eut aussi de la musique en cette affaire : musique instrumentale, exécutée, suivant l'usage, à l'orchestre, et musique vocale, chantée non pas sur la scène, mais dans la salle, contre l'ordinaire. C'est ainsi qu'on put voir, entendre de jeunes personnes en « costume de ville, » accompagner de la voix les poses et les ébats d'autres jeunes personnes à peu près sans costume. Et le déplacement du personnel chantant parut à quelques-uns le premier signe d'un art vraiment libre, audacieux et nouveau. Dans l'ordre de la pure musique et de l'harmonie en particulier, d'autres symptômes se manifestèrent : le plus frappant nous parut la prédilection du musicien

(1) *La musique chinoise*, par M. Louis Laloy. Collection des *Musiciens célèbres*, Henri Laurens, éditeur.

pour des suites de quartes ou de quintes, séries peu recommandées, où sans doute M. Casadesus prend un plaisir que nous voudrions partager. L'orchestre nous frappa, s'il est possible, encore plus fort, à coups redoublés, assommans. Enfin l'idée ne sembla pas très heureuse d'avoir choisi, pour la mêler à tout ce tintamarre, la petite chanson : « *Nous n'irons plus au bois, les lauriers sont coupés,* » alors que justement, « au beau jardin de France, » les lauriers sont en train de refleurir. En somme, œuvre vulgaire, voyante et criarde ; style, sonore et plastique, de music-hall. Et puis, entre nous, la patrie, ce n'est déjà pas facile à chanter ; mais, à danser, je crains fort que ce soit impossible.

Sous la direction de M. Henri Rabaud, d'abord, puis de MM. Guy Ropartz et quelques autres, les Concerts Populaires, ou Concerts-Pasdeloup, ont repris le mois dernier dans la vieille salle, dans leur vieille salle du Cirque d'Hiver. Depuis un demi-siècle environ, nous n'y étions pas rentré. Ce dimanche-là, si lointain, l'on nous y avait conduit pour entendre M[me] Viardot. Très souffrante, et d'une fluxion sur la joue, l'illustre et vaillante artiste avait fait réclamer l'indulgence du public. Lorsqu'elle parut, portant un mouchoir en mentonnière, noué sur le sommet de la tête, l'indulgence et même les égards du public furent près de lui manquer. On sourit, on murmura tout bas. Mais, dès ses premières notes, en elle, et, par elle en tout son auditoire, quel changement soudain! A sa voix, quelle exaltation de son visage et de leurs âmes! Elle chanta du Gluck, peut-être bien le *Roi des Aulnes* ensuite, et sûrement, pour finir, quelques chansons d'Espagne, en espagnol, et s'accompagnant au piano. Étrange et sublime figure, qui hanta longtemps notre mémoire d'enfant! Elle nous demeure encore présente, nous entendons encore sa voix. Et, l'autre jour, parmi tant d'ombres mélodieuses, jadis hôtesses de ces lieux, c'est celle-là que nous évoquâmes d'abord, en repassant, après cinquante années, le seuil de la salle où elle nous apparut pour la première fois.

La direction des nouveaux Concerts-Pasdeloup avait réservé d'abord aux représentans de la critique musicale une tribune placée exactement derrière l'orchestre. Comme acoustique, la place n'est pas des plus favorables. Mais elle offre d'autres avantages. Elle permet de contempler, non pas de dos, comme à l'ordinaire, mais de face, ce *deus ex machinâ* d'un orchestre, qu'est le chef qui le conduit. Et M. Henri Rabaud compte, on le sait, parmi ceux qui méritent un

prix de conduite. Par ce mot, n'allez pas, s'il vous plaît, entendre seulement une honnête application, mais les dons naturels, une élégante sobriété, l'intelligence et le sentiment, le style enfin, et même car il en faut aux interprètes comme aux créateurs, et même l'imagination. Celle-ci, pour les spectateurs, se manifeste réellement par des images, par les gestes et la physionomie d'un chef d'orchestre, s'il est digne de ce nom. Alors, en écoutant la musique, on croit la voir aussi. On en suit les impressions, ou les reflets, non seulement sur un visage, mais sur un être tout entier qu'elle éclaire et qu'elle anime. Pendant le premier concert, nous observions, entre M. Rabaud et la symphonie en *ut* mineur, une action réciproque et constante, et des échanges mystérieux : tantôt la rencontre et l'accord, tantôt l'apparence d'un combat. Ici, le chef d'orchestre avait l'air de se jeter au-devant du flot sonore ; ailleurs, il semblait, avec une sorte d'effroi sacré, reculer devant lui. La symphonie en *ut* mineur ! Jamais elle ne nous parut plus belle, jamais elle ne nous retentit plus avant dans le cœur. C'était le jour qui suivit le nocturne attentat contre Paris. Et le peuple de Paris, oublieux du péril d'hier, insouciant du danger de demain, remplissait le vaste amphithéâtre, l'ébranlait de ses bravos et de ses cris. Il applaudissait avec enthousiasme une musique allemande, mais dont l'Allemagne a démérité pour toujours, et sentant cette musique digne de lui, et se sentant digne d'elle, il la faisait sienne et demandait un surcroît d'héroïsme à l'un des chefs-d'œuvre les plus héroïques du plus héroïque des musiciens.

« *Piccolo mondo antico.* » Le titre du célèbre roman d'Italie ne définirait pas mal un certain genre lyrique, français entre tous, et que vous devinez. Ce genre, ou ce répertoire national, abandonné par le théâtre officiel qui continue d'en porter, mais n'en mérite plus le nom, un gentil théâtre « d'à côté, » le Trianon-Lyrique, a pris le soin, un soin délicat et pieux, de nous le rendre. Nous avons entendu là des œuvres menues et délicieuses : *Maison à vendre*, de Dalayrac, et les *Voitures versées*, de Boïeldieu ; *Rose et Colas* (une petite merveille), de Monsigny, et l'*Épreuve villageoise*, de Grétry ; *Joconde*, de Nicolo, et enfin le chef-d'œuvre populaire et royal, sublime et familier, qui s'appelle *Richard Cœur de Lion*.

De tout temps, et dès l'origine, on a discuté sur la nature du genre et sur sa légitimité, sur ses droits à la dignité, voire à l'existence esthétique. Le mélange, ou plutôt l'alternative de la parole et

de la musique a fait le succès de l'opéra-comique. Au gré de juges sévères, la même cause en ferait surtout l'équivoque, ou la faiblesse, ou le néant. « Assez beau type du genre faux, » a dit l'un. « Joli monstre, » a renchéri tel autre. On comprend encore qu'un métaphysicien allemand ait traité « l'opérette, » ou le « petit opéra, » de « genre mixte ou inférieur, où se mêlent, sans se combiner intimement, les paroles et le chant, ce qui est musical et ce qui ne l'est pas (1). » Mais il paraît plus singulier que notre XVIII[e] siècle ait parfois méconnu, — du moins en théorie, — un art qui, plus que tout autre et de plus d'une manière, était sien. Grétry pourtant, Grétry lui-même avoue dans ses *Essais*, qu'il lui « fallut quelque temps pour s'habituer à entendre parler et chanter dans une même pièce. » « On sent assez, déclare à son tour le président de Brosses, que cette bigarrure de chant et de déclamation ne serait pas supportable. » Elle a su néanmoins, avouez-le, se faire non seulement supporter, mais chérir. Aussi bien, il est arrivé que ceux-là mêmes qui réprouvaient ce partage, l'ont plus tard, quitte à se contredire, admis et consacré : les uns, comme Hegel ou de Brosses, en paroles; un autre, Grétry, en paroles également (voir encore les *Essais*), mais surtout en musique, et par les chefs-d'œuvre de sa propre musique.

Sur les rapports ou le régime commun de la parole et de la musique, soit qu'elles se suivent, soit qu'elles se mêlent, on peut faire, en écoutant nos vieux opéras-comiques, plus d'une réflexion. Chacun sait que, de tous les musiciens dramatiques, Grétry fut l'un des plus étroitement attachés aux règles, non seulement de la déclamation, mais de la prosodie. Il n'en est pas moins vrai que la célèbre romance de *Richard* : « *Une fièvre brûlante*, » le chef-d'œuvre du chef-d'œuvre, est d'abord notée, pour ainsi dire, en porte-à-faux : entendez par là que l'accent musical tombe, à la fin de chacun de ces trois premiers mots, sur une syllabe muette. Mais telle est ici la force de la musique, qu'elle emporte, qu'elle sauve tout, et que son mépris même pour la parole n'enlève rien à sa toute-puissante, à sa victorieuse beauté.

Autre chose : il se rencontre maintes fois, au cours d'une action théâtrale, des propos sans importance, comme l'événement ou l'incident qui les amène. Tel est le cas, dans *Richard Cœur de Lion* encore, de deux petites scènes épisodiques : dans la première, il est question d'un billet amoureux, apporté, devant Blondel, à « la belle Laurette, » (*C'est de la part du gouverneur* »;) dans l'autre scène, en

(1) Hegel.

termes également dépourvus de lyrisme, Blondel demande à deux pages de la comtesse Marguerite, de l'introduire auprès de leur maîtresse : « *Il faut, il faut que je lui parle, Mon cher Urbain, mon ami Charle.* » Assurément, ni la situation, ni les paroles, n'offrent ici rien de très musical, ou « musicable. » Grétry néanmoins a su les mettre en musique. Il y a trouvé la matière, — et l'on voudrait un mot plus léger, ressemblant davantage à cette musique même, — de deux trios délicieux.

Enfin, toujours à propos de la dualité musico-verbale qui caractérise l'opéra-comique, il se pourrait que le jugement le plus équitable eût été porté par un grand musicien que sa grandeur ne rend pas injuste pour les petits maîtres de notre art. M. Saint Saëns, il est vrai, commence par reconnaître « le petit choc désagréable qu'on éprouve au moment où la musique cesse pour faire place au dialogue. » Mais, ajoute-t-il aussitôt, c'est peu de chose auprès de « la sensation contraire » et de « l'effet délicieux qui se produit souvent dans le cas où le chant succède à la parole (1). » Rien de plus exact. En ce dernier cas, il semble que la parole ait appelé, attiré la musique et qu'elle s'épanouisse en elle. Le style se hausse, mais ne se brise point. « L'effet délicieux, » qui rachète l'autre et l'efface, n'est pas de contraste ou de disparate, mais de progrès et d'élévation : différence non de nature, mais de degré seulement.

« *Piccolo mondo antico.* » La plupart des personnages qui le composent ne sont pas de grands personnages, hormis un Richard, un Blondel, deux héros d'exception. Mais comme ils sont bien pris en leur petite taille ! Pas très réels ? Peut-être. Mais qu'ils sont vrais, et vivants ! De quelle vie légère, de quelle naïve, ou maligne, ou touchante vérité ! Des figurines, soit ; mais des marionnettes jamais. Sur ce théâtre, les villageois occupent la première place. Jean-Jacques, avec son *Devin*, la leur a donnée. Notre comédie musicale, ainsi que l'autre, se plaît même, — voir l'*Épreuve villageoise* et *Joconde*, — à ménager aux petits contre les grands, aux paysans contre les seigneurs d'innocentes et spirituelles revanches. Les paysans dans la musique : il y aurait là, soit dit en passant, le sujet d'une intéressante étude. Elle déborderait le genre, l'époque de l'opéra-comique et s'étendrait non seulement à l'opéra, à l'oratorio, mais jusqu'à la symphonie.

« *Piccolo mondo...* » A la représentation de ce petit monde, une forme de la musique, forme simple et populaire, se prête en quelque

(1) M. Saint-Saëns, *Portraits et Souvenirs.*

sorte d'elle-même : la chanson. Comment Beaumarchais pouvait-il écrire, en 1775 : « Notre musique dramatique ressemble encore trop à notre musique chansonnière, pour en attendre un véritable intérêt ou de la gaieté franche. » Cette ressemblance, au contraire, faisait alors et devait faire encore longtemps, tantôt la gaîté franche et tantôt le véritable intérêt de l'opéra-comique. S'il n'est pas vrai non plus, quoi qu'en dise le même Beaumarchais, qu'en France, tout finisse par des chansons, la scène française du moins résonne à tout moment de refrains, de couplets délicieux. La chanson de *Rose et Colas* : « *Il était un oiseau gris,* » est une chose adorable. Autant qu'un chef-d'œuvre de musique dramatique, *Richard* en est un de « musique chansonnière ». « *Quand les bœufs vont deux à deux,* » chanson de labour et de plein vent; chanson, le duo syllabique, mot à mot et note à note, de Blondel et de Laurette : « *Un bandeau couvre les yeux Du dieu qui rend amoureux.* » Chanson toujours, les couplets de Blondel : « *Que le Sultan Saladin...* » Mais cette fois, — est-ce le nom seul de ce prince d'Orient, est-ce le mode mineur, est-ce telle ou telle cadence? — cette fois, à la rondeur du thème populaire vient se mêler, vague et pourtant sensible, un charme de poésie, de mystère, que dissipe à peine la rude gaîté du refrain. Elle va loin, cette petite chanson, et jusque sur l'épilogue instrumental qui la reprend, la développe, et termine l'acte, elle étend comme une ombre de rêve et de mélancolie. Enfin, de même qu'on s'accorde, — avec raison, — à tenir pour un des chefs-d'œuvre de la musique de théâtre, pour l'un des plus émouvans et des plus humains, la fameuse mélodie : « *Une fièvre brûlante,* » il est également certain que par sa simplicité, par sa naïveté même, l'immortelle « romance » n'est guère autre chose qu'une sublime chanson.

« *Piccolo mondo...* » Peu de musique, et par les moindres moyens, suffit pour le représenter. « Soyons forts de vérité, disait Grétry, l'orchestre fournira toujours au gré de nos désirs. » C'est ce qu'a très bien compris M. le directeur du Trianon-Lyrique. Nous le remercions de nous avoir donné, ou rendu, l'orchestre original de *Richard Cœur de Lion,* et non point revu, corrigé et augmenté par Adolphe Adam. « Je voudrais, lisons-nous encore dans les *Essais* de Grétry, je voudrais que la salle fût petite. » Félicitons-nous également que, par ses dimensions, la salle du Trianon-Lyrique réponde aux vœux et convienne aux modestes chefs-d'œuvre du grand musicien.

Modestes et discrets, voilà bien les chefs-d'œuvre, tous les chefs-d'œuvre de notre ancien opéra-comique. L'art dont ils sont les types accomplis, cherche sa perfection dans le tempérament, dans la me-

sure, et l'y trouve. L'esprit d'abord abonde en notre vieille musique: esprit de finesse, qui ne ressemble pas plus à la verve emportée et parfois grandiose de l'opéra-bouffe italien, qu'à la « blague, » — excusez le mot, — de notre moderne opérette. Dans *Rose et Colas*, les deux airs de la vieille, le quintette final, sont délicieux de malice. *Joconde* pétille de traits spirituels, et qui le sont musicalement, je veux dire par la grâce ou la vivacité d'un tour mélodique, d'une intonation, d'une cadence, en un mot, par la musique même. C'est une phrase du comte Robert, acceptant bravement la gageure libertine et réciproque qui fait toute la pièce : « *Ma maîtresse sera fidèle, et la sienne va m'écouter.* » Petite, oh! toute petite phrase, de peu de mesures, mais si bien partagée, et suspendue un moment entre le ton d'une tendresse confiante et celui d'une aimable fatuité. Plus loin, dans *Joconde* encore, c'est le quatuor, à rentrées symétriques, pudiquement et plaisamment imité de la scène, à quatre personnages aussi : trois amoureux pour une seule amoureuse, du conte de la Fontaine. Enfin c'est l'intonation de Jeannette, la rosière probable de demain, sur les derniers mots, insinuans, de certains couplets : « *Ma mère et le bailli sont bien, Et je crois que j'aurai la rose.* » Dans un genre plus récent, moins relevé, rappelons-nous une autre candidate au même honneur, la sympathique Boulotte, de *Barbe-Bleue*. Là, pour le choix d'une rosière, le roi Bobèche et le comte Oscar ont décidé qu'on tirerait au sort. Et cela permet à l'aimable fille de déclarer à ses concurrentes avec un robuste bon sens :

Mes titres valent bien les vôtres ;
C't' honneur qu'vous désirez si fort,
Pourquoi q' j' l'aurais pas comm'les autres,
Puisque ça doit s'tirer au sort!

Même cordialité, même franchise ici dans la musique et dans les paroles. Et même situation, — à peu près, — que celle de *Joconde;* à ceci près cependant, que, pour ou contre Boulotte, le hasard seul décidera, tandis que Jeannette a d'autres garanties, d'autres « raisons de croire. » Elle le sait bien, la petite rusée, et la musique, encore mieux que les paroles, nous le fait savoir. Ainsi, qui l'aurait cru! c'est l'opérette qui montre le plus vif souci de la morale, et c'est dans une phrase de l'opéra-comique que la musique a mis le plus de spirituelle et grivoise ironie.

« *Piccolo mondo...* » Les sentimens, plutôt que les passions, l'animent. Il peut bien arriver que la musique d'un Grétry, d'un

Nicolo, ressemble à celle d'un Mozart, mais en réduction, en miniature. Entre l'air fameux de Joconde : « *J'ai longtemps parcouru le monde* » et celui de Leporello : « *Madamina, il catalogo è questo,* » l'inégalité de la pensée et du style frappe, tout de suite, l'oreille autant que l'esprit. La plainte de Blondel appréhendé par les soldats (second acte de *Richard Cœur de Lion*), sans être indigne des lamentations de Leporello toujours, menacé de la bastonnade, n'atteint pas à la même éloquence. Elle dépasse de moins haut le personnage. En deux mots, elle exprime plus qu'elle ne suggère. Mais, dans cette mesure et sous cette réserve, quelle part fait encore cette musique, toute cette musique, à la sensibilité, quelquefois à la poésie ! Comme elle sait, d'une touche légère, nous émouvoir et nous attendrir ! Sous les arbres où chante et rit le quatuor de *Joconde*, où s'achève dans la nuit la plaisante supercherie d'amour, on croit par momens respirer les souffles et les parfums épars sous les marronniers des *Noces de Figaro*. Sur la romance de *Joconde* (« *Dans un délire extrême* »), que dis-je, sur la plus naïve chanson (*l'oiseau gris*, de *Rose et Colas*), il ne faut qu'une modulation, mineure et furtive, pour que passe une ombre de rêve, un nuage de mélancolie. Mais le plus pur chef-d'œuvre du genre, de ce genre sentimental et poétique, c'est assurément, dans *Richard Cœur de Lion*, l'air de « la belle Laurette. » « *Le gouverneur viendra cette nuit,* » dit Blondel à la petite. « *Cette nuit...* » reprend-elle, et sur ce mot commence un délicieux et double poème en musique, poème de la nuit et de l'amour. J'allais en tenter l'analyse, mais, ayant ouvert par hasard un volume de Jules Lemaître, j'y trouve, à propos des jeunes filles au théâtre, les traits mêmes de la figure musicale que je voulais retracer : « Oh ! le charme mystérieux des petites vierges ! Oh ! leurs rougeurs, leur ignorance parfois troublée de pressentimens incomplets qu'elles n'osent s'avouer à elles-mêmes ! Ce don merveilleux qu'elles ont de ne pas comprendre et pourtant de frissonner à ce qu'elles ne comprennent point, et de fuir et de désirer ce qu'elles ignorent. » Tout cela, c'est ce que chante, ce que soupire et murmure une musique elle aussi virginale et mystérieuse, et frissonnante, et troublée. Tout cela, c'est le portrait de « la belle Laurette ; » c'est, pour ainsi dire, la balance exacte et comme le compte en partie double de cet air délicieux où les deux modes, mineur et majeur, se mêlent ou plutôt se répondent : « *Je crains de lui parler la nuit.* »

« *Piccolo mondo...* » Monde des petits et des humbles, d'où l'élévation et la grandeur n'est pas toujours bannie. *Rose et Colas*

n'est qu'un menu chef-d'œuvre mais l'air d'entrée de Colas : « *C'est ici que Rose respire* » l'inonde et le recouvre un moment d'un flot de jeunesse et d'amour. Ailleurs, de l'agrément et de la grâce, à quelle noblesse, à quelle dignité l'opéra-comique ne monte-t-il pas : « *O Richard, ô mon roi!* » — « *Si l'univers entier m'oublie...* » Je doute lequel de ces deux chants a le plus de puissance dramatique : celui du sujet fidèle, ou celui du roi prisonnier. « *O Richard, ô mon roi!* » Rappelez-vous seulement ce début, et cette double invocation, deux fois auguste, par le nom et par le titre donnés tour à tour avec même respect et même tendresse. Ici, pour le coup, nous reconnaissons presque le style ou le ton de Mozart, et le « *Don Giovanni!* » du convive de pierre. Les deux apostrophes se ressemblent un peu : l'une menaçante et terrible, l'autre à peine moins solennelle, mais avec sérénité. Dans l'air du héros captif, avec autant de force, je sens encore plus de majesté. Vers la fin, à ces mots : « *O souvenir de ma puissance!* » le personnage se hausse à la taille des plus grands. Il égale un instant l'Othello de Shakspeare et Verdi. Une trompette sonne, et c'est assez de son lointain appel pour évoquer des visions de bataille, les bannières déployées, toute cette gloire enfin que pleure désespérément le More, et qu'un autre grand capitaine salue ici de moins éclatans, mais aussi magnifiques adieux.

Sans compter qu'il n'y a pas, après *Orphée*, d'opéra plus honorable que *Richard Cœur de Lion*, pour l'éminente dignité de la musique elle-même. La délivrance de Richard est due, comme celle d'Eurydice, à la vertu souveraine d'un chant. Ce chant de Blondel, « *Une fièvre brûlante*, » un enfant le jouerait au piano, rien qu'avec un doigt. On s'étonne qu'en si peu de mesures, en si peu de notes, tant de génie et de beauté puisse tenir. Depuis près de cent cinquante ans, que d'édifices sonores ont croulé, que de bruit s'est éteint ! Et les quatre ou cinq pauvres petites notes ont gardé toute leur éloquence. Elles n'ont qu'à résonner de nouveau, pour que tous, ignorans et savans, disciples des écoles les plus opposées et des maîtres les plus divers, nous sentions au fond du cœur ce que Lacordaire appelait un jour le glaive froid du sublime. Nous sommes ici sur l'un des sommets de notre art, et c'est une « romance » d'opéra-comique qui nous y a portés.

« *Piccolo mondo antico.* » L'âge aussi de ce petit monde en fait l'attrait. Nous l'avons dit naguère, et l'on nous permettra peut-être de le répéter, *Richard* a pour nous la poésie, un peu la sainteté d'une relique. Ce chef-d'œuvre d'un genre aimable parut à la veille de

terribles jours. Nous y croyons surprendre aujourd'hui le dernier hommage et comme l'adieu de la musique à la royauté. Les contemporains, naturellement, ne pouvaient ainsi l'entendre. Louis XVI, quand ses gardes du corps entonnaient en son honneur : « *O Richard, ô mon roi !* » ne prévoyait pas qu'il languirait, lui aussi, « *dans une tour obscure,* » qu'on ne forcerait pas le Temple comme la forteresse allemande et que nul n'aimerait le roi de France « comme le vieux Blondel aimait son pauvre roi. » Mais il nous est permis à nous, et même commandé par nos souvenirs, de rattacher l'œuvre à son époque. Elle enferme en quelques strophes pures, en quelques notes frêles, des siècles de France, tout un idéal de gloire et de beauté dont elle salua la mort. Elle en reçoit un charme de plus, fait de pieuse mélancolie, et qui lui garde une place à part dans l'histoire, non seulement de notre art, mais de notre patrie.

« *Mondo antico,* » mais demeuré si jeune, que le monde d'aujourd'hui, — je parle d'un certain monde musical, — nous semble vieux à côté. Musiciens du passé, peut-être ignorans quelquefois, toujours ingénus, hommes de peu de science ou de métier, mais de beaucoup d'amour, vous possédiez la fraîcheur, la grâce et le sourire, la simplicité de l'esprit, et l'innocence, la divine innocence du cœur. Vous avez conservé tout cela. C'est un article sur Favart, l'un des créateurs de votre « petit monde d'autrefois, » que Lemaître encore terminait ainsi : « Nous sommes de grands niais d'écrire encore. Toutes les choses, jolies ou belles, ont été écrites depuis longtemps. » Il se pourrait bien que cela fût vrai même des choses écrites en musique. En tout cas, il y a des jours où l'on est tenté de le croire.

CAMILLE BELLAIGUE.

P.-S. — Une erreur matérielle s'est glissée dans notre dernière *Revue musicale*, au sujet du centenaire de Gounod. Ce n'est pas le 19, mais le 17 juin 1818, que naquit le grand musicien français.

C. B.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Eh! bien, non, l'histoire, qui a vu tant d'hommes et tant de choses, sous tous leurs aspects et jusqu'à leurs extrêmes de beauté et de vilenie, de grandeur et de bassesse, n'avait pas encore vu ce que les *bolchevikis* de Petrograd devaient lui montrer. Elle n'avait encore jamais vu un peuple, — et quel peuple, à ne considérer que le nombre! — emporté par une poignée de fous ou de misérables dans un tel vertige de suicide. Nous avons, il y a quinze jours, laissé « le président du *Soviet* des Commissaires du peuple, Oulianoff-Lenine » et « le Commissaire du peuple aux Affaires étrangères, Trotsky, » à l'instant où, accablés, ou feignant de l'être, par la froide dureté d'un ennemi impitoyable, se réfugiant dans la pauvre excuse des sots, des faibles et des lâches : « C'est la faute de la fatalité! » ils se déclaraient prêts à souscrire aux conditions qui avaient été proposées par les délégués de la Quadruple-Alliance à Brest-Litvosk. » Et quoique, avec le commentaire qu'eux-mêmes en donnaient, il fût trop clair que « proposées » était un euphémisme pour « imposées, » et pis s'il se pouvait, ils mettaient à se ruer sous le joug une sorte de fureur d'humiliation. L'Allemagne, elle, mettait une cruauté ironique à les traîner et comme à les faire mariner dans la honte. Pour se déshonorer, et en se déshonorant, qu'ils observent les usages et respectent les formes. Il fallait que l'univers entier comptât une à une les gouttes du breuvage d'abjection qu'elle allait les obliger à boire. D'abord, le radiotélégramme qui annonçait la capitulation était-il authentique, officiel; émanait-il vraiment du *Soviet*; ou quelque imposteur n'avait-il pas eu l'idée, qui eût été au moins étrange, d'usurper les noms et les titres de Lenine et de Trotsky, dans le dessein, plus étrange encore, de leur dérober la gloire de se souiller éternellement devant les Alliés trahis et le monde dégoûté? On attendrait donc un

message écrit de leur main, et aussitôt leur parlementaire partait. Tandis qu'il voyageait, plus lentement que l'impatience du *Soviet* ne l'eût désiré, Pétrograd était dans les transes. La seule nouvelle de la rupture de l'armistice par les Allemands avait jeté et semé partout dans la ville, dont les nerfs, déjà ébranlés depuis quatre ans, avaient, depuis un an surtout, subi de si violentes secousses, et d'ailleurs affaiblie par les privations, sinon menacée absolument de famine, un indicible effroi, une épouvante morbide. La psychologie des foules connaît de longue date cette névrose: elle a, dans tous les temps et dans tous les pays, relevé de ces cas de folie collective. Entre autres, les cités italiennes des XIVᵉ et XVᵉ siècles, sous leurs *tiranni*, vivaient à l'état trépidant, en une espèce d'hyperesthésie, et le moindre incident, quelquefois ridicule, y déchaînait d'affreuses paniques. Ce qu'elles découvraient alors en petit, la Révolution française le fit, plus tard, voir en plus grand, si la Terreur fut réellement en ses origines une terreur, et une terreur double, où l'on tua de peur d'être tué. Mais la Russie était prédestinée, par les caractères de la race et par sa constitution sociale, par les conditions de son existence, à porter cette maladie à un degré que jamais et nulle part elle n'avait atteint auparavant. Sa masse même en multipliait les ravages; et la passivité grégaire de ses quatre-vingt-cinq centièmes d'illettrés ne lui permettait pas de réagir. Il se passait dans le troupeau ce qui se passe dans tout troupeau; quand la bête de tête s'affole, toutes les autres sont prises à tourner. Ce serait condamner l'avenir à ne rien comprendre à la catastrophe russe, que de ne pas marquer avec soin ces effets de panique, paralysant tout un peuple, l'hypnotisant durant des mois sur une pensée unique, impérieuse, obsédante: ne pas se battre; avec sa conséquence, absurde et ignominieuse : plutôt se tuer que se faire tuer. Ainsi les actes de Lenine et de Trotsky, de quelque épithète qu'on les qualifie lorsqu'on en saura mieux tous les mobiles, s'expliquent en une certaine mesure par l'épidémie morale qui a infecté et décomposé le milieu; mais ils n'y trouveraient un prétexte à s'en justifier que si cette dissolution eût été spontanée, s'ils n'en eussent pas de leurs mains répandu et développé le ferment. Dans l'hypothèse la plus avantageuse, ce n'est pas une manière de soigner la folie d'une nation que de la conformer à sa propre folie.

Essayons d'établir, ne fût-ce que provisoirement, les premières responsabilités. On dit que ce fut Lenine qui préconisa l'acceptation des conditions de paix allemandes, et qu'il en donna pour raison « qu'il était nécessaire de signer la paix, afin de sauver la révolution

ainsi que l'autorité des *Soviets.* » L'aveu est à retenir; il sera répété tout le long du drame ou de la comédie. Au scrutin sur la motion, cinq voix se prononcèrent *pour*, quatre *contre*. La cinquième, qui fit la majorité, aurait été celle de Trotsky. Jusque-là partisan de la lutte à outrance, il aurait inopinément changé d'opinion, et, par ce brusque revirement, décidé du vote, non sans éveiller des soupçons chez ses amis mêmes, et, chez quelques-uns, de l'indignation. A partir du moment où le *Soviet* des Commissaires du peuple a eu décidé de se rendre, on ne peut pas dire, à merci et miséricorde, car l'Allemagne est incapable de pitié, et il le savait, de se rendre pourtant, à genoux, pieds et poings liés, il a inondé la Russie d'une pluie d'appels et de proclamations où se heurtent les phrases les plus incohérentes et s'entrechoquent les sentimens les plus contradictoires. A moins que le tout, phrases et sentimens, ne soit que jeu, apparence et grimace. Un premier manifeste, lancé le 21 février, à deux heures du matin, maudissait les gouvernemens des Hohenzollern et des Habsbourg, constatait l'impuissance de l'armée russe épuisée, la désorganisation des moyens de transport et de ravitaillement, et, comme conclusion à ces prémisses, affirmait que le *Soviet* avait « fait de nouveaux efforts pour arrêter l'offensive des Hohenzollern en acquiesçant aux propositions de paix » formulées par les ministres du Kaiser. La faute en était aussi à « la classe ouvrière allemande, » qui, à cette heure terrible, ne s'était pas « montrée assez forte et assez résolue pour saisir et pour détourner le bras fratricide du militarisme impérial. Bien sûr, les Commissaires du peuple ne cessaient pas de s'en dire convaincus, un jour viendrait où cette classe ouvrière allemande, en laquelle ils étaient réduits à placer toute leur défense, se dresserait contre la politique des classes dirigeantes qui, d'Allemagne, tentaient d'étouffer la révolution russe; mais quand? Ils ne pouvaient pas « le prévoir avec assurance. » En attendant, ils s'inclinaient sous le fouet et la botte; prêts à accepter même une paix « asservissante, » — ils ont osé écrire le mot, et ils en écriront dans la suite d'équivalens, c'est-à-dire d'aussi bas et d'aussi infâmes, — disposés néanmoins à la résistance « si la contre-révolution allemande venait à essayer de leur serrer définitivement la corde au cou. » Résistance purement verbale, mais, dans les termes, d'une truculence outrancière, qui ne parlait que de « chasser des rangs les capons, les corrompus, les vagabonds, les maraudeurs, » et, au besoin, de « les rayer de la face de la terre. » Mais il ne s'agissait, bien entendu, que des Russes. Les Allemands s'arrangeraient entre Allemands. Chacun

pour soi, chacun sa guerre, qui ne doit être qu'une guerre civile. Et périsse la patrie (qu'est-ce d'ailleurs que la patrie?) pourvu que les révolutionnaires se perpétuent en sauvant la révolution !

Parallèlement, les Alliés, sans distinction, ont une mauvaise presse. Alliés, ennemis, on coud tout dans le même sac. La Révolution russe n'a pas d'alliés, n'ayant ni pairs ni pareils, étant une chose neuve et incomparable, une ère, une hégire, un temps de l'humanité. En ce sens, les Alliés sont des ennemis, et les ennemis peuvent devenir des Alliés. Les uns et les autres se valent. Cette note, de proclamation en proclamation, s'accentue. Que fait le militarisme allemand? Rien que « d'exécuter les ordres des capitalistes de tous les pays. » Il veut « écraser les ouvriers et les paysans de Russie et d'Oukraine; il veut rendre les terres aux propriétaires, les fabriques et usines aux banquiers, le pouvoir aux monarques. » Mais « les capitalistes de tous les pays » le veulent comme lui ; ils sont ses complices, il est leur agent, même s'ils étaient hier alliés de la Russie, s'ils se croient maintenant encore ennemis de l'Allemagne. Cependant le *Soviet* a fait une découverte. Lenine et Trotsky sont froissés du manque d'égards avec lequel le gouvernement allemand en use envers ses parlementaires. Partis pour Dvinsk, en toute hâte, dès le 20 février au soir, ils n'ont, le 21, reçu aucune réponse. « Il est clair, en déduisent les Commissaires du peuple, que ce gouvernement ne veut pas la paix. » Moins il la veut, plus ils la veulent. Toutefois ils s'écrient, à la mode jacobine modernisée : « La patrie du socialisme est en danger ! » Non pas, tout bonnement, la patrie socialiste, la leur, accommodée à leur guise, mais la patrie du socialisme, la Ville sainte, la Mecque nouvelle du nouvel Islam. Le *Soviet* va donc courir à son secours? Sans doute : « Les ouvriers et paysans de Pétrograd, de Kieff, de toutes les villes, de tous les villages et hameaux qui se trouvent sur les lignes du front attaqué, mobiliseront des bataillons pour creuser des tranchées sous la direction des spécialistes militaires. Ces bataillons comprendront tous les membres de la classe bourgeoise qui sont capables de travailler, hommes et femmes, sous la surveillance de la garde rouge. Ceux qui résisteront seront fusillés. » C'est net et bref; et voilà, pour l'aristocratie des ouvriers et des paysans, sur l'injonction de l'autocratie *bolcheviki*, une façon de faire la guerre à coups de bourgeois, à qui l'on adjoindra les journalistes suspects ou récalcitrans, pour être bien certain d'être obéi dans le plus parfait silence. Méthode admirable, d'user et de briser les uns par les autres les

ennemis de l'intérieur et les ennemis de l'extérieur, le militarisme allemand par le capitalisme russe : et que ne peut-on faire travailler par surcroît aux tranchées des bataillons de bourgeois, hommes et femmes, de tous les pays alliés ! Encore, lorsque le Soviet fait semblant, le 22, de constituer « un haut conseil de défense, » moins de la nation ou de la patrie, formes abolies, préjugés vieillis, que de la révolution, les ouvriers se préparent-ils au moins à aller surveiller le travail des bourgeois. Au rebours de toute vraisemblance, au mépris de toute pudeur, « les soldats restent hésitans. » De tout ce peuple qui fuit la guerre, ce qui fut l'armée russe est ce qui la fuit le plus. Seuls, les Lettons, même de la garde rouge, s'entêtent à défendre la capitale, invectivent Lenine, somment Trotsky de s'expliquer. Mais déjà Lenine, Trotsky et tout le *Soviet* des Commissaires du peuple, Sverdloff et tout le comité central exécutif, en toute circonstance plus préoccupés de la révolution que de la patrie, paraissent plus préoccupés de leurs personnes que de la révolution elle-même. Ils sentent que c'est l'heure grave et lourde pour tous les despotismes, que celle où ils ont peur et ils ne font plus peur ; que justement la terreur ne se soutient que tant qu'elle est double, et que rien ne rend féroce comme d'avoir trop tremblé. « Nous avons, gémissent-ils par la voix de Sverdloff, la conviction inébranlable que les ouvriers, soldats et paysans ouvriront leurs rangs pour donner un appui amical aux autorités des Soviets et assurer leur défense contre tout attentat. »

Malgré l'insuffisance des informations, on devine que les journées des 22 et 23 février, à Pétrograd, furent agitées par des angoisses qui, le 24, s'exaspérèrent jusqu'au paroxysme. Le 22 au soir, ou le 23 au matin, était arrivée la réponse des Empires par l'entremise du comte Czernin. La Russie avait quarante-huit heures pour accepter les conditions de l'Europe centrale. C'étaient les conditions de Brest-Litovsk renforcées ; mais il est inutile de les rappeler ici, puisque nous les retrouverons, renforcées encore, dans le texte du traité. Toute la journée, toute la nuit du 23, Pétrograd est en ébullition ; la panique élargit ses cercles ; c'est le tourbillon, le gouffre, l'abîme. Le *Soviet* ne prend même pas les quarante-huit heures de réflexion ou de répit qui lui sont accordées. Le dimanche 24, à cinq heures du matin, Lenine et Trotsky télégraphient « qu'il a décidé d'accepter les conditions de paix proposées par le gouvernement allemand et d'envoyer une délégation à Brest-Litovsk. » Afin que cette fois il n'y eût pas d'erreur, et que, de Berlin, on ne pût pas reprocher au *Soviet* de

ne s'être pas assez pressé, à midi, son parlementaire partait pour Dvinsk; et, à huit heures du soir, la délégation maximaliste partait pour Brest-Litovsk.

Un gros souci rongeait les Commissaires du peuple; tant de précipitation dans la docilité suspendrait-elle au moins les mouvemens commencés des armées allemandes? Mais non : Eichhorn continue de marcher, Linsingen continue de marcher. Tout le territoire que leurs troupes, qui ne rencontreront pas d'obstacle, couvriront en avançant vers l'Est sera autant d'occupé; tout le matériel, tout le butin qu'ils ramasseront sera autant de pris; et plus loin ils seront allés en Russie, plus on obtiendra d'elle, plus on lui arrachera. Plus les Allemands approchent de Pétrograd, à quelque distance qu'ils en soient encore, plus ils ont l'air de pousser des pointes vers la capitale, plus le frisson devient fièvre, et la fièvre, délire. La pluie de proclamations se change en déluge; de plus en plus contradictoires, de plus en plus incohérentes. Résister en cédant tout; reculer pour ne pas sauter; mourir, pourvu que ce soient les bourgeois qui meurent. A quoi bon nous empester dans ce cloaque d'un grand peuple tombé subitement en déliquescence? Allons à présent droit au fait. Le 2 mars, le secrétaire de la délégation maximaliste à Brest-Litovsk informait Lenine et Trotsky qu'à la suite du refus des Allemands de cesser les opérations de guerre jusqu'à la signature du traité, les délégués allaient « signer le traité, sans en examiner les clauses; » et, le 3 mars, c'était fait, c'était signé.

Personne, parmi les plus insensés, les plus inconsciens des *bolchevikis*, ne se méprenait sur le caractère, sur la qualité d'un tel acte : « une paix asservissante, » avaient-ils dit; « la paix la plus humiliante, » disaient-ils; mais il semble qu'à s'humilier ainsi et à s'asservir, ils aient goûté une espèce de plaisir pervers, et que, dans l'excès de leur démence, méprisant tout ce que les hommes avaient coutume d'honorer, ils aient puisé comme un supplément de volupté. C'était leur exploit d'Érostrate; eux aussi incendiaient le temple, pour que leur nom, même exécré et flétri, fût célèbre; car, dans tout anarchiste, il y a un cabotin. Mais le temple était bien brûlé. Voici en effet ce qu'ils acceptaient sans examen, presque sans lecture : 1° La Russie se déclare résolue à vivre désormais en paix et amitié avec l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Bulgarie et la Turquie. — Avec l'Allemagne impériale et militariste : « Les parties contractantes cesseront toute propagande, toute agitation contre le gouvernement, les institutions d'État et l'armée. » — Avec l'Allemagne annexion-

niste : « Les territoires situés à l'Ouest de la ligne convenue et qui ont appartenu à la Russie ne seront plus soumis à la souveraineté russe... L'Autriche-Hongrie et l'Allemagne ont l'intention de régler le sort futur de ces pays, d'accord avec la population. » Annexions non seulement au Nord, mais au Sud ; la Turquie elle-même récupère et annexe : « La Russie fera tout ce qui est en son pouvoir pour assurer l'évacuation rapide des provinces orientales d'Anatolie et leur restitution régulière à la Turquie. Ardahan, Kars, Batoum seront également évacués sans retard par les troupes russes. » Par crainte d'un retour de raison, d'un réveil fort improbable, « la Russie procédera sans délai à la démobilisation complète de son armée, » y compris la fantastique ou fantômatique armée révolutionnaire. Elle internera ou désarmera ses navires de guerre, et ceux de ses alliés, s'il s'en trouve dans ses ports (cela, comme le reste, la délégation du *Soviet* l'a accepté sans examen ; ils ont fait pour nous comme pour eux, grand merci ; mais il leur était plus facile de signer que de garantir l'exécution). La Russie reconnaît la République de l'Oukraine et adhère au traité que le nouvel État a conclu avec la Quadruplice. Le territoire oukranien sera immédiatement « débarrassé des troupes russes et de la garde rouge. » Plus d'agitation, plus de propagande contre la *Rada*. — Sur la Baltique, l'Esthonie et la Livonie seront évacuées sans délai par les troupes russes et par la garde rouge. Ces deux provinces seront occupées par une force de police allemande. » Jusques à quand ? « Jusqu'à ce que la sécurité soit assurée par des institutions nationales propres et l'ordre constitutionnel établi. » La sécurité : autrement dit, la domination des barons baltes, des descendans des chevaliers porte-glaives ; l'occupation : autrement dit, le protectorat allemand, tant qu'il plaira à l'Allemagne. Plus haut, les îles Aland seront incontinent, ni plus ni moins que la Livonie, l'Esthonie et l'Oukraine, évacuées par la garde rouge et par les troupes russes. La flotte russe quittera les ports finlandais. Les fortifications élevées sur les îles Aland devront disparaître aussi tôt que possible. Un paragraphe entortillé amorce la prépondérance de l'Allemagne dans la Baltique. (On sait qu'elle n'a pas perdu de temps pour faire lever le germe qu'elle y avait introduit, et que, sous prétexte d'être appelée à l'aide par le gouvernement finlandais, elle a, sans nul souci des justes susceptibilités de la Suède, combiné un débarquement, avec occupation soi-disant temporaire, dans ces îles où Stockholm voyait une menace permanente, quand elles étaient russes.) A l'autre extrémité du défunt Empire des Tsars, la Perse et l'Afghanistan, qui n'étaient

pas en cause, sont proclamés libres et indépendans; les *bolchevikis* s'engagent à les respecter, et l'Allemagne s'applaudit sans doute d'avoir pu, par là, commencer à punir l'Angleterre. Le reste du traité est secondaire; notons pourtant encore que les prisonniers de guerre seront restitués de part et d'autre; en ce qui concerne les indemnités, il n'y en aura, de part et d'autre, ni pour frais de guerre ni pour dommages de guerre, résultat de mesures militaires ou de réquisitions en pays ennemi. Le *Soviet* n'en voulait pas : la Russie est bien sûre de n'en pas recevoir; mais elle paiera la nourriture de ses prisonniers. — Telle est cette paix, s'il est permis, au revers d'un tel document, d'écrire ce mot profané, sali désormais d'une souillure qui fera époque, et tache, dans l'histoire.

Paix anti-russe, puisque le *Soviet*, au nom de la Russie qui ne s'est pas révoltée et ne l'a pas rejetée, démembre du Nord au Sud le territoire national. Paix anti-révolutionnaire, puisque Lenine et Trotsky démobilisent les gardes rouges comme l'armée régulière, jurent de cesser désormais toute propagande contre les gouvernemens ennemis. leurs institutions, leurs armées. Et, naturellement, nous entendons sans qu'on nous le crie, ce qui se murmure à Pétrograd : « Chiffon de papier ! » Point de mandat, point de consentement. C'est ce que va confirmer ou démentir le Congrès des *Soviets* qui se réunit le 12 à Moscou, en vue d'une ratification pour laquelle a été stipulé un délai de deux semaines; ratification à apporter par un organe d'ailleurs inexistant et non prévu. Il y aurait bien la Constituante, mais — quoiqu'en majorité socialiste, c'est une assemblée de « bourgeois, » pour Lenine et Trotsky qui ne sont pas sûrs d'elle. Et puis, toute ratification à part, pourquoi les maximalistes, qui n'ont pas trouvé de couleur au drapeau allemand ni d'odeur à l'argent allemand, qui ont montré, de toutes choses crues, vécues et vénérées, un dédain si transcendantal, pourquoi attacheraient-ils une valeur à un texte allemand ? Pourquoi se gêneraient-ils de renier leur signature, eux qui ne se sont pas fait scrupule de nier la patrie ? Dans tous les cas, si le prétendu traité du 3 mars n'est point un chiffon de papier pour eux, il est évident que c'en est un pour nous; que l'Entente, il faut le redire, « tient pour nulles ces paix séparées, que tout se réglera, mais ne se réglera définitivement qu'à la fin. » La félonie consommée, les ambassades des Puissances alliées ont quitté Pétrograd. Quel motif auraient-elles eu d'y rester ? Écouter les flatteries que le *Soviet* n'a pas cessé de prodiguer au « prolétariat allemand, » de qui il espère toujours le salut, et les outrages qu'il déverse infatiga-

blement sur « les impérialistes occidentaux qui, suivant lui, se seraient arrangés avec l'Allemagne pour partager la Russie ? »

Mais si les représentans de l'Entente n'avaient plus rien à faire à Pétrograd, l'Entente elle-même a encore beaucoup à faire en Russie. Beaucoup à faire, beaucoup à empêcher. L'heure des alliés d'Occident y est peut-être passée; celle de l'allié d'Orient est venue. Pétrograd n'est pas toute la Russie, qui n'est pas toute en Europe. Il est temps que le Japon se lève pour barrer, du fond de l'Asie, la route à la *Weltpolitik* allemande. La première précaution à prendre est de s'assurer de Vladivostok et du Transsibérien. La Chine aussi paraît s'émouvoir, et, bien que travaillée dans le Sud par des maux dont quelques-unes des causes ne sont pas inconnues de la Wilhelmstrasse, manifeste l'intention de se couvrir et de se fermer. Voici qu'il entre dans le domaine du possible que la Russie, défaite en Europe, soit sauvée et reconstituée en Asie, et que l'Extrême-Orient fasse barrière à un péril plus redoutable dans le présent pour le monde que le Péril Jaune si bruyamment et théâtralement dénoncé. Si, comme certains symptômes l'indiqueraient, quelque chose de sain survit ou se reforme en Russie même, au milieu de la pourriture maximaliste, si un certain bourgeonnement présage la réparation de quelques cellules, si les élémens demeurés normaux du peuple russe s'aident un peu, si leur colère et leur répugnance prennent tout de suite des formes énergiques, il point encore, vers le Levant, une lueur d'espérance.

La Roumanie non plus, malgré l'abominable violence qui lui est faite, ne descend pas éternellement au tombeau; mais elle n'en est pas moins, jusqu'à ce que la justice se soit frayé ses voies, la seconde victime des *bolchevikis*. Paix extorquée, paix par ultimatum, paix sous conditions, — de son nom judiciaire, chantage, — le procédé avait trop bien réussi aux Empires centraux vis-à-vis de la Russie pour qu'ils ne fussent pas tentés de l'appliquer à d'autres, et en premier lieu au petit État latin, de grande âme, que sa résolution soutenait, mais que son isolement rendait faible. Ils sont venus à quatre, l'Allemand, l'Austro-Hongrois, le Turc et le Bulgare, et ils lui ont mis le sabre, le pistolet, le yatagan et le couteau sur la gorge. Le ministère du général Averesco, — ainsi que nous en avions aussitôt exprimé la crainte, — a été contraint de s'incliner devant la force sans foi ni loi, et d'en passer par où ils ont voulu.

Il a signé, le 6 mars, trois jours après le traité de Brest-Litovsk, si le geste machinalement fait par une main tenue et écrasée peut

s'appeler une signature, les préliminaires d'une paix draconienne. La Roumanie cède aux Puissances centrales toute la portion de la Dobroudja jusqu'au Danube. Regardez la carte; la Roumanie n'a plus d'accès direct à la mer. On lui ôte son poumon droit, celui par lequel elle respirait largement. Quant à ce que les Puissances centrales feront de la Dobroudja, sera-ce dans leur jeu une seconde Vénétie dont elles récompenseront la « fidélité » des Bulgares; la garderont-elles, sous les espèces d'un État danubien restreint à elles quatre, où le fleuve « maternel » de la Germanie, la *Mutter Donau*, serait comme la route impériale de la *Mittel-Europa?* Elles daignent promettre qu'elles « feront en sorte que l'accès à la Mer-Noire par Constanza reste ouvert au commerce de la Roumanie; » mais cette liberté, cette faculté ne peut pas dépendre d'elles; cette clause de vassalité est d'ores et déjà non avenue, et il est bon de les avertir dès maintenant que la question de la navigation du Danube, comme celle de la navigation du Rhin, est pour toutes les puissances de l'Entente une question éminemment et nécessairement internationale. Mais on ôte à la Roumanie son poumon gauche; on lui enlève à l'Ouest la région du Jiu, dont la perte amena l'invasion foudroyante de la Valachie; au Nord-Est, la région de la Bistritza, qui commande l'entrée de la Moldavie. Pour employer une autre image : d'un même coup, les deux portes sont descellées. La Roumanie « accepte les mesures d'ordre économique appropriées à la situation, » et le vague de la formule autorise toutes les inquiétudes. Le gouvernement roumain démobilisera sur-le-champ huit corps d'armée; ses troupes évacueront la portion du territoire austro-hongrois qu'elles occupent encore ; il devra faire plus : « aider de son mieux, en utilisant ses chemins de fer, au transport des troupes à travers la Moldavie, et la Bessarabie jusqu'à Odessa. » — Dans quel dessein? La création de quelque autre État satellite? Ou bien un objectif plus éloigné, vers Salonique ou vers Bagdad? — Si le traité roumain, par-dessus le traité russe, devait jamais devenir définitif, il consacrerait la victoire de l'Allemagne en Orient ou à l'Orient; elle s'y installerait et s'y étalerait, y triompherait, y régnerait, l'envahirait, l'exploiterait, en rayonnerait tentaculairement, sous des pseudonymes divers; sous le pseudonyme bulgare à Constantza, comme elle eût voulu le faire sous le pseudonyme grec à Salonique; sous le pseudonyme turc à Constantinople, et, à Odessa, sous un pseudonyme quelconque. Mais l'Allemagne victorieuse en Orient, ce serait l'Europe esclave et le monde confisqué.

Ni l'Europe ni le monde ne le peuvent souffrir. Tant qu'un souffle les animera, ils le doivent à l'œuvre de leur libération. Jamais hommes autant que nos soldats n'ont été les témoins du genre humain. Leur devoir s'amplifie sans cesse devant eux et se magnifie. Bien des discours ont été prononcés dans ces deux semaines ; il y en a eu de mielleux et de fanfarons, d'hypocrites et de sincères, de voilés et de transparens ; il y en a eu de vains, et il y en a eu d'utiles. Nous ne voudrions pas, pour les bons du moins, pour ceux qui mériteraient d'être relus, paraître les avoir si tôt oubliés ; mais *verba volant*, et l'esprit fléchit sous le choc des événemens lancés à une vitesse vertigineuse. Des faits mêmes, et qui, en des temps plus calmes, eussent été considérables, comme les élections et la crise espagnoles, peuvent à peine obtenir une mention. Parmi tous ces récens discours, aucun n'a été plus utile que celui où M. Paul Deschanel, à la Sorbonne, a résumé, avec une sobriété magistrale, l'histoire française de l'Alsace-Lorraine, si ce n'est celui où, sans phrases, M. Pichon a révélé les menées perfides de l'Allemagne sur Toul et Verdun pris comme gages d'une neutralité infamante dont la seule pensée, jusque dans les amertumes de la déception russe, nous est insupportable. Aucun n'a été plus topique que ceux de M. Balfour, de M. Winston Churchill et de M. Bonar Law, à la lumière desquels rien ne sera apparu plus vain que la deuxième ou troisième épître de lord Lansdowne. Aucun n'a été plus mielleux, doucereux, hypocrite que le discours du comte Hertling, vieux professeur de philosophie de l'Université de Munich, vieil homme du Centre catholique allemand, vieux pangermaniste à la mode de la Société Gœrres qu'il présida longtemps, « vieux renard, » ajoutent ses admirateurs. Mais c'est le renard de la fable, qui avait la queue coupée. D'autres, songeant à l'habileté avec laquelle il a toute sa vie profité des travaux de ses collègues et de ses élèves, le comparent plus volontiers à cet oiseau qui se plaît à pondre dans le nid du voisin. Ainsi M. de Hertling essaie de loger ses sophismes dans les messages du Président Wilson. Mais la Maison-Blanche est trop claire pour qu'il y puisse déposer ses œufs. L'Empereur, enfin, l'Empereur ! *Imperatoria loquacitas.* Aucun éclat de trompette n'approche, en sonorité, de la musique que font les félicitations adressées au roi de Bavière, à Hindenburg, au comte Hertling lui-même, par Guillaume II, dont le caquet avait été bien rabattu durant deux ans. Et c'est significatif : il y a de l'écho ; le ton de l'Allemagne est remonté à son diapason le plus haut. Lorsque le Kaiser fait honneur au génie de ses généraux et à la supériorité de

ses troupes des succès remportés en Russie et en Roumanie, il se vante et il les vante. L'intrigue et la corruption y ont eu leur forte part. Mais n'allons pas dire que sa prose ne contient pas un mot de vrai. Il en est un qui le sera, si nous le prenons pour nous.

« La paix par l'épée. » C'est l'épée qui fera la paix. Maintenant que l'Europe centrale a rompu, du côté de l'Orient, le cercle de fer où elle étouffait, et que, dans quelques mois, elle en pourra tirer de quoi se ravitailler et se réapprovisionner, on ne la réduira plus par la famine ou le manque de matières premières. « Jusqu'au bout ! » nous devons le dire plus que jamais; oui, mais, « le bout, » nous devons savoir que ce n'est plus le blocus qui nous le donnera. Cette guerre ne finira plus que militairement. Mais, pour qu'elle finisse militairement, et qu'elle finisse bien, il nous faut « la penser, » et « l'agir, » la conduire; la faire, non la laisser se faire. Le temps n'est plus notre plus puissant auxiliaire, et l'espace, avec la Russie, se dérobe. Le champ de bataille se circonscrit, se précise; peu à peu, l'Yser, l'Aisne, la « montagne » de Reims, la Champagne, la tranchée de Calonne, la banlieue de Lunéville, les vallées des Vosges s'allument. Nous avons assez parlé. C'est l'heure du silence propitiatoire, c'est la sainte veillée des armes. Nourrissons, de nos amours et de nos haines, de nos souvenirs et de nos deuils eux-mêmes, notre volonté de vaincre. Recueillons-nous dans la communion de la patrie. « Ils ne passeront pas ! » Mais l'endurance ne suffit point, il faut l'effort. La patience n'est peut-être pas la moindre des vertus guerrières; toutefois, la plus féconde, la seule décisive, est l'action. Et il n'y a pas d'action pleine, totale, intégrale, capable de forcer le Destin, si, par principe ou par accoutumance, on en retranche l'initiative.

CHARLES BENOIST.

Le Directeur-Gérant :

RENÉ DOUMIC.

